LA SITUATION ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC 1981

Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif

Direction de l'analyse et de la prévision économiques.

Organisme auteur
Direction de l'analyse et de la prévision économiques
Ministère du Conseil exécutif

Production
Direction générale des publications gouvernementales
Ministère des Communications

Graphisme
Yves Léveillée

Composition et montage
Studio de graphisme
La Dame de Coeur Inc.

Graphiques
Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

Impression
Imprimerie L'Éclaireur Ltée

Gestion du projet d'édition
Jean-Louis Morgan
Direction générale des publications gouvernementales

Dépôt légal — 3e trimestre 1982
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-02650-0
ISSN 0481-2816
© Gouvernement du Québec, 1982

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

- Situation économique internationale 13
- Situation économique au Canada 17
- Situation économique au Québec 21

CHAPITRE 1

Démographie et marché du travail

- Démographie 29
- Marché du travail 30
  - La population active et le taux d'activité 30
  - L'emploi et le chômage 32
  - L'emploi par secteur d'activité 34
  - Chômage et famille 34
  - Le chômage par région administrative 35
  - Les relations de travail 36

CHAPITRE 2

Revenus et dépenses des agents économiques 39

- Revenus et dépenses des particuliers 39
  - Le revenu personnel 39
  - Les dépenses personnelles 41
- Les prix à la consommation 42
- Revenus et dépenses des administrations publiques 45

CHAPITRE 3

Finances privées et finances publiques 51

- Le financement de la demande des ménages 52
- Le financement des entreprises non financières 53
- Le financement du secteur public québécois 54

CHAPITRE 4

Investissements et industrie de la construction 59

- Industrie de la construction 59
- Immobilisations 61
- La construction résidentielle 63
- Immobilisations non résidentielles 66

CHAPITRE 5

Les échanges extérieurs 71

- Évolution d'ensemble de l'économie mondiale 1981 71
  - Évolution globale du commerce mondial en 1981 71
  - Évolution du commerce mondial par zone 71
  - Évolution du commerce mondial par produit 72
  - Le renouvellement de l'Accord Multifibre 72
  - Conclusion 72
- Le compte courant de la balance des paiements du Canada 73
- Le Québec et l'extérieur 74
  - La destination des livraisons manufacturières 74
  - Les exportations internationales chargées au Québec 75

CHAPITRE 6

Le secteur primaire 81

- L'agriculture 81
- La pêche 83
- L'exploitation forestière 84
- L'exploitation minière 85
- L'énergie électrique 87

CHAPITRE 7

Le secteur de la fabrication 91

- Les commandes, livraisons, stocks, bénéfices et prix 92
- Les immobilisations 97
- L'emploi, les arrêts de travail et les salaires 99
- La productivité relative dans l'industrie de la fabrication et les coûts unitaires de main-d'oeuvre 102

CHAPITRE 8

Le secteur tertiaire 107

- Les immobilisations 107
- L'emploi et les salaires 109
- Les relations de travail 110
- L'importance du secteur tertiaire dans l'activité économique (PIB) 111

PERSPECTIVES 1982 115

ANNEXE

Tableaux complémentaires 117

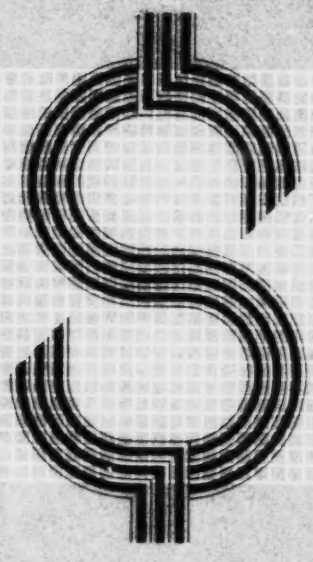
LISTE DES TABLEAUX

0,1 Indicateurs économiques — principaux pays industrialisés 13
0,2 Indicateurs économiques — États-Unis 14
0,3 Indicateurs économiques — Canada 17
0,4 Sources d'augmentation des prix au Canada 18
0,5 Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut — Canada 18
0,6 Indicateurs économiques— Québec 21
0,7 Revenu intérieur net et produit intérieur brut — Québec 22
0,8 Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut — Québec 23
1,1 Démographie et marché du travail — Québec 29
1,2 Population de 15 ans et plus, taux d'activité, population active, emploi total et taux de chômage selon le sexe — Québec 30
1,3 Population de 15 ans et plus, taux d'activité, population active, emploi, chômage et taux de chômage par groupe d'âge et par sexe — Québec 1981 32
1,4 Évolution de l'emploi par secteur d'activité — Québec 34
1,5 Données sur la population active par région administrative — Québec 1980-1981 35
1,6 Jours-personnes perdus en arrêts de travail par activité économique — Québec 36
2,1 Composantes du revenu personnel et revenu personnel disponible réel — Québec 39
2,2 Indice des prix à la consommation — Montréal 43
2,3 Indice des prix à la consommation par catégories de dépenses — Canada et principales villes, 1981/1980 44
2,4 Indice des prix à la consommation, classification en biens et services — Canada 44
2,5 Dépenses de toutes les administrations publiques au Québec en pourcentage du produit intérieur brut 45
2,6 Revenus de toutes les administrations publiques québécoises et ceux perçus au Québec par l'administration fédérale, en pourcentage du produit intérieur brut 45
2,7 Revenus budgétaires du gouvernement du Québec, selon les principales sources 46
2,8 Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec, par mission 47
3,1 Encours du crédit à la consommation consenti par les principaux prêteurs — Canada 52
3,2 Valeur des émissions brutes d'obligations du secteur public québécois — répartition selon l'emprunteur et la monnaie 55
4,1 Industrie de la construction, principales statistiques — Québec 59
4,2 Industrie de la construction, indicateurs régionaux — Québec 60
4,3 Valeur globale des travaux de construction exécutés, selon le genre de construction — Québec 60
4,4 Immobilisations des secteurs privé et public — Québec 62
4,5 Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public — Québec 62
4,6 Logement mis en chantier, par trimestre, toutes les localités — Québec 63
4,7 Logements unifamiliaux mis en chantier, régions métropolitaines, centre urbains et autres localités — Québec 64
4,8 Logements multifamiliaux mis en chantier, régions métropolitaines, centres urbains et autres localités — Québec 65
4,9 Immobilisations par secteur et par catégorie de dépenses — Québec 67
5,1 Commerce mondial par groupes de pays 71
5,2 Variation annuelle moyenne du commerce mondial 72
5,3 Destination des livraisons manufacturières du Québec 74
5,4 Destination des livraisons manufacturières du Québec, par industrie, 1979 75
5,5 Principaux pays de destination des exportations québécoises 76
5,6 Exportations internationales, valeur, prix et volume 76
5,7 Rang et valeur des exportations internationales chargées au Québec, 25 principaux produits 78
6,1 Secteur primaire, principales statistiques — Québec 81
6,2 Agriculture, principales statistiques — Québec 82
6,3 Pêche maritime et piégeage, principales statistiques — Québec 84
6,4 Forêts, principales statistiques — Québec 85
6,5 Mines, principales statistiques — Québec 86
6,6 Énergie électrique, principales statistiques — Québec 87
7,1 Industries manufacturières, indicateurs des activités manufacturières — Québec 91
7,2 Valeur des livraisons, industries manufacturières — Québec 97
7,3 Immobilisations, industries manufacturières — Québec 99
7,4 Employés salariés, industries manufacturières — Québec 100
7,5 Jours-personnes perdus en arrêts de travail, industries manufacturières — Québec 101
7,6 Salaires et traitements hebdomadaires moyens, industries manufacturières — Québec 101
7,7 La productivité manufacturière par industrie — Québec 102
8,1 Secteur tertiaire, principales statistiques — Québec 107
8,2 Immobilisations, secteur tertiaire — Québec 108
8,3 Emploi dans certains groupes du secteur tertiaire — Québec 110
8,4 Salaires et traitements hebdomadaires moyens dans certains groupes du secteur tertiaire — Québec 110
8,5 Jours-personnes perdus en arrêts de travail, secteur tertiaire — Québec 111
8,6 Importance relative du produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique — Québec 112

LISTE DES GRAPHIQUES

0,1 Prix mondiaux des matières premières, 1975 = 100, données trimestrielles 14
0,2 Produit intérieur brut au prix du marché, Québec — Canada 22
0,3 Revenu personnel, Québec — Canada 24
0,4 Indice des prix à la consommation, global, 1971 = 100, Montréal — Canada 25
0,5 Rémunération des salariés, Québec — Canada 25
1,1 Évolution démographique, Québec 30
1,2 Taux d'activité de la population de 15 ans et plus, hommes, femmes et total, Québec 31
1,3 Croissance de la population active, Québec 31
1,4 Population active et emploi, Québec 32
1,5 Création nette d'emploi, Québec 33
1,6 Taux de chômage, hommes et femmes, Québec 34
1,7 Taux de chômage par groupe d'âge et par sexe, 1981, Québec 34
1,8 Emploi par secteur d'activité, 1981/1980, Québec 35
2,1 Rémunération des salariés, par activité économique, 1981/1980, Québec 40
2,2 Salaires et traitements hebdomadaires moyens, variations annuelles Québec — Canada 40
2,3 Salaires et traitements hebdomadaires moyens, en dollars, Québec — Canada 40
2,4 Ventes au détail, Québec — Ontario — Canada 41
2,5 Ventes au détail par catégorie, 1981/1980, Québec 42
2,6 Indice des prix à la consommation, global, Montréal — Canada 43
2,7 Indice des prix à la consommation, global sauf alimentation, Montréal — Canada 43
2,8 Indice des prix à la consommation par catégorie de dépenses, 1981/1980, Montréal — Canada 44
2,9 Revenus budgétaires du gouvernement du Québec, par principales sources, 1981-82/1980-81 46
2,10 Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec, par mission et par ministère, 1981-82/1980-81 47
3,1 Monnaie hors banques et dépôts dans les banques à charte, Canada 51
3,2 Encours du crédit à la consommation des principaux prêteurs, 1981/1980, Canada 52
3,3 Principales sources de financement des entreprises non financières du secteur privé, 1981 (variations par rapport à 1980) Canada 54
3,4 Emprunts contractés par le secteur public québécois 56
4,1 Immobilisatons totales, Québec — Ontario — Canada 61
4,2 Immobilisations totales, (construction — machinerie et équipement) Québec 61
4,3 Immobilisations totales, Québec/Canada 61
4,4 Immobilisations totales, Québec/Ontario 61
4,5 Taux d'investissement, Québec 63
4,6 Logements mis en chantier, par trimestre, taux annuel désaisonnalisé, Québec 63
4,7 Logements mis en chantier dans les centres urbains, types unifamilial et multifamilial, Québec, tendance cyclique 64
4,8 Permis de bâtir, domiciliaire, Québec, tendance cyclique 65
4,9 Immobilisations par secteur, 1981/1980, Québec 66
4,10 Permis de bâtir et adjudications, non domiciliaire, Québec tendance cyclique 66
5,1 Destination des livraisons manufacturières du Québec 74
5,2 Exportations chargées au Québec en pourcentage des exportations du Canada 75
5,3 Destination des exportations internationales du Québec 77
6,1 Immobilisations par activité, secteur primaire Québec 81
6,2 Valeur brute de la production par activité, secteur primaire, Québec 82
7,1 Livraisons manufacturières, Québec — Ontario — Canada 92
7,2 Livraisons manufacturières par industrie, Québec; variation par industrie du prix de vente industriel, Canada; 1981/1980 95
7,3 Immobilisations, fabrication, Québec 97
7,4 Immobilisations par industrie, fabrication, 1981/1980, Québec 98
7,5 Rémunération horaire, valeur ajoutée par heure-personne, par industrie, fabrication, Québec 103
7,6 Rémunération horaire, valeur ajoutée par heure-personne, évolution annuelle, fabrication, Québec 104
8,1 Immobilisations, secteur tertiaire, Québec 108
8,2 Immobilisations par activité, secteur tertiaire, 1981/1980, Québec 109
9,1 Immobilisations par secteur, perspectives, 1982/1981, Québec — Canada 115

INTRODUCTION



SITUATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

La croissance de la production

La reprise de l'activité économique, attendue en 1981 dans les pays industrialisés, ne se concrétise pas. Les gouvernements des pays de l'OCDE agissent avec une remarquable unanimité pour modérer la demande afin d'empêcher le choc pétrolier de 1979-80 de se traduire par une nouvelle flambée des prix. Tous les pays sauf le Japon adoptent des politiques monétaires très restrictives et les politiques budgétaires vont dans le même sens. Les mesures prises ont pour effet de perpétuer en 1981 le ralentissement ou la baisse du PIB des pays européens subis en 1980 et d'écourter la forte reprise de l'économie américaine au premier semestre de 1981. La détérioration de la situation économique dans les principaux pays industrialisés affecte l'économie japonaise en 1981, surtout au quatrième trimestre. Le PNB réel du Japon connaît alors sa première baisse trimestrielle depuis six ans à cause d'un affaissement marqué de la demande intérieure et extérieure. Malgré tout, le Japon réalise la meilleure performance des sept pays les plus industrialisés au total de l'année avec une croissance de 3,8% de son PNB, suivi de près par le Canada. Les vingt-quatre pays membres de l'OCDE accroissent en moyenne leur PNB réel au même rythme que les sept pays les plus industrialisés, soit de 1,3%.

Les politiques monétaires très restrictives jusqu'à l'automne 1981 se soldent par une hausse des taux d'intérêt réels à des niveaux sans précédent en période de récession et par un ralentissement de la progression de la masse monétaire, pour l'ensemble des pays de l'OCDE, qui dure plus longtemps que celui observé en 1974-75. Par ailleurs, les déficits budgétaires sont importants et sèment l'inquiétude dans la plupart des pays qui souhaitent les réduire malgré la récession. Le poids des paiements d'intérêt sur la dette publique s'accroît fortement.

Aux États-Unis, le dynamisme du début de 1981 fait place à un ralentissement très marqué de l'activité par la suite; la demande intérieure, dans le secteur de l'investissement résidentiel privé en particulier, s'affaiblit considérablement du fait de la persistance de taux d'intérêt élevés. La politique monétaire est le principal élément de freinage de la demande. La forte appréciation du dollar pèse sur les exportations et entraîne une forte dégradation de la balance extérieure. Les mises en chantier de logements passent d'un taux annuel de 1,5 million d'unités en début d'année à moins de neuf cent mille au cours des derniers mois. Cependant, les particuliers, dont les revenus réels augmentent faiblement, continuent d'accroître leur consommation. Pour ce faire, ils accroissent légèrement leur endettement et diminuent leur taux d'épargne. Les investissements non-résidentiels privés progressent, surtout au premier semestre, et restent relativement soutenus en fin d'année. Le PNB réel des États-Unis augmente de 2,0% en 1981.

L'emploi et le chômage

L'emploi ne s'accroît pas en 1981 dans la zone de l'OCDE, malgré une augmentation de 0,5% au premier semestre. De fait, l'emploi diminue en Allemagne, en France et surtout au Royaume-Uni, augmente aux États-Unis, au Japon, en Italie et surtout au Canada qui, à nouveau cette année, connaît la meilleure performance dans ce domaine avec une augmentation de l'emploi de 2,6%. Le Japon et le Royaume-Uni sont les deux pays où la productivité, mesurée par le PNB sur l'emploi, augmente le plus. La hausse des coûts unitaires de main-d'oeuvre des industries manufacturières ralentit fortement au Royaume-Uni et en Allemagne, alors qu'elle s'accélère fortement en Italie.

La croissance de la population active civile s'accélère et connaît une progression particulièrement soutenue en Amérique du Nord et en Australie. La stagnation de l'emploi provoque une brusque augmentation du taux de chômage dans

TABLEAU 0,1 INDICATEURS ÉCONOMIQUES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISÉS

	PNB ou PIB Réel		Emploi		Taux de chômage		Productivité		Prix de la consommation privée		INDUSTRIES MANUFACTURIERES Gains horaires		Coûts unitaires de main-d'oeuvres		Balance commerciale		Balance des opérations courantes	
	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981
	variation en pourcentage														milliards de dollars			
États-Unis	-0,2	2,0	0,5	1,1	7,1	7,6	-0,5	0,75	10,2	8,3	8,7	9,0	10,9	8,5	-25,3	-27,8	3,7	6,6
Japon	4,2	3,8	1,0	0,75	2,0	2,25	3,2	3,0	7,1	4,8	8,1	6,0	1,0	4,0	2,1	21,3	-10,7	5,5
Allemagne	1,8	-1,0	0,9	-1,0	3,4	5,0	0,9	0	5,4	5,8	6,2	5,0	8,2	4,0	10,4	17,0	-16,4	-8,5
France	1,2	0,5	0,2	-1,0	6,3	7,5	0,9	1,5	13,5	13,5	15,1	14,5	14,5	14,0	-12,0	- 7,8	- 7,8	- 6,5
Royaume-Uni	-1,8	-2,0	-2,3	-4,75	7,0	10,5	0,5	2,75	16,0	11,0	17,8	12,5	23,2	8,8	2,7	8,8	7,5	14,3
Italie	4,0	0	1,5	0,25	7,6	8,25	2,5	-0,5	20,4	19,3	22,5	22,0	13,7	21,0	-16,0	-11,8	- 9,6	- 9,5
Canada	-0,1	3,7	2,8	2,6	7,5	7,6	-2,7	0,4	10,6	11,1	10,1	12,25	11,1	9,0	6,7	5,5	- 1,6	- 5,5
Total des pays ci-dessus	1,0	1,3	0,4	0	5,7	6,5	0,6	1,25	10,6	9,0	12,6	11,6	10,5	8,5	-31,4	5,2	-34,9	- 3,6
Total OCDE	1,2	1,3	0,4	0	6,2	7,25	0,8	1,0	11,0	9,5	10,7	10,0	—	—	-72,5	-25,0	-72,7	-35,0

SOURCES: Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1981, sauf États-Unis et Canada; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 0,2 INDICATEURS ÉCONOMIQUES ÉTATS-UNIS

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/8
Produit national brut au prix du marché	milliards $	2 156,1	2 413,9	2 626,1	2 925,5	12,4	12,0	8,8	11,
Indice implicite des prix du PNB	1972 = 100	150,05	162,77	177,36	193,71	7,3	8,5	9,0	9,
Produit national brut en dollars 1972	milliards $	1 436,9	1 483,0	1 480,7	1 510,3	4,8	3,2	- 0,2	2,
Consommation	milliards $	1 348,7	1 510,9	1 672,8	1 857,8	11,9	12,0	10,7	11,
Dépenses publiques en biens et services	milliards $	432,6	473,8	534,7	591,2	9,7	9,5	12,9	10,
Formation brute de capital fixe privé	milliards $	375,3	415,8	395,3	450,5	16,4	10,8	- 4,9	14,
Logements mis en chantier	'000	2 020,3	1 745,1	1 292,2	1 084,2	1,7	-13,6	-26,0	-16,
Exportations nettes[1]	milliards $	- 0,6	13,4	23,3	26,0	—	—	—	-
Profits des compagnies avant impôts	milliards $	223,3	255,4	245,5	233,7	15,9	14,4	- 3,9	- 4,
Revenu personnel disponible	milliards $	1 462,9	1 641,7	1 821,7	2 016,0	11,5	12,2	11,0	10,
Emploi	'000	96 048	98 824	99 303	100 397	4,1	2,9	0,5	1,
Taux de chômage	%	6,1	5,8	7,1	7,6	—	—	—	-
Indice des prix à la consommation	1967 = 100	195,4	217,4	246,8	272,4	7,7	11,3	13,5	10,
Indice de la production industrielle	1967 = 100	146,1	152,5	147,0	151,0	5,7	4,4	- 3,6	2,
Productivité des entreprises privées[2]	1977 = 100	99,8	99,5	99,3	100,4	- 0,2	- 0,3	- 0,2	1,

(1) Exportations moins importations de biens et services.
(2) Production par heure travaillée.
SOURCES: Economic Indicators, U.S., mars 1982; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

l'ensemble de la zone de l'OCDE; l'augmentation la plus forte se produit en Europe, où le taux de chômage atteint 8,75%. Les pays les plus touchés sont le Royaume-Uni et l'Italie. La hausse des taux de chômage s'accompagne d'une augmentation de la durée moyenne du chômage.

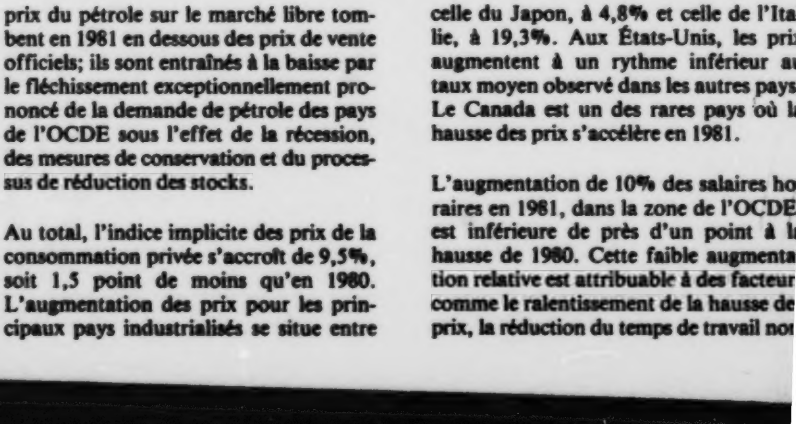
Les prix et les salaires

L'année 1981 se caractérise par un ralentissement presque généralisé de la hausse des prix. Cette amélioration s'explique par l'influence de facteurs favorables, mais peut-être temporaires, tels le niveau élevé des approvisionnements mondiaux en denrées alimentaires et la faiblesse des marchés internationaux de l'énergie et des matières premières.

Les cours en dollars américains des produits de base autres que le pétrole fléchissent fortement en 1981, surtout au deuxième semestre. Ce fléchissement s'explique par la variation des taux de change, mais aussi par une dégradation de l'équilibre des marchés. L'offre est excédentaire pour la plupart des denrées alimentaires de base et des matières premières industrielles et les stocks sont abondants chez les producteurs.

Les prix mondiaux du pétrole, en dollars américains, augmentent de nouveau en 1981, à un rythme légèrement supérieur à l'inflation. Exprimée en monnaies locales, et conjuguée à un ajustement par entraînement des prix des produits énergétiques autres que le pétrole, la hausse représente un très net relèvement des prix réels de l'énergie. Par contre, les

0,1 PRIX MONDIAUX DES MATIÈRES PREMIÈRES, 1975 = 100, DONNÉES TRIMESTRIELLES



prix du pétrole sur le marché libre tombent en 1981 en dessous des prix de vente officiels; ils sont entraînés à la baisse par le fléchissement exceptionnellement prononcé de la demande de pétrole des pays de l'OCDE sous l'effet de la récession, des mesures de conservation et du processus de réduction des stocks.

Au total, l'indice implicite des prix de la consommation privée s'accroît de 9,5%, soit 1,5 point de moins qu'en 1980. L'augmentation des prix pour les principaux pays industrialisés se situe entre celle du Japon, à 4,8% et celle de l'Italie, à 19,3%. Aux États-Unis, les pri augmentent à un rythme inférieur a taux moyen observé dans les autres pays Le Canada est un des rares pays où l hausse des prix s'accélère en 1981.

L'augmentation de 10% des salaires ho raires en 1981, dans la zone de l'OCDE est inférieure de près d'un point à l hausse de 1980. Cette faible augmenta tion relative est attribuable à des facteur comme le ralentissement de la hausse de prix, la réduction du temps de travail no

mal et des primes, la modification de l'indexation des salaires, la faiblesse des bénéfices et, parfois, à des concessions salariales consenties en raison de mauvaises perspectives de la production et de l'emploi. Les salaires réels progressent en moyenne d'environ 0,5%. La productivité, malgré un net fléchissement au second trimestre, croît plus rapidement qu'en 1980, surtout au Royaume-Uni et aux États-Unis; la croissance de la productivité au Japon ralentit légèrement, mais reste malgré tout la plus élevée des pays industrialisés. Dans les industries manufacturières, secteur le plus exposé à la concurrence internationale, les coûts de main-d'oeuvre par unité de production croissent moins rapidement qu'en 1980; ce ralentissement est très net au Royaume-Uni et en Allemagne. La situation est différente au Japon et en Italie, où les coûts unitaires de main-d'oeuvre croissent plus rapidement à cause du fléchissement de la production et du souci d'économie d'énergie.

La balance des opérations courantes

L'accroissement rapide du volume des exportations au premier semestre de 1981, mais, surtout la diminution durant toute l'année du volume des importations de pétrole ramènent le déficit de la balance des opérations courantes globales de l'OCDE à 35 milliards de dollars, soit deux fois moins que celui de 1980. Le Japon et le Royaume-Uni améliorent fortement leur balance courante, tandis que le Canada est celui, parmi les sept pays les plus industrialisés, qui voit sa position relative se détériorer le plus. Les échanges internationaux de biens des vingt-quatre pays membres de l'OCDE avec le reste du monde se soldent par un déficit de 25 milliards de dollars, ce qui est une très forte amélioration par rapport au déficit de 72,5 milliards de dollars en 1980. Les pays de l'OPEP voient le surplus de leur balance des opérations courantes fondre de 110 milliards en 1980 à 60 milliards en 1981, sous l'effet du recul marqué de leur production et de leurs exportations.

La situation difficile des pays en développement non producteurs de pétrole s'aggrave de nouveau alors que le déficit de leur balance des opérations courantes augmente de 60 milliards de dollars en 1980 à 68 milliards de dollars cette année.

SITUATION ÉCONOMIQUE AU CANADA

La croissance de la production intérieure

Après avoir connu en 1980 une des pires années au niveau économique depuis la deuxième guerre mondiale, alors que le volume du PIB diminuait légèrement (-0,1%), le Canada enregistre pour l'ensemble de 1981 une assez bonne performance, alors que la production intérieure en termes réels progresse de 3,7%. Celle-ci provient, toutefois, uniquement des résultats du premier semestre. Soutenue par le dynamisme des dépenses d'investissement, l'économie canadienne résiste, en effet, au cours du premier semestre de 1981 aux effets négatifs des taux d'intérêts entraînés par le maintien d'une politique monétaire très restrictive, tant au Canada qu'aux États-Unis. Cependant, le repli ne peut être évité au second semestre et le Canada entre en juillet dans une sévère récession. L'activité économique fléchit et l'on constate un affaiblissement de plusieurs composantes, entre autres celui des dépenses des consommateurs et de la construction résidentielle. Les perspectives pour les exportations s'affaiblissent à cause de la demande internationale et de l'appréciation du dollar canadien par rapport aux devises européennes. Le secteur manufacturier demeure, par contre, ferme, principalement à cause de l'essor continu des dépenses des entreprises en immobilisations. Même si la croissance économique réelle pour l'ensemble de l'année 1981 peut être qualifiée de modérée, elle est, toutefois, très satisfaisante si on la compare à celles des sept principaux pays de l'OCDE. La croissance réelle du Canada n'est alors dépassée que par celle du Japon.

L'emploi et le chômage

Le Canada enregistre en 1981, pour une deuxième année consécutive, une baisse du rythme de croissance de son emploi, soit 2,6% comparativement à 4,0% et 2,8% respectivement en 1979 et 1980. La population employée s'établit à 10 933 000 pour une création nette de 278 000 emplois. Comme l'emploi total augmente à un rythme légèrement inférieur à celui de la population active, il s'ensuit une légère augmentation du taux de chômage qui passe de 7,5% en 1980 à 7,6% en 1981. Parmi les sept pays les plus industrialisés, c'est le Canada, toutefois qui bénéficie de la plus forte augmentation de son emploi et ce, pour une troisième année consécutive, suivi en 1981 par les États-Unis (1,1%), le Japon (0,7%) et l'Italie (0,2%). Les trois autres pays (Allemagne, France et Royaume-Uni) voient par contre, leur emploi diminuer en 1981.

Les revenus

Le revenu personnel augmente de 16,6% en 1981, soit à un rythme nettement supérieur à celui de 12,2% enregistré en 1980. Deux composantes sont responsables de cette accélération: le revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole, qui avait baissé de 11,6% en 1980, grimpe de 58,6% en 1981, alors que les intérêts, dividendes et revenus divers de placements s'accroissent de 36,7% en 1981 contre 16,2% en 1980. Par contre, le taux de croissance des transferts courants des administrations publiques passe de 15,6% en 1980 à 12,3% en 1981. La rénumération des salariés, qui constitue la composante la plus importante du revenu personnel, augmente de 13,8% en 1981 contre

TABLEAU 0,3 INDICATEURS ÉCONOMIQUES CANADA

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Produit intérieur brut aux prix du marché	000 000$	213 420	236 302	269 288	297 962	340 285	10,7	14,0	10,6	14,2
Indice implicite des prix du PIB	1971 = 100	172,0	182,9	202,4	224,1	246,8	6,3	10,7	10,7	10,1
Produit intérieur brut en dollars constants de 1971	000 000$	124 104	129 172	133 065	132 952	137 899	4,1	3,0	- 0,1	3,7
Revenu personnel	000 000$	171 303	190 067	211 394	237 272	276 631	11,0	11,2	12,2	16,6
Revenu personnel par habitant	$	7 365	8 096	8 927	9 913	11 436	9,9	10,3	11,0	15,4
Salaires, traitements et revenus complémentaires	000 000$	118 992	129 848	145 091	162 373	184 752	9,1	11,7	11,9	13,8
Logements mis en chantier	Unité	245 724	227 667	197 049	158 601	177 973	- 7,3	-13,4	-19,5	12,2
Immobilisations totales	000 000$	46 598	50 360	58 354	66 193	78 512	8,1	15,9	13,4	18,6
- Secteur de la fabrication	000 000$	6 081	6 178	7 444	9 747	12 432	1,6	20,5	30,9	27,5
Valeur des livraisons, industries manufacturières	000 000$	108 911	129 019	152 133	166 946	188 212	18,5	17,9	9,7	12,7
Consommation des ménages	000 000$	122 530	135 271	150 617	168 146	190 025	10,4	11,3	11,6	13,0
Indice des prix à la consommation	1971 = 100	160,8	175,2	191,2	210,6	236,9	9,0	9,1	10,1	12,5
Population (1er juin)	'000	23 258	23 476	23 681	23 937	24 189	0,9	0,9	1,1	1,1
Population active	'000	10 498	10 882	11 207	11 522	11 830	3,7	3,0	2,8	2,7
Emploi total	'000	9 648	9 972	10 369	10 655	10 933	3,4	4,0	2,8	2,6
Taux de chômage	%	8,1	8,4	7,5	7,5	7,6	—	—	—	—

* Chiffres provisoires.

SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205); Industries manufacturières (31-203); Revue Statistique du Canada (11-003); Prix et indices des prix (62-010); La population active (71-001); S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

11,9% en 1980 suite à une hausse plus rapide des salaires et gages hebdomadaires moyens (12,0% contre 10,1%) et cela, malgré une légère baisse du taux de croissance de l'emploi (2,6% contre 2,8%).

Les bénéfices des sociétés avant impôt baissent de 8,2% en 1981, après une faible hausse de 6,5% en 1980. Cette baisse est attribuable principalement à la faiblesse des marchés, à l'augmentation des coûts de financement et à l'accroissement des coûts de main-d'oeuvre. Les plus fortes baisses en pourcentage s'observent dans les mines, le commerce de détail, les transports et la fabrication.

Le total des recettes publiques, excluant les transferts entre administrations, s'accroissent de 19,7% en 1981 contre 13,7% en 1980. Cette accélération provient en grande partie de l'augmentation de 27,5% des impôts indirects principalement au chapitre des taxes fédérales reliées au pétrole.

La consommation

Les dépenses personnelles réelles en biens et services de consommation accusent, pour une cinquième année consécutive, une faible croissance en 1981 (1,7%) malgré une bonne progression du revenu personnel disponible réel (2,8%). Les consommateurs canadiens restent prudents dans leurs achats en 1981 face à l'escalade des taux d'intérêt et à la persistance de l'inflation. Ainsi, les dépenses en biens durables, en particulier les voitures, continuent d'être freinées par les taux d'intérêt élevés, alors que l'accroissement des prix limite la consommation de biens non durables reliés à l'énergie. Par contre, la demande réelle de biens semi-durables progresse de 2,8%, à cause de la modération de la hausse des prix dans cette catégorie (7,7% seulement), et celle des services s'accroît de façon soutenue.

Pour l'ensemble de l'année 1981, les ventes au détail augmentent de 12,5%, soit au même taux que l'indice des prix à la consommation. En 1980, la hausse des ventes au détail avait été de 9,1% et celle des prix de 10,1%. Les trois principaux groupes qui voient leurs ventes augmenter le plus en 1981 sont les stations-service, les garages et les magasins d'appareils ménagers. Par contre, les ventes des magasins de meubles, téléviseurs, radios et accessoires diminuent légèrement.

Les investissements

En 1981, les investissements totaux au Canada atteignent 100 456 millions de $ (+ 16,9%), les immobilisations 78 512 millions de $ (+ 18,6%), les dépenses en construction 47 800 millions de $ (+ 19,0%) et les dépenses en équipement 30 712 millions de $ (+ 18,0%). L'On-

TABLEAU 0,4 SOURCES D'AUGMENTATION DES PRIX AU CANADA, TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUEL MOYEN

	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
	variation en pourcentage					contribution à la hausse totale[1]				
Coût salarial par unité de production	8,0	5,2	8,4	11,9	10,5	4,6	2,9	4,7	6,7	5,9
Bénéfices des sociétés par unité de production	2,6	18,0	32,2	6,5	-11,6	0,3	2,0	4,3	0,8	- 1,2
Impôts indirects moins subventions par unité de production	8,8	4,3	4,8	4,5	27,2	1,0	0,5	0,5	0,4	3,2
Autres revenus par unité de production	6,0	5,0	7,0	13,0	13,8	1,3	1,1	1,4	2,7	3,0
Variation totale des prix[2]	7,1	6,4	10,4	10,6	10,0	7,2	6,5	10,9	10,6	10,9

(1) La somme de la contribution à la hausse totale des prix peut ne pas être égale à la variation totale des prix à cause de l'arrondissement des données.
(2) Indice implicite des prix de la dépense.
SOURCE: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 0,5 DEMANDE INTÉRIEURE ET EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT CANADA

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	122 530	135 271	150 617	168 146	190 025	10,4	11,3	11,6	13,0
Dépenses publiques en biens et services	43 374	47 676	51 979	57 913	66 192	9,9	9,0	11,4	14,3
Formation brute de capital fixe	48 193	52 290	60 595	68 525	80 369	8,5	15,9	13,1	17,3
Demande intérieure finale	214 097	235 237	263 191	294 584	336 586	9,9	11,9	11,9	14,3
Valeur de la variation matérielle des stocks	374	361	4 165	-1 192	1 367	—	—	—	—
Demande intérieure totale	214 471	235 598	267 356	293 392	337 953	9,9	13,5	9,7	15,2
Exportations nettes	- 162	965	1 744	4 919	3 606	—	—	—	—
Erreur résiduelle	- 889	- 261	188	- 349	-1 274	—	—	—	—
Produit intérieur brut au prix du marché	213 420	236 302	269 288	297 962	340 285	10,7	14,0	10,6	14,2

* Chiffres provisoires.
SOURCES: Comptes nationaux (13-001), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

tario occupe le premier rang pour l'importance des sommes totales en investissements, en immobilisations et en dépenses d'équipement, mais l'Alberta effectue davantage de dépenses en construction neuve; pour toutes ces catégories de dépenses, c'est la Nouvelle-Écosse qui obtient les plus forts taux de croissance, grâce, entre autres, à l'exploration pétrolière en haute mer et aux investissements manufacturiers.

Malgré des résultats globaux meilleurs qu'en 1980, l'offre et la demande de capitaux pour fins d'investissements apparaissent tempérées par l'instabilité monétaire qui caractérise de nouveau toute l'année 1981. Poursuivant des efforts en vue de stabiliser le dollar canadien, la Banque du Canada concentre de nouveau son attention sur le coût du crédit aux États-Unis et se sent obligée de suivre d'assez près le mouvement des taux d'intérêt américains. Le Canada hérite donc des fluctuations de son voisin du sud et voit ainsi le taux préférentiel des banques à charte se hisser à un niveau record de 22,75% en août 1981, pour ensuite redescendre brusquement à 17,25% en décembre 1981. Les taux d'intérêt hypothécaire épousent un mouvement parallèle; leur niveau élevé et leur fluctuation freinent la demande de fonds hypothécaires pendant la plus grande partie de l'année. La construction résidentielle, sensible à ces changements, suit de près l'évolution des marchés financiers: en conséquence, dans la plupart des provinces, il y a beaucoup de construction résidentielle au cours du premier semestre et peu pendant le second. Les mises en chantier passent d'un taux annuel désaisonnalisé de 157 800 en décembre 1980 à 246 300 en avril 1981, un sommet des trente derniers mois, mais une nouvelle escalade des taux d'intérêt a pour effet d'en abaisser le nombre à aussi peu que 106 300 en octobre; la construction reprend en fin d'année à mesure que les constructeurs inscrivent leurs immeubles locatifs comme IRLM avant l'échéance prévue des déductions spéciales pour amortissement; les mises en chantier atteignent alors un taux annuel de 181 300 en décembre.

La vague de relance du premier semestre de 1981 s'explique principalement par l'effritement de la résistance des consommateurs face aux taux d'intérêts hypothécaire de 15 ou 16% et par la spéculation des entrepreneurs dans plusieurs grandes zones métropolitaines; par contre, le second semestre témoigne d'un fort fléchissement de la confiance des consommateurs qui donne lieu à une augmentation des stocks de logements parachevés mais inoccupés et à une stabilisation, sinon à une baisse, du prix des maisons. Au total, on compte 177 973 mises en chantiers, soit 12,2% de plus que les 158 601 enregistrées en 1980. Cette augmentation met un terme à quatre années de ralentissement dans le secteur de l'habitation. Tous les genres de logements révèlent une hausse mais à des degrés divers. Le total de 89 071 mises en chantier de maisons individuelles enregistré en 1981 ne constitue qu'une minime hausse de 1,5% par rapport au niveau anormalement bas de 87 721 atteint en 1980. Les mises en chantier de maisons jumelées et de duplex ne s'accroissent que de 6%, alors que celles des maisons en rangée et des immeubles d'appartements accusent des hausses respectives de 36 et 27% pour se chiffrer à 15 525 et 61 609. La valeur totale des immobilisations dans le secteur de l'habitation augmente de 19,3% en 1981.

Dans le secteur non-résidentiel, la croissance des immobilisations est de 18,5% en 1981 au Canada, soit une croissance légèrement supérieure à celle de 18,1% enregistrée en 1980. Cette augmentation est imputable principalement aux secteurs des services d'utilité publique (+ 27,8%) et de la fabrication (+ 27,5%). Dans le cas de la fabrication, une bonne part de la hausse est attribuable au désir des entrepreneurs d'accroître la capacité de production dans les usines de produits chimiques, de pneus, des dérivés du pétrole et du charbon et de moderniser les usines de pâtes et papiers. Le secteur des industries primaires et de la construction dont les immobilisations s'étaient vigoureusement accrues de 27,0% en 1980, ne les augmente que de 9,7% en 1981. Les deux autres secteurs, soit le "commerce, finances et services commerciaux" et les "institutions et ministères gouvernementaux", enregistrent des taux de croissance de 14,4% et 13,7% respectivement.

La fabrication

Les effets bénéfiques sur l'industrie manufacturière de la dépréciation du dollar canadien depuis 1977 et de la croissance des investissements des entreprises depuis 1979 sont réduits en 1980 et 1981 par la faiblesse relative des dépenses des ménages et des administrations publiques; jouent également les effets d'une inflation et la montée des taux d'intérêt dans les pays occidentaux. Ainsi, après avoir connu une baisse en 1980, le volume des livraisons de l'industrie canadienne de la transformation ne s'accroît que de l'ordre de 2,5% en 1981.

Cette hausse s'effectue essentiellement au premier semestre de 1981. Elle est imputable au court redressement qui s'opère au Canada dans la construction résidentielle et dans la valeur des dépenses personnelles. Au même moment, la montée des investissements industriels, entreprise il y a quelques années, se poursuit; de plus la valeur des exportations canadiennes de produits finis aux États-Unis augmente très rapidement au premier semestre de 1981.

À partir du mois de juillet 1981 cependant, les consommateurs de produits manufacturés perdent tout espoir de voir diminuer, sensiblement et à court terme, les taux d'intérêt très élevés qui sévissent au Canada et aux États-Unis. Les nouvelles commandes, de biens durables surtout, fléchissent rapidement jusqu'en décembre. Le volume des commandes en carnet diminue, illustrant le ralentissement du processus de capitalisation des entreprises. Les automobiles nord-américaines ne se vendent qu'à prix de rabais. Les sidérurgies ontariennes et les entreprises de pâtes, papiers et produits en bois de l'Ouest canadien sont durement touchées par d'importants arrêts de travail et par un affaissement des achats de logements, de véhicules moteurs et d'appareils ménagers.

Entre juin et décembre 1981, le volume désaisonnalisé de production de la quasi totalité des groupes majeurs d'industries manufacturières diminue fortement, au point où le secteur de la fabrication accuse, au quatrième trimestre, sa baisse trimestrielle la plus forte (-4,9%) en dix ans. Ceci annule presque la hausse de production enregistrée au premier semestre par les manufacturiers. En conséquence, en 1981, le produit intérieur brut au coût des facteurs n'augmente au Canada que de 2,5% environ dans l'ensemble des activités économiques et de 1,7% seulement dans les activités de transformation. Le taux d'utilisation des capacités de production des manufacturiers de biens durables perd plus de onze points de pourcentage entre le deuxième et le quatrième trimestre de 1981, si bien que le coefficient d'exploitation des fabricants atteint en fin d'année son niveau le plus bas des vingt dernières années.

Cette récession dans l'industrie manufacturière canadienne au deuxième semestre de 1981, plus subite et plus profonde que celle très brève de 1979-1980, entraîne des licenciements collectifs plus considérables que ceux très lourds enregistrés en 1977. Ainsi, en dépit de tous les efforts des fabricants, la

faiblesse de la demande extérieure et intérieure occasionne en fin d'année des accumulations involontaires de leurs stocks, au point où le rapport désaisonnalisé des inventaires possédés sur les livraisons de décembre 1981 est le plus haut atteint depuis la récession de 1975.

Les effets du fléchissement des ventes varient selon les régions. En effet, la valeur des livraison des manufacturiers augmente de 12,7% au Canada entre 1980 et 1981. Cette hausse n'est pourtant que de 4,0 à 7,0% en Colombie-Britannique et dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. En Alberta et en Saskatchewan respectivement, elle est d'environ 17,0 et 23,0%. En Ontario et au Québec, cette augmentation est de l'ordre de 14,0 et de 11,0%.

En dépit de la hausse des coûts de financements de leurs investissements, de l'accroissement de leurs coûts de main-d'oeuvre et de la très forte augmentation, de l'ordre de 47,0% des prix de leurs approvisionnements en charbon, pétrole brut et gaz naturel, la faiblesse des marchés au deuxième semestre de 1981 empêchent les manufacturiers d'accroître sensiblement leurs prix de vente. En 1981, ils augmentent leurts prix de 10,1% (13,4% en 1980); l'augmentation n'est que de 8,0% entre les mois de décembre 1980 et décembre 1981.

Cette mince marge de manoeuvre entraîne une baisse de plus de 23,0% des bénéfices de base des manufacturiers canadiens entre les derniers trimestres de 1980 et de 1981. En 1981, ces profits sont d'un pour cent inférieurs au sommet atteint en 1980. La forte contraction en cours d'année de la demande et des bénéfices, combinée au coût très élevé de l'argent, incite les manufacturiers à réviser à la baisse leurs projets d'immobilisations. En dépit de cela, l'augmentation de la valeur des immobilisations manufacturières au Canada entre 1980 et 1981 demeure très importante, soit de l'ordre de 27,0%.

La balance des paiements

Pour l'ensemble de 1981, le déficit du compte courant du Canada atteint 6,6 milliards de $, comparé à 1,9 milliard de $ en 1980. L'importance relative du déficit par rapport au PNB demeure dans la tendance enregistrée depuis 1976 d'environ 2% du PNB, à l'exception de 1980, où elle se situait à 0,7%. L'augmentation du déficit au compte courant de 1981, s'explique par la baisse du surplus commercial et la très forte hausse du déficit des invisibles.

Les exportations de marchandises augmentent moins rapidement que les importations en 1981, ce qui fait passer le surplus commercial de 7,8 milliards de $ en 1980 à 6,6 milliards de $ en 1981. La hausse des prix à l'exportation se situe à 7,1% et celle des prix à l'importation à 10,8%. Les termes d'échange se détérioreront donc quelque peu par rapport à 1980. En ce qui concerne le volume des échanges, il augmente de 3,2% pour les exportations et de 2,3% pour les importations.

Quant au déficit des services, il atteint 14,8 milliards de $ à cause surtout des fortes hausses de paiements aux titres des "intérêts et dividendes" et des "autres services". Le déficit des voyages demeure à peu près au même niveau que celui de l'an dernier, soit 1,2 milliard de $. Les transports, quant à eux, enregistrent un surplus de 243 millions de $.

L'excédent du compte des transferts se chiffre à 1,6 milliard de $/, grâce, entre autres, à la venue d'immigrants qui acheminent leurs avoirs vers le Canada sous forme de capitaux.

Les mouvements nets de capitaux totalisent 16,2 milliards de $, grâce à des entrées nettes de 1,3 milliard de $ de capitaux à long terme et de 14,9 milliards de $ de capitaux à court terme.

Les prix

L'indice global des prix à la consommation du Canada s'accroît à un taux annuel moyen de 12,5% comparé à 10,1% en 1980. Il s'agit de la plus forte augmentation de l'indice depuis 1948, année où il augmenta de 14,2%.

Les pression inflationnistes en 1981 proviennent surtout des composantes transport, habitation et alimentation de l'indice; elles progressent à des taux annuels moyens respectifs de 18,4%, 12,4% et 11,4%. L'indice global des prix sans l'alimentation augmente de 12,8%, soit plus rapidement que l'indice global, ce qui ne s'était pas vu depuis 1976. L'habillement enregistre la meilleure performance parmi toutes les composantes de l'indice cette année avec une croissance de 7,1% des prix. Les prix du tabac et de l'alcool augmentent de 12,9%, ceux de la santé et des soins personnels de 10,9% et les loisirs, la lecture et la formation de 10,1%.

L'énergie qui ne constitue pas en soi une composante de l'IPC, mais dont on tient compte en particulier à l'intérieur des composantes habitation et transport, contribue substantiellement à la progression des prix en 1981. En effet, les coûts de l'énergie grimpent de 30,1% dans l'ensemble du Canada. Les prix à l'importation, pour leur part, continuent d'alimenter l'inflation, mais à un degré moindre que les années passées. Le taux de croissance de leur indice se situe à 10,8% en 1981, comparé à 16,5% en 1980; il s'agit de la plus faible augmentation depuis 1976.

Si nous examinons les sources d'augmentation des prix en 1981 au Canada selon les principales sources de revenu, il en ressort que le coût salarial et les impôts indirects par unité de production augmentent respectivement de 10,5% et 27,2% et contribuent ainsi pour 5,9 et 3,2 points de pourcentage à la hausse de l'indice implicite des prix de la dépense. Par contre, les bénéfices des sociétés par unité de production diminuent de 11,6%, ce qui entraîne un effet à la baisse sur la hausse de l'indice global. Les autres revenus, pour leur part, augmentent de 13,8% et ajoutent ainsi 3 points additionnels à l'augmentation de l'indice des prix de la dépense.

SITUATION ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC

La croissance de la production et de la demande

La performance de l'économie québécoise en 1981 se situe dans un contexte international où on constate une interdépendance accrue des économies et une synchronisation beaucoup plus poussée des diverses phases du cycle économique. Après avoir connu une forte reprise en début d'année, le Québec, tout comme le Canada et les pays européens, ressent très vite les effets de la politique monétaire très restrictive suivie par les États-Unis et des taux d'intérêt records qu'elle entraîne dans les pays industrialisés. Les perspectives de reprise économique en 1981 s'assombrissent au printemps; la croissance du PNB américain devient négative au deuxième trimestre et celle du Canada au troisième. Dans ce contexte, le Québec, largement tributaire des marchés extérieurs pour sa croissance économique, connaît un bon début d'année mais un deuxième semestre difficile.

Confrontés à des niveaux records de taux d'intérêt, à une hausse du chômage et à une stagnation du revenu personnel disponible réel due à la hausse des impôts directs et des prix à la consommation, les consommateurs québécois se montrent prudents dans leurs achats de biens, principalement de biens durables où le recours au crédit est plus généralisé. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation augmentent moins rapidement que l'ensemble de la production. L'évolution des prix de l'énergie, du transport, de l'alimentation et de l'habitation expliquent la forte hausse de l'indice des prix à la consommation. Le déclin de la construction résidentielle aux États-Unis et en fin d'année au Canada, les difficultés de l'industrie automobile nord-américaine, ainsi que le faible niveau de l'activité économique chez plusieurs autres partenaires commerciaux affectent les industries productrices de biens au Québec. L'emploi n'augmente que de 0,7% et le taux de chômage passe de 9,9% en 1980 à 10,4% en 1981. L'industrie minière est particulièrement touchée et voit la valeur brute de sa production diminuer. On assiste à partir du troisième trimestre à une forte baisse de l'activité de transformation qui annule le redressement survenu au premier semestre. La faible création nette d'emploi ne se retrouve pratiquement que dans le secteur tertiaire, principalement dans deux secteurs d'activité où l'on retrouve une grande partie des effectifs féminins et les emplois à temps partiel. Le secteur extérieur, qui avait grandement contribué à la croissance de l'économie québécoise en 1980, connaît un fléchissement important de son activité en 1981, surtout en début d'année.

Quelques éléments positifs se dégagent, toutefois, de l'analyse de la situation économique au Québec en 1981. La population totale du Québec enregistre pour une troisième année consécutive une augmentation de son taux de croissance. Certes, le solde migratoire est encore négatif cette année, mais son importance ne cesse de diminuer depuis 1977. Le climat des relations de travail est beaucoup plus calme; le nombre de jours-personnes perdus à cause de grèves diminue de près de 60%. L'agriculture et la pêche connaissent une année assez satisfaisante. Les immobilisations constituent un élément dynamique de la croissance en 1981; le secteur résidentiel, extrêmement faible depuis quatre ans, connaît une progression remarquable au premier semestre; la construction multifamiliale, moins vulnérable à la hausse des taux d'intérêt, témoigne le plus de vigueur. Le secteur privé continu d'être l'élément moteur de la croissance des immobilisations non résidentielles. L'industrie manufacturière, encore cette année, joue un rôle dominant; elle accroît ses dépenses en construction proportionnellement beaucoup plus rapidement que celles en machinerie et

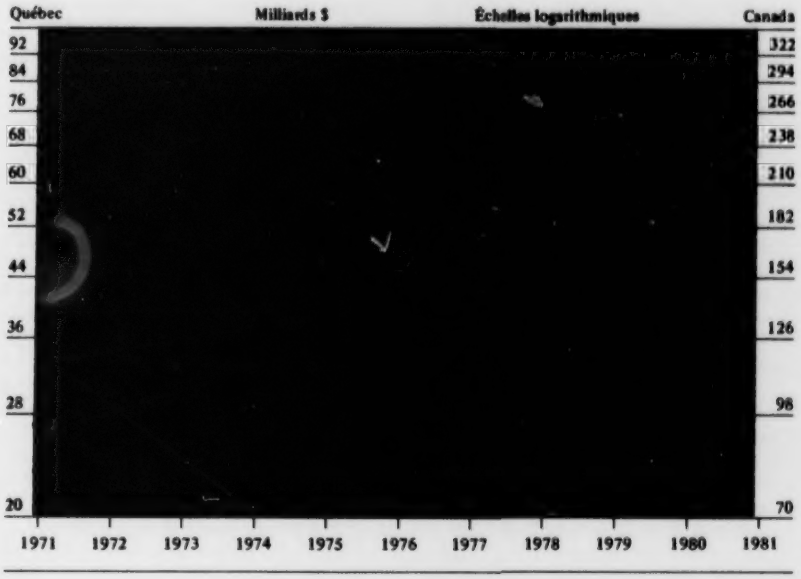
TABLEAU 0,6 INDICATEURS ÉCONOMIQUES QUÉBEC

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Produit intérieur brut aux prix du marché	000 000$	50 383	55 556	62 254	68 885	77 066	10,3	12,1	10,7	11,9
Revenu personnel	000 000$	43 037	47 398	52 434	59 144	66 844	10,1	10,6	12,8	13,0
Revenu personnel par habitant	$	6 857	7 556	8 337	9 370	10 543	10,2	10,3	12,4	12,5
Salaires, traitements et revenus complémentaires	000 000$	29 487	32 243	35 648	39 861	44 224	9,3	10,6	11,8	10,9
Logements mis en chantier	Unité	57 580	43 671	41 730	29 186	29 645	-24,2	- 4,4	-30,1	1,6
Immobilisations totales	000 000$	10 702	10 794	11 854	12 819	14 045	0,9	9,8	8,1	9,6
- Secteur de la fabrication	000 000$	1 182	1 280	1 448	2 190	2 348	8,3	13,1	51,2	7,2
Valeur des livraisons, industries manufacturières	000 000$	28 010	33 441	39 361	44 095	49 000	19,4	17,7	12,0	11,1
Consommation des ménages	000 000$	30 578	33 350	37 243	40 896	45 283	9,1	11,7	9,8	10,7
Indice des prix à la consommation (Montréal)	1971 = 100	159,7	173,1	188,9	208,4	234,2	8,4	9,1	10,3	12,4
Population (1er juin)	'000	6 276	6 273	6 289	6 312	6 340	- 0,05	0,3	0,4	0,4
Population active	'000	2 756	2 827	2 878	2 959	2 996	2,6	1,8	2,8	1,3
Emploi total	'000	2 473	2 520	2 602	2 667	2 685	1,9	3,3	2,5	0,7
Taux de chômage	%	10,3	10,9	9,6	9,9	10,4	—	—	—	—

* Chiffres provisoires.

SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205), Industries manufacturières (31-203), Revue Statistique Canada (11-003), Prix et indices des prix (62-010), La population active (71-001), S.C.; Comptes économiques des revenus et dépenses, Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

0,2 PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU PRIX DU MARCHÉ, QUÉBEC — CANADA



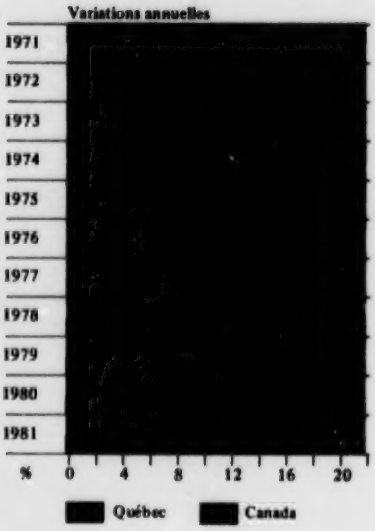


TABLEAU 0,7 REVENU INTÉRIEUR NET ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*
	millions de dollars				
Rémunération des salariés	29 487	32 243	35 648	39 861	44 224
Solde et indemnités militaires	176	180	181	199	224
Bénéfices des sociétés avant impôt	4 027	4 992	6 972	7 470	6 788
Intérêts et revenus divers et placements	3 227	3 586	4 310	4 741	5 880
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	371	531	617	649	688
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	2 148	2 239	2 442	2 690	2 941
Ajustement de la valeur des stocks	- 843	-1 120	- 1 666	-1 668	-1 639
Revenu intérieur net au coût des facteurs	38 593	42 651	48 504	53 942	59 106
Impôts indirects moins subventions	6 662	7 245	7 514	8 168	10 488
Provision pour consommation de capital et ajustement divers	5 128	5 660	6 236	6 775	7 472
Produit intérieur brut aux prix du marché	50 383	55 556	62 254	68 885	77 066

* Chiffres provisoires.
SOURCE: Comptes économiques des revenus et des dépenses, Bureau de la statistique du Québec.

équipement, ce qui représente un retournement par rapport à 1980. Enfin, la valeur des livraisons des manufacturiers augmente à peu près au même rythme qu'en 1980.

Le secteur primaire

Les immobilisations du secteur primaire (agriculture, pêches, forêts, mines), après deux années de forte croissance (29,3% en 1979 et 20,0% en 1980), augmentent de 9,4% en 1981 pour atteindre 1 037 millions de $. Les dépenses en construction augmentent pour leur part de 21,2%, alors que celles en machinerie et équipement diminuent de 2,0%. Cette hausse est attribuable pour les deux tiers à l'agriculture et pour un tiers à l'exploitation minière.

Par ailleurs, la valeur brute de la production enregistre une croissance de 5,1% en 1981 et s'établit à 5 812 millions de $. Cette performance est redevable pour la presque totalité à l'agriculture (87% de l'augmentation), le reste provenant surtout de l'exploitation forestière, alors que l'exploitation minière accuse une baisse. Le produit intérieur brut montre cependant une augmentation de 10,6% provenant en bonne partie de la hausse de 10,0% ou de 130 millions de $ de la masse salariale, dont 65 millions redevables à l'industrie forestière, 48 millions à l'industrie minière et 17 millions à l'agriculture. L'emploi total du secteur primaire, estimé à 128 000 d'après l'enquête mensuelle sur la population active, ne s'accroît cependant que de 0,8% dû presque exclusivement à l'exploitation forestière, l'agriculture et la pêche enregistrant une légère diminution.

La fabrication

Les livraisons des manufacturiers québécois augmentent de 11,1% en valeur en 1981, soit moins rapidement qu'en Ontario et qu'au Canada. La baisse de l'activité de transformation au Québec à partir du troisième trimestre de 1981 est très prononcée; si bien qu'elle annule le redressement qui s'effectuait au premier semestre. Les années 1980 et 1981 se caractérisent par des cycles aigus et courts de la demande des produits manufacturés au Canada. L'Ontario connaît une plus forte baisse que le Québec en 1980, le Québec est à son tour plus touché en 1981.

Bien qu'à des degrés divers, toutes les industries manufacturières québécoises sont très affectées en 1981 par la baisse

TABLEAU 0,8 DEMANDE INTÉRIEURE ET EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	30 578	33 350	37 243	40 896	45 283	9,1	11,7	9,8	10,7
Dépenses publiques en biens et services	11 025	12 401	13 504	15 186	17 253	12,5	8,9	12,5	13,6
Formation brute de capital fixe	10 776	10 947	12 029	12 637	14 287	1,6	9,9	5,1	13,1
Demande intérieure finale	52 379	56 698	62 776	68 719	76 823	8,2	10,7	9,5	11,8
Valeur de la variation matérielle des stocks	- 214	60	1 141	- 253	317	—	—	—	—
Demande intérieure totale	52 165	56 758	63 917	68 466	77 140	8,8	12,6	7,1	12,7
Exportations nettes plus erreur résiduelle	-1 782	-1 202	-1 663	419	- 74	—	—	—	—
Produit intérieur brut aux prix du marché	50 383	55 556	62 254	68 885	77 066	10,3	12,1	10,7	11,9

* Chiffres provisoires.
SOURCE: Comptes économiques des revenus et dépenses, Bureau de la statistique du Québec.

importante de la demande internationale que provoque le niveau particulièrement élevé du loyer de l'argent. Les secteurs les moins affectés sont ceux des produits électriques, du matériel de transport, de certaines machineries, du papier et des produits connexes, ainsi que des produits divers. La chute de la demande est telle en fin d'année, que les nombreuses mises à pied décrétées dans plusieurs entreprises de transformation au dernier trimestre ramènent les coefficients d'exploitation à leur niveau le plus bas des vingt dernières années. En dépit de la forte baisse de production qui en découle, le taux de rotation des stocks devient très lent, le rapport des inventaires sur les ventes culmine en décembre, les coûts des manufacturiers augmentent plus vite que leur prix de vente et les bénéfices fléchissent.

Bien qu'il enregistre une des plus faibles croissances au Canada, le niveau des immobilisations des fabricants québécois demeure élevé en 1981. Cette forte capitalisation marque, selon toute apparence, le sommet du cycle d'investissement manufacturier.

En termes relatifs, les licenciements sont plus prononcés au Québec qu'au Canada en 1981 dans les entreprises de transformation. De plus, en dépit d'une année calme au chapitre des relations de travail, le rythme de croissance des salaires continue de s'accélérer, notamment plus vite chez les fabricants du Québec que dans le reste du Canada. Conséquemment, les coûts unitaires de la main-d'oeuvre manufacturière québécoise augmentent légèrement plus vite qu'au Canada.

Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire connaît en 1981 un taux de croissance de son P.I.B. au coût des facteurs supérieur à celui de l'ensemble de l'économie québécoise, 10,6% contre 9,7% et sa part relative du P.I.B. atteint 65,9%. Alors que par rapport à l'ensemble de l'économie, l'emploi augmente plus rapidement dans le tertiaire, 1,9% contre 0,7%, les salaires, par contre, s'accroissent au même rythme, soit 11,0% et les immobilisations à un taux légèrement inférieur, 8,4% contre 9,6%.

L'emploi et le chômage

Étant donné la conjoncture économique générale très défavorable en 1981, l'emploi au Québec, estimé à 2 685 000, enregistre une faible augmentation de 0,7% après celles de 3,3% et 2,5% en 1979 et 1980. Il semble donc que le niveau de l'emploi s'ajuste de plus en plus au niveau de la production. Par ailleurs, avec une croissance de la population active (1,3%) nettement supérieure à l'emploi, le nombre de chômeurs augmente de 19 000 et le taux de chômage passe ainsi de 9,9% en 1980 à 10,4% en 1981. La croissance de deux secteurs d'activité, le commerce et les services socioculturels, commerciaux et personnels, où l'on retrouve une grande partie des effectifs féminins ainsi que les emplois à temps partiel, favorise davantage la venue des femmes sur le marché du travail. D'ailleurs, en 1981, la création nette d'emplois se retrouve uniquement chez les femmes, alors qu'il y a perte nette chez les hommes. Seuls le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard ont une croissance de l'emploi inférieure à celle du Québec. Les plus forts taux se retrouvent encore cette année en Alberta (+5,9%) et en Colombie-Britannique (+4,7%). La création nette de 34 000 emplois dans le tertiaire, de 9 000 dans la construction et de 1 000 dans le primaire est en partie annulée par la baisse de 28 000 dans la fabrication.

Le revenu personnel

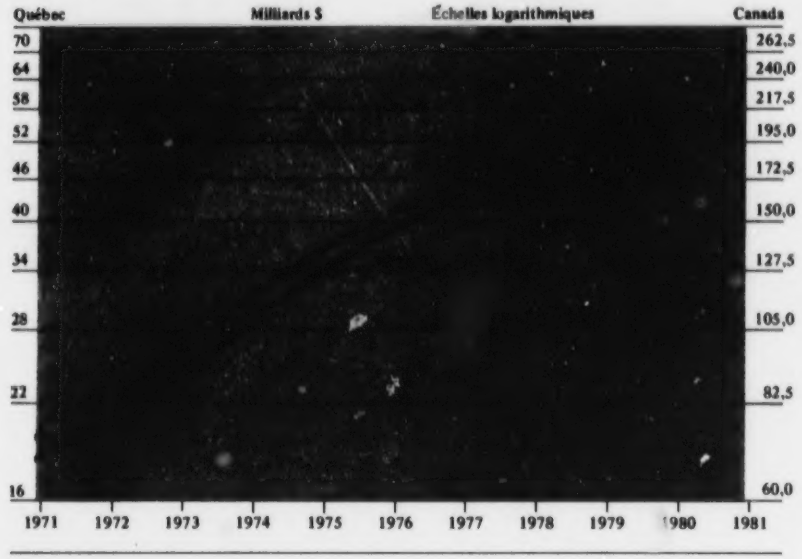
Le revenu personnel québécois atteint 66,8 milliards de $ en 1981, soit un taux de croissance de 13% par rapport à l'an dernier. La composante de ce revenu qui enregistre le plus fort taux de croissance est celle des intérêts, dividendes et revenus divers de placement, en augmentation de 31,6%, en raison du niveau élevé des taux d'intérêt. La rémunération des salariés, principale composante du revenu personnel, enregistre une augmentation de 11%. Quant à la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'ensemble de l'économie, elle s'accroît de 11,5%; elle augmente de 12,1% dans le secteur de la fabrication. Le revenu personnel disponible s'accroît de 12,3%; per capita, l'augmentation se situe à 11,8%, en termes réels ce revenu est à peu près au même niveau qu'en 1980. Par ailleurs, les Québécois choisissent en 1981 de consacrer une part plus importante de leur revenu à l'épargne; ainsi le taux d'épargne passe de 10,4% en 1980 à 11,1% en 1981.

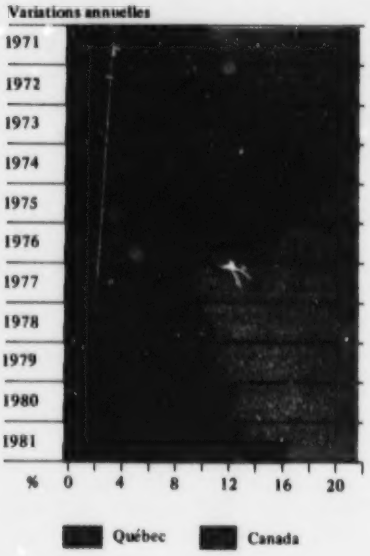
La consommation

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation augmentent de 10,7% au Québec en 1981 pour atteindre 45,3 milliards de $. Tout comme en 1980, la consommation de services s'accroît plus rapidement (12,1%) que celle de biens (9,8%).

Les ventes au détail totalisent 22,8 milliards de $, soit une augmentation de 8,9% par rapport à 1980. En termes réels, elles diminuent de 3,1% en 1981, après une baisse de 3,5% en 1980. Le volume des ventes au détail se situe à son niveau le plus bas depuis 1975. Les consommateurs privilégient les achats de biens semi-durables (vêtements, chaussures) et maintiennent ceux de biens non-durables. Les ventes de biens dura-

0,3 REVENU PERSONNEL, QUÉBEC — CANADA





bles sont de nouveau affectées par le niveau élevé des taux d'intérêt; ainsi les concessionnaires d'automobiles voient leurs ventes diminuer de 1,7%, les magasins de meubles, appareils ménagers, téléviseurs, radios et accessoires, pour leur part, augmentent la valeur de leurs ventes de seulement 1%.

Les investissements

La hausse de 14,2% de la valeur globale des travaux de construction exécutés est révélatrice de l'amélioration constatée dans la situation de l'industrie de la construction au Québec en 1981 par rapport à 1980. Et bien qu'à des niveaux faibles, les autres indicateurs examinés reflètent pour la plupart cette amélioration générale. En effet, l'emploi total augmente pour la première fois en cinq ans; il atteint 123 000 personnes, un total encore loin du record de 146 000 atteint en 1976, mais qui indique tout de même une augmentation de 9 000 par rapport à 1980. Les heures travaillées par les salariés assujettis au décret de la construction cessent leur chute des trois dernières années par une modeste hausse de 0,8% à 100,9 millions. Le salaire horaire moyen augmente de 12,5%, soit une légère augmentation réelle. La masse salariale croît de 13,2%. Le taux de chômage qui atteignait 20% en 1980 se situe à 17,2% cette année. Enfin, amélioration importante, le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail est pratiquement nul.

La baisse de l'activité dans la construction d'habitation depuis 1976 marque un temps d'arrêt en 1981. Les mises en chantier de logements au Québec augmentent légèrement par rapport à 1980 pour se chiffrer à 29 645, un des plus faibles niveaux des deux dernières décennies. Le secteur unifamilial voit le nombre de mises en chantier être réduit de 7,6%, alors que le secteur multifamilial connaît une hausse de 16,4%. Les dépenses en immobilisations résidentielles totalisent 2 344,8 millions de $, soit un accroissement de 15,8% par rapport à 1980; les dépenses en réparation augmentent de 11,5% et atteignent 900,6 millions de $; au total, les investissements en construction résidentielle, qui avaient diminué de 7,4% en 1980, connaissent en 1981 une augmentation de 14,5% et atteignent 3 245,4 millions de $.

Dans le secteur non résidentiel, les immobilisations atteignent 11 700 millions de $ au Québec en 1981, en hausse de 8,4% par rapport à l'année 1980, comparativement à des hausses de 19,1% en Ontario et de 18,5% au Canada. Les taux de croissance pour 1981 au Canada et surtout en Ontario se situent au-dessus de la croissance moyenne des dernières années; au Québec, à l'inverse, la croissance en 1981 est moins élevée que celle de 10,6% enregistrée en moyenne au cours des trois années précédentes. Cette hausse de 8,4% des immobilisations non résidentielles s'inscrit dans une conjoncture internationale défavorable. Ceci exerce une influence négative sur le climat des affaires, qui d'optimiste en début d'année, après la fin de la récession de 1980, devient progressivement pessimiste et amène un nombre croissant d'investisseurs à réviser à la baisse leurs projets d'immobilisations. Au total de l'année, cependant, les investisseurs privés non seulement améliorent l'équipement existant, mais réalisent de nouveaux projets de construction afin d'être en bonne position pour profiter de la hausse générale de la demande prévue pour le prochain retournement du cyle des affaires. Les différences de croissance entre les secteurs d'activités sont moins marquées que l'an passé: tous affichent une croissance positive. Les industries primaires et de la construction font croître leurs immobilisations de 10,3%, le secteur manufacturier de 7,2% et le tertiaire de 8,4%; dans ce dernier secteur, les services d'utilité publique accroissent leurs immobilisations de 11,1%, les institutions et ministères gouvernementaux de 8,3%, tandis que le "commerce, finance et services commerciaux" affichent une hausse de 2,0%.

Les prix

L'indice des prix à la consommation à Montréal progresse de 12,4% en 1981, ce qui constitue un sommet depuis le niveau record de 14,6% enregistré en 1948.

Les coûts de l'énergie qui grimpent de 31,3%, contribuent fortement à la hausse des frais d'habitation et de transport qui progressent respectivement de 12,3% et 17,3%. Les prix à l'alimentation, en hausse de 12,5%, s'accroissent

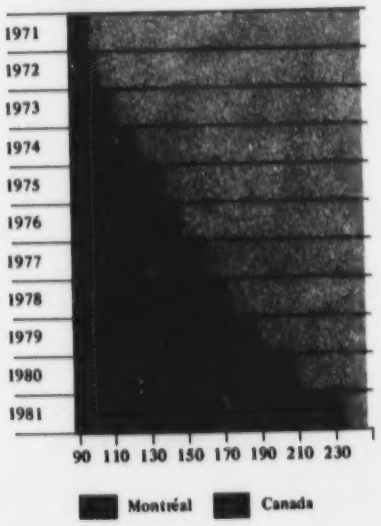
plus rapidement qu'en 1980 et plus fortement que dans l'ensemble du Canada (11,4%). Les prix de l'habillement, quant à eux, ne progressent que de 6,9%. L'indice global des prix sans l'alimentation et l'énergie augmente de 10,3%, comparativement à 9,5% en 1980.

Les exportations

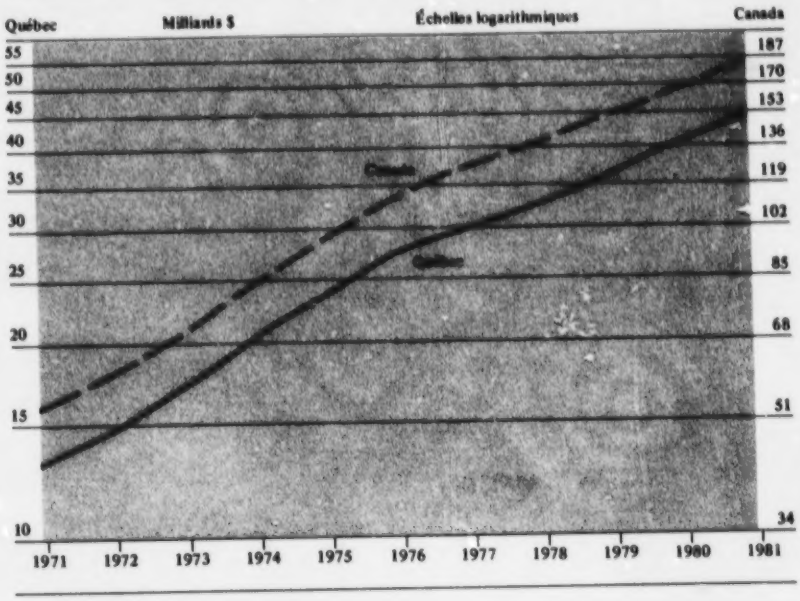
En 1981, les exportations internationales du Québec totalisent 15,9 milliards de $, soit une croissance de 7,1% par rapport à 1980. Cette faible croissance des exportations est, bien sûr, imputable à la situation économique internationale défavorable. Les entreprises productrices de papier à imprimerie, de moteurs d'avion, de viande, d'hydrocarbures et de matériel électrique augmentent fortement leurs ventes à l'étranger. Par contre, les exportations de métaux primaires et d'amiante sont à la baisse.

Les exportations vers les États-Unis s'accroissent de 16,3%, alors que celles vers la C.E.E. diminuent de 17,4%, après deux années de forte croissance. Les États-Unis accaparent à eux seuls 65% des exportations internationales du Québec.

0,4 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION, 1971 = 100 MONTRÉAL — CANADA



0,5 RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS (SALAIRES, TRAITEMENTS ET REVENUS COMPLÉMENTAIRES, SOLDE ET INDEMNITÉS MILITAIRES) QUÉBEC — CANADA



CHAPITRE 1

DÉMOGRAPHIE ET MARCHÉ DU TRAVAIL

Démographie

La population, par l'évolution de sa structure ou par sa croissance, est une des grandes variables qui, avec le capital et le progrès technique entre autres, agissent sur le développement économique. L'évolution démographique influence la formation des ménages, les besoins en éducation et autres services sociaux. Ces facteurs ont des implications sur le niveau, la nature et la croissance des dépenses de consommation et d'investissement et, conséquemment, sur le niveau de la production et de l'emploi.

Après une baisse de 0,05% EN 1978, la population totale au Québec, au 1er juin 1981, enregistre pour une troisième année consécutive, une augmentation de son taux de croissance qui se situe à 0,44% comparativement à 0,26% et 0,37% en 1979 et 1980. La population au Québec atteint ainsi les 6 340 000. Depuis 1957, année où la croissance avait été la plus forte avec 3,04%, la population du Québec continue à augmenter, mais à un taux décroissant et ce, jusqu'en 1971 alors que la croissance n'est plus que de 0,25%. Puis la croissance s'améliore légèrement jusqu'en 1975 pour ensuite fléchir à nouveau jusqu'en 1978.

La croissance de la population en Ontario avec 0,59% en 1981 se rapproche sensiblement de celle du Québec. En longue période, toutefois, la croissance annuelle de la population de l'Ontario est nettement supérieure à celle du Québec, et il en est ainsi du rythme de croissance de la population canadienne. Entre 1971 et 1976, les populations du Québec, de l'Ontario et du Canada s'accroissaient respectivement de 3,4%, 7,3 et 6,6%; par contre, entre 1976 et 1981, les taux de croissance ne sont plus que de 1,7%, 4,4% et 5,2%. Par ailleurs, dans le même temps, les populations de l'Alberta et de la Colombie-Britannique s'accroissent de 17,5 et 9,9% respectivement, alors que dans la période précédente (1971 à 1976), l'augmentation était la même pour les deux, soit 12,9%. Étant donné les écarts de croissance, l'importance démographique du Québec dans le Canada diminue constamment depuis 1964 passant alors de 28,9% à 26,2% en 1981, alors qu'en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, l'importance augmente soit de 34,4 à 35,7%, de 7,4% à 8,9% et de 9,0% à 11,2% respectivement.

L'évolution défavorable de la croissance démographique au Québec s'explique pour une bonne part par les mouvements de population au cours des dernières années. C'est ainsi que de 1969 (année où le Québec enregistre son premier solde migratoire négatif, -14 507) à 1980, le solde migratoire cumulatif pour le Québec est de -237 963; en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, les soldes migratoires cumulatifs sont respectivement de +474 191, +331 434 et +431 493 au cours de la même période. La situation s'améliore cependant au Québec; en 1981, le solde migratoire ne serait plus que de -19 000, alors qu'il dépassait les -40 000 en 1977 et 1978. L'Ontario, pour sa part, enregistre pour la première fois un solde migratoire négatif de 4 270 en 1980 et, pour 1981 il ne serait que de l'ordre de +3 000. C'est donc dire que, depuis 4 à 5 ans, les mouvements de la populations profitent surtout à l'Alberta et à la Colombie-Britannique.

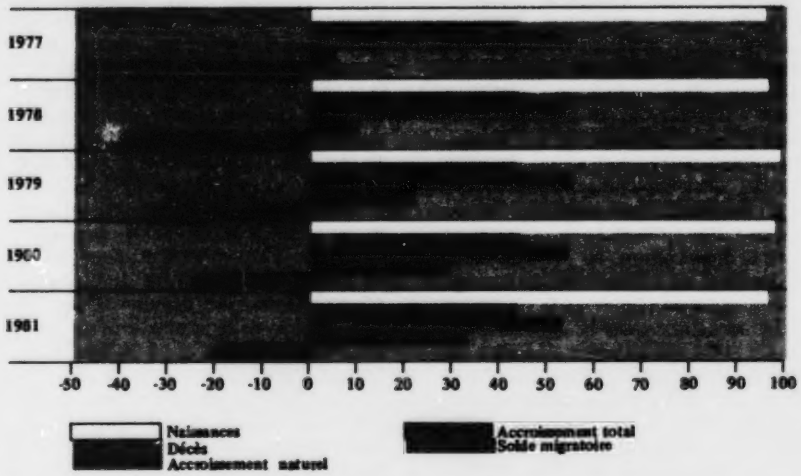
Un autre élément négatif dans la croissance démographique au Québec est la baisse du taux de natalité; cette situation n'est toutefois pas particulière au Québec et se retrouve partout ailleurs au Canada avec plus ou moins d'acuité. Au Québec, le taux de natalité est en baisse continue depuis 1957 et ce, jusqu'en 1973, passant de 29,7 à 13,8 pour 1 000 habitants. Depuis 1975, toutefois, le taux de natalité se maintient entre 15 et 16 pour 1 000 habitants au Québec, alors qu'en Ontario, il se situe entre 14 et 15 depuis 1976. Conséquences de ce phénmène, des signes de vieillissement

TABLEAU 1,1 DÉMOGRAPHIE ET MARCHÉ DU TRAVAIL QUÉBEC

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Démographie										
Population au 1er juin	'000	6 275,8	6 272,8	6 288,9	6 312,0	6 340,0	- 0,05	0,26	0,37	0,44
Naissances	Nombre	95 690	96 202	98 646	97 421*	95 790*	0,54	2,54	- 1,24	- 1,67
Taux pour 1 000 h.	"	15,2	15,3	15,7	15,4*	15,1	—	—	—	—
Décès	"	43 459	43 552	43 311	43 512*	43 440*	0,21	- 0,55	0,46	- 0,17
Taux pour 1 000 h.	"	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9	—	—	—	—
Acroissement naturel	"	52 231	52 650	55 335	53 909*	52 350*	0,80	5,10	- 2,60	- 2,89
Taux pour 1 000 h.	"	8,3	8,4	8,8	8,5	8,3	—	—	—	—
Acroissement total[1]	"	4 600	9 700	21 800	29 000*	33 000*	—	—	—	—
Migration nette	"	-47 631	-42 950	-33 535*	-24 909	-19 350	—	—	—	—
Marché du travail										
Population de 15 ans et plus	'000	4 682	4 736	4 792	4 848	4 895	1,15	1,18	1,17	0,97
Taux d'activité	%	58,9	59,7	60,1	61,0	61,2	—	—	—	—
Population active	'000	2 756	2 827	2 878	2 959	2 996	2,58	1,80	2,81	1,25
Taux pour 1 000 h.	Nombre	439	451	458	469	473	—	—	—	—
Emploi	'000	2 473	2 520	2 602	2 667	2 685	1,90	3,25	2,50	0,67
Taux pour 1 000 h.	Nombre	394	402	414	423	424	—	—	—	—
Chômage	'000	284	307	277	292	311	—	—	—	—
Taux de chômage	%	10,3	10,9	9,6	9,9	10,4	—	—	—	—

* Chiffres provisoires.
(1) Croissance dans la population totale de janvier à janvier.
NOTE: Même tableau pour le Canada et l'Ontario en annexe.
SOURCES: Estimations de la population du Canada et des provinces (91-201); La statistique de l'état civil (84-001): naissances (84-204), décès (84-206); Estimations trimestrielles de la population du Canada et des provinces (91-001); Statistiques chronologiques sur la population active (71-201); La population active, décembre 1981, (71-001); S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques; Développement économique.

1,1 ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE, QUÉBEC



de la population sont manifestes lorsque l'on considère la pyramide des âges qui se gonfle au centre. Le groupe d'âge 0 à 14 ans, qui représentait 35,0% de la population du Québec en 1956, ne compte plus que pour 29,6% en 1971 et 22,2% en 1980. Par contre, le groupe d'âge 15 à 29 ans voit son importance relative passer successivement de 23,4% en 1956 à 27,4% en 1971 et 29,1% en 1980.

Marché du travail

La population active et le taux d'activité
La population active comprend la population civile hors institution, âgée de 15 ans et plus, qui a un emploi ou se trouve en chômage. Au Québec, comme pour l'ensemble du Canada, ces données sont obtenues à l'aide d'une enquête effectuée chaque mois auprès des ménages par Statistique Canada. La population en âge de travailler, 15 ans et plus, qui constitue le bassin de la population active, continue d'augmenter plus rapidement que la population totale; en 1981, cette croissance est de 0,97% comparée à 0,44% pour la population totale. C'est une conséquence directe du vieillissement de la population au Québec.

La croissance de la population en âge de travailler, conjugée en 1981 à un taux d'activité (rapport entre la population active et la population de 15 ans et plus) de deux dixièmes de point de pourcentage plus élevé qu'en 1980, explique l'augmentation de 1,25% de la population active estimée à 2 996 000. Si le taux d'activité s'était maintenu au même niveau qu'en 1980, le taux de croissance n'aurait été que de 0,91%. En Ontario, l'augmentation de la population active est de 2,6% en 1981 par suite d'une forte augmentation du taux d'activité de neuf dixièmes de point de pourcentage; au Canada, la croissance de la population active (2,7%) est sensiblement la même qu'en Ontario avec un taux d'activité accrû de 0,7 point de pourcentage.

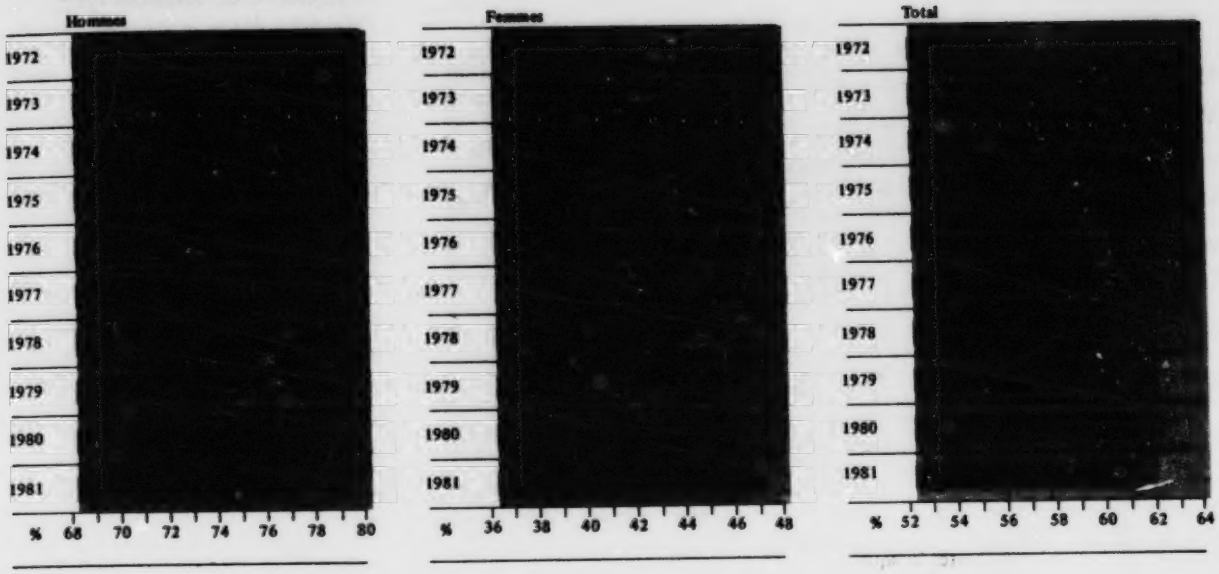
C'est la forte croissance des effectifs féminins qui est responsable de la presque totalité de l'accroissement de la population active en 1981. Ceux-ci augmentent de 36 000 ou de 3,1%, alors que les effectifs masculins ne croissent que de 1 000 ou 0,1%. D'ailleurs, de 1980 à

TABLEAU 1,2 POPULATION DE 15 ANS ET PLUS, TAUX D'ACTIVITÉ, POPULATION ACTIVE, EMPLOI ET TAUX DE CHÔMAGE SELON LE SEXE QUÉBEC

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981	1977/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Population de 15 ans et plus										
Hommes	'000	2 286	2 311	2 336	2 363	2 385	1,1	1,1	1,2	0,9
Femmes	'000	2 396	2 425	2 456	2 485	2 510	1,2	1,3	1,2	1,0
Taux d'activité										
Hommes	%	76,4	76,2	76,5	76,8	76,1	—	—	—	—
Femmes	%	42,2	43,9	44,5	46,0	47,0	—	—	—	—
Population active										
Hommes	'000	1 746	1 762	1 786	1 815	1 816	0,9	1,4	1,6	0,1
Femmes	'000	1 011	1 066	1 093	1 144	1 180	5,4	2,5	4,7	3,1
Importance relative										
Hommes	%	63,3	62,3	62,0	61,3	60,6	—	—	—	—
Femmes	%	36,7	37,7	38,0	38,7	39,4	—	—	—	—
Emploi										
Hommes	'000	1 578	1 583	1 630	1 646	1 639	0,3	3,0	1,0	- 0,4
Femmes	'000	894	937	972	1 021	1 046	4,8	3,7	5,0	2,4
Importance relative										
Hommes	%	63,8	62,8	62,6	61,7	61,0	—	—	—	—
Femmes	%	36,2	37,2	37,4	38,3	39,0	—	—	—	—
Taux de chômage										
Hommes	%	9,6	10,2	8,7	9,3	9,8	—	—	—	—
Femmes	%	11,5	12,1	11,1	10,7	11,3	—	—	—	—

SOURCES: Statistiques chronologiques sur la population active (71-201), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

1,2 TAUX D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION DE 15 ANS ET PLUS, QUÉBEC

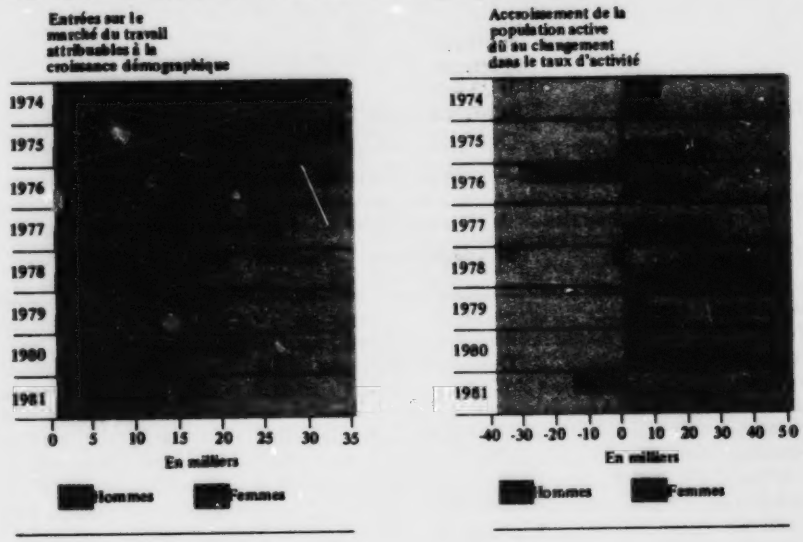


1981, le taux d'activité des femmes passe de 46,0 à 47,0% alors que celui des hommes diminue, soit de 76,8 à 76,1%.

Le nouvel environnement social, l'évolution générale de l'économie et le développement considérable du secteur tertiaire qui attirent de plus en plus de femmes sur le marché du travail, expliquent pour une bonne part la croissance beaucoup plus rapide des effectifs féminins dans la population active. De 1976 à 1981, la croissance annuelle est de 4,02% pour les femmes et 1,09% pour les hommes, soit près de quatre fois plus élevée. La représentation proportionnelle des femmes dans la population active augmente donc constamment, passant de 30,4% en 1966 à 39,4% en 1981 et leur taux d'activité de 33,4% en 1966, atteint 47,0% en 1981. Celui des hommes, par contre, de 79,4% qu'il était en 1966, n'est plus que de 76,1% en 1981, soit le n iveau le plus bas, avec des variations entre ces deux extrêmes. L'importance de plus en plus grande des femmes dans la population active n'est pas particulière au Québec, et elle est même beaucoup plus accentuée en Ontario avec 42,0%; seules Terre-Neuve et la Saskatchewan ont une proportion de femmes dans la population active inférieure à celle du Québec en 1981 avec 35,8% et 38,2% respectivement.

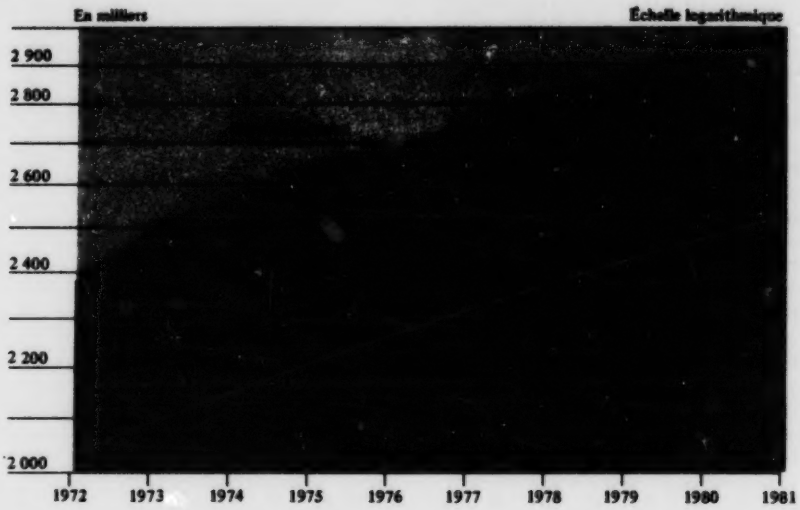
L'accroissement de 37 000 des effectifs de la population active en 1981 se répartit entre 1 000 hommes et 36 000 femmes.

1,3 CROISSANCE DE LA POPULATOIN ACTIVE, QUÉBEC



Le taux d'activité à la baisse chez les hommes entraîne une diminution de 16 000 dans leurs effectifs, alors que celui à la hausse chez les femmes contribue à une augmentation de 25 000. Il découle donc que la croissance démographique comme telle est responsable d'un accroissement de la population active de 11 000 chez les femmes et de 17 000 chez les hommes.

1,4 POPULATION ACTIVE ET EMPLOI, QUÉBEC



L'emploi et le chômage

La croissance de l'emploi au Québec en 1981, étant donné la conjoncture générale très favorable, enregistre une augmentation de seulement 0,7% après celles de 3,3 et 2,5% en 1979 et en 1980. Il semble donc que le niveau de l'emploi s'ajuste de plus en plus au niveau de la production. Les différents programmes de création d'emplois, mis en place par le gouvernement, ne sont plus suffisants pour pallier au marasme général et maintenir une croissance élevée de l'emploi.

L'Ontario, par contre, après une piètre performance en 1980, l'emploi n'augmentant que de 1,4%, voit celui-ci croître de 3,0% en 1981 pour une création nette de 120 000 emplois dont 52 000 pour les hommes et 68 000 pour les femmes. Les plus forts taux de croissance se retrouvent encore cette année en Alberta (+5,9%) et en Colombie-Britannique (+4,7%), alors que pour l'ensemble du Canada, la croissance est sensiblement la même que l'an dernier, soit 2,6%. Au cours des dix dernières années, soit de 1971 à 1981, le Québec enregistre, après le Manitoba, le plus faible taux de croissance de l'emploi, soit 2,1%, alors qu'en Ontario, en

TABLEAU 1,3 POPULATION DE 15 ANS ET PLUS, TAUX D'ACTIVITÉ, POPULATION ACTIVE, EMPLOI, CHÔMAGE ET TAUX DE CHÔMAGE PAR GROUPE D'ÂGE ET PAR SEXE QUÉBEC, 1981

	Population de 15 ans et plus		Taux	Population active		Emploi		Chômeurs	
	'000	Importance relative %	d'activité %	'000	Importance relative %	'000	Importance relative %	'000	Taux de chômage %
15 à 19 ans									
Total	599	12,2	46,0	276	9,2	217	8,1	59	21,3
Hommes	305	12,8	49,1	150	8,3	117	7,1	33	21,8
Femmes	293	11,7	42,9	126	10,7	100	9,6	26	20,7
20 à 24 ans									
Total	630	12,9	78,1	492	16,4	416	15,5	75	15,3
Hommes	317	13,3	84,1	267	14,7	222	13,5	45	16,7
Femmes	313	12,5	71,9	225	19,1	194	18,5	31	13,7
25 à 44 ans									
Total	1 916	39,1	77,1	1 477	49,3	1 348	50,2	128	8,7
Hommes	955	40,0	94,0	897	49,4	828	50,5	69	7,7
Femmes	962	38,3	60,2	579	49,1	520	49,7	59	10,2
45 à 64 ans									
Total	1 215	24,8	58,9	716	23,9	668	24,9	48	6,7
Hommes	583	24,4	82,0	478	26,3	448	27,3	30	6,3
Femmes	632	25,2	37,7	238	20,2	220	21,0	18	7,5
65 ans et plus									
Total	535	10,9	6,7	36	1,2	35	1,3	—	—
Hommes	225	9,4	10,6	24	1,3	23	1,4	—	—
Femmes	310	12,4	3,9	12	1,0	12	1,1	—	—
Total									
Total	4 895	100,0	61,2	2 996	100,0	2 685	100,0	311	10,4
Hommes	2 385	100,0	76,1	1 816	100,0	1 639	100,0	177	9,8
Femmes	2 510	100,0	47,0	1 180	100,0	1 046	100,0	134	11,3

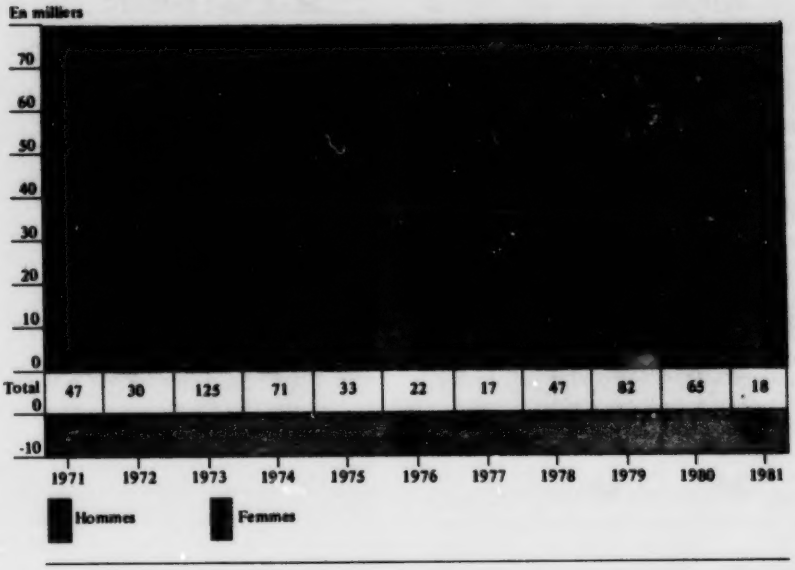
SOURCES: La population active, décembre 1981 (71-001), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

Alberta, en Colombie-Britannique et pour l'ensemble du Canada, les taux sont respectivement de 3,0, 5,4, 4,1 et 3,0%.

L'évolution de l'emploi reflète la même tendance que celle de la population active, c'est-à-dire une croissance beaucoup plus forte de l'emploi féminin que masculin. Ainsi au Québec, le taux annuel moyen de croissance de l'emploi masculin, de 1971 à 1981, est de 1,2%, alors que celui de l'emploi féminin est de 3,7%, soit plus du triple. Pour 1981, d'ailleurs, la création nette d'emplois se retrouve uniquement chez les femmes (+25 000 ou +2,4%), alors qu'il y a perte nette chez les hommes (-7 000 ou -0,4%).

Parmi les personnes employées, il y a celles qui travaillent à temps partiel, c'est-à-dire dont la semaine de travail habituelle est de moins de 30 heures. Le Québec, avec Terre-Neuve, est la province ayant la plus faible proportion de travailleurs à temps partiel, mais c'est aussi la province où cette proportion a le plus augmenté au cours des dernières années, passant de 7,1% en 1975 à 11,2% en 1981, alors qu'en Ontario et au Canada dans son ensemble, l'évolution respective est de 12,0 à 14,5% et de 10,6 à 13,5%. Conséquemment à cette progression plus forte au Québec, 43,6% des emplois créés au cours de cette période (1975 à 1981) sont des emplois à temps partiel comparativement à 29,4 et 28,0% en Ontario et au Canada. De l'emploi total (2 685 000) en 1981 au Québec, 300 000 sont des emplois à temps partiel, dont 91 000 hommes et 209 000 femmes. En Ontario, on retrouve 605 000 emplois à temps partiel en 1981, dont 174 000 hommes et 431 000 femmes, alors qu'au Canada, la répartition se fait à raison de 413 000 hommes et 1 064 000 femmes à temps partiel. La proportion des femmes dans l'emploi à temps partiel est donc moins forte au Québec (62%) qu'en Ontario (72%) et au Canada (74%). Parmi les femmes travaillant à temps partiel au Québec en 1981, 45,0% d'entre-elles ont de 25 à 44 ans et 64,0% sont des femmes mariées. Chez les hommes, l'emploi à temps partiel est concentré dans le groupe d'âge 15 à 24 ans (73%) et 77,0% sont célibataires. Le travail à temps partiel est surtout l'apanage de deux secteurs d'activité, le commerce et les services socioculturels, commerciaux et personnels, où l'on retrouve 78,0% du total des emplois à temps partiel en 1981 au Québec, soit 81,0% des femmes et 71,0% des hommes à temps partiel; c'est aussi surtout dans ces deux secteurs que l'on retrouve le plus grand nombre de femmes à plein temps et à temps partiel, soit 62,0% comparativement à 39,0% pour les hommes. Parmi les raisons données pour le travail à temps partiel, 72,0% le faisaient par goût ou autres raisons, alors que seulement 28,0% n'avaient pu trouver du travail à plein temps, en 1981. Par ailleurs, 56,0% de tous les travailleurs à temps partiel occupaient leurs postes depuis plus de 12 mois, alors que seulement 32,0% ne les occupaient que depuis 1 à 6 mois.

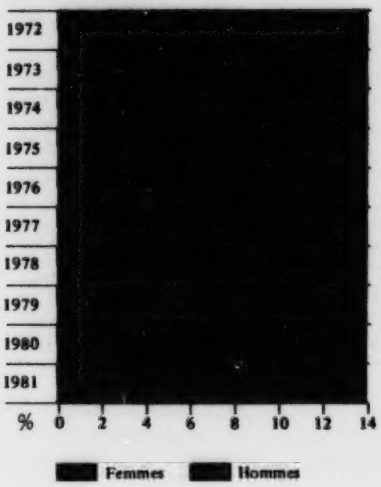
1,5 CRÉATION NETTE D'EMPLOIS, TOTAL, HOMMES ET FEMMES



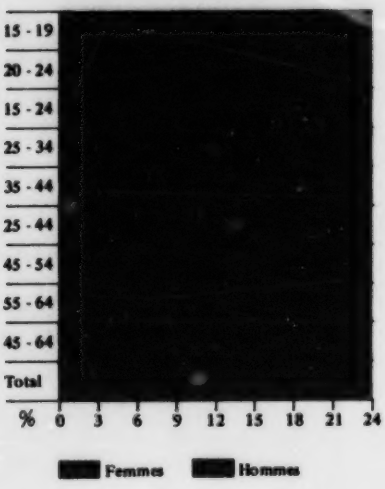
Avec une croissance de la population active nettement supérieure à l'emploi en -1981, le nombre de chômeurs augmente de 19 000 et le taux de chômage passe de 9,9% en 1980 à 10,4% en 1981. Le taux augmente légèrement au Canada passant de 7,5 à 7,6%, alors qu'en 'ontario il régresse, soit de 6,9 à 6,6%. Les 311 000 chômeurs au Québec en 1981 se retrouvent à raison de 56,9% (177 000) chez les hommes et 43,1% (134 000) chez les femmes. Chez les hommes, 44,1% des chômeurs se retrouvent dans les deux groupes d'âge, les 15 à 19 et les 20 à 24 ans, alors que chez les femmes, la proportion est de 42,5%. Ce sont don les 15 à 24 ans, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, qui connaissent les taux de chômage les plus élevés, soit 18,7% pour les hommes et 16,2% pour les femmes. Ceci s'explique par une expérience plus limitée du marché du travail et par un niveau d'instruction moins élevé pour les 15 à 19 ans surtout. Globalement, toutefois, le taux de chômage est plus élevé chez les femmes que chez les hommes depuis 1972; en 1981, il est de 11,3% et 9,8% respectivement.

La répartition de la population active selon le niveau d'instruction permet de constater qu'à une scolarité moindre correspond un chômage relatif beaucoup plus élevé. C'est ainsi que la population active, jouissant d'une formation universitaire, n'enregistre qu'un taux de chômage de 5,0% en 1981 avec le taux d'activité le plus élevé, soit 82,4% celle détenant un certificat ou diplôme post-secondaire a un taux de chômage de 7,5% avec un taux d'activité de 72,0%. Par contre, la population active n'ayant que de 0 à 8 ans de scolarité a 11,3% de ses effectifs en chômage avec le taux d'activité le plus bas, soit 37,4%. L'enquête sur la population active montre aussi que 85 000 des 311 000 chômeurs au Québec en 1981 ont été en chômage 4 semaines ou moins, 89 000 de 5 à 13 semaines et 128 000 de 14 semaines et plus. La durée moyenne du chômage s'accroît par rapport aux années précédentes. Parmi les raisons données par les personnes en chômage en 1981, la principale est la perte d'emploi ou la mise à pied pour 200 000 d'entre-elles, alors que 18 000 n'ont jamais travaillé et 11 000 n'ont pas travaillé durant les cinq dernières années. D'autre part, 11 000 chômeurs avaient quitté leur emploi précédent en raison de maladie, 12 000 par obligations personnelles, 13 000 pour un retour à l'école et 45 000 pour diverses autres raisons.

1,6 TAUX DE CHÔMAGE FEMMES ET HOMMES, QUÉBEC



1,7 TAUX DE CHÔMAGE PAR GROUPE D'ÂGE ET PAR SEXE, 1981, QUÉBEC



L'emploi par secteur d'activité

Le secteur primaire, qui comprend l'agriculture, les pêches, les forêts et les mines, voit son emploi total augmenter de 0,8% ou de 1 000 en 1981 par rapport à 1980. Avec une baisse de 1 000 ou de 1,3%, les effectifs agricoles s'établissent à 77 000, alors que les autres activités du primaire voient les leur augmenter de 2 000 ou de 4,1% pour atteindre 51 000 en 1981. L'emploi total dans les mines demeure au même niveau, soit 27 000, cependant que celui de l'exploitation forestière augmente de 3 000 ou 15,0% pour se fixer à 23 000.

Le secondaire, fabrication et construction réunies, après une baisse du taux de croissance de 1980, enregistre en 1981 une diminution de 19 000 ou de 2,6% de ses effectifs pour un total de 709 000. La construction, après quatre baisses successives de 1977 à 1980, connaît en 1981 une augmentation de 9 000 ou 7,9% dans ses effectifs qui atteignent 123 000. Nous sommes quand même assez loin du niveau de 146 000 enregistré en 1976, au sommet du cycle. La fabrication, par contre, après un redressement continu au cours des trois années précédentes, ses effectifs passant de 559 000 en 1977 à 614 000 en 1980, voit son niveau d'emploi chuter fortement en 1981 pour se fixer à 586 000, soit une baisse de 28 000 ou de 4,6%.

Le secteur tertiaire, avec un niveau d'emploi de 1 848 000, est celui qui contribue le plus à la création nette d'emplois en 1981, soit 34 000 ou 1,9%. 'l'importance relative du tertiaire en termes d'emplois augmente pour une cinquième année consécutive passant de 65,1% en 1976 à 68,8% en 1981. La structure occupationnelle des femmes est beaucoup plus orienté vers le tertiaire que celle des hommes. En 1981, on retrouve 80,8% des femmes engagées dans le tertiaire, 17,0% dans le secondaire (fabrication et construction) et 2,2% dans le primaire, alors que, pour les hommes, ces pourcentages sont respectivement de 61,1, 32,5 et 6,4%. Les femmes sont majoritaires dans les "services socioculturels, commerciaux et personnels", ainsi que dans les "finances, assurances et affaires immobilières".

Chômage et famille

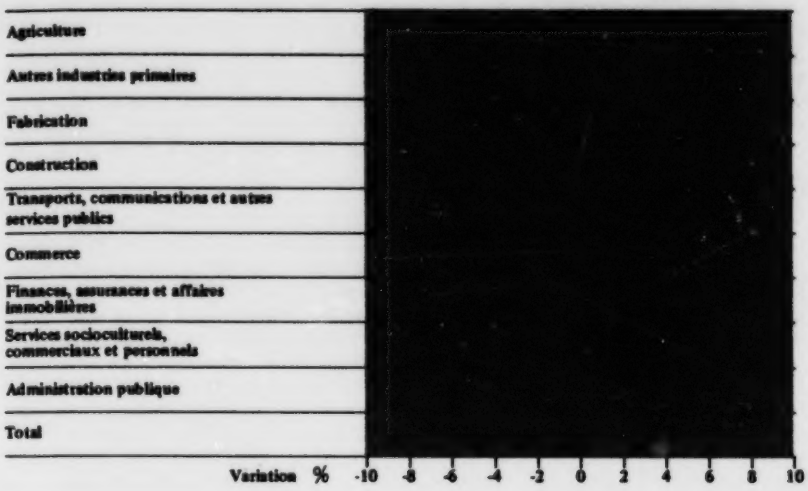
D'après l'enquête de Statistique Canada

TABLEAU 1,4 ÉVOLUTION DE L'EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ QUÉBEC 1977-1981

Secteur d'activité	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	en milliers					variation en pourcentage			
Primaire									
Total	119	125	122	127	128	5,0	- 2,4	4,1	0,8
Agriculture	71	72	68	78	77	1,4	- 5,6	14,7	- 1,3
Autres industries primaires	48	53	54	49	51	10,4	1,9	- 9,3	4,1
Secondaire									
Total	701	703	723	728	709	0,3	2,8	0,7	- 2,6
Fabrication	559	568	601	614	586	1,6	5,8	2,2	- 4,6
Construction	142	135	122	114	123	- 4,9	- 9,6	- 6,6	7,9
Tertiaire									
Total	1 652	1 692	1 757	1 814	1 848	2,4	3,8	3,2	1,9
Transports, communications et autres services publics	204	223	238	228	227	9,3	6,7	- 4,2	- 0,4
Commerce	428	420	438	448	462	- 1,9	4,3	2,3	3,1
Finances, assurances et affaires immobilières	133	133	124	149	139	—	- 6,8	20,2	- 6,7
Services socioculturels, commerciaux et personnels	706	738	770	804	828	4,5	4,3	4,4	3,0
Administration publique et défense	181	178	187	185	192	- 1,7	5,1	- 1,1	3,8
Total									
Toutes les activités	2 473	2 520	2 602	2 667	2 685	1,9	3,3	2,5	0,7

SOURCES: La population active, décembre 1979, 1980 et 1981 (71-001), S.C.; Moyennes annuelles de la population active (71-529), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

1,8 EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ, QUÉBEC, 1981/1980



sur la population active, le chômage au Québec en 1981 touche 239 000 familles, comportant 274 000 chômeurs, ce qui laisse 37 000 chômeurs vivant seuls. Parmi les chômeurs membres d'une famille, 101 000 sont des enfants célibataires, 89 000 sont chefs de famille, 73 000 sont des conjoints et 11 000 ont un lien de parenté quelconque. Cependant, parmi les familles touchées par le chômage (239 000), 70,3% (168 000) d'entre-elles ont un revenu salarial. Des 29,7% (71 000) qui restent, 19 000 sont sans enfant et les autres, soit 52 000, ont un ou plusieurs enfants. Ces familles sont sans aucun doute les plus démunies, mais ne représentent que 21,8% du total des familles touchées par le chômage. Par ailleurs, l'impact socio-économique du chômage n'est plus du tout le même qu'il y a, disons, une vingtaine d'années, avec les mesures (assistance sociale, soins médicaux gratuits, allocations familiales, etc...) mises en place et qui assurent tout au moins un revenu minimum vital à chaque individu.

Le chômage par région administrative

Les données par région administrative n'ont pas le même degré de fiabilité que pour l'ensemble du Québec; on peut néanmoins dégager un profil de la situation particulière à chacune.

La région du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie demeure toujours la plus défavorisée en 1981: avec le taux de chômage le plus élevé (17,9%), elle a le taux d'activité le plus faible (50,7%). Viennent ensuite, parmi les régions les plus touchées par le chômage, l'Abitibi-Témiscamingue et les régions de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec avec un taux de chômage identique de 14,9% et des taux d'activité respectifs de 55,0 et 56,7%. La région du Saguenay-Lac-St-Jean n'est guère plus favorisée que les deux précédentes avec un taux de chômage de 12,9% et un taux d'activité de 54,0%. La région de l'Outaouais, même avec un taux de chômage de 11,6% supérieur à celui de Trois-Rivières 11,3% et à celui de l'Estrie 11,1%, est plus avantagée que ces deux dernières étant donné que son taux d'activité est beaucoup plus élevé, soit 62,5% comparativement à 58,1 et 60,3% pour les deux autres. C'est la région de Montréal, la plus populeuse du Québec avec 57,2% de la population de 15 ans et plus, qui a la meilleure performance en 1981. Montréal a en effet le taux de chômage le plus bas, soit 9,3%, en même temps que le taux d'activité le plus élevé, soit 63,7%. D'ailleurs, si le taux d'activité de la région de Montréal s'était maintenu au même niveau que l'an dernier (62,7%), le taux de chômage ne serait que de 7,9% au lieu de 9,3%. La région de Québec avec un taux de chômage de 10,7% et un taux d'activité de 59,4% a une performance relativement moyenne par rapport aux autres régions.

TABLEAU 1,5 DONNÉES SUR LA POPULATION ACTIVE PAR RÉGION ADMINISTRATIVE QUÉBEC, 1980-1981

Région administrative	Population 15 ans et plus		Population active		Emploi		Chômage		Taux d'activité		Taux de chômage	
	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981
				en milliers						pourcentage		
Bas-St-Laurent-Gaspésie	180	177	94	90	82	74	12	16	52,4	50,7	12,9	17,9
Saguenay-Lac-St-Jean	216	215	124	116	108	101	16	15	57,5	54,0	12,6	12,9
Québec	762	791	455	469	411	419	44	50	59,7	59,4	9,7	10,7
Trois-Rivières	325	325	186	189	163	168	24	21	57,4	58,1	12,8	11,3
Estrie	176	165	106	99	95	88	11	11	60,4	60,3	10,6	11,1
Montréal	2 773	2 800	1 737	1 784	1 582	1 618	155	167	62,7	63,7	8,9	9,3
Outaouais	195	190	123	119	110	105	13	14	63,4	62,5	10,8	11,6
Abitibi-Témiscamingue	97	104	54	57	46	49	8	8	55,8	55,0	14,2	14,9
Côte-Nord, Nouveau-Québec	90	94	55	53	48	45	7	8	61,3	56,7	13,1	14,9
Total Québec	4 848	4 895	2 959	2 996	2 667	2 685	292	311	61,0	61,2	9,9	10,4

SOURCES: La population active, décembre 1980 et 1981, (71-001), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

Les relations de travail

Le climat des relations de travail au Québec en 1981 est beaucoup moins tendu que l'année précédente. Le nombre de jours-personnes perdus dans les grèves diminue de 58,6% et se situe à 1 788 140. Mais contrairement à l'année précédente, alors que le tertiaire était responsable de la majorité des jours-personnes perdus, c'est la fabrication qui, en 1981, avec 46,2% du total comparativement à 34,6% pour le tertiaire, a le plus contribué aux pertes de travail. D'ailleurs, le tertiaire montre une diminution de 71,9% des jours-personnes perdus en 1981 par rapport à 1980, alors que la fabrication n'enregistre qu'une baisse de 33,3%.

Au-delà de 48 000 travailleurs sont impliqués et 339 entreprises, organismes ou administrations sont affectées par les conflits de travail en 1981. Le nombre de jours perdus par travailleur est en moyenne de 37 et le nombre moyen de travailleurs par conflit est de 143. Par ailleurs, c'est dans le primaire, pris globalement, que les conflits ont été les plus longs avec 79 jours perdus en moyenne par travailleur, alors que dans la fabrication la moyenne est de 46 jours, de 27 jours dans la construction et de 24 jours dans le tertiaire.

Le secteur primaire, qui enregistrait une augmentation de 101,0% des jours-personnes perdus en 1980, voit ceux-ci diminuer de 15,8% en 1981 pour un total de 339 355 jours-personnes perdus. Ils se répartissent entre les forêts et les mines, à raison de 91,2% pour l'exploitation forestière et de 8,8% pour l'exploitation minière. Dans les forêts, 9 conflits ont eu cours impliquant 2 495 travailleurs forestiers et dans les mines, 6 conflits impliquant 1 788 travailleurs miniers. En ce qui a trait à l'exploitation forestière, un seul conflit à lui seul contribue à 54,7% (169 200) des jours-personnes perdus en 1981, soit celui des employés forestiers de la C.I.P. à la Tuque. Les deux autres les plus importants sont: celui de la Québec North-Shore de Baie-Comeau avec 50 050 jours-personnes perdus pour 550 travailleurs et celui de J.E. Therrien et J.H. Normick de Amos et Lasarre avec 40 800 jours-personnes perdus pour 160 travailleurs. Ce dernier conflit se prolonge en 1982 et avait débuté le 20 novembre 1980. Du côté de l'activité minière, deux conflits sont relativement importants: celui des employés de la Falconbridge Corporation à Chapais et à Noranda, regroupant 895 travailleurs pour un total de 20 295 jours-personnes perdus et celui des Mines Noranda (Division Horne) à Noranda, impliquant 850 travailleurs et une perte de 4 250 jours-personnes.

L'industrie de la construction, pour sa part, enregistre une baisse de 99,0% dans ses jours-personnes perdus qui totalisent 4 541. Trois conflits ont eu cours impliquant 169 travailleurs. Les deux plus importants relativement aux jours-personnes perdus sont celui de Asphalte Beaver à la Baie James, avec 15 travailleurs pour 2 385 jours-personnes et celui de Dominion Electric Protection à Ville St-Laurent, impliquant 135 travailleurs pour 1 890 jours-personnes perdus.

TABLEAU 1,6 **JOURS-PERSONNES PERDUS EN ARRÊTS DE TRAVAIL[1] PAR ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE QUÉBEC, 1978-1981**

	1978	1979	1980	1981*	1979/78	1980/79	1981/80
	nombre				variation en pourcentage		
Secteur primaire	427 186	200 558	403 142	416 482	-53,1	101,0	3,3
Secteur fabrication	801 816	1 666 197	1 237 976	774 552	107,8	-25,7	-37,4
Construction	3 499	108	475 000	4 801	-96,9	—	-99,0
Secteur tertiaire	636 961	1 792 023	2 198 881	594 585	181,3	22,7	-73,0
Total	1 869 462	3 658 886	4 314 999	1 790 420	95,7	17,9	-58,5

* Chiffres provisoires.

(1) Inclut les conflits sous compétence fédérale et provinciale.

SOURCES: Travail Québec, «Grèves et lock-out au Québec»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

LES REVENUS ET DÉPENSES DES AGENTS ÉCONOMIQUES

L'économie, selon la méthodologie des comptes économiques des revenus et dépenses, se compose de quatre groupes majeurs d'agent économiques qui se distinguent en fonction de leur rôle particulier ou leur fonction propre. Ce sont les particuliers, les administrations publiques, les entreprises et les non résidents. Le présent chapitre traite de l'évolution des revenus et dépenses des particuliers et des administrations publiques.

Lesrevenus et dépenses des particuliers

Le secteur des particuliers, plus exactement désigné sous l'appellation de "personnes et entreprises non incorporées", regroupe essentiellement les opérations d'agents qui sont à la fois bénéficiaires de revenus et consommateurs de biens et services. Ce secteur comprend non seulement les opérations des ménages, mais aussi celles des entreprises individuelles (particuliers exerçant un emploi autonome, tels les agriculteurs exploitant leur propre ferme, les détaillants indépendants, les membres de professions libérales). De plus, sont incluses dans ce secteur les organisations privées sans but lucratif, telles les institutions de charité, les syndicats, les associations professionnelles, les églises, les amicales et les universités privées. Bien que l'inclusion de ces groupes affecte quelque peu l'homogénéité du secteur, ils comptent, toutefois, pour très peu dans le total; l'évolution du revenu personnel reflète donc d'assez près la tendance du revenu des ménages.

Le revenu personnel

Le revenu personnel québécois atteint 66,8 milliards de $ en 1981, soit un taux de croissance de 13% par rapport à l'an dernier, comparé à 16,6% au niveau canadien. Contrairement aux années antérieures, le revenu personnel per capita croît moins rapidement au Québec (12,5%) qu'au Canada (15,4%) en 1981; de 1975 à 1980, il augmente à un taux annuel moyen de 11,4% au Québec et de 10,6% au Canada. Ainsi, le revenu personnel québécois per capita qui est passé de 91,2% de la moyenne canadienne en 1975 à 94,5% en 1980, en représente 92,2% en 1981.

La rénumération des salariés, y compris les soldes et indemnités militaires, totalise 44,4 milliards de $ en 1981, soit une augmentation de 11,0%; au Canada, le taux de croissance de cette même rémunération est de 13,8%. La rémunération des salariés au Québec passe ainsi de 67,7% du total du revenu personnel en 1980 à 66,5% en 1981. La rémunération hebdomadaire moyenne dans l'ensemble de l'économie, à l'exception de l'agriculture et de la pêche, s'accroît de 11,5% en 1981. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis 1976, elle est cependant inférieure à celle de l'indice des prix à la consommation, ce qui implique une perte en termes réels, contrairement à l'an passé, où il y a eu un léger gain. Les hausses les plus élevées de salaires et traitements hebdomadaires moyens se retrouvent dans les groupes "transports, communications et autres services d'utilité publique", "finances, assurances et immeubles", la fabrication et la forêt; les mines, la construction, le commerce et les services enregistrent des hausses inférieures à la moyenne.

Le taux de variation de la rémunération des salariés fluctue d'une activité économique à l'autre et ce, évidemment, en fonction du nombre de salariés et du niveau du salaire versé. L'activité qui regroupe le plus grand nombre de salariés est sans contredit les services, où on en retrouve près de 750 000, soit 32,5% des salariés non-agricoles. Malgré cela, les travailleurs de ce groupe n'accaparent que près de 28,0% du total de la rémunération en 1981, soit 12,3 milliards de $ ce qui se traduit par un taux de croissance de 13,1%. Le salaire hebdomadaire moyen versé dans ce secteur se situe à 251,62$, en augmentation de 10,3%. La rémunération des 534 000 salariés (23,4% du total) du secteur de la fabrication totalise 10,6 milliards de $, en augmentation de 13,2% par rapport à l'an passé, ce qui représente 24,0% de la rémunération totale; le salaire hebdomadaire moyen dans cette activité atteint 360 64$, soit un

TABLEAU 2,1 **COMPOSANTES DU REVENU PERSONNEL ET REVENU PERSONNEL DISPONIBLE RÉEL QUÉBEC**

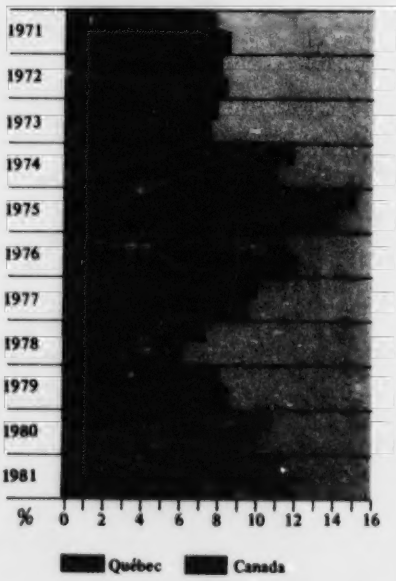
	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981*
Rémunération des salariés	'000 000$	29 487	32 243	35 648	39 861	44 224
Soldes et indemnités militaires	"	176	180	181	199	224
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	"	371	531	617	649	688
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	"	2 148	2 239	2 442	2 690	2 941
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	"	3 708	4 171	5 097	5 970	7 856
Transferts courants:						
des administrations publiques	"	6 971	7 830	8 214	9 518	10 638
des corporations	"	87	99	116	123	129
des non résidents du Canada	"	89	105	119	134	144
Revenu personnel	"	43 037	47 398	52 434	59 144	66 844
Revenu personnel disponible	"	33 802	37 545	41 567	46 799	52 570
Revenu personnel disponible réel**	"	21 166	21 690	22 005	22 456	22 447
Revenu personnel per capita	$	6 857	7 556	8 337	9 370	10 543
Revenu personnel disponible per capita	$	5 386	5 985	6 609	7 414	8 292
Revenu personnel disponible réel per capita	$	3 373	3 458	3 499	3 558	3 541

* Chiffres provisoires.
** Calculé à partir de l'indice des prix à la consommation de Montréal.
SOURCES: Comptes économiques des revenus et dépenses, Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

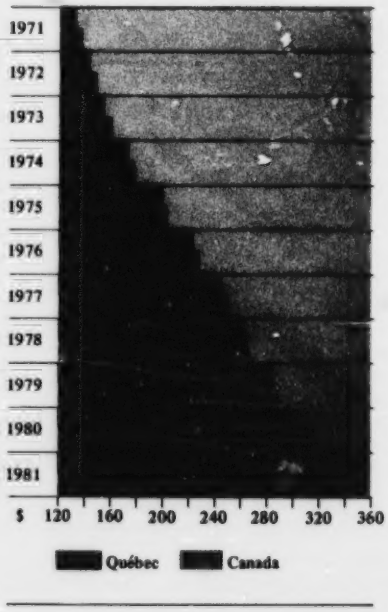
2,1 RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, QUÉBEC, 1981/1980

	Millions $ 1981
Agriculture	199
Pêche et piégeage	12
Forêts	409
Mines, carrières et puits de pétrole	807
Fabrication	10 651
Construction	2 198
Transport, entrep., commun., électr., gaz et eau	5 005
Commerce, gros et détail	5 365
Finances, assurances et affaires immobilières	2 972
Administration publique et défense	4 506
Services	12 324
Rémunération totale	44 448

2,2 SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDOMADAIRES MOYENS, VARIATIONS ANNUELLES QUÉBEC — CANADA



2,3 SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDOMADAIRES MOYENS, EN DOLLARS QUÉBEC — CANADA



taux de croissance de 12,1%. L'activité transports, entreposage, communications, électricité, gaz et eau, avec 9,3% des salariés, accapare 11,3% de la masse salariale totale; le salaire hebdomadaire moyen y est de 433,29$, en hausse de 12,4%.

La plus forte augmentation de la rémunération se retrouve dans l'activité de la forêt. Le nombre de salariés y augmente de 8,8% et le salaire hebdomadaire moyen de 15,8%. La plus faible hausse, soit 6,3%, est obtenue dans l'activité des mines et carrières; le nombre de salariés y diminue de 7,0%, mais la rémunération hebdomadaire moyenne augmente tout de même de 11,5%. L'agriculture, la construction, le commerce, l'administration publique et les "finances, assurances et immeubles" enregistrent des hausses respectives de la masse salariale de 9,3%, 13,2%, 7,5%, 11,1% et 10,7%.

La deuxième source de revenu personnel provient des transferts courants des administrations publiques qui représentent environ 16,0% du revenu. Ces transferts totalisent 10,6 milliards de $ en 1981, soit une augmentation de 11,8% par rapport à l'an dernier. Les transferts du gouvernement canadien augmentent de 14,7% en 1981, comparativement à 7,0% pour le gouvernement québécois. La hausse des transferts de l'administration fédérale s'explique, entre autres, par la hausse du nombre de chômeurs ainsi qu'une hausse des pensions de vieillesse et du nombre de bénéficiaires. Les transferts des corporations et des non résidents n'augmentent respectivement que 4,9% et 7,5%.

En ce qui concerne les autres éléments du revenu personnel, 1981 est marquée par une très forte hausse (31,6%) au titre des intérêts, dividendes et revenus divers de placements; leur importance relative dans le revenu passe ainsi de 10,1% en 1980 à 11,8% en 1981. Le revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole, augmente de 6,0%. Les entreprises individuelles non-agricoles, loyers compris, accroissent leur revenu net de 9,3%. À l'exception des intérêts, dividendes et revenus divers de placements et des transferts des administrations publiques, les diverses composantes du revenu personnel croissent sensiblement au même rythme que l'an passé, ce qui résulte pour ce dernier en un taux de croissance presque identique à celui de 1980.

Le revenu personnel disponible, soit le revenu personnel après soustraction des impôts directs et des diverses formes de

transfert des particuliers aux administrations publiques, s'accroît de 12,3% au Québec en 1981 pour atteindre 52,6 milliards de $. Per capita, l'augmentation de ce revenu se situe à 11,8%; en termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'indice des prix à la consommation à Montréal, il est à peu près au même niveau que celui de 1980.

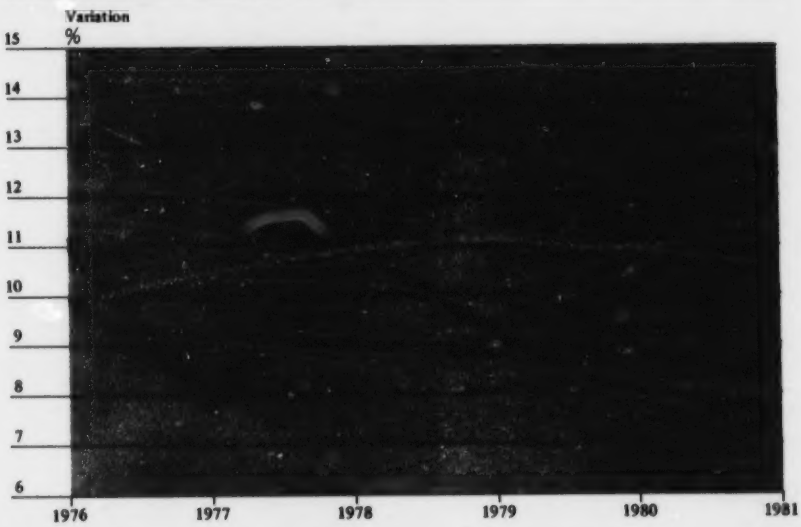
Les dépenses personnelles

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation augmentent de 10,7% en 1981 au Québec pour atteindre 45,3 milliards de $. Cette hausse est supérieure à celle de 9,8% enregistrée en 1980, mais inférieure à la hausse canadienne de 13,0% en 1981. Cette lente progression de la consommation jointe à une hausse de 12,3% du revenu personnel disponible, se traduit par une hausse de l'épargne. Ainsi, le taux d'épargne personnelle passe de 10,4% en 1980 (10,1% au Canada) à 11,1% en 1981 (11,6% au Canada). La croissance des dépenses personnelles étant inférieure à celle du produit intérieur brut, leur part relative dans celui-ci passe de 59,4% en 1980 à 58,8% en 1981. Tout comme en 1980, la consommation de services au Québec s'accroît plus rapidement (12,1%) que celle des biens (9,8%). Les données qui suivent, relatives aux ventes au détail, permettent d'analyser l'évolution de la majorité des dépenses en biens.

La valeur des ventes au détail augmente de 8,9% en 1981 pour atteindre 22,8 milliards de $. Ce taux de croissance est supérieur à celui enregistré en 1980, soit 6,5%, mais il est pour une deuxième année consécutive, amplement inférieur à celui des prix. En effet, en termes réels, les ventes au détail diminuent de 3,1% en 1981, après une baisse de 3,5% en 1980. Le volume des ventes au détail se situe à son niveau le plus bas depuis 1975. Pour fins de comparaison, mentionnons qu'en 1981, la valeur des ventes au détail augmente de 12,5% au Canada et de 14,0% en Ontario.

Au cours du premier semestre de 1981, les ventes au détail sont assez vigoureuses si l'on tient compte du niveau élevé des taux d'intérêt qui prévalent alors. Durant cette période, les ventes augmentent de 12,0% par rapport au semestre correspondant en 1980; toutefois, les ventes de biens durables (automobiles, meubles, appareils ménagers) où le recours au crédit est fréquent, augmentent peu. Par contre, au deuxième semestre, la flambée des taux d'intérêt et la hausse du chômage viennent mettre fin à l'amorce de reprise enregistrée au cours du premier semestre de l'année; les ventes au détail ne progressent que de 6,3% durant la deuxième moitié de l'année par rapport à la période correspondante de 1980.

2,4 VENTES AU DÉTAIL
QUÉBEC — ONTARIO — CANADA



Les ventes des magasins d'alimentation, environ 30,0% du total, atteignent en 1981 un peu plus de 7 milliards de $, soit une croissance de 11,2% par rapport à 1980. Cette hausse est cependant inférieure à la hausse des prix des aliments (12,5%) pour une quatrième année consécutive. Ceci peut s'expliquer par la part croissante des dépenses des ménages consacrée aux aliments consommés à l'extérieur et aussi, de la modification du contenu du panier d'aliments en faveur de produits relativement moins chers.

Dans le domaine de l'automobile, les taux de variation des ventes en 1981 diffèrent énormément selon les types de produits vendus. Ainsi, alors que les concessionnaires d'automobiles voient leurs ventes diminuer de 1,7% en valeur, en raison surtout du coût de financement de ces achats; les vendeurs d'automobiles d'occasion accroissent les leurs de 9,2%. En ce qui concerne les stations-service et les garages, leurs ventes augmentent respectivement de 26,9% et 26,2%, soit les taux de croissance les plus élevés parmi tous les genres de magasins en 1981; ceci s'explique surtout par la montée des prix de l'essence et des réparations. Les ventes des magasins de pièces et d'accessoires, pour leur part, s'accroissent de 5,9%.

En 1981, les grands magasins enregistrent une augmentation de 4,0% de leurs ventes, soit une croissance inférieure à l'ensemble des magasins, alors qu'elle y était supérieure en 1980. Les magasins de marchandises diverses augmentent les leurs de 0,3%; elles étaient en baisse de 2,4% en 1980. Les magasins généraux et les bazars accroissent leurs ventes respectivement de 7,3% et 8,4%, ce qui constitue une amélioration par rapport à l'an passé.

Les ventes des magasins de vêtements et de chaussures totalisent 1,6 milliards de $ en 1981, soit une augmentation de 17,0% par rapport à l'an dernier. Les magasins de vêtements affichent une meilleure performance que les magasins de chaussures; le taux de croissance est de 17,5% dans le premier cas et de 15,0% dans le second. Dans les deux cas, la hausse des ventes est nettement supérieure à la hausse des prix de cette catégorie de marchandises qui se situe à 6,9% en 1981.

Les magasins de meubles, appareils ménagers, téléviseurs, radios et accessoires augmentent la valeur de leurs ventes de seulement 1,0% en 1981; elles avaient baissé de 0,8% en 1980. Ces magasins subissent avec les concessionnaires d'automobiles, les effets des taux d'intérêt records et de la détérioration de la situation économique sur les dépenses de consommation. Il s'agit en fait de biens pour lesquels le consommateur peut en général retarder l'achat initial ou le renouvellement, ce qui ne semble pas être le cas des autres

2,5 VENTES AU DÉTAIL PAR CATÉGORIE 1981/1980, QUÉBEC

Catégories de magasins	Millions $ 1981	Variation %
Tous les magasins d'aliments	7 012	
Grands magasins	1 808	
Magasins de marchandises diverses	321	
Magasins généraux et bazars	535	
Concessionnaires d'auto et vendeurs d'auto d'occasion	3 740	
Stations service, garages et magasins pièces et accessoires	2 940	
Magasins de vêtements et chaussures	1 578	
Quincailleries	312	
Magasins de meubles appareils ménagers, TV, etc.	627	
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	569	
Bijouteries	130	
Magasins d'articles de sport et accessoires	335	
Fleuristes	78	
Librairies et papeteries	129	
Magasins d'accessoires personnels	366	
Ensemble des magasins	22 765	

biens. En effet, si nous soustrayons les ventes de ces biens durables du total des ventes au détail, le taux de croissance de celles-ci atteint 11,6% plutôt que 8,9%; mais encore là, il s'agit d'un taux inférieur à celui des prix à la consommation.

Parmi les autres genres de magasin, à volume de ventes cependant moins élevé, les librairies et papeteries accroissent leurs ventes de 23,4%, les pharmacies de 22,3%, les magasins d'articles de sport de 4,9%, les magasins d'accessoires personnels de 7,7%, les fleuristes de 2,9%, alors que les bijouteries enregistrent une baisse de 6,7%.

En résumé, la valeur des ventes au détail en 1981 croît à un rythme plus rapide qu'en 1980, cependant, le volume des ventes diminue de nouveau. Les consommateurs privilégient les achats de biens semi-durables (vêtements, chaussures), maintiennent ceux de biens non-durables et retardent ceux des durables, soit dans ce dernier cas, pour bénéficier du rendement élevé sur l'épargne, ou, plus probablement, à cause du coût du crédit.

Lesprix à la consommation

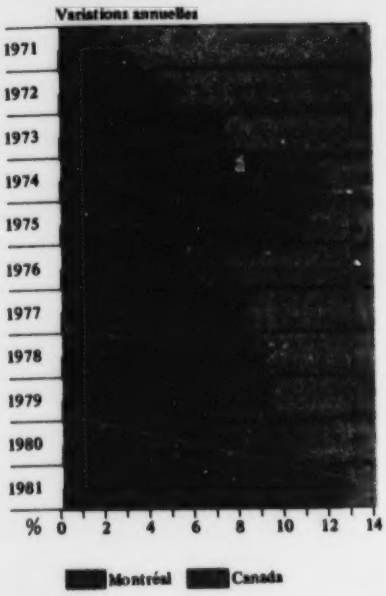
L'indice des prix à la consommation constitue certes l'instrument de mesure le plus utilisé et le plus connu, en vue de cerner les changements dans les prix de biens et services d'utilisation courante; il sert aussi souvent au réajustement de diverses formes de revenus afin de compenser la perte de pouvoir d'achat occasionné par l'inflation. En 1981, l'indice global des prix à la consommation au Canada augmente de 12,5%, comparativement à 10,1% en 1980, soit la plus forte progression de l'indice depuis 1948. En plus de l'IPC, deux autres mesures sont fréquemment utilisées comme source d'information sur les variations de prix dans l'économie. Il s'agit de l'indice implicite des prix du PNB et de l'indice des prix de vente dans l'industrie; ils augmentent respectivement de 10,0% et 10,1% en 1981, comparativement à 10,6% et 13,4% en 1980. On remarque donc un certain tassement de la croissance des prix sur une base annuelle moyenne. La même chose se produit au niveau de l'IPC, mais seulement à compter du deuxième semestre de 1981.

À Montréal, l'indice global des prix à la consommation en 1981 progresse de 12,4%, par rapport à 10,3 % en 1980, ce qui constitue un sommet depuis le niveau record de 14,6% enregistré en 1948. Les pressions inflationnistes tant à Montréal que dans l'ensemble du Canada, proviennent surtout des composantes transport, habitation et alimentation de l'indice. L'énergie qui ne constitue pas en soi une composante de l'indice, mais dont on tient compte en particulier à l'intérieur des composantes habitation et transport, contribue substantiellement à la progression des prix en 1981; en effet, lescoûts de l'énergie grimpent de 31,3% à Montréal et de 30,1% pour l'ensemble du Canada. Cette augmentation des prix de l'énergie s'explique, entre autres, par la volongé du gouvernement canadien de voir ces prix se rapprocher progressivement des cours mondiaux afin d'inciter à la conservation et au développement des ressources énergitiques canadiennes. C'est ce qui explique aussi que le Canada connaît en 1981 un taux d'inflation supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE.

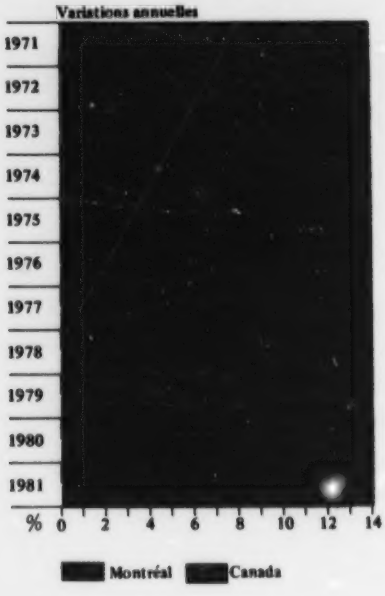
Les prix à l'alimentation s'accroissent plus fortement en 1981 (Canada: 11,4%, Montréal: 12,5%) qu'en 1980 (Canada: 10,7%, Montréal: 11,0%), mais moins rapidement que l'indice global au niveau canadien et presqu'à égalité à Montréal et ce, pour la première fois depuis 1976. Les prix des aliments consommés à la maison augmentent plus rapidement que ceux consommés à l'extérieur, soit respectivement de 13,5% et 9 ,1% à Montréal et de 11,9% et 9,6% pour l'ensemble du Canada. Le renchérissement des produits céréaliers et de boulangerie (19,3%), des fruits et légumes (19,1%), des mets préparés et partiellement préparés (14,4%), des produits laitiers et des oeufs (14,4%) explique en bonne partie la hausse des prix à l'alimentation à Montréal. Les prix des groupes "viande, volaille et poisson" et "huile et corps gras" augmentent modérément, alors que ceux du sucre, du café et du thé sont à la baisse. Notons, de plus, que la croissance des prix des aliments est en nette régression en fin d'année à cause surtout de l'évolution des prix des aliments consommés à la maison.

Les frais d'habitation montent de 12,4% au Canada et de 12,3% à Montréal, soit beaucoup plus rapidement qu'en 1980. Les intérêts hypothécaires, les impôts fonciers et les frais de chauffage et d'éclairage sont responsables de la progression des prix au niveau de cette

2,6 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION, GLOBAL, MONTRÉAL — CANADA



2,7 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION GLOBAL SAUF ALIMENTATION, MONTRÉAL — CANADA



composante. A Montréal, l'indice du logement monte de 10,5% en 1981, surtout à cause de la poussée des frais de logements en propriété qui augmentent de 13,7%. Les dépenses de ménage enregistrent, tout comme en 1980, la plus forte augmentation, soit 17,4%, parmi les éléments de la composante habitation. Quant aux prix des articles d'ameublement et accessoires, ils augmentent de 9,3% en 1981.

De toutes les composantes, c'est celle des transports qui enregistre la plus forte augmentation des prix en 1981, soit 17,3% à Montréal et 18,4% pour l'ensemble du Canada. Les plus fortes hausses ont trait à l'utilisation d'automobiles et de camions, à l'essence et aux primes d'assurance-automobile; le transport interurbain a également fortement augmenté. Le prix des automobiles neuves augmente de 11,4% en moyenne au Canada. Sur le plan global, les coûts du transport privé augmentent plus rapidement que ceux du transport public, avec des hausses respectives de 18,6% et de 9,5% à Montréal et de 18,9% et 14,9% dans l'ensemble du Canada.

Les frais de santé et soins personnels progressent moins rapidement à Montréal, (10,1%), qu'au Canada, (10,9%), en 1981, contrairement à l'an dernier où les hausses respectives avaient été de 11,3% et 10,0%. Pour l'ensemble du Canada, la hausse des coûts des médicaments explique, entre autres, la hausse de 11,6% des soins de santé; les coûts des soins personnels, pour leur part, augmentent de 10,4%.

Les prix de l'habillement progressent moins rapidement en 1981. La hausse est de 6,9% à Montréal et de 7,1% au Canada. Toutes les catégories de vêtements sont à peu près également responsables de la croissance des prix.

Les prix des loisirs, de la lecture et de la formation augmentent en 1981 au même rythme que l'an dernier à Montréal, soit 8,7%, alors qu'ils enregistrent une croissance supérieure dans l'ensemble du Canada, soit 10,1%. Cette augmentation est attribuable pour une bonne part à l'accroissement des prix de certains articles récréatifs d'extérieur, des frais d'entrée aux spectacles, des dépenses de voyages et de vacances, des tarifs d'abonnement aux journaux et revues et des frais de scolarité postsecondaire.

La composante tabac et alcool voit ses prix augmenter plus rapidement qu'en 1980, soit de 13,1% à Montréal et de 12,9% au Canada, surtout à cause des taxes sur ces produits.

Si nous comparons l'évolution de l'indice des prix à la consommation selon les villes du Canada, nous constatons que l'indice global progresse plus rapidement dans l'Ouest du pays que dans l'Est, surtout à cause de la hausse des frais d'habitation. Par contre, l'augmentation des prix a l'alimentation est moins forte dans l'Ouest que dans l'Est.

TABLEAU 2,2 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION À MONTRÉAL (1971 = 100)

	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
						variation en pourcentage			
Alimentation	183,2	206,6	234,5	260,2	292,8	12,8	13,5	11,0	12,5
Tabac et alcool	146,3	160,0	171,6	192,8	218,1	9,4	7,2	12,4	13,1
Habillement	146,7	148,9	159,5	175,7	187,8	1,5	7,1	10,2	6,9
Habitation	151,2	164,1	176,9	192,3	216,0	8,5	7,8	8,7	12,3
Transport	157,5	165,4	180,2	202,6	237,7	5,0	8,9	12,4	17,3
Santé et soins personnels	152,1	165,5	181,1	201,6	221,9	8,8	9,4	11,3	10,1
Loisirs, lecture et formation	146,4	153,2	161,2	175,3	190,5	4,6	5,2	8,7	8,7
Global	159,7	173,1	188,9	208,4	234,2	8,4	9,1	10,3	12,4
Global sauf alimentation	150,8	160,4	172,9	190,4	213,9	6,4	7,8	10,1	12,3
Énergie	180,1	200,1	225,5	263,4	345,8	11,1	12,7	16,8	31,3
Global sauf alimentation et énergie	148,3	157,1	168,4	184,4	203,4	5,9	7,2	9,5	10,3

SOURCES: Prix et indices des prix (62-002), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

2,8 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES, 1981/1980 MONTRÉAL — CANADA

Catégories de dépenses	Pondération
Alimentation	23,43 21,49
Tabac et alcool	6,49 6,24
Habillement	11,22 10,12
Habitation	32,04 34,06
Transport	15,44 15,84
Soins de santé et soins personnels	4,18 3,96
Loisirs, lecture et autres	7,12 8,29
Global	100,00 100,00
Global sauf alimentation	76,57 78,51
Energie	5,91 6,22
Global sauf alimentation et énergie	70,66 72,29

Il est intéressant de reconsidérer l'évolution des prix à la consommation au Canada selon la classification par biens et services. On constate que depuis 1978, l'indice des biens progresse plus rapidementd que celui des services. En 1981, les prix des biens augmentent de 13,1% et ceux des services de 11,5%. Ce sont les prix des biens non-durables qui augmentent le plus, soit de 15,9%, tout comme les années précédentes. La progression des prix de biens durables et semi-durables est inférieure cette année à celle de 1980.

En résumé, l'indice des prix à la consommation progresse plus rapidement en 1981 au Canada qu'en 1980; en outre, il augmente à un rythme supérieur à celui de la moyenne des pays de l'OCDE, à cause surtout des prix de l'énergie. À Montréal, l'indice global évolue dans le même sens que celui du Canada; il faut toutefois noter la progression plus rapide que l'an dernier des prix à l'alimentation et plus rapide aussi que dans l'ensemble du Canada. La dépréciation du dollar canadien et la hausse des prix à l'importation, quoique moins importante qu'en 1980, contribuent certes à la hausse de l'IPC en 1981.

TABLEAU 2,3 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION 1981/80 CANADA ET PRINCIPALES VILLES

	Halifax	Québec	Montréal	Toronto	Calgary	Edmonton	Vancouver	Canada
	variation en pourcentage							
Ensemble	11,8	12,2	12,4	12,5	13,3	12,5	14,3	12,5
Alimentation	12,1	13,3	12,5	11,1	10,6	11,0	11,0	11,4
Habitation	12,0	11,3	12,3	12,2	15,3	13,7	15,4	12,4
Habillement	7,0	5,3	6,9	6,8	8,6	7,8	8,1	7,1
Transports	15,3	17,9	17,3	18,8	17,3	16,2	21,8	18,4
Santé et soins personnels	12,3	10,3	10,1	11,5	11,8	11,7	11,5	10,9
Loisirs, lecture et formation	9,6	8,7	8,7	10,9	9,4	9,4	10,1	10,1
Tabac et alcool	10,3	12,5	13,1	12,4	13,8	13,0	15,5	12,9

SOURCES: Prix à la consommation et indices des prix (62-010), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 2,4 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION AU CANADA CLASSIFICATION EN BIENS ET SERVICES (1971 = 100)

	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
						variation en pourcentage			
Biens et services	160,8	175,2	191,2	210,6	236,9	9,0	9,1	10,1	12,5
Biens	160,0	176,2	194,9	217,2	245,7	10,1	10,6	11,4	13,1
Biens durables	131,7	139,4	152,8	169,4	185,4	5,8	9,6	10,9	9,4
Biens semi-durables	138,3	143,7	156,2	171,3	185,1	3,9	8,7	9,7	8,1
Biens non-durables	173,0	194,4	216,2	242,6	281,2	12,4	11,2	12,2	15,9
Biens non-durables sans les aliments	159,0	170,5	185,7	210,4	252,7	7,2	8,9	13,3	20,1
Services	163,2	174,3	186,5	201,8	225,0	6,8	7,0	8,2	11,5
Services sans l'habitation	166,9	178,0	192,5	211,0	236,6	6,7	8,1	9,6	12,1

SOURCES: Prix à la consommation et indices des prix (62-010), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

Revenus et dépenses des administrations publiques

Selon la comptabilité économique, le secteur des administrations publiques englobe les ministères, agences ou organismes des gouvernements dont les activités sont de nature non commerciale. Ainsi, les revenus et dépenses du secteur des administrations publiques au Québec couvrent l'ensemble des administrations fédérale et provinciale, des municipalités et des commissions scolaires ainsi que des organismes non commerciaux qui en dépendent. Il inclut, depuis 1961, tous les hôpitaux publics. De plus, il comprend le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec ainsi que les opérations de certains fonds fiduciaires, telles les activités du Fonds d'assurance-chômage, de la Commission de la santé et de la sécurité au travail, etc. Ce secteur ne comprend pas, toutefois, les entreprises publiques à but lucratif, qui font partie du secteur des entreprises.

Les dépenses des administrations publiques au Québec augmentent plus rapidement que le produit intérieur brut au cours des dernières années, sauf en 1979. Ainsi, sans tenir compte des transferts intergouvernementaux, le total des dépenses de ce secteur exprimé en pourcentage du PIB, passe de 38,0% en 1971 à 46,6% en 1978; en 1979, on assiste à un certain fléchissement et leur part relative se situe à 45,3%, par la suite, il y a une remontée et la proportion s'établit à 48,4% en 1981. La progression la plus marquée se retrouve dans le domaine des dépenses de transferts; elles comptent pour 23,5% du PIB en 1981, comparativement à 14,7% en 1971. Pour ce qui est des dépenses en biens et services des administrations publiques, leur part relative fluctue peu; elle passe de 23,3% en 1971 à 24,8% en 1981. Toutefois, la part des dépenses courantes augmente aux dépens de la formation brute de capital fixe.

Quant aux revenus des administrations publiques québécoises et ceux perçus au Québec par l'administration fédérale, leur part du PIB demeure à peu près stable au cours de la période 1971-1980; de 38,3% qu'elle était en 1971, elle s'établit à 39,5% en 1980. Cependant, en 1981, leur importance relative progresse de 2,1 points de pourcentage en raison de la forte augmentation des impôts directs touchant les personnes. Ainsi, les impôts indirects représentent 15% du PIB en 1981 par rapport à 13,4% en 1980; toutefois, en 1971, ils comptaient pour 16,5% de cet agrégat. La part des impôts directs qui était passée de 18,3% en 1977 à 17,9% en 1980, remonte et atteint 18,5% en 1981. Les impôts directs sur les sociétés et les entreprises gouvernementales, pour leur part, passent de 3,2% du PIB en 1980 à 2,9% en 1981.

Ainsi, la part des dépenses des administrations publiques par rapport au PIB a été en augmentant au cours des dernières années, alors que celle des revenus a eu tendance à se stabiliser. Il en résulte que le solde des opérations des administrations publiques au Québec passe au début des années '70, d'une position traditionnellement d'excédents à une de déficits qui augmentent d'année en année, sauf en 1981. En 1971, l'excédent des revenus sur les dépenses en pourcentage du PIB, se situe à 0,3%. Les déficits apparaissent à compter de 1973. Le déficit de 1976 représente 5,3% du PIB, celui de 1980, 7,9%. On assiste, toutefois, en 1981 à une légère amélioration, le déficit atteint 6,7% du PIB, seul le déficit de l'administration provinciale est à la hausse.

TABLEAU 2,5 **DÉPENSES DE TOUTES LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES AU QUÉBEC, EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT[1]**

	1971	1977	1978	1979	1980	1981*
Dépenses en biens et services	23,3	25,5	25,6	24,5	24,6	24,8
Dépenses courantes	18,8	21,9	22,3	21,7	22,0	22,4
Formation brute de capital fixe	4,5	3,6	3,3	2,8	2,6	2,4
Transferts	14,7	20,6	21,0	20,8	22,8	23,5
Aux personnes	9,3	13,7	14,0	13,0	13,6	13,6
Autres	5,4	6,9	7,1	7,8	9,2	9,9
Total	38,0	46,1	46,6	45,3	47,4	48,4

* Provisoires.
(1) Excluant les transferts intergouvernementaux.
SOURCES: Comptes économiques des revenus et des dépenses, Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 2,6 **REVENUS DE TOUTES LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES QUÉBÉCOISES ET CEUX PERÇUS AU QUÉBEC PAR L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE, EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT[1]**

	1971	1977	1978	1979	1980	1981*
Impôts directs touchant les personnes et autres transferts courants provenant des personnes	14,2	18,3	17,7	17,5	17,9	18,5
Impôts directs sur les sociétés et entreprises gouvernementales	3,3	2,6	2,8	3,0	3,2	2,9
Impôts indirects	16,5	14,4	14,2	13,4	13,4	15,0
Autres revenus incluant imputation d'amortissement	4,3	4,5	4,7	4,7	5,0	5,1
Total	38,3	39,8	39,5	38,6	39,5	41,6

* Provisoires.
(1) Excluant les transferts intergouvernementaux.
SOURCES: Comptes économiques des revenus et des dépenses, Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

Le budget administratif

Le budget administratif du gouvernement du Québec regroupe les transactions gouvernementales en opérations budgétaires et non budgétaires. Les opérations budgétaires sont celles qui couvrent les revenus et dépenses des divers ministères, y compris les dépenses en capital, et qui doivent être approuvées par l'Assemblée nationale. Ces revenus et dépenses affectent en général la dette nette du gouvernement. D'autre part, les opérations non budgétaires comprennent les activités relatives aux placements, prêts et avances, le compte des régimes de retraite et les autres comptes, tels le compte d'accords de perception fiscale et les comptes à recevoir et à payer. Ces opérations ne constituent ni des revenus ni des dépenses pour le gouvernement; ce sont en fait des transactions qui affectent uniquement les comptes de l'actif et du passif et non la dette publique nette. Ces opérations peuvent toutefois entraîner d'importants besoins financiers.

Les données sur les dépenses budgétaires telles qu'établies en mars 1982, prévoient pour l'année financière 1981-82 des dépenses de 20,4 milliards de $, soit une augmentation de 16,2% comparativement à 16,4% en 1980-81. Les prévisions de revenus se chiffrent à 17,4% milliards de $, en hausse de 18,4% comparativement à 10,6% en 1980-81. Ainsi, le déficit budgétaire du gouvernement québécois en 1981-82 se situe aux environs de 3 milliards de $ tout comme en 1980-81.

Côté revenus du gouvernement en 1981-82, ceux en impôts sur le revenu et les biens atteignent 8,3 milliards de $ (47,7% du total), en hausse de 21% par rapport à 1980-81; de ce montant, 6,1 milliards de $ proviennent de l'impôt sur le revenu des particuliers, en augmentation de 14%. La contribution des employeurs au fonds des services de santé, pour sa part, fait plus que doubler, elle atteint 1,3 milliard de $. Les transferts du gouvernement du Canada, 4,5 milliards de $, constituent la deuxième source principale de revenus du gouvernement québécois, leur importance relative en 1981-82 s'établit à 26,1%, soit une légère baisse par rapport à 1980-81. Viennent ensuite les taxes à la consommation, 3,2 milliards de $ ou 18,2% du total; les autres sources de revenus totalisent 1,4 milliard de $.

En ce qui concerne les dépenses en 1981-82, celles des ministères de l'Éducation et des Affaires sociales représentent respectivement 29 ,3% et 22,4% du total, ce qui se traduit par des hausses de 17,6% et 16,2% des dépenses de ces ministères par rapport à 1980-81. Les dépenses du ministère des Finances augmentent de 38,9% à cause de la forte augmentation du service de la dette; la part relative de ce ministère dans le total des dépenses passe ainsi de 7,1% en 1980-81 à 8,5% en 1981-82. Le transfert du programme de la sécurité du revenu du ministère des Affaires sociales au ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre en 1981 entraîne une augmentation de la part relative des dépenses de ce dernier ministère aux dépens du premier; sa part relative des dépenses se situe à 8,4% en 1981-82.

2,9 REVENUS BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PAR PRINCIPALES SOURCES, 1981-82/1980-81

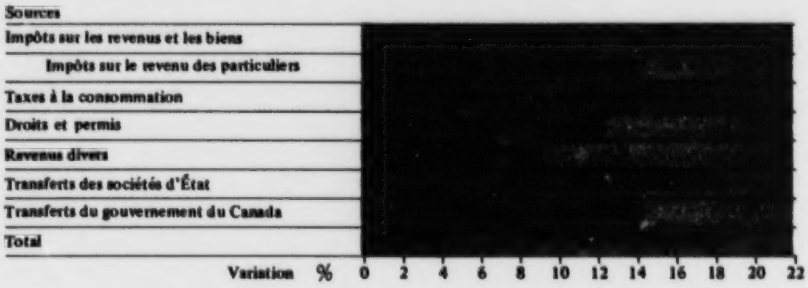
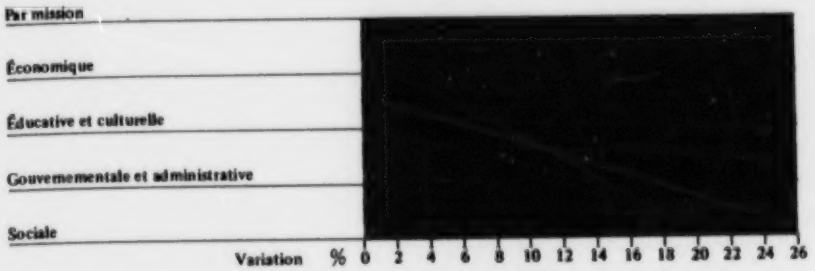


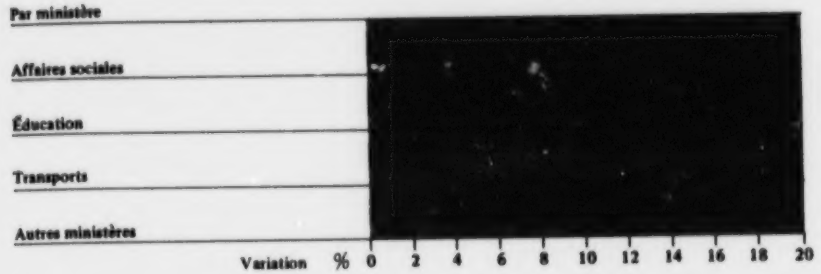
TABLEAU 2,7 REVENUS BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SELON LES PRINCIPALES SOURCES

	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82*	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
	millions de $					importance relative				
Impôts sur le revenu et les biens	4 907,3	5 360,1	5 965,5	6 971,0	8 314,0	44,0	44,9	44,8	46,7	47,7
dont: impôts sur le revenu des particuliers	3 903,2	4 227,3	4 621,6	5 315,9	6 061,0	35,0	35,5	34,7	36,1	34,8
Taxes à la consommation	2 145,9	2 149,6	2 439,2	2 633,9	3 172,0	19,2	18,0	18,3	17,9	18,2
Droits et permis	375,5	423,9	450,6	486,0	546,0	3,4	3,6	3,4	3,3	3,1
Revenus divers	321,3	337,0	367,8	418,7	457,0	2,9	2,8	2,8	2,8	2,6
Transferts des sociétés d'État	273,3	320,2	260,0	338,0	401,0	2,4	2,7	2,0	2,3	2,3
Transferts du gouvernement du Canada	3 135,9	3 332,7	3 823,6	3 971,7	4 540,0	28,1	28,0	28,7	27,0	26,1
Total	11 159,2	11 923,5	13 306,7	14 719,3	17 430,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Prévisions.
SOURCES: États financiers du Québec au 31 mars 1981, Synthèse des opérations financières, décembre 1981, ministère des Finances du Québec.

2,10 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PAR MISSION ET PAR MINISTÈRE, 1981-82/1980-81





Le regroupement des dépenses selon les quatre grandes missions gouvernementales les fait ressortir, et cela va de soi, la prépondérance des missions "éducative et culturelle" et "sociale"; elles comptent pour 70,6% des dépenses en 1981-82. Les dépenses consacrées à la mission éducative et culturelle augmentent de 17,1% en 1981-82, ce qui fait passer son importance relative de 33,3% en 1980-81 à 33,6% en 1981-82. La hausse la plus importante des dépenses se situe au niveau de la mission gouvernementale et administrative, ses dépenses s'accroissent de 24,3% en 1981-82, sa part relative passe ainsi de 17,6% en 1980-81 à 18,8% en 1981-82. Le budget voué à la mission sociale, quoique très élevé, augmente moins rapidement que le budget total en 1981-82. Quant à la mission économique, elle fait figure de parent pauvre, les fonds qui y sont consacrés n'atteignent que 2,2 milliards de $ en 1981-82, en hausse de 9,5 par rapport à 1980-81.

En ce qui concerne les opérations non budgétaires, les résultats préliminaires de 1981-82 indiquent un excédent de près de 750 millions de $, grâce au surplus de plus d'un milliard de $ enregistré au compte des régimes de retraite. Les besoins financiers nets du gouvernement québécois s'établissent donc en 1981-82 à environ 2,2 milliards de $.

En conclusion, bien que l'objectif avoué des administrations publiques soit d'amener la croissance des dépenses gouvernementales à peu près au même rythme que celle des dépenses dans l'ensemble de l'économie, il reste que les engagements pris au cours des années antérieures et le contexte économique rendent difficilement accessible, à court terme, l'atteinte de cet objectif.

TABLEAU 2,8 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, PAR MISSION

	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82*	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
	millions de dollars					importance relative				
Mission économique	1 496,2	1 630,8	1 803,7	1 986,9	2 156,2	12,4	12,2	11,9	11,2	10,6
Mission éducative et culturelle	3 854,5	4 116,9	4 667,3	5 864,2	6 868,1	32,0	30,7	30,9	33,3	33,6
Mission gouvernementale et administrative	2 066,5	2 430,3	2 808,7	3 094,3	3 846,9	17,2	18,1	18,6	17,6	18,8
Mission sociale	4 626,1	5 220,0	5 843,6	6 669,2	7 568,8	38,4	39,0	38,6	37,9	37,0
Total	12 043,3	13 398,0	15 123,3	17 596,6	20 440,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Données préliminaires.
SOURCES: Conseil du Trésor, Crédits 1982-83; États financiers du Québec, ministère des Finances, Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

LES FINANCES PRIVÉES ET FINANCES PUBLIQUES

L'évolution des marchés financiers en 1981 s'inscrit dans un contexte de politique monétaire restrictive, de croissance économique soutenue jusqu'à la mi-année, suivie d'une récession, d'inflation élevée et de déséquilibres dans les transactions avec l'extérieur. Le comportement des taux d'intérêt en 1981 reflète fidèlement les appréhensions des agents financiers face à ce contexte économique. Ainsi, le taux d'escompte de la Banque du Canada qui a effectué une remontée à compter de l'automne 1980, se situe aux environs de 17% durant les quatre premiers mois de l'année. Il monte par la suite, et culmine à un peu plus de 21% en août. Il diminue progressivement à l'automne et atteint son niveau le plus bas de l'année, 14,66%, à la fin de décembre. Le taux préférentiel des banques emboîte le pas au taux d'escompte. D'environ 18,25% en début d'année, il monte par la suite pour atteindre un sommet de 22,75% en août, pour ensuite redescendre et terminer l'année à 17,25%. Tout au cours de 1981, les autres taux d'intérêt fluctuent dans le même sens que le taux d'escompte. En fait, le mouvement des taux d'intérêt canadiens suit approximativement celui des taux américains avec, cependant, une poussée plus forte du côté canadien au cours de l'été en vue de soutenir le cours du change soumis à de fortes pressions à la baisse.

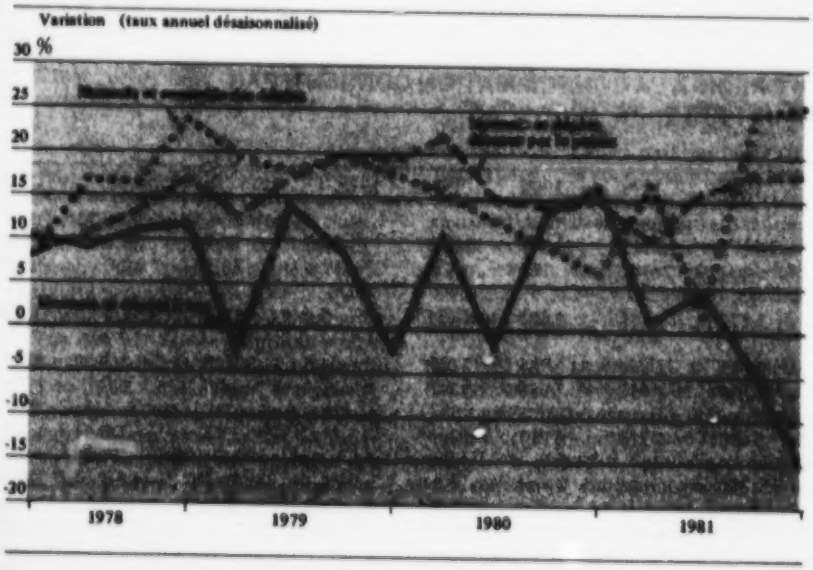
La politique monétaire pratiquée tant au Canada qu'aux États-Unis depuis le milieu des années '70, vise à restreindre la croissance monétaire à un niveau compatible avec une croissance économique équilibrée et un taux d'inflation acceptable. La Banque du Canada a choisi d'utiliser la somme des dépôts à vue du public dans les banques à charte et de la monnaie hors banques, mieux connue sous l'appellation M1, comme instrument privilégié d'orientation de la croissance monétaire. En 1981, l'objectif de croissance plus restrictif qu'en 1980, se situe à l'intérieur d'une fourchette de 4 à 8% de croissance de cet agrégat par rapport à la moyenne de trois mois centrée sur septembre 1980.

Au cours du premier semestre de 1981, la croissance du M1 se situe effectivement à l'intérieur de l'intervalle prescrit par la Banque. Toutefois, durant le deuxième semestre, elle se maintient en bas de la limite inférieure de la fourchette. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'en plus de la croissance monétaire, la Banque du Canada doit se préoccuper de la stabilisation du taux de change du dollar canadien, entre autres par le maintien de taux d'intérêt compatibles avec ceux en vigueur aux États-Unis, afin d'empêcher de trop grands mouvements de capitaux à court terme. De plus, la Banque du Canada estime que la croissance de M1 est affectée par les innovations mises en place dans le système bancaire, qui ont pour effet de déplacer des fonds des dépôts à vue vers les comptes non comptabilisés au niveau de cet agrégat, en période de taux d'intérêt élevés, par exemple les comptes à intérêt quotidien; aussi, certains problèmes comptables liés aux opérations de compensation ont pour effet de sous-évaluer M1.

Il demeure, tout de même, que l'objectif visé de restreindre la croissance de la masse monétaire est atteint. En effet, pour l'ensemble de l'année 1981, M1 ne s'accroît que de 3,9%, comparativement à 6,4% en 1980. M2, soit M1 plus les dépôts en dollars canadiens transférables par chèques, les dépôts à préavis et les dépôts à terme des particuliers dans les banques, s'accroît de 14,4%, comparé à 18,1% en 1980 et 15,8% en 1979. Le taux de croissance de M2 peut sembler élevé a priori. Cependant, si l'on tient compte de l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation ou par l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute, la croissance de cette variable en termes réels est peu élevée. Il faut aussi considérer le fait que les agents économiques gèrent leurs épargnes de façon à profiter d'un rendement maximum, tout en maintenant une certaine flexibilité dans le transfert de celles-ci, ce qui se traduit souvent par une augmentation des avoirs financiers sous forme de dépôts, et donc une augmentation de ce deuxième agrégat. M3, soit M2 plus les dépôts bancaires en devises étrangères détenues au Canada au nom de résidents, augmente de 12,2% en 1981, soit le taux le moins élevé depuis 1971.

La conduite d'une politique monétaire restrictive n'est cependant pas suffisante pour contrebalancer les effets négatifs d'autres variables sur le cours du dollar canadien. En effet, celui-ci passe de 0,855$ U.S. en moyenne en 1980, à 0,834$ U.S. en 1981. Parmi les éléments importants qui expliquent cette baisse du dollar, mentionnons le déficit du compte courant, l'achat d'entreprises canadiennes contrôlées à l'étranger et l'inflation. Le déficit du compte courant de la balance des paiements passe de 1,9 milliards de $ en 1980 à 6,6 milliards de $ en 1981; ceci est le résultat d'une baisse du surplus commercial et d'une augmentation substantielle du déficit des services. Le mouvement d'achat par des Canadiens d'entreprises à capital-action contrôlé par les étrangers, particulièrement dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel, au cours du printemps et de l'été de 1981, engendre un déclin du dollar sur le marché des changes. Une part importante des achats d'actions détenues par les étrangers se fait avec des dollars canadiens qui sont ensuite convertis en d'autres devises au gré de leurs nouveaux détenteurs. Il demeure, toutefois, que le financement obtenu pour effectuer les prises de contrôle est, d'après la Banque du Canada, majoritairement obtenu à l'étranger, ce qui provoque dans les marchés financiers des anticipations à l'effet que les paiements

3,1 MONNAIE HORS BANQUES ET DÉPÔTS DANS LES BANQUES À CHARTE, CANADA



d'intérêt sur cette dette extérieure affecteront à la baisse la valeur du dollar, ce qui contribue également à sa dépréciation au cours de 1981.

Quant au taux d'inflation, contrairement à 1980, il augmente plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis. L'écart des taux annuels moyens d'inflation entre les deux pays s'élève à 2,1 points de pourcentage en 1981; en fin d'année, basé sur l'évolution des indices de prix à la consommation entre décembre 1981 et décembre 1980, l'écart d'inflation se situe à 3,2 points de pourcentage, ce qui désavantage la devise canadienne.

Cependant, le dollar canadien raffermit sa position par rapport à d'autres devises en 1981. Exprimés en dollars canadiens, la libre sterling perd 10,7% de sa valeur, le franc français perd 16,7%, le mark allemand 17,5% et le franc suisse 12,4%. Par contre, le yen japonais augmente de 5,2% sa valeur en dollars canadiens.

Cette situation globale (politique monétaire, taux d'intérêt, taux de change et inflation), dont les marchés financiers tiennent compte, se répercute sur le financement des agents économiques.

Le financement de la demande des ménages

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation au Canada augmentent de 21,9 milliards de $ en 1981, soit un taux de croissance de 13%. L'encours du crédit à la consommation, pour sa part, augmente de 4,3 milliards de $, soit un taux de croissance de 9,8%. En 1980, les dépenses personnelles augmentèrent de 11,6% et l'encours du crédit de 11,3%. C'est donc dire que les ménages, tout en augmentant plus fortement leurs dépenses de consommation en 1981, recourent relativement moins au crédit, même si l'augmentation en valeur de l'encours du crédit à la consommation demeure presque la même.

L'augmentation du crédit à la consommation en 1981 se concentre durant le premier semestre de l'année; il augmente de 3 milliards de $, malgré le niveau élevé des taux d'intérêt. Les consommateurs anticipent que l'inflation se maintiendra, que les salaires croîtront sensiblement au même rythme et que les taux d'intérêt réels augmenteront peu; en outre, la création d'emplois se maintient à un niveau élevé. Cependant, au cours du deuxième semestre, les taux d'intérêt atteignent des niveaux records et la situation de l'économie, particulièrement de l'emploi, se détériore, ce qui a pour effet de créer de l'incertitude et d'amener les consommateurs à limiter le recours au crédit à la consommation qui n'augmente que de 1,3 milliard de $ durant la deuxième moitié de l'année.

3,2 ENCOURS DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION DES PRINCIPAUX PRÊTEURS, 1981/1980 CANADA

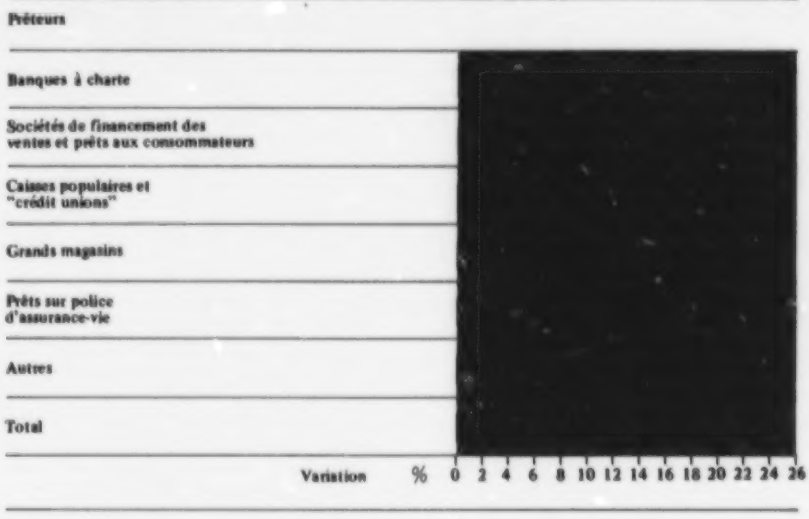


TABLEAU 3,1 ENCOURS DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION CONSENTI PAR LES PRINCIPAUX PRÊTEURS CANADA

	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Banques à charte	19 494	22 475	26 112	29 677	32 586	15,3	16,2	13,7	9,8
Banques d'épargne du Québec	87	104	142	169	154	19,5	36,5	19,0	- 8,9
Compagnies d'assurance-vie (prêts sur police)	1 291	1 373	1 569	1 853	2 331	6,4	14,3	18,1	25,8
Sociétés de financement ou de prêt à la consommation	2 937	3 073	2 889	2 735	3 048	4,6	- 6,0	- 5,3	11,4
Grands magasins	1 381	1 519	1 632	1 658	1 788	10,0	7,4	1,6	7,8
Caisses populaires et crédit unions	4 512	5 490	6 218	6 391	6 595*	21,7	13,3	2,8	3,2
Sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire	368	650	981	1 544	1 859	76,6	50,9	57,4	20,4
Total	30 069	34 684	39 543	44 027	48 361*	15,3	14,0	11,3	9,8

* Estimation.
SOURCE: Revue de la Banque du Canada, mars 1982, tableau 50.

Les achats de biens durables, achats pour lesquels les consommateurs ont souvent recours au crédit, augmentent de 9,5% en 1981, soit moins rapidement que l'ensemble des dépenses personnelles. On peut donc être porté à croire que la progression moins rapide des dépenses en biens durables explique la baisse de l'importance relative du crédit à la consommation, mais cette relation entre l'achat de biens durables et l'évolution du crédit n'est pas suffisante puisque, par exemple, en 1980 les dépenses en biens durables augmentent de 6,9% et l'encours du crédit à la consommation de 11,3%. En fait, les consommateurs canadiens réagissent à la hausse des taux d'intérêt en augmentant leur marge d'autofinancement, diminuant ainsi la part relative du crédit dans leurs achats. Ils augmentent même leur épargne afin de profiter des taux d'intérêt élevés. Le taux d'épargne au Canada passe de 10,1% en 1980 à 11,6% en 1981.

En 1981, les banques à charte demeurent, et de loin, le principal pourvoyeur de crédit à la consommation; elles augmentent leur encours de 2,9 milliards de $, soit un taux de croissance de 9,8%. Les compagnies d'assurance-vie et les sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire augmentent respectivement le leur de 25,8 et 20,4%, tandis que les banques d'épargne du Québec enregistrent une baisse de 8,9%.

Pour le Québec, nous ne disposons que de données sur les prêts personnels consentis par les banques à charte. Ces prêts augmentent de 1,3% au cours des neuf premiers mois de 1981; les dépenses personnelles, pour l'ensemble de l'année, s'accroissent de 10,7%. Quant au taux d'épargne, il passe de 10,4% en 1980 à 11,1% en 1981. À partir de ces données partielles, on peut avancer que le comportement des ménages québécois ne diffèrent pas de celui de l'ensemble du Canada face à la montée des taux d'intérêt.

En plus du crédit à la consommation, les emprunts hypothécaires constituent un autre indicateur de l'évolution du financement de la demande des ménages. L'encours des prêts hypothécaires à l'habitation consentis par les principaux prêteurs n'augmente que de 4,9 milliards de $ en 1981 au Canada, comparativement à 9,8 milliards de $ en 1980 et 13,4 milliards de $ en 1979. L'évolution semestrielle de l'encours va évidemment dans le même sens que celle des taux d'intérêt hypothécaire. Durant le premier semestre, les taux, quoique très élevés, entraînent tout de même une augmentation de 3,0 milliards de $ du crédit hypothécaire; au deuxième semestre, les taux atteignent des niveaux records, les mises en chantier de logements diminuent et l'encours n'augmente que de 1,9 milliard de $. Cette faible augmentation de l'encours en 1981, bien qu'il y ait eu plus de mises en chantier de logements qu'en 1980, s'explique par le fait que, face aux taux d'intérêt élevés, les nouveaux emprunteurs hypothécaires acceptent de verser immédiatement une plus grande part du coût d'achat à même leurs avoirs financiers, et que ceux qui renouvellent leur hypothèque diminuent le solde du capital à payer afin de réduire les paiements d'intérêt. Il faut de plus ajouter que la croissance des mises en chantier de logements en 1981 provient surtout du secteur multifamilial pour lequel le recours au financement hypothécaire est moins important que dans l'unifamilial. Comme exemple, le soutien fiscal à la construction procuré par le programme de construction d'immeubles à logements multiples contribue en 1981 à l'augmentation des mises en chantier de logements sans nécessairement augmenter l'encours du crédit hypothécaire.

En résumé, face à des taux d'intérêt élevés en 1981, les consommateurs canadiens augmentent moins rapidement leurs dépenses que ce que leur permettrait la hausse de leur revenu disponible; ils en profitent plutôt pour augmenter leur épargne. Ils choisissent aussi d'autofinancer une plus grande partie de leurs dépenses.

Le financement des entreprises non financières

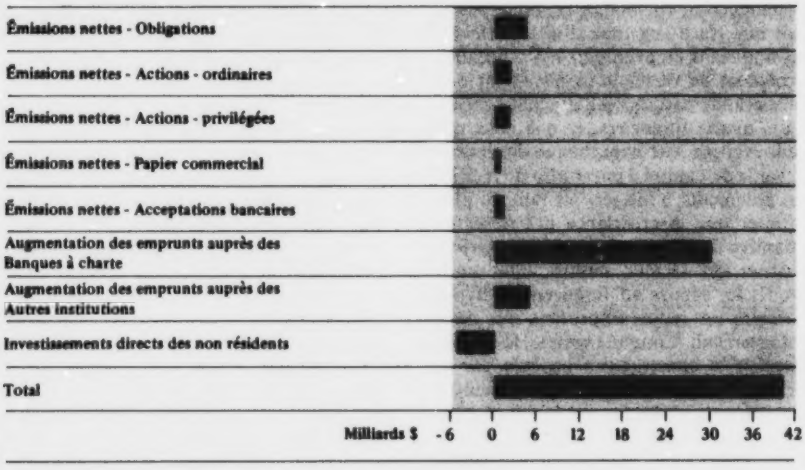
Les besoins de financement des entreprises non financières du secteur privé au Canada totalisent 40,0 milliards de $ en 1981, soit une augmentation de 13,9 milliards de $ ou 53,0% par rapport à l'an dernier. Ce financement a traditionnellement deux fonctions principales: premièrement, combler l'écart entre, d'une part, les dépenses d'immobilisations des entreprises et la valeur de la variation des stocks et, d'autre part, les bénéfices non répartis des corporations et la provision pour consommation de capital; et, deuxièmement, couvrir les transactions ayant pour objet d'augmenter l'avoir financier des entreprises, par exemple lors de la prise de contrôle ou d'investissements directs à l'étranger.

En 1981, l'augmentation et le niveau impressionnant des besoins de financement n'est pas seulement le reflet de la détérioration de la situation économique qui affecte la capacité d'autofinancement des entreprises, elle est en grande partie le fait d'un fort mouvement de prise de contrôle par des Canadiens de sociétés établies au Canada, mais à capital-action détenu à l'étranger, et d'investissements canadiens à l'étranger. Près de 60,0% du financement, 23,7 milliards de $, s'obtient durant le premier semestre de l'année par une très forte poussée des emprunts auprès des banques à charte. La hausse des taux d'intérêt et la détérioration de la situation économique diminuent par la suite les projets d'immobilisations des entreprises et d'acquisition d'actifs. Par contre, l'augmentation des inventaires, due au fléchissement de la demande, entraîne un plus grand recours au crédit. Les besoins de financement des entreprises atteignent ainsi 16,3 milliards de $ au cours du deuxième semestre.

Des 40,0 milliards de $ de financement obtenu en 1981, les entreprises non financières du secteur privé en obtiennent 10,5 milliards de $ (8,6 milliards en 1980) par des émissions de titres, 34,8 milliards de $ (16,9 milliards en 1980) par augmentation des emprunts; cependant, comme conséquence directe du mouvement d'acquisitions ci-haut mentionné, les investissements directs de non-résidents diminuent de 5,3 milliards de $. La part relative des nouveaux emprunts dans le total du financement passe ainsi de 64,8% en 1980 à 87,0% en 1981.

Les émissions nettes d'obligations totalisent 4,4 milliards de $, soit presque le double des émissions de 1980. Il faut noter ici, la part importante des émissions étrangères qui comptent pour près de 70% du total en 1981, comparativement à 50% l'an dernier; les entreprises veulent ainsi profiter de taux d'intérêt moins élevés et du cours du change favorable par rapport aux pays d'outre-mer. Les émissions d'actions ordinaires et privilégiées atteignent 4,2 milliards de $, dont 2,9 milliards au cours du premier semestre. La détérioration de la situation sur le marché boursier au cours du deuxième semestre incite les entreprises à recourir à d'autres formes de financement; dans les cas où elles doivent faire appel à la bourse, elles le font surtout par l'émission d'actions privilégiées qui offrent un plus grand attrait pour l'investisseur. Les émissions de papier commercial et d'acceptations bancaires, pour leur part, se chiffrent respectivement à 652 millions de $ et 1,2 milliard de $.

3,3 PRINCIPALES SOURCES DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES NON-FINANCIÈRES DU SECTEUR PRIVÉ, 1981 (VARIATIONS PAR RAPPORT À 1980) CANADA



Les nouveaux emprunts des entreprises auprès des banques à charte font plus que doubler par rapport à 1980. Ils totalisent 30 milliards de $, dont 20,3 milliards au cours du premier semestre. Le comportement des entreprises se fonde souvent sur la prémisse que l'inflation continuera d'augmenter ce qui facilitera les remboursements tout en accroissant la valeur des actifs immobilisés. Toutefois, le niveau élevé et instable des taux d'intérêt affecte les liquidités des entreprises, ce qui ne manque pas de mettre plusieurs d'entre elles en positions difficile à mesure que la récession s'installe au cours du deuxième semestre. Les principaux prêteurs, autres que les banques à charte, soit les sociétés de financement, les établissements affiliés à des banques étrangères et la Banque fédérale de développement, voient le montant des nouveaux prêts aux entreprises diminuer par rapport à l'an dernier. Quant aux prêts consortiaux de banques étrangères, ils se chiffrent à 2,5 milliards de $.

En conclusion, bien que les taux d'intérêt élevés auraient dû susciter une attitude prudente de la part des entreprises en 1981, on assiste à une augmentation considérable de leur endettement, ce qui ne se fait pas sans causer de distorsions dans leur bilan, et amène ainsi les marchés financiers à exiger une prime au risque sous forme d'intérêt réel encore plus élevé.

Le financement du secteur public québécois

Le financement à long terme du secteur public québécois en 1981 se caractérise par, premièrement, une légère baisse du montant total des emprunts obligataires; deuxièmement, un recours accru aux marchés financiers européens et troisièmement, une augmentation du coût de l'intérêt à payer sur les obligations.

La valeur des émissions brutes d'obligations du secteur public québécois en 1981 totalise 6 007 millions de $. Il s'agit d'une diminution de 516 millions de $ ou de 7,9% par rapport à 1980. Il faut, toutefois, mentionner que 1980 représente une année exceptionnelle; en effet, le secteur public québécois avait alors accru ses emprunts obligataires de 53,8% par rapport à 1979. Le total du financement externe à long terme du secteur public représente 1,2 fois les immobilisations de ce même secteur en 1981. Ce rapport se situait à 1,4 en 1980 et à 0,9 en 1979. Cependant, le rapport emprunts bruts/immobilisations demeure un indicateur imparfait. En effet, une part non négligeable du total des émissions d'obligations du secteur public, soit environ 2 milliards de $ en 1981, sert au remboursement d'obligations qui viennent à échéance, et ne devrait pas être calculée comme un nouvel emprunt. Par contre, il faut ajouter dans le cas du gouvernement québécois, les emprunts effectués au compte des régimes de retraite de ses employés, qui atteignent près de 1 milliard de $ en 1981. Si on tient compte de ces ajustements, les emprunts nets du secteur public québécois en 1981 se situent à peu près au même niveau que les dépenses d'immobilisations de ce secteur, comparativement à un rapport de 1,2 en 1980 et 0,8 en 1979.

Tout comme en 1980, le gouvernement du Québec constitue en 1981 le plus important emprunteur du secteur public québécois. Il émet pour plus de 2,3 milliards de $ d'obligations, comparativement à 2,8 milliards de $ en 1980, soit une baisse de 17,8%; sa part relative dans le total des emprunts publics passe ainsi de 43,5% à 38,8%. Hydro-Québec, pour sa part, accroît ses emprunts de 7%; ils passent d'un peu moins de 2,1 milliards de $ en 1980 à plus de 2,2 milliards de $ en 1981, leur importance relative passe ainsi de 32% à 37,3%.

Les emprunts des gouvernements locaux totalisent 1,2 milliard de $ en 1981, comparativement à 1,4 milliard de $ en 1980. Leur part relative du total de la valeur des émissions passe ainsi de 21,6% à 20,0%. Tant les municipalités que les communautés urbaines diminuent le total de leurs emprunts en 1981 et ce, même si leurs dépenses en immobilisations augmentent. Les institutions publiques, soit les CEGEPS, l'Université du Québec et les institutions de santé, augmentent leurs emprunts obligataires en 1981. Le total des émissions se chiffre à 186 millions de $, soit une augmentation de 34,3%. Les emprunts plus élevés des institutions de santé expliquent cette hausse. La part relative des institutions publiques dans le total des emprunts du secteur public passe ainsi de 2,1% à 3,1%. En 1977, elle était de 3,7%, elle avait atteint un creux de 1,9% en 1979. Quant aux entreprises publiques québécoises autres qu'Hydro-Québec, elles recourent de moins en moins au marché obligataire. Seule la Régie des installations olympiques émet en 1981 pour un montant de 50 millions de $.

Le profil des sources de financement de la nouvelle dette obligataire du secteur public québécois se modifie par rapport à 1980. Les emprunts libellés en dollars canadiens totalisent 3,3 milliards en 1981, comparativement à 4,4 milliards l'année dernière. Ils constituent cependant de nouveau la source la plus importante de fonds, soit 55,2%, comparé à 67% en 1980. Le montant des emprunts libellés en dollars américains enregistre lui aussi une baisse par rapport à 1980, et se situe à 1,3 milliard de $. La part relative de la monnaie américaine parmi les sources de financement passe ainsi de 29,8% à 21,5%. Quant aux emprunts en monnaies européennes, ils font un bond de 1084% par rapport à l'an dernier et totalisent 1,3 milliard de $. Le gouvernement du

TABLEAU 3,2 **VALEUR DES ÉMISSIONS BRUTES D'OBLIGATIONS DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS RÉPARTITION SELON L'EMPRUNTEUR ET LA MONNAIE 1977-1981**

	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
	millions de dollars canadiens					importance relative				
Gouvernement du Québec	1 336,1	1 436,9	1 500,7	2 835,0	2 330,7	32,9	28,8	35,4	43,5	38,8
Monnaie canadienne	824,7	974,8	1 250,3	2 393,1	1 707,4	20,3	19,5	29,5	36,7	28,4
Monnaie américaine	381,4	234,1	169,9	344,8	268,3	9,4	4,7	4,0	5,3	4,5
Monnaies européennes	130,0	81,7	80,5	—	251,4	3,2	1,6	1,9	—	4,2
Autres	—	146,4	—	97,1	103,7	—	2,9	—	1,5	1,7
CÉGEPS, Université du Québec, Institutions de santé	150,4	137,1	81,0	138,4	185,9	3,7	2,7	1,9	2,1	3,1
Monnaie canadienne	150,4	137,1	81,0	138,4	185,9	3,7	2,7	1,9	2,1	3,1
Gouvernements locaux[1]	1 415,8	1 410,9	876,3	1 409,1	1 200,9	34,9	28,3	20,7	21,6	20,0
Monnaie canadienne	895,1	862,4	749,0	784,7	694,3	22,1	17,3	17,7	12,0	11,6
Monnaie américaine	450,3	537,6	17,9	581,9	241,0	11,1	10,8	0,4	8,9	4,0
Monnaies européennes	70,4	10,9	109,4	42,5	265,6	1,7	0,2	2,6	0,7	4,4
Hydro-Québec	1 097,8	1 542,3	1 782,8	2 090,4	2 239,5	27,0	30,9	42,0	32,0	37,3
Monnaie canadienne	296,0	384,0	935,0	1 005,0	680,0	7,3	7,7	22,0	15,4	11,3
Monnaie américaine	375,7	1 083,1	847,8	1 018,7	783,1	9,2	21,7	20,0	15,6	13,0
Monnaies européennes	345,5	75,1	—	66,7	776,3	8,5	1,5	—	1,0	12,9
Autres	80,5	—	—	—	—	2,0	—	—	—	—
Autres entreprises publiques provinciales[2]	60,2	466,3	—	50,0	50,0	1,5	9,3	—	0,8	0,8
Monnaie canadienne	8,7	6,2	—	50,0	50,0	0,2	0,1	—	—	0,8
Monnaie américaine	51,5	460,1	—	—	—	1,3	9,2	—	0,8	—
Total	4 060,2	4 993,6	4 240,7	6 522,8	6 007,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Monnaie canadienne	2 174,8	2 364,4	3 015,2	4 371,2	3 317,6	53,6	47,3	71,1	67,0	55,2
Monnaie américaine	1 258,9	2 315,0	1 035,6	1 945,3	1 292,4	31,0	46,4	24,4	29,8	21,5
Monnaies européennes	545,9	167,7	189,9	109,2	1 293,3	13,4	3,4	4,5	1,7	21,5
Autres	80,5	146,4	—	97,1	103,7	2,0	2,9	—	1,5	1,7

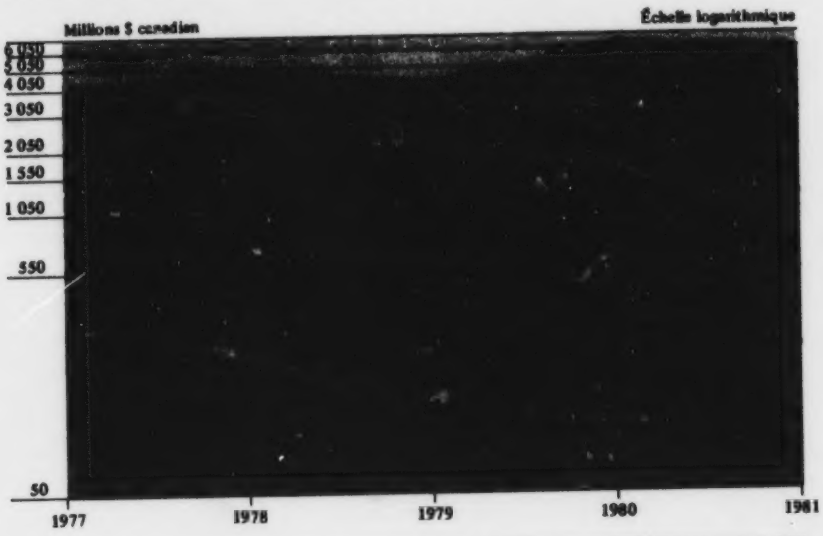
N.B. Les différences dans les décimales des totaux et sous-totaux sont dues à l'arrondissement des chiffres.
(1) Inclut les municipalités, communautés urbaines, commissions scolaires, commissions de transport et corporation de comté.
(2) Inclut Sidbec et la Régie des installations olympiques.
SOURCES: Financement externe à long terme du secteur public du Québec, Bureau de la statistique du Québec, Service des finances; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

Québec, Hydro-Québec et les gouvernements locaux augmentent leurs emprunts libellés en monnaies européennes. On assiste donc, dans une certaine mesure, en 1981 à une substitution des monnaies européennes aux autres monnaies comme source de financement des titres publics. La part relative des monnaies européennes passe ainsi de 1,7% en 1980 à 21,5% du total des emprunts obligataires effectués en 1981. Ceci peut s'expliquer par des variations de taux d'intérêt moins prononcées en Europe qu'en Amérique du Nord, de même qu'un taux de change favorable au dollar canadien par rapport aux monnaies européennes.

La situation des marchés financiers a pour conséquence de hausser le taux d'intérêt consenti aux acheteurs d'obligations du secteur public québécois. Il est pratiquement impossible de calculer un taux moyen d'intérêt en raison de la variété des dates d'émission et d'échéance, des fluctuations de taux de change lorsqu'il s'agit d'emprunts en monnaies étrangères et aussi de la situation particulière des différents emprunteurs du secteur public. Cependant, si nous comparons les émissions d'obligations du gouvernement du Québec, libellées en dollars canadiens, effectuées entre avril et décembre 1980 à celles effectuées durant la même période en 1981, les intérêts payés aux détenteurs des premières varient entre 12,15% et 13,75% et ceux payés aux détenteurs des secondes varient entre 15% et 18%.

Le secteur public québécois subit donc, évidemment, tout comme les autres agents économiques, les conséquences des tensions qui ont cours dans les marchés financiers en 1981. En outre, le fardeau de la dette publique accapare une proportion de plus en plus importante du total des dépenses, ce qui implique une diminution de la marge de manoeuvre des divers organismes publics.

3,4 EMPRUNTS CONTRACTÉS PAR LE SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS



INVESTISSEMENTS ET INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Au cours des dix dernières années, l'industrie de la construction au Québec a connu d'importantes modifications comme la conversion au système métrique et l'utilisation de l'ordinateur dans la conception de grands édifices; elle a aussi connu d'importants revirements de conjoncture. La construction résidentielle a atteint son point culminant en 1976, en même temps que le bâtiment non résidentiel dans la région de Montréal. L'industrie a connu à cette époque de nombreuses contraintes en matériaux et en main-d'oeuvre et d'importantes difficultés de relations de travail. Par la suite, ces contraintes se sont dissipées. Au chantier olympique a succédé celui de la Baie James comme principale cause de la croissance des dépenses en construction au Québec. Pendant qu'augmentait l'importance des travaux d'ingénierie relatifs au réseau électrique, s'achevait la mise en place des principales voies de communications routières et s'amenuisait graduellement les pressions de la demande de logements. L'industrie entre dans la décennie '80 avec un ralentissement des activités à la Baie James, un effondrement des mises en chantier résidentielles et l'absence de grands projets. Pour certains entrepreneurs, la survie se trouve dans les contrats de rénovation, dont l'importance va croissante.

Les dépenses d'immobilisation comprennent, en plus des dépenses de construction, les achats de machines et outillages. Dans une forte proportion, les achats de machines sont effectués par les entreprises privées concentrées dans les secteurs industriels et commerciaux. Exceptionnellement, dans le passé, les investisseurs privés ont préféré la modernisation de leurs équipements à la construction de bâtiments; mais depuis 1979, la croissance des dépenses en construction est plus forte que celle des dépenses en équipement et cette tendance se confirme en 1981. Au total, l'industrie de la construction connaît en 1981 une amélioration par rapport à la situation de 1980. De nombreux indicateurs évoluent de façon positive, mais leur niveau demeure faible et la conjoncture ne s'avère guère favorable.

Industrie de la construction

En 1981, la valeur globale des travaux de construction qui représente la somme des nouvelles constructions et des réparations, atteint 10,7 milliards de $ au Québec, soit une hausse de 14,2% par rapport à l'année précédente. Ce montant se répartit ainsi: des dépenses d'environ 3,2 milliards de $ sont effectuées dans la construction résidentielle et un montant de 7,4 milliards de $ est affecté à la construction non résidentielle, dont 4,9 milliards de $ en travaux de génie et 2,6 milliards de $ en bâtiments industriels, commerciaux et institutionnels. Les dépenses en travaux de génie progressent de 10,5% en 1981, soit une nette amélioration par comparaison avec la croissance de 4,8% enregistrée en 1980; les dépenses en puits de mines et autres croissent de 38,4%, alors que les réseaux électriques affichent une faible hausse de 2,3%. Les dépenses en bâtiments témoignent d'un dynamisme supérieur avec une croissance de 21,2%, c'est le bâtiment commercial qui progresse le mieux, soit de 25,2%. Ainsi, la part relative des travaux de génie dans l'ensemble des dépenses de construction au Québec diminue pour la première fois depuis 1976, passant de 47,1% en 1980 à 45,6% en 1981, et elle diminue à 65,5% des dépenses en construction non résidentielle.

Cette hausse de la valeur globale des travaux exécutés s'accompagne d'une amélioration de la situation dans l'industrie de la construction au Québec en 1981. En effet, l'emploi total augmente de 7,9%, renversant ainsi une tendance négative depuis 1977; le nombre d'emplois atteint 123 000, soit un gain de 9 000 par rapport à 1980; la perte d'emplois depuis le sommet de 1976 se trouve réduite à 23 000. Les heures de travail effectuées par les ouvriers assujettis au décret de la construction cessent leur chute des trois dernières années par une modeste hausse de 0,8% à 100,9 millions. Les hausses de l'emploi et des heures travaillées, auxquelles s'ajoute une amélioration de 12,6% du salaire horaire moyen, expliquent l'augmentation de 13,2% de la masse salariale versée, qui atteint 2,2 milliards de $. L'augmentation de 12,6% du salaire horaire moyen marque une amélioration importante par rapport à celle de 8,3% de 1980, et permet même une très légère augmentation du salaire

TABLEAU 4,1 **INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION-PRINCIPALES STATISTIQUES QUÉBEC**

	Unité	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Emploi	'000	142	135	122	114	123	- 4,9	- 9,6	- 6,6	7,9
Heures travaillées[1]	'000 000	138,1	124,8	112,5	100,1	100,9	- 9,6	- 9,9	-11,0	0,8
Jours-personnes perdus	'000	n.d.	3,5	0,1	475,0	4,8	—	—	—	—
Salaire horaire moyen	$	9,63	10,51	11,19	12,12	13,65	9,1	6,5	8,3	12,6
Salaires et traitements hebdomadaires moyens	$	386,42	415,59	443,25	479,51	528,58	7,5	6,7	8,2	10,2
Rémunération des salariés	000 000$	2 078	2 055	1 892	1 942	2 198	- 1,1	- 7,9	2,6	13,2
Valeur totale de la construction	000 000$	8 590	8 528	9 125	9 352	10 678	- 0,7	7,0	2,5	14,2
Valeur totale des permis de bâtir	000 000$	2 459	2 406	2 464	2 513	2 864	- 2,2	2,4	2,0	14,0
Valeur totale des adjudications[2]	000 000$	3 329	3 235	3 412	3 358	3 315	- 2,8	5,5	- 1,6	- 1,3
Indice des prix des entrées										
construction résidentielle	1971 = 100	178,1	197,5	216,6	227,5	246,2	10,9	9,7	5,0	8,2
construction non résidentielle	1971 = 100	182,1	198,5	219,4	241,5	263,8	9,0	10,5	10,1	9,2
Indice des prix des maisons neuves										
Montréal	1976 = 100	105,5	106,9	112,8	125,9	143,6	1,3	5,5	11,6	14,1
Québec	1976 = 100	110,2	118,2	125,8	133,4	141,3	7,3	6,4	6,0	5,9

* Chiffres provisoires.
n.d. Non disponible.
(1) Données selon la main-d'oeuvre assujettie au décret de l'industrie de la construction.
(2) À cause des délais moins grands, la valeur des adjudications d'une année courante est un meilleur indice de l'activité pour l'année suivante que les permis de bâtir.
SOURCES: S.C. (cat. no.62-007, 64-001, 64-201, 71-001, 72-002); Travail Québec; Bureau de la statistique du Québec; Office de la construction du Québec, Canadata; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 4,2 INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION INDICATEURS RÉGIONAUX QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
			en millions d'unités				variation en pourcentage		
Heures travaillées[1]									
Région de Montréal[3]	53,0	43,4	38,5	36,7	39,9	-18,1	-11,3	- 4,7	8,7
Région de Québec[3]	22,6	23,9	22,2	17,8	16,4	5,8	- 7,1	-19,8	- 7,9
Autres localités	62,5	57,5	51,8	45,6	44,6	- 8,0	- 9,9	-12,0	- 2,2
Total	138,1	124,8	112,5	100,1	100,9	- 9,6	- 9,9	-11,0	0,8
			en millions de dollars						
Salaires versés[1]									
Région de Montréal[3]	538,4	485,8	453,2	480,7	570,0	- 9,8	- 6,7	6,1	18,6
Région de Québec[3]	233,3	268,8	263,5	238,3	242,9	15,2	- 2,0	- 9,6	1,9
Autres localités	650,3	650,7	616,9	606,1	657,5	0,1	- 5,2	- 1,8	8,5
Total	1 422,0	1 405,3	1 333,6	1 325,1	1 470,4	- 1,2	- 5,1	- 0,6	11,0
Valeur totale des permis de bâtir									
Montréal métropolitain	1 143	870	1 001	1 159	1 577	-23,9	15,1	15,8	36,1
Québec métropolitain	313	365	329	323	366	16,6	- 9,9	- 1,8	13,3
Autres localités	1 003	1 171	1 134	1 031	921	16,7	- 3,2	- 9,1	-10,7
Total	2 459	2 406	2 464	2 513	2 864	- 2,2	2,4	2,0	14,0
Valeur totale des adjudications[2]									
Montréal métropolitain	1 330	968	1 244	1 188	1 697	-27,2	28,5	- 4,5	42,8
Québec métropolitain	362	412	365	515	399	13,8	-11,4	41,1	-22,5
Autres localités	1 637	1 855	1 803	1 655	1 219	13,3	- 2,8	- 8,2	-26,3
Total	3 329	3 235	3 412	3 358	3 315	- 2,8	5,5	- 1,6	- 1,3

* Chiffres provisoires.
(1) Données relatives à la main-d'oeuvre assujettie au décret de l'industrie de la construction selon la région de domicile des salariés.
(2) À cause des délais moins grands, la valeur des adjudications d'une année courante est un meilleur indice de l'activité pour les années suivantes que les permis de bâtir.
(3) Région de l'OCQ, un peu plus grande que la région métropolitaine, mais plus petite que la région administrative.
SOURCES: Permis de bâtir (64-001 et 64-203), S.C.; Canadata; Office de la construction du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 4,3 VALEUR GLOBALE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION EXÉCUTÉS[1], SELON LE GENRE DE CONSTRUCTION QUÉBEC

Genre de construction	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
			millions de dollars				variation en pourcentage		
Construction non domiciliaire	5 476	5 636	6 067	6 520	7 433	2,9	7,6	7,5	14,0
Bâtiment	2 109	1 876	1 876	2 118	2 567	-11,0	- 0,5	13,4	21,2
industriel	528	370	426	618	733	-29,9	15,1	45,1	18,6
commercial	903	765	753	827	1 035	-15,3	- 1,6	9,8	25,2
institutionnel	431	392	375	403	479	- 9,0	- 4,3	7,5	18,9
divers	247	349	313	270	320	41,3	-10,3	-13,7	18,5
Travaux de génie	3 367	3 760	4 200	4 402	4 866	11,7	11,7	4,8	10,5
génie maritime	49	49	50	38	53	0	2,0	-24,0	39,5
routes et pistes d'envol	627	637	717	815	931	1,6	12,6	13,7	14,2
canalisations et systèmes d'égouts	447	461	469	500	510	3,1	1,7	6,6	2,0
réservoirs et irrigation	30	32	28	30	35	6,7	-12,5	7,1	16,7
réseaux électriques	1 433	1 809	2 097	2 005	2 052	26,2	15,9	- 4,4	2,3
voies ferrées, câbles et lignes téléphoniques	265	293	308	342	384	10,6	5,1	11,0	12,3
installations de gaz et pétrole	108	79	106	122	138	-26,9	34,2	15,1	13,1
puits de mines, ponts, tunnels, parcs et autres	408	400	425	552	764	- 2,0	6,3	29,9	38,4
Construction domiciliaire	3 114	2 892	3 058	2 832	3 245	- 7,1	5,7	- 7,4	14,6
Total	8 590	8 528	9 125	9 352	10 678	- 0,7	7,0	2,5	14,2

(1) Nouvelle construction et réparations.
* Chiffres provisoires.
SOURCES: La construction au Canada, (cat. no 64-201), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

horaire moyen réel, après dégonglement par l'indice des prix à la consommation. L'amélioration de la situation générale dans l'industrie de la construction se constate aussi dans le nombre de chômeurs qui diminue de 29 000 personnes en 1980 à 25 600 en 1981; le taux de chômage qui atteignait 20% en 1980 se situe à 17,2% cette année. Une autre amélioration importante est celle qu'on constate dans le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail dans la construction; ceux-ci diminuent fortement, passant de 475 000 à seulement 4 800, principalement parce que 1981 n'a pas été, comme ce fut le cas pour 1980 pour 1980, une année de renouvellement de conventions collectives de travail dans la construction. Le rapport du temps perdu sur le total du temps ouvrable dans la construction est pratiquement nul et en conséquence, très nettement inférieur à celui des autres secteurs économiques.

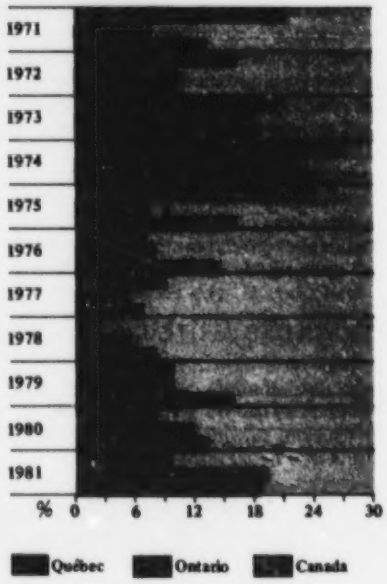
L'évolution régionale de la situation des travailleurs de la construction repose sur les données compilées selon la région de domicile des salariés, de préférence aux données selon la région de travail, moins fiables à cause de la grande mobilité des travailleurs. En 1981, l'amélioration de la situation des travailleurs de la construction est marquée dans la région de Montréal; le total de leurs heures travaillées, marquant un arrêt dans leur long déclin commencé en 1977, s'accroît de 8,7%, tandis que leurs salaires font un bond de 18,6% pour atteindre un nouveau sommet à 570 millions de $. La région de Québec est la moins avantagée; les salariés de la construction y réalisent 16,4 millions d'heures travaillées, soit 7,9% de moins qu'en 1980, et voient leurs salaires augmenter de 1,9%, à 242,9 millions de $. Les travailleurs domiciliés ailleurs en province connaissent une situation moins bonne qu'à Montréal, mais meilleure qu'à Québec, avec une baisse de 2,2% de leurs heures travaillées et une hausse de 8,5% du total de leurs salaires.

Immobilisations

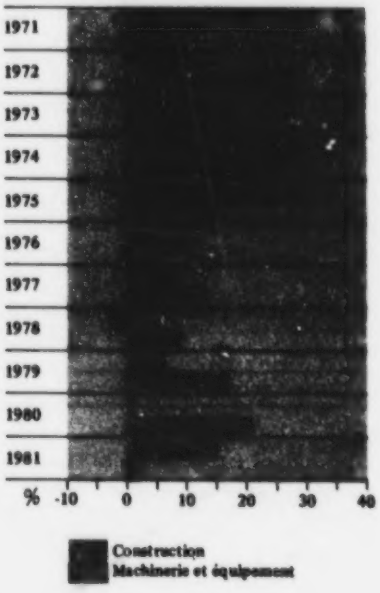
Les dépenses d'immobilisation comprennent l'ensemble des dépenses consacrées à la construction neuve, résidentielle et non résidentielle, ainsi que les achats de machines et outillages. Les immobilisations constituent des additions au stock de capital, productif ou social, d'une économie; elles contribuent ainsi à accroître et à moderniser les capacités physiques de production et à augmenter les facilités d'habitation. De façon générale, elles sont un bon indice de la perception du futur prévisible qu'ont les agents économiques, notamment les hommes d'affaires, dans chacun des secteurs d'activité.

En 1981, les dépenses en immobilisations totalisent 14 044,8 millions de $ au Québec, soit une hausse de 9,6% par rapport à l'année précédente. Cette progression se compare à des taux de 19,3% en Ontario et 18,6% au Canada; dans ces conditions, le ratio Québec/Ontario recule de 67 ,1% en 1980 à 61,6% en 1981, tandis que la part des immobilisations canadiennes effectuées au Québec diminue de 19,4% à 17,9% au cours de la même période. La hausse des immobilisations totales résulte d'une

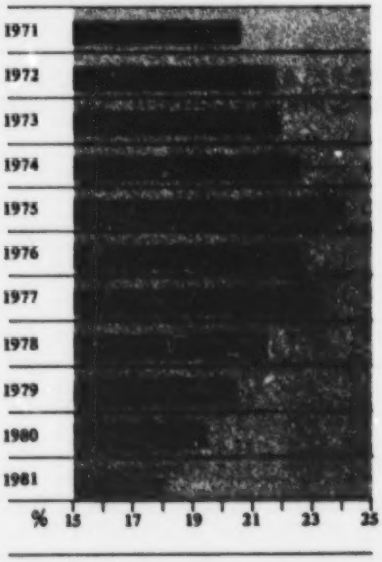
4,1 IMMOBILISATIONS TOTALES, QUÉBEC – ONTARIO – CANADA



4,2 IMMOBILISATIONS TOTALES, (CONSTRUCTION — MACHINERIE ET ÉQUIPEMENT) QUÉBEC



4,3 IMMOBILISATIONS TOTALES, QUÉBEC/CANADA



4,4 IMMOBILISATIONS TOTALES, QUÉBEC/ONTARIO

forte augmentation de près de 16% dans l'habitation et d'une croissance de plus de 8% dans le secteur non résidentiel.

D'autre part, compte tenu de l'évolution de P.I.B., le taux global d'investissement, soit le rapport immobilisations/P.I.B., passe de 18,6% en 1980 à 18,2% en 1981. Cette diminution est due en partie au ralentissement de la croissance des immobilisations des entreprises privées commerciales et des gouvernements.

Les entreprises commerciales du secteur privé accroissent leurs immobilisations d'environ 9% au Québec en 1981, ce qui n'est en rien comparable à leurs performances de 25% et 22% des années 1980 et 1979. En 1981, ces entreprises dépensent près de 6,2 milliards de $. La part des immobilisations totales attribuables aux entreprises commerciales privées passe de 44,3% en 1980 à 44,0% en 1981, comparativement à un rapport moyen de 41,0% au cours des années 1971 à 1981.

De leur côté, les sociétés d'État augmentent leurs immobilisations de 7,7% en 1981, ce qui constitue un revirement intéressant par rapport à la baisse de 5,3% l'an dernier; malgré cela, leur part du total des immobilisations baisse de 24,0% à 23,6%, tout en demeurant supérieure par 3,5 points de pourcentage à leur moyenne pour les dix années de 1971 à 1981 et par 12,5 points de pourcentage au bas niveau de l'année 1972. Le total des immobilisations privées, soit celles des entreprises et institutions privées ainsi que les dépenses des ménages pour l'habitation, atteint 8,6 milliards de $ et représente 61,2% des immobilisations totales au Québec en 1981, comparativement à 60,7% en 1980 et à une moyenne de 62,3% depuis 1971; inversement, les immobilisations de l'ensemble du secteur public totalisent 5,4 milliards de $ en 1981, soit 38,8% des immobilisations totales, contre 39,3% en 1980 et une moyenne de 37,7% au cours des années 1971 à 1981.

TABLEAU 4,4 IMMOBILISATIONS DES SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Secteur privé									
Entreprises commerciales	3 596,3	3 723,8	4 549,9	5 683,1	6 181,6	3,5	22,2	24,9	8,8
Institutions et habitation	2 648,5	2 340,7	2 383,0	2 103,1	2 415,7	-11,6	1,8	-11,7	14,9
Total	6 244,8	6 064,5	6 932,9	7 786,2	8 597,3	- 2,9	14,3	12,3	10,4
Secteur public									
Entreprises publiques	2 724,0	3 058,4	3 247,1	3 076,6	3 315,0	12,3	6,2	- 5,3	7,7
Institutions publiques	287,4	269,1	270,3	330,1	357,5	- 6,4	0,4	22,1	8,3
Gouvernements	1 446,1	1 401,9	1 403,9	1 626,0	1 775,0	- 3,1	0,1	15,8	9,2
Total	4 457,5	4 729,4	4 921,3	5 032,7	5 447,5	6,1	4,1	2,3	8,2
Total secteurs privé et public	10 702,3	10 793,9	11 854,2	12 818,9	14 044,8	0,9	9,8	8,1	9,6

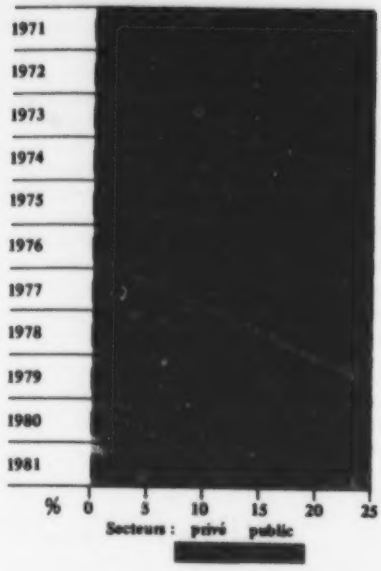
* Chiffres provisoires.
SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205 et 61-206), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 4,5 IMPORTANCE RELATIVE DES IMMOBILISATIONS DES SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC, 1971-1981 QUÉBEC

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981*	Moyenne 1971-1981
	en pourcentage											
Secteur privé												
Entreprises commerciales	39,9	45,3	46,0	47,0	41,3	36,4	33,6	34,5	38,4	44,3	44,0	41,0
Institutions et habitation	23,7	21,7	21,8	21,5	18,9	26,5	24,8	21,7	20,1	16,4	17,2	21,3
Total	63,6	67,0	67,8	68,5	60,2	62,9	58,4	56,2	58,5	60,7	61,2	62,3
Secteur public												
Entreprises publiques	11,7	11,1	12,7	13,4	22,8	21,4	25,4	28,3	27,4	24,0	23,6	20,1
Institutions publiques	6,7	5,1	4,0	3,7	2,6	2,6	2,7	2,5	2,3	2,6	2,6	3,4
Gouvernements	18,0	16,8	15,5	14,4	14,4	14,4	13,5	13,0	11,8	12,7	12,6	14,2
Total	36,4	33,0	32,2	31,5	39,8	37,1	41,6	43,8	41,5	39,3	38,8	37,7
Total secteurs privé et public	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Chiffres provisoires.
SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205 et 61-206), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

4,5 TAUX D'INVESTISSEMENT* QUÉBEC



* Immobilisations en pourcentage du P.I.B.

La construction résidentielle

La baisse de l'activité dans le secteur de l'habitation depuis le boom domiciliaire de 1976 marque un temps d'arrêt en 1981. En effet, les mises en chantier de logements au Québec connaissent un accroissement positif, bien que modeste, puisqu'il ne s'agit que de 459 unités de plus pour un total de 29 645 et une hausse de 1,6% seulement; les dépenses en immobilisations résidentielles totalisent 2 344,8 millions de $, soit un accroissement de 15,8% par rapport à 1980; les dépenses en réparation augmentent de 11,5% et atteignent 900,6 millions de $; au total, les investissements en construction résidentielle, qui avaient diminué de 7,4% en 1980, connaissent en 1981 une augmentation de 14,5% en passant de 2 833,2 millions de $ en 1980 à 3 245,4 millions de $ cette année. Ces résultats positifs sont acquis surtout au premier semestre, et principalement au deuxième trimestre, comme l'illustrent les variations trimestrielles des mises en chantier désaisonnalisées en taux annuel; de 29 100 au premier trimestre, les mises en chantier en taux annuel grimpent à 39 000 au deuxième trimestre, puis chutent à 28 400 et 20 800 en fin d'année. L'effet de l'envolée des taux d'intérêt hypothécaires sur la construction domiciliaire se fait sentir de façon évidente et marquée. En effet, c'est au moment où la hausse des taux d'intérêt s'accélère que la demande s'effondre. Les taux hypothécaires atteignent à la fin de l'été le niveau moyen de 21,42%, soit le double des taux en vigueur à l'automne 1979; l'écart entre le taux hypothécaire et l'inflation, qui représente le taux d'intérêt réel pour l'emprunteur, atteint plus de 8%, soit plus du double normalement suffisant pour satisfaire l'épargnant et assurer la disponibilité des fonds nécessaires à l'habitation.

La croissance des mises en chantier au Québec, loin derrière la croissance canadienne de 12,2%, et surtout loin derrière l'Ontario et l'Alberta, avec respectivement 25,0% et 20,1% de croissance, se situe à mi-chemin entre la baisse généralisée dans l'Est canadien et les plus fortes progressions à l'ouest du Québec, exception faite de la Saskatchewan.

Le secteur unifamilial au Québec comprend principalement des maisons individuelles, mais aussi un certain nombre de maisons jumelées et de duplex et représente une très large part des dépenses affectées dans la construction résidentielle. La baisse des mises en chantier unifamiliales amorcée en 1977 se poursuit en 1981, mais à un rythme ralenti. En fait, les données indiquent une baisse de 7,6% ou de 1 371 unités unifamiliales dans toutes les localités du Québec, pour un total de 16 650 unités en 1981; ce sont surtout des résidences luxueuses, inaccessibles aux acheteurs d'une première maison. Cette performance dans l'unifamilial situe le Québec

4,6 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER, PAR TRIMESTRE, TAUX ANNUEL DÉSAISONNALISÉ, QUÉBEC

au quatrième rang parmi les provinces canadiennes, derrière l'Ontarion (29 973), la Colombie-Britannique (20 438) et l'Alberta (19 879). C'est essentiellement

TABLEAU 4,6 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER, PAR TRIMESTRE TOUTES LES LOCALITÉS, QUÉBEC

Année et trimestre	Taux annuel désaisonnalisé en milliers	Total	Unifamiliaux[1]	Multifamiliaux[2]
		unités		
1979	—	41 730	25 290	16 440
I	37,6	5 479	3 182	2 297
II	44,6	14 035	8 801	5 234
III	38,4	10 695	7 068	3 627
IV	44,2	11 521	6 239	5 282
1980	—	29 186	18 021	11 165
I	24,6	3 702	1 779	1 923
II	26,8	8 504	5 649	2 855
III	30,7	8 511	5 498	3 013
IV	32,0	8 469	5 095	3 374
1981	—	29 645	16 650	12 995
I	29,1	3 889	2 181	1 708
II	39,0	12 475	7 365	5 110
III	28,4	7 674	4 661	3 013
IV	20,8	5 607	2 443	3 164

(1) Maisons individuelles, jumelées et duplex.
(2) Appartements, en rangée et autres.
SOURCES: Logements mis en chantier et parachevés (64-002), S.C.; Statistiques mensuelles sur l'habitation, S.C.H.L.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

dans les centres urbains que les mises en chantiers unifamiliales diminuent au Québec, passant de 13 273 en 1980 à 11 886 en 1981; dans les localités de moins de 10 000 habitants, les mises en chantier unifamiliales restent stables à 4 764 unités. La baisse de 10% des mises en chantier unifamiliales dans les centres urbains aurait été plus grande n'eut été de la performance de la région de Montréal qui voit ses mises en chantier unifamiliales augmenter de 2,7% à 7 857; cette performance n'est tout de même que relativement bonne puisqu'elle représente l'un des niveaux les plus bas des onze dernières années et se situe à un niveau inférieur de 45% au sommet atteint en 1976. En comparaison, Toronto augmente de 48% ses mises en chantier unifamiliales qui atteignent 15 941; et Calgary rejoint presque Montréal avec 7 830. Le resserrement du marché à Montréal est reflété par la hbausse de 14,1% de l'indice des prix des maisons neuves. Dans la région métropolitaine de Québec, les données sur l'unifamilial pour 1981 indiquent une baisse de 20% des mises en chantier après trois autres baisses consécutives de 1978 à 1980. Québec est dépassé cette année par Ottawa et Winnipeg qui progressent fortement. La baisse du nombre de maisons nouvellement achevées mais inoccupées est importante, et davantage à Québec (-17,1%) qu'à Montréal (-4,9%); malgré cela, les taux hypothécaires élevés ne permettent pas d'espérer une reprise prochaine des mises en chantier unifamiliales, qui, dans la conjoncture actuelle, ne se font que sur une base de pré-vente.

Le secteur multifamilial au Québec est composé surtout d'appartements, les maisons en rangée étant rares, et se concentre en très forte proportion dans les principaux centres urbains. L'année 1981 révèle enfin l'arrêt de la chute très marquée que connaît ce secteur depuis 1976 au Québec. Les mises en chantier multifamiliales atteignent 12 995 unités en 1981, soit une hausse de 16,4% ou de 1 830 unités par rapport à 1980. Parmi les facteurs qui contribuent à cette hausse de l'activité, on trouve la vitalité du marché des condominiums, l'action de la Société d'habitation du Québec, la remise en vigueur pour cette année seulement du programme fédéral IRLM. Le niveau atteint demeure très modeste et constitue également une performance plutôt faible en comparaison de celles de la Colombie-Britannique (21 147), de l'Ontario (20 188) et de l'Alberta (18 591). Sur une base trimestrielle, les mises en chantier multifamiliales au Québec freinent leur mouvement de hausse de la

4,7 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER DANS LES CENTRES URBAINS, TYPES UNIFAMILIAL ET MULTIFAMILIAL, QUÉBEC, TENDANCE CYCLIQUE

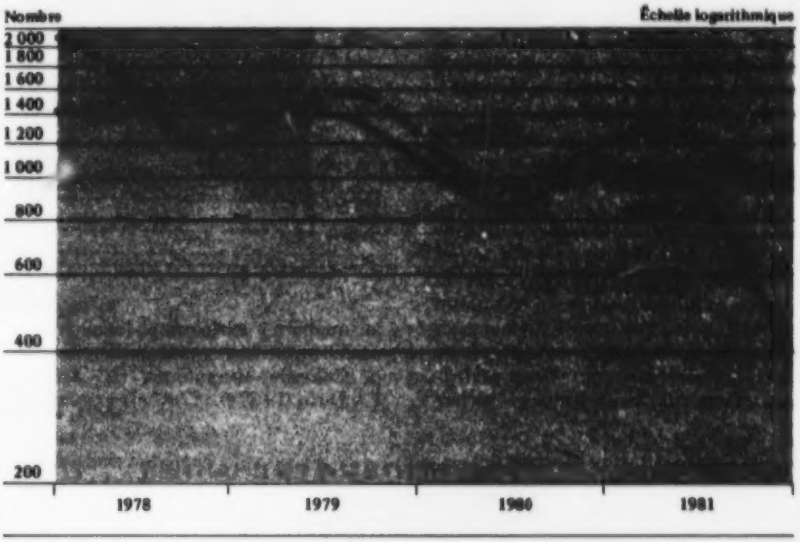


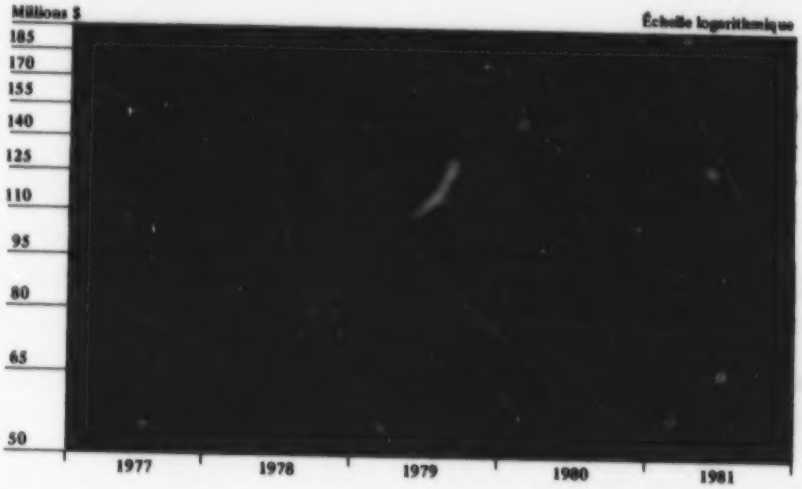
TABLEAU 4,7 LOGEMENTS UNIFAMILIAUX[1] MIS EN CHANTIER RÉGIONS MÉTROPOLITAINES, CENTRES URBAINS ET AUTRES LOCALITÉS QUÉBEC

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1977/76	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	unités						variation en pourcentage				
Montréal	14 403	10 343	9 552	9 683	7 650	7 857	-28,2	- 7,6	1,4	-21,0	2,7
Québec	3 517	5 392	4 584	3 448	1 930	1 539	53,3	-15,0	-24,8	-44,0	-20,3
Chicoutimi-Jonquière	810	925	787	817	474	330	14,2	-14,9	3,8	-42,0	-30,4
Hull	1 084	317	340	399	318	249	-70,8	7,3	17,4	-20,3	-21,7
Sherbrooke	170	651	529	462	319	228	282,9	-18,7	-12,7	-31,0	-28,5
Trois-Rivières	724	731	478	414	254	214	1,0	-34,6	-13,4	-38,6	-15,7
Autres centres urbains[2]	4 019	4 613	4 080	3 952	2 328	1 469	14,8	-11,6	- 3,1	-41,1	-36,9
Total: centres urbains	24 727	22 972	20 350	19 175	13 273	11 886	- 7,1	-11,4	- 5,8	-30,8	-10,4
Localités moins de 10 000 habitants	14 517	8 677	6 125	6 115	4 748	4 764	-40,2	-29,4	- 0,2	-22,4	0,3
Total: toutes les localités	39 244	31 649	26 475	25 290	18 021	16 650	-19,4	-16,3	- 4,5	-28,7	- 7,6

(1) Maisons individuelles, jumelées et duplex.
(2) Centres de 10 000 habitants et plus.
SOURCES: Logements mis en chantier et parachevés (64-002), S.C.; Statistiques mensuelles sur l'habitation, S.C.H.L.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

fin de 1980 et atteignent un creux de vague au premier trimestre de 1981; la reprise manifeste du deuxième trimestre s'avère de courte durée et la hausse des taux d'intérêt fait chuter les mises en chantier qui rebondissent quelque peu au quatrième trimestre à cause de l'empressement des entrepreneurs à profiter des derniers avantages fiscaux offerts par le programme IRLM. Les autres variables de production, logements multifamiliaux parachevés et en construction, reflètent fidèlement les variations enregistrées au cours des deux dernières années: les logements parachevés chutent de 15,6% par rapport à 1980, reflètant ainsi le faible nombre d'unités multifamiliales mises en chantier durant l'année 1980; et les logements en construction augmentent de 11,3%, confirmant la reprise des mises en chantier multifamiliales en 1981. Les conditions du marché semblent favoriser la construction de gros immeubles d'appartements plutôt qu'une plus grande quantité de petits immeubles.

4,8 PERMIS DE BÂTIR, DOMICILIAIRE, QUÉBEC TENDANCE CYCLIQUE



La hausse globale des mises en chantier multifamiliales au Québec en 1981 est attribuable à l'activité dans les grands centres urbains, ainsi que dans les petites localités; alors qu'une baisse d'activité de près de 50% est enregistrée dans les centres urbains de dimension moyenne. Dans la région métropolitaine de Montréal, les mises en chantier multifamiliales sont de 6 786 unités en 1981, en hausse de 41,9% par rapport à 1980. Ce niveau constitue la meilleure performance pour ce secteur depuis 1978; mais il ne représente tout de même que 29% du total correspondant de 1976 et fait glisser Montréal du quatrième au cinquième rang des zones métropolitaines canadiennes, derrière Toronto (10 192), Vancouver (9 850), Calgary (7 342) et Edmonton (7 008). Le nombre de logements vacants à Montréal diminue de 44% et le taux de vacance passe de 3,4 à 1,9%. Avec la moitié de ses objectifs atteint, l'opération 10 000 logements s'avère un succès; la vente des terrains à la moitié de leur valeur marchande permet aux promoteurs d'assumer une partie des coûts supplémentaires imposés par le niveau élevé des taux d'intérêt. Dans la région métropolitaine de Québec, le secteur multifamilial connaît un sursaut en fin d'année, et atteint une performance annuelle comparable à celle de Montréal et supérieure à l'ensemble du Québec; en effet, les mises en chantier multifamiliales augmentent de 36,7% en 1981 pour s'établir à un total de 2 207 unités, le plus haut niveau des trois dernières années. Le nombre de logements vacants y diminue de 35% et le taux de vacance passe de 2,8 à 1,8%.

Les niveaux d'activité dans la construction résidentielle au cours des deux

TABLEAU 4,8 LOGEMENTS MULTIFAMILIAUX[1] MIS EN CHANTIER RÉGIONS MÉTROPOLITAINES, CENTRES URBAINS ET AUTRES LOCALITÉS QUÉBEC

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1977/76	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	unités						variation en pourcentage				
Montréal	23 128	16 850	8 748	6 505	4 783	6 786	-27,1	-48,1	-25,6	-26,5	41,9
Québec	1 910	3 064	2 420	1 738	1 615	2 207	60,4	-21,0	-28,2	- 7,1	36,7
Chicoutimi-Jonquière	154	337	753	647	206	252	118,8	123,4	-14,1	-68,2	22,3
Hull	858	147	239	36	54	75	- 82,9	62,6	-84,9	50,0	38,9
Sherbrooke	558	1 145	884	997	467	390	105,2	-22,8	12,8	-53,2	-16,5
Trois-Rivières	57	378	806	1 454	364	329	563,2	113,2	80,4	-75,0	- 9,6
Autres centres urbains[2]	2 009	2 753	2 426	3 475	2 302	1 196	37,0	-11,9	43,2	-33,8	-48,0
Total: centres urbains	28 674	24 674	16 276	14 852	9 791	11 235	-14,0	-34,0	- 8,8	-34,1	14,7
Localité de moins de 10 000 habitants	830	1 257	920	1 588	1 374	1 760	51,4	-26,8	72,6	-13,5	28,1
Total: toutes les localités	29 504	25 931	17 196	16 440	11 165	12 995	-12,1	-33,7	- 4,4	-32,1	16,4

(1) Logements en rangée, appartements et autres.
(2) Centres de 10 000 habitants et plus.
SOURCES: Logements mis en chantier et parachevés (64-002), S.C.; Statistiques mensuelles sur l'habitation, S.C.H.L.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

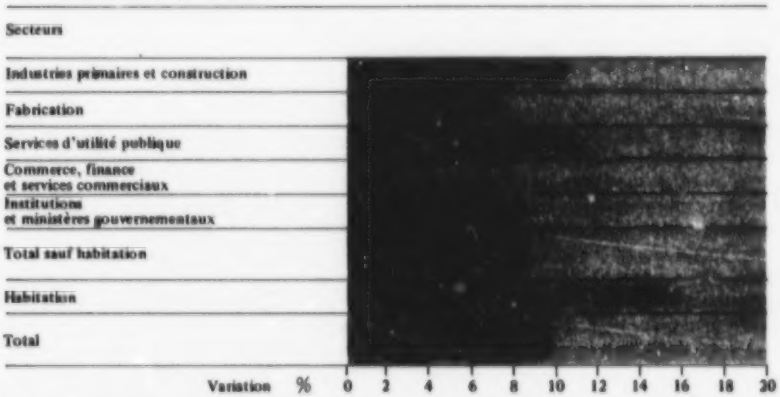
dernières années semblent très en-deçà des besoins. Mais les besoins eux-mêmes changent. Les ménages s'adaptent au présent contexte d'inflation, de taux d'intérêt élevés et de faible croissance en réduisant leurs aspirations dans l'habitation. On agrandit la maison plutôt que de déménager ou on finit le sous-sol pour le louer; d'anciens édifices sont convertis en maisons d'appartements; et les locataires se satisfont de logements plus petits. Ainsi la diminution des aspirations et la hausse croissante des dépenses en réparation compenseraient en partie la baisse des mises en chantier. Dans ce contexte, les mises en chantier pourraient donc ne pas progresser durant la prochaine année malgré plusieurs indicateurs favorables, comme les niveaux exceptionnellement bas des stocks, les taux de vacance peu élevés dans les grands centres urbains, l'amélioration du solde migratoire et les programmes d'aide offerts par les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que par certaines municipalités.

Immobilisations non résidentielles

En 1981, les dépenses d'immobilisation non résidentielle totalisent 11 700 millions de $ au Québec, soit une hausse de 8,4% par rapport à l'année précédente, comparativement à des hausses de 19,1% en Ontario et de 18,5% au Canada. Dans ces conditions, le rapport Québec/Ontario recule de 67,6% en 1980 à 61,5% en 1981; de la même façon, la part du Québec dans l'ensemble canadien de ces dépenses en capital recule de 19,6% à 17,9% durant la même période. Les taux de croissance pour 1981 au Canada et surtout en Ontario se situent au-dessus de la croissance moyenne des dernières années; au Québec, à l'inverse, la croissance en 1981 est moins élevée que celle de 10,6% enregistrée en moyenne au cours des trois années précédentes. La hausse de 8,4% des immobilisations non résidentielles, qui en termes réels correspond à une baisse, s'inscrit dans une conjoncture internationale défavorable; les taux d'intérêt élevés et la faible demande des consommateurs affectent plusieurs industries, particulièrement celles reliées à l'automobile et au marché de l'habitation; le taux d'utilisation de la capacité dans le secteur manufacturier canadien atteint son plus bas niveau des vingt dernières années; les profits sont sévèrement affectés par l'escalade des coûts de main-d'oeuvre; la compétition étrangère est difficile à contrer. Tous ces facteurs exercent une influence négative sur le climat des affaires, qui d'optimiste en début d'année, après la fin de la récession de 1980, devient progressivement pessimiste et amène un nombre croissant d'investisseurs à réviser à la baisse leurs projets d'immobilisations. Malgré tout, au total de l'année, les investisseurs privés réalisent de nouveaux projets de construction afin d'être en bonne position pour profiter de la hausse de la demande prévue pour le prochain retournement du cycle d'affaires.

L'ensemble des immobilisations non résidentielles comprend deux grandes catégories de dépenses, soit des achats de machinerie et des dépenses de construction; elles sont effectuées par trois groupes distincts d'agents économiques, soit les entreprises privées, les sociétés d'État et les institutions ou ministères gouvernementaux; ces dépenses sont également réparties par grands secteurs d'activité économique. En 1981, le partage des immobilisations non résidentielles selon les catégories de dépenses et entre les groupes d'agents économiques s'effectue dans les proportions suivantes: 53,5% en construction et 46,5% en achats de machines et outils; les entreprises privées commerciales investissent 6 181,6 millions de $. Par secteur d'activité, les immobilisations totales (11 700 millions de $) se répartissent ainsi: 1 281,7 millions de $ par les industries primaires et l'industrie de la construction, 2 348,3 millions de $ par la fabrication et 8 070 millions de $ par le tertiaire, dont 4 275,2 millions de $ par les services d'utilité publique, 1 591,4 millions de $ par le secteur "commerce, finance et services commerciaux" et 2 203,4 millions de $ par les institutions et ministères gouvernementaux.

4,9 IMMOBILISATIONS PAR SECTEUR 1981/1980, QUÉBEC



4,10 PERMIS DE BÂTIR ET ADJUDICATIONS, NON DOMICILIAIRE, QUÉBEC TENDANCE CYCLIQUE

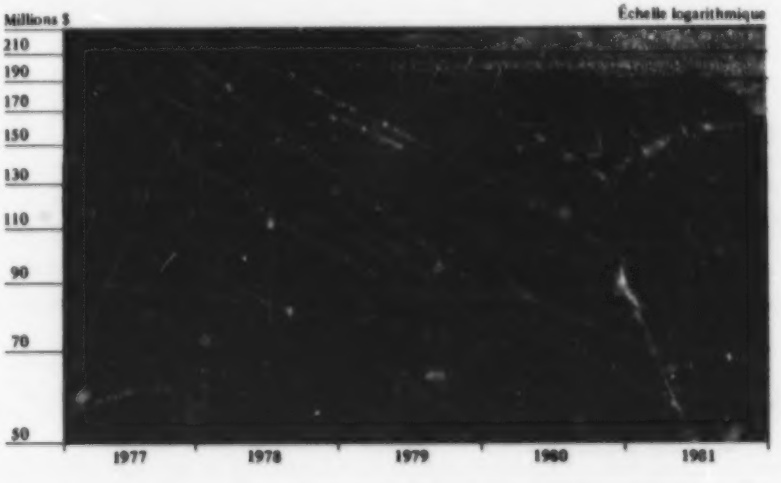


TABLEAU 4,9 IMMOBILISATIONS PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES QUÉBEC

Catégorie de dépenses et secteur	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Construction									
Industries primaires et construction[1]	459,3	301,7	373,7	499,3	602,7	-34,3	23,9	33,6	20,7
Fabrication	310,8	326,1	331,5	474,1	588,1	4,9	1,7	43,0	24,0
Services d'utilité publique	1 744,6	2 235,7	2 516,4	2 310,3	2 538,6	28,1	12,6	- 8,2	9,9
Commerce, finance et services commerciaux	553,2	390,1	364,3	412,6	590,7	-29,5	- 6,6	13,3	43,2
Institutions et ministères gouvernementaux	1 647,5	1 549,8	1 556,7	1 773,0	1 943,9	- 5,9	0,4	13,9	9,6
Total non résidentiel	4 715,4	4 803,4	5 142,6	5 469,3	6 264,0	1,9	7,1	6,4	14,5
Habitation	2 521,8	2 212,3	2 302,7	2 025,3	2 344,8	-12,3	4,1	-12,0	15,8
Total	7 237,2	7 015,7	7 445,3	7 494,6	8 608,8	- 3,1	6,1	0,7	14,9
Machines et outillage									
Industries primaires et construction[1]	648,8	504,3	625,0	662,7	679,0	-22,3	23,9	6,0	2,5
Fabrication	870,9	953,4	1 116,7	1 715,5	1 760,2	9,5	17,1	53,6	2,6
Services d'utilité publique	1 131,7	1 313,2	1 418,6	1 538,0	1 736,6	16,0	8,0	8,4	12,9
Commerce, finance et services commerciaux	601,0	757,7	1 050,8	1 147,2	1 000,7	26,1	38,7	9,2	-12,8
Institutions et ministères gouvernementaux	212,7	249,6	197,8	260,9	259,5	17,3	-20,8	31,9	- 0,5
Total non résidentiel	3 465,1	3 778,2	4 408,9	5 324,3	5 436,0	9,0	16,7	20,8	2,1
Habitation	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	3 465,1	3 778,2	4 408,9	5 324,3	5 436,0	9,0	16,7	20,8	2,1
Immobilisations totales									
Industries primaires et construction[1]	1 108,1	806,0	998,7	1 162,0	1 281,7	-27,3	23,9	16,4	10,3
Fabrication	1 181,7	1 279,5	1 448,2	2 189,6	2 348,3	8,3	13,2	51,2	7,2
Services d'utilité publique	2 876,3	3 548,9	3 935,0	3 848,3	4 275,2	23,4	10,9	- 2,2	11,1
Commerce, finance et services commerciaux	1 154,2	1 147,8	1 415,1	1 559,8	1 591,4	- 0,6	23,3	10,2	2,0
Institutions et ministères gouvernementaux	1 860,2	1 799,4	1 754,5	2 033,9	2 203,4	- 3,3	- 2,5	15,9	8,3
Total non résidentiel	8 180,5	8 581,6	9 551,5	10 793,6	11 700,0	4,9	11,3	13,0	8,4
Habitation	2 521,8	2 212,3	2 302,7	2 025,3	2 344,8	-12,3	4,1	-12,0	15,8
Total	10 702,3	10 793,9	11 854,2	12 818,9	14 044,8	0,9	9,8	8,1	9,6

* Chiffres provisoires.
(1) Construction — dépenses de capital faites par les entrepreneurs en construction.
SOURCES: Investissements privés et publics au Canada, (61-205), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

Les dépenses en construction non résidentielle s'accroissent de 14,5% au Québec cette année, soit deux fois plus rapidement que l'an passé et davantage que les achats de machines qui progressent de seulement 2,1% en 1981, après la hausse de 20,8% en 1980. Les différences de croissance entre les secteurs d'activités sont moins marquées que l'an passé: tous affichent une croissance positive. Les immobilisations non résidentielles des industries primaires et de la construction s'accroissent de 10,3%, celles du secteur manufacturier de 7,2% et celles du tertiaire de 8,4%, soit 11,1% pour les services d'utilité publique, 8,3% pour les institutions et ministères gouvernementaux et seulement 2,0% pour le "commerce, finance et services commerciaux".

Les différences de croissance entre les grands agents économiques sont également moins marquées que l'an passé. D'une part, les immobilisations non résidentielles des entreprises privées commerciales s'accroissent de 8,8% au Québec en 1981; cette croissance est due à leurs dépenses de construction qui augmentent de 35,9%, alors que leurs dépenses en machinerie baissent de 1,6%. D'autre part, les immobilisations des sociétés d'État augmentent de 7,7% cette année, ce qui contraste avec la baisse de 5,3% en 1980.

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Évolution d'ensemble de l'économie mondiale en 1981

En 1981, la situation économique mondiale est marquée surtout par une croissance sans précédent des taux d'intérêt et aussi par une évolution peu favorable des principaux indicateurs économiques (production, emploi, échanges commerciaux, etc). La croissance économique est faible en 1981 comme elle l'avait été en 1980. Cette piètre performance s'explique, pour l'ensemble des pays industrialisés, par les conséquences de la hausse du dollar américain et celles du second choc pétrolier. Malgré une baisse substantielle de 28% du ratio consommation de pétrole/produit national brut de 1973 à 1981 à cause surtout des mesures de conservation d'énergie prises dans les pays industrialisés, les effets du deuxième choc pétrolier se poursuivent jusqu'à l'été 1981, accentuant ainsi les tendances à la baisse de l'activité économique des pays industrialisés.

En 1980, aux États-Unis, pays qui représente plus d'un tiers de la production du groupe de l'OCDE, la récession n'avait frappé que quelques secteurs (automobile et construction surtout); en 1981, cependant, la baisse d'activité touche presque toute l'industrie, à l'exception des secteurs travaillant pour la défense. Dans cette situation généralisée de marasme économique marquée par une baisse de la production industrielle dans cinq des sept pays de l'OCDE, seul le Japon apparaît comme un îlot de prospérité.

Évolution globale du commerce mondial en 1981

Les exportations internationales de biens en valeur avaient atteint 2 000 milliards de $ en 1980. La progression était de 21% par rapport à 1979. En 1981, les exportations mondiales regressent. Leur niveau est inférieur de 1% à celui atteint en 1980. Selon une première évaluation du GATT, le commerce mondial se chiffre à 1 970 milliards de $. Les prix des exportations sont au même niveau qu'en 1980.

Évolution du commerce mondial par zone

Les exportations des pays industrialisés qui s'étaient accrus de 18% en 1980 baissent de 1% en 1981. On observe la même tendance pour les importations de ces pays qui ont augmenté de 20% en 1980, mais par contre fléchissent de 5% en 1981. Les importations en provenance des pays en développement, des pays de l'OPEP et des pays de l'Est progressent. Aux États-Unis, la croissance du volume des importations est limitée à 2,5% et les exportations baissent de 3% en volume en 1981.

Au Japon, la valeur des exportations s'accroît de 17,8% en 1981. Cette progression des exportations, jointe à une légère hausse des importations (2,7% en 1981), engendre un excédent commercial d'environ 20 milliards de $ en 1981. Les exportations de l'Europe de l'Ouest diminuent d'environ 7% en valeur et les importations de 10%. Ce déclin, note le rapport du GATT dans sa première évaluation du commerce international en 1981, est légèrement moins accentué dans les pays de la Communauté Économique Européenne.

La situation économique et commerciale des pays en développement évolue diversement en 1981. Les pays de l'OPEP, malgré une baisse de leurs recettes d'exportation de 9% en 1981, demeurent le marché d'importation le plus dynamique avec un taux d'accroissement d'environ 15% de leurs importations en valeur. Les excédents commerciaux de ces pays, bien que réduits d'environ 45 milliards de $, pourraient atteindre 115 milliards de $, dont 100 milliards de $ pour l'Arabie Saoudite et les petits Emirats du Golfe. Dans l'ensemble des autres pays en développement, les importations progressent en moyenne de 7%, atteignant ainsi 330 milliards de $ en 1981.

Dans les pays européens de l'Est pris ensemble, la production diminue. Les échanges, surtout avec les pays occidentaux développés, diminuent en valeur. À l'inverse, la production et le commerce de l'Union soviétique enregistrent une expansion en 1981. Les importations soviétiques en provenance des pays développés à économie de marché progressent de 11% durant les premiers mois de l'année et celles en provenance des pays en développement augmentent de 50% en valeur.

En Chine, la production cumulée de l'agriculture et de l'industrie augmente de 3% en 1981, soit le taux le plus faible depuis 30 ans. Les exportations chinoises progressent en valeur de 5% et les importations de 10% en 1981.

TABLEAU 5,1 COMMERCE MONDIAL PAR GROUPES DE PAYS, 1980-1981

	Exportations (f.o.b.) (milliards de $ U.S.)				Importations (c.a.f.) (milliards de $ U.S.)			
	Valeur		Variation par rapport à l'année précédente en pourcentage		Valeur		Variation par rapport à l'année précédente en pourcentage	
	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981
Monde	2 000	1 970	21	- 1	2 045	2 030	21	- 1
dont:								
Pays industrialisés	1 233	1 215	18	- 1	1 382	1 315	20	- 5
OPEP[1]	296	270	39	- 9	135	155	35	15
Autres pays en voie de développement	250	265	25	6	308	330	26	7
Pays de l'Est[2]	176	179	17	2	173	178	15	3

(1) Algérie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Équateur, Gabon, Indonésie, Iran, Iraq, Koweit, Libye, Nigéria, Qatar et Venezuela.
(2) Importations f.o.b.
NOTE: Les statistiques pour 1981 sont incomplètes et sujettes à révision.
SOURCE: Document no 12 Gatt de mars 1982, «Bulletin d'information Focus».

TABLEAU 5,2 VARIATION ANNUELLE MOYENNE DU COMMERCE MONDIAL[1]

	1974-1979	1976-1981	1980/1979	1981/1980
	variation en pourcentage			
Volume	4,5	2,6	0,0	- 2,7
Prix	9,7	11,9	22,6	0,0
Valeur	14,6	14,8	22,5	- 2,7

(1) Le commerce mondial mesuré par les exportations.
SOURCE: Fonds monétaire international, Statistiques financières internationales, volume 35, no 4, et Annuaire 1981.

Évolution du commerce mondial par produit

Les exportations mondiales de pétrole fléchissent de 14% en 1981 et celles des autres minéraux de 5%. Durant les premiers mois de 1981, les cours de presque toutes les matières premières baissent. La récession ou la stagnation des économies occidentales a pour effet de diminuer la consommation des matières premières et il n'y a guère de demande pour la constitution de stocks.

En dépit d'une baisse du sterling (monnaie de base encore aujourd'hui pour les transactions sur les matières premières), les taux d'intérêt et les taux de change élevés du dollar renchérissent l'accès aux produits de base pour beaucoup de pays d'Europe et d'ailleurs. En revanche, les exportations mondiales de produits manufacturés progressent de 3% environ en 1981.

Les prix à l'exportation des matières premières autres que le pétrole baissent d'environ 13% par rapport à 1980; la baisse est encore plus accentuée pour le café, le cacao, le sucre, le cuivre et l'étain. Ce déclin, joint à un affaiblissement de la demande de ces produits, se traduit par une stagnation ou une réduction des recettes d'exportation des pays producteurs. Seules quelques exceptions à cette tendance générale sont enregistrées. L'évolution des prix et des possibilités d'exportation est en général plus favorable pour les produits manufacturés exportés par les pays en développement.

L'accroissement des exportations de produits manufacturés de ces pays vers les pays industrialisés représentaient 5% de l'accroissement du volume global du commerce mondial de produits manufacturés en 1980 et atteint 10% en 1981, soit une faible proportion de la hausse. L'accroissement du commerce des produits manufacturés entre pays en développement, de 10% en 1980, s'élève à 15% en 1981. Dans l'ensemble, on note que l'accroissement des exportations de produits manufacturés dépasse celui des produits primaires autres que le pétrole. La demande est forte pour l'ingénierie, les vêtements, certains biens de consommation; elle émane des pays en développement exportateurs de pétrole, mais aussi de certains pays industrialisés et de la Chine.

Le renouvellement de l'Accord Multifibre (AMF)

L'événement le plus important en 1981 qui va marquer les échanges internationaux est certainement la renégociation d'un accord sectoriel de vaste portée: celui de l'Accord Multifibre portant sur le commerce mondial des textiles et des vêtements. De tous les accords sectoriels d'organisation de marché, l'Accord Multifibre est le plus ancien et jusqu'à présent, le plus important.

L'Accord Multifibre (AMF I) a été mis en place dans le cadre du GATT en décembre 1973 en vue de régulariser le commerce mondial du textile. Il s'étend au coton, à la laine, aux produits textiles ainsi qu'aux fibres synthétiques. Il a été prorogé en décembre 1977 (AMF II) et les négociations menées durant l'été 1981 aboutissent, pour une troisième fois, à la conclusion de l'Accord Multifibre (AMF III). L'AMF III s'étend sur une période de quatre ans et sept mois, soit du 1er janvier 1982 au 31 juillet 1986.

Les dispositions générales de l'Accord Multifibre portent sur l'application de "plafonds globaux" ainsi que le contingents par pays pour les produits sensibles. L'Accord Multifibre introduit aussi un "mécanisme de déclenchement" qui permet d'imposer automatiquement des restrictions lorsqu'un nouveau fournisseur acquiert une certaine part du marché national.

L'AMF a introduit une notion sélective de mesures de sauvegarde dans le commerce des textiles. Il y a une différence essentielle entre les mesures de sauvegarde au titre de l'AMF et celles qui sont prévues à l'article XIX du GATT (mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers), en ce sens que les premières sont discriminatoires et s'appliquent à des produits et à des pays exportateurs déterminés, alors que les secondes visent les importations en général en provenance de toutes les sources, sur une base non discriminatoire. De plus, les parties prenantes à l'Accord Multifibre tendent à se répartir en deux grandes catégories selon une polarisation de type "Nord-Sud". D'un côté, on retrouve les pays industrialisés gros importateurs (Communauté Économique Européenne, Canada, États-Unis, Japon) et de l'autre, les pays exportateurs semi-industrialisés (Hong Kong, Corrée du Sud, Taïwan, etc). Le Québec, eu égard à l'importance de son secteur textile, bonneterie et vêtement est, de toutes les provinces canadiennes la plus concernée par l'Accord Multifibre.

Conclusion

La montée des limitations aux échanges de textiles a suscité des inquiétudes quant à la naissance d'un nouveau style de "protectionnisme sélectif". Cependant, au GATT, on estime que les conditions dans lesquelles s'effectuent les échanges mondiaux évoluent de façon relativement satisfaisante puisque les parties contractantes à l'Accord Général procèdent à la mise en oeuvre, en janvier 1982, de la troisième des huit séries de réduction annuelle des droits de douane convenues lors des dernières négociations commerciales multilatérales, dites Tokyo Round, qui se sont terminées en 1979. Ces huit séries de réduction annuelle s'échelonneront jusqu'au 1er janvier 1987 et auront pour effet, d'abaisser d'environ un tiers, le niveau des droits appliqués par les pays industrialisés aux importations de produits manufacturés.

Par ailleurs, tous les accords issus du Tokyo Round sont en vitgueur depuis deux années. Il s'agit notamment, d'accords portant sur le commerce des aéronefs civils, les produits tropicaux, certaines mesures non tarifaires (subventions et mesures compensatoires, dispositions antidumping, obstacles techniques au commerce, licences d'importation), les produits laitiers et la viande bovine. Seuls les accords relatifs aux marchés publics à l'évaluation en douane des marchandises comptent une année de mise en oeuvre.

Le compte courant de la balance des paiements du Canada

Une baisse du surplus commercial conjuguée à une hausse importante du déficit des services provoquent une augmentation substantielle du déficit du compte courant qui passe de 1,9 milliard de $ en 1980, meilleure performance depuis 1974, à un sommet de 6,6 milliards de $ en 1981. Cependant, l'importance relative du déficit par rapport au PNB demeure dans la tendance enregistrée depuis 1976 d'environ 2% du PNB, à l'exception de 1980 où elle se situait à 0,7%. De plus, le déficit de 1981 compte pour 6,4% des recettes totales au compte courant; en 1980, il ne représentait que 2%; de 1975 à 1979, il était passé de 11,4% à 6,2%.

L'excédent de la *balance commerciale*, traditionnel au cours de la décennie soixante, a atteint un sommet en 1970. Il a diminué par la suite et s'est transformé en déficit en 1975; on assiste, toutefois, à partir de 1976 à un redressement de la situation. En 1981, le compte des marchandises enregistre de nouveau un excédent qui atteint 6,6 milliards de $. Cet excédent est toutefois inférieur au niveau record de 7,8 milliards de $ enregistré en 1980. Ceci s'explique par une croissance plus rapide de la valeur des importations que de celle des exportations. En effet, les exportations s'accroissent de 10,5% pour atteindre 84,1 milliards de $, et les importations de 13,4% pour se situer à 77,5 milliards de $. Le ratio de couverture des importations par les exportations s'établit ainsi à 1,09 en 1981, comparé à 1,11 en 1980; il était presque constant à 1,07 de 1977 à 1979.

Pour l'ensemble de 1981, la hausse des prix à l'exportation se situe à 7,1% surtout à cause de l'augmentation de ceux des produits finis et des aliments. Les prix à l'importation augmentent de 10,8%, cela est dû en particulier à la hausse des prix des matières brutes et des produits finis. Les termes d'échange se détériorent donc quelque peu par rapport à 1980. En ce qui concerne le volume des échanges, celui des exportations augmente de 3,2% et celui des importations de 2,3%.

Côté exportations, il s'agit d'une bonne performance si l'on considère la situation économique internationale défavorable; quant à la croissance du volume des importations, elle est imputable surtout à la croissance économique enregistrée au pays durant le premier semestre.

La croissance des exportations en 1981 est due à la hausse de 15,4% de la demande en provenance des États-Unis, demande influencée dans une certaine mesure par la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Par contre, l'appréciation de la devise canadienne par rapport aux monnaies européennes et la faiblesse de la demande dans cette partie du monde entraînent une baisse de 6,3% de la valeur des exportations canadiennes vers la CEE. Quant aux exportations vers le Japon et les autres pays, elles augmentent respectivement de 2,9% et 5,8%. Les exportations vers l'URSS, qui se classe au 4e rang des clients du Canada, font un bond de 21,2%.

La croissance des importations est imputable à la croissance économique enregistrée au pays durant le premier semestre et à la dépréciation de la devise canadienne par rapport à celle des États-Unis qui accaparent d'environ les deux tiers des besoins extérieurs de marchandises du Canada. La valeur des importations s'accroît en provenance des États-Unis de 12%, de la CEE, 13,8%, du Japon, 44,7% et des autres pays, 15,4%. La forte croissance des importations en provenance du Japon se situe dans la catégorie des produits finis, particulièrement les produits de l'automobile.

Au niveau des groupes principaux de marchandises, notons que les exportations de produits finis non comestibles (31,1% des exportations) augmentent de 15,6% et celles de matières travaillées non comestibles (37,7% des exportations) augmentent de 4%. Les importations de produits finis non comestibles (58,2% des importations) augmentent de 15,8%, celles des matières travaillées non comestibles (18,5% des importations) augmentent de 14,3%.

Parmi les produits principaux, mentionnons que les exportations de matériel de transport augmentent de 17%, celles de voitures particulières de 13%, pièces de véhicules automobiles, sauf les moteurs, de 20,9%, fer et acier de 13,7%, machinerie industrielle de 25,5%, papier journal 17,3%; les exportations de pétrole brut diminuent de 13,5%, celles de blé de 2,2%, bois d'oeuvre et résineux de 10,6%, cuivre de 31,2%, nickel de 15,1%. Les importations de matériel de transport augmentent de 17,2%, celles de voitures particulières de 14,5%, de pièces de véhicules automobiles, sauf les moteurs de 17,2%, pétrole brut de 13,5%; les importations de métaux non ferreux diminuent de 14,8% et celles de minerais, concentrés et déchets métallifères de 12,2%.

Le déficit de la balance des opérations au titre des *services* augmente de 3,8 milliards de $ en 1981 et atteint 14,8 milliards de $. Ceci est dû presque entièrement à des hausses importantes des paiements aux titres des "intérêts et dividendes" et des "autres services". Les recettes totales des services s'élèvent à 14,9 milliards de $, soit une augmentation de 5,5%, alors que les paiements totalisent 29,7 milliards de $, en hausse de 18,3%, soit le double des recettes.

Le déficit du compte "intérêts et dividendes" augmente considérablement et atteint tout près de 7 milliards de $. Tant les paiements en intérêts, plus 14,6%, que ceux en dividendes, plus 26,1%, augmentent; les recettes en dividendes baissent légèrement et celles en intérêts augmentent de 5,3%. L'augmentation des paiements en intérêts s'explique par la dépréciation du dollar canadien et par la hausse des taux à payer sur les obligations garanties et non garanties détenues directement par des non résidents. Du côté des paiements en dividendes, la hausse est paradoxale étant donné la baisse des bénéfices des corporations avant impôts en 1981.

Le déficit des voyages se maintient à peu près au même niveau qu'en 1980, soit 1,2 milliard de $. Le nombre de visiteurs s'accroît en 1981, alors que le nombre de résidents du Canada qui voyagent à l'étranger diminue. Le maintien du déficit dans ces conditions s'explique par le fait que les voyageurs canadiens à l'étranger dépensent plus que les voyageurs non résidents au Canada. Le compte transport de marchandises pour sa part, affiche un surplus qui se situe à 243 millions de $. Notons qu'il s'agit du seul poste des services à afficher un surplus et ce, depuis 1978.

La composante du compte des services qui contribue le plus à l'augmentation du déficit est sans contredit celle des "autres opérations au titre des services". Les paiements en intérêts expliquent dans une certaine mesure l'ampleur du déficit de cette composante qui atteint 5,8 milliards de $. Il s'agit, entre autres, des paiements en intérêts effectués par les banques à charte canadiennes sur les fonds comptabilisés au compte capital, empruntés à l'étranger et nécessaires au financement des acquisitions importantes auprès de non résidents de leurs investissements dans les sociétés canadiennes, en particulier les pétrolières et gazières.

L'excédent du compte des *transferts*, pour sa part, s'améliore de nouveau cette année; il totalise 1,6 milliard de $. Ceci est imputable surtout à la venue d'immi-

grants qui acheminent leurs avoirs vers le Canada sous forme de capitaux.

Les faits marquants en 1981 au niveau du compte courant se résument ainsi: une croissance moins rapide de la valeur des exportations surtout en raison de l'évolution des prix mondiaux, une baisse marquée des exportations vers la CEE, après une année de forte croissance, une augmentation des paiements en intérêts aux non résidents à cause de la hausse du loyer de l'argent sur les marchés financiers soumis à des politiques monétaires très restrictives. Dans ces conditions, le déficit du compte courant atteint en 1981 un niveau record bien que son importance relative par rapport au PNB demeure à un niveau acceptable lorsque comparé aux années antérieures.

Le Québec et l'extérieur

Le Québec ne possède pas actuellement l'information statistique suffisante pour établir sa balance des paiements internationaux. Tout au plus dispose-t-il de certaines données qui portent sur la destination des livraisons manufacturières et sur les exportations canadiennes chargées au Québec.

La destination des livraisons manufacturières

Les livraisons manufacturières québécoises totalisent 39,1 milliards de $ en 1979. Le marché intérieur en accapare 51,8%, l'Ontario vient en tête de liste des clients canadiens avec 18,0% du total des livraisons, les provinces de l'Atlantique comptent pour 3,5%, les provinces de l'Ouest et les Territoires 7%; les livraisons à l'étranger, pour leur part, représentent 19,7% du total.

La répartition géographique des livraisons manufacturières en 1979 est presque identique à celle de 1970; cependant, au cours de la décennie, la répartition a quelque peu varié. Ainsi en 1975, les livraisons à l'intérieur du Québec comptaient pour 56,5% du total, celles vers l'Ontario 18,3% et celles vers l'étranger 15,1%. En fait, le marché canadien, à l'exception du Québec, accapare une proportion relativement stable des livraisons, alors que celle vers l'étranger varie entre 14 et 20% du total, selon l'année considérée. En 1979, les livraisons manufacturières vers les autres provinces totalisent plus de 11 milliards de $, dont 7 milliards de $ en Ontario, et celles vers l'étranger atteignent 7,7 milliards.

La nature des livraisons manufacturières vers les autres provinces diffère de celles en dehors du Canada. En effet, les industries des aliments et boissons, du tabac, du cuir, du caoutchouc, du textile, de la bonneterie, de l'habillement et des meubles et articles d'ameublement représentent 39 ,7% du total des livraisons vers les autres provinces en 1979, mais seulement 10,5% de celles vers l'étranger. Trois groupes d'industries, soit le papier et les produits connexes, le matériel de transport et l'industrie métallique primaire, représentent à eux seuls près de 60,0% des livraisons manufacturières vers l'étranger; mais ce niveau de concentration, quoique très élevé, n'en constitue pas moins une amélioration puisqu'il était pour ces trois mêmes groupes de 67,7% du total des livraisons vers l'étranger en 1976 et de 76,8% en 1967.

Plusieurs industries vendent une forte proportion de leur production à l'extérieur du Québec, parmi les principales, mentionnons celles du papier et des produits connexes avant 73,5% de ses livraisons à l'extérieur du Québec, du matériel de transport avec 77,2%, des métaux primaires 64,7% et des produits métalliques 55,3%. L'industrie des aliments et boissons, la plus importante du secteur manufacturier québécois par la valeur de ses livraisons, n'expédie que 23,1% de sa production à l'extérieur du Québec.

5,1 DESTINATION DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DU QUÉBEC

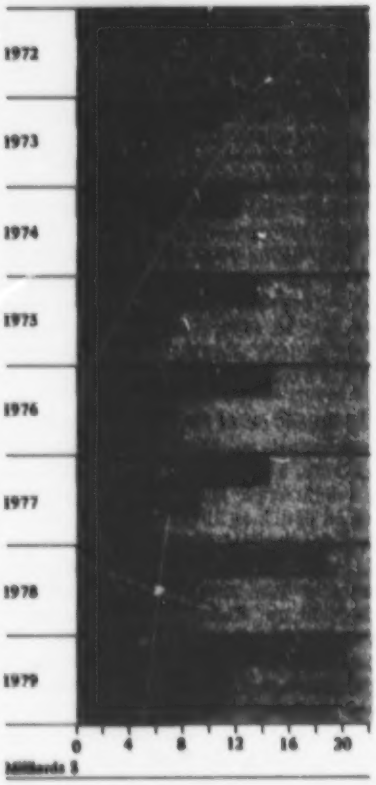


TABLEAU 5,3 DESTINATIONS DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DU QUÉBEC 1970, 1975-1979

Destinations	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1970	1975	1976	1977	1978	1979
	millions de dollars						importance relative					
Québec	6 488,8	13 556,0	14 621,2	14 516,0	18 613,0	20 254,9	49,6	56,5	56,7	51,8	55,9	51,8
Provinces de l'Atlantique	418,5	907,3	950,0	1 075,4	1 048,8	1 359,3	3,7	3,8	3,7	3,9	3,2	3,5
Ontario	2 482,9	4 383,8	4 696,0	5 719,4	5 655,6	7 053,2	19,0	18,3	18,2	20,4	17,0	18,0
Provinces de l'Ouest et Territoires	928,9	1 507,5	1 739,2	2 323,1	2 132,3	2 728,3	7,1	6,3	6,7	8,3	6,4	7,0
Étranger	2 690,5	3 611,9	3 796,5	4 376,4	5 823,1	7 721,6	20,6	15,1	14,7	15,6	17,5	19,7
Total	13 072,6	23 966,5	25 802,9	28 010,3	33 272,8	39 117,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; Statistique Canada, «Industries manufacturières du Canada», (cat. no 31-203); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 5,4 DESTINATION[1] DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DU QUÉBEC PAR INDUSTRIE, 1979

Industrie	Vers les autres provinces canadiennes		Vers l'étranger		Total à l'extérieur du Québec		Livraisons totales[2]	
	Valeur 000$	%	Valeur 000$	%	Valeur 000$	%	Valeur 000$	%
Aliments et boissons	1 073 268	9,5	432 331	5,6	1 505 599	7,9	6 517 687	16,7
Tabac	344 142	3,0	2 426	—	346 568	1,8	488 491	1,2
Caoutchouc et produits en matière plastique	296 957	2,6	79 498	1,0	376 455	2,0	828 108	2,1
Cuir	223 373	2,0	17 019	0,2	240 392	1,3	425 473	1,1
Textile	841 174	7,4	107 570	1,4	948 744	5,0	1 989 796	5,1
Bonneterie	222 641	2,0	6 272	0,1	228 913	1,2	522 631	1,3
Vêtement	1 195 238	10,6	82 800	1,1	1 278 038	6,7	2 347 136	6,0
Bois	309 355	2,7	464 032	6,0	773 387	4,1	1 607 976	4,1
Meubles et articles d'ameublement	296 171	2,6	82 699	1,1	378 870	2,0	699 143	1,8
Papier et produits connexes	740 702	6,6	2 209 318	28,6	2 950 020	15,5	4 015 653	10,3
Imprimerie, édition et industries connexes	318 967	2,8	32 742	0,4	351 709	1,9	1 351 204	3,4
Industrie métallique primaire	1 018 653	9,0	798 219	10,3	1 816 872	9,5	2 808 542	7,2
Industrie des produits métalliques	749 596	6,6	717 615	9,3	1 467 211	7,7	2 650 896	6,8
Industrie de la machinerie	344 290	3,1	363 685	4,7	707 975	3,7	1 054 510	2,7
Industrie du matériel de transport	572 723	5,1	1 597 999	20,7	2 170 722	11,4	2 810 773	7,2
Appareils et matériel électriques	836 787	7,4	292 719	3,8	1 129 506	5,9	1 718 476	4,4
Produits minéraux non métalliques	131 748	1,2	137 043	1,8	268 791	1,4	909 521	2,3
Industrie du pétrole et du charbon	332 688	2,9	27 169	0,4	359 857	1,9	3 310 453	8,5
Industrie chimique et produits connexes	1 021 845	9,0	209 938	2,7	1 231 783	6,5	2 301 788	5,9
Industries manufacturières diverses	435 646	3,9	61 902	0,8	497 548	2,6	747 362	1,9
Total	11 305 964	100,0	7 722 996	100,0	19 028 960	100,0	39 105 619[3]	100,0

(1) La répartition de la destination des livraisons manufacturières du Québec est une estimation basée sur les données réelles publiées par Statistique Canada.
(2) Le total inclut les livraisons manufacturières à l'intérieur du Québec.
(3) La différence entre le total des livraisons inscrit dans les tableaux 5,3 et 5,4 provient du fait que les données ne sont pas agrégées de la même façon selon la source des données.
SOURCES: Statistique Canada, «Destination des livraisons manufacturières», (cat. no 31-530); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

Les exportations internationales du Québec

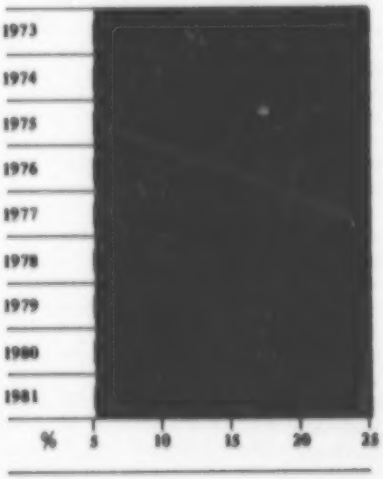
Pour la période 1976-1981, les exportations canadiennes de marchandises chargées au Québec augmentent à un taux annuel moyen de 20,6%, soit plus rapidement que pour l'ensemble du Canada où il est de 16,8%. La proportion des exportations internationales chargées au Québec sur les exportations canadiennes[3] passe ainsi de 16,3% en 1976 à 19,1% en 1981.

En 1981, les exportations québécoises totalisent 15,9 milliards de $, soit une croissance de 7,1%, comparée à 10,2% au niveau canadien. Cette faible croissance des exportations internationales du Québec est, bien sûr, imputable à la situation économique internationale défavorable. Toutefois, il est intéressant de noter qu'au premier trimestre de l'année comparé au premier de 1980, les exportations diminuent de 4,2% alors qu'elles augmentent de 10,9% pour le reste de l'année. Ceci peut paraître paradoxal si l'on considère que l'économie internationale et en particulier celle des États-Unis, est encore en expansion au cours du premier trimestre de l'année alors que la récession s'installe par la suite. Cette situation n'est toutefois pas étrangère au fait que les gains enregistrés au cours des trimestres suivants s'obtiennent sur le marché américain en raison d'un taux de change favorable et de l'augmentation des prix pour plusieurs produits.

Les prix des exportations canadiennes chargées au Québec, exprimés en dollars américains, s'accroissent de façon significative au cours des dernières années. En 1981, l'indice de ces prix augmente de 11,6%, comparé à 4,8% pour l'ensemble du Canada et une baisse de 3,1% pour l'ensemble des pays industrialisés. Par contre, le volume des exportations québécoises diminue de 6,5% en 1981, après une hausse de 6,3% en 1980, alors que le volume pour le Canada et l'ensemble des pays industrialisés augmente respectivement de 2,6% et 1,0%.

Sur le plan des destinations des exportations internationales du Québec, elles s'accroissent de 16,3% vers les États-Unis qui absorbent 65,0% du total des exportations, diminuent de 17,4% en direction de la Communauté économique

5,2 EXPORTATIONS CHARGÉES AU QUÉBEC EN POURCENTAGE DES EXPORTATIONS DU CANADA



* Base douanière

européenne et de 9,8% vers le Japon, et augmentent de 5,2% vers l'ensemble des autres pays. La hausse des exportations vers les États-Unis s'explique entre autres par la progression des ventes d'avions, de moteurs d'avion et pièces, de papier à imprimerie et d'automobiles.

La baisse des exportations vers la C.E.E., après deux années de très forte croissance, tient de la faible activité économique outre-mer et de l'appréciation de la devise canadienne par rapport aux devises européennes. Les exportations vers la C.E.E. de presque tous les principaux produits enregistrent une baisse, à l'exception des hydrocarbures, des moteurs d'avion, du papier à imprimerie et de divers minéraux non métalliques. La part de la C.E.E. dans le total des exportations québécoises passe ainsi de 19,3% en 1980 à 14,9% en 1981. Le Royaume-Uni, qui constitue le plus important de ce groupe pour ses achats effectués au Québec, voit ceux-ci augmenter de seulement 3,9% pour atteindre 866,4 millions de $ en 1981. Viennent ensuite parmi les dix principaux pays de destination avec des baisses marquées de leurs achats en provenance du Québec, les Pays-Bas avec des achats de 447,9 millions de $ (-25,7%), l'Allemagne de l'Ouest, 359,9 millions de $ (-42,2%), la France, 266,6 millions de $ (-21,0%), l'Italie, 196,1 millions de $/ (-23,4%); la Belgique et le Luxembourg portent leurs achats à 170,5 millions de $, soit une augmentation de 2,0%.

Le Japon, pour sa part, occupe de nouveau le cinquième rang parmi les

TABLEAU 5,5 PRINCIPAUX PAYS DE DESTINATION DES EXPORTATIONS QUÉBÉCOISES

Pays de destination	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	valeur en 000$						importance relative					
États-Unis	3 925 060	4 865 021	6 136 481	7 786 543	8 913 149	10 366 227	62,8	65,0	65,0	63,8	59,9	65,0
Royaume-Uni	387 805	450 155	504 063	727 004	833 899	866 404	6,2	6,0	5,3	6,0	5,6	5,4
Pays-Bas	170 405	216 722	230 831	364 284	602 659	447 891	2,7	2,9	2,5	3,0	4,1	2,8
Allemagne de l'Ouest	187 130	212 373	231 287	409 561	623 128	359 875	3,0	2,8	2,5	3,4	4,2	2,3
Japon	157 922	169 771	293 475	295 740	363 861	328 231	2,5	2,3	3,1	2,4	2,4	2,1
France	159 710	118 424	142 588	201 943	337 481	266 639	2,6	1,6	1,5	1,6	2,3	1,7
Mexique	54 835	82 810	72 511	73 560	106 888	224 119	0,9	1,1	0,8	0,6	0,7	1,4
Italie	113 866	108 849	118 835	205 345	256 006	196 145	1,8	1,5	1,3	1,7	1,7	1,2
Belgique-Luxembourg	102 459	112 491	141 316	131 363	167 061	170 473	1,6	1,5	1,5	1,1	1,1	1,1
Suisse	32 496	48 539	61 133	112 048	226 763	166 127	0,5	0,6	0,6	0,9	1,5	1,0
Total (10 principaux pays)	5 291 688	6 385 155	7 932 520	10 307 391	12 430 895	13 392 131	84,6	85,3	84,1	84,4	83,5	84,0
Total C.E.E.	1 137 031	1 242 702	1 444 483	2 072 761	2 875 876	2 375 962	18,2	16,6	15,3	17,0	19,3	14,9
Total tous les pays	6 254 822	7 487 432	9 434 711	12 205 901	14 886 353	15 946 080	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, «Exportations chargées au Québec par pays et marchandise 1976 à 1981»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

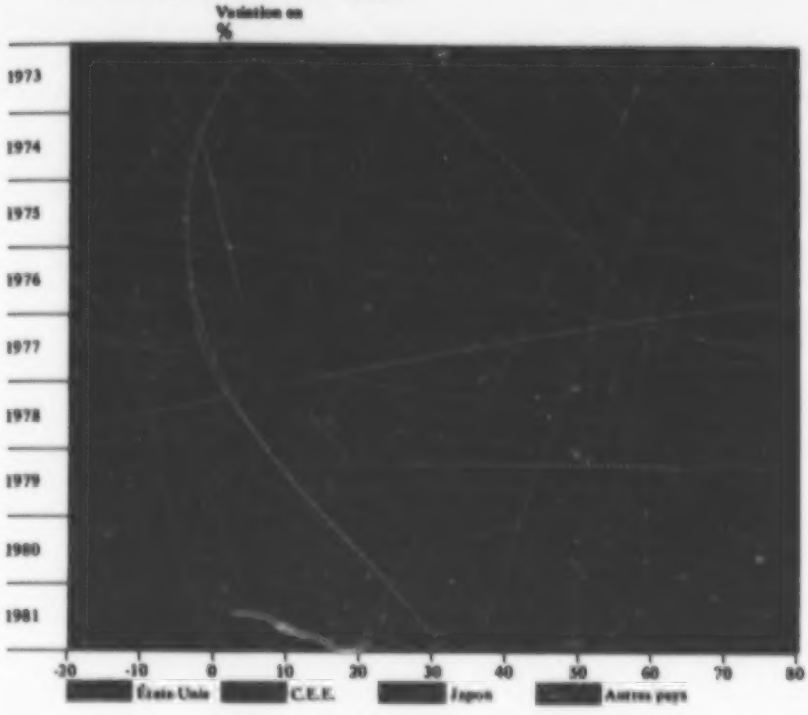
TABLEAU 5,6 EXPORTATIONS INTERNATIONALES VALEUR, PRIX, VOLUME

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	millions de dollars américains					
Mondiales						
Valeur	912 400	1 041 600	1 203 900	1 528 500	1 873 200	1 823 400
Prix (1975 = 100)	102	111	122	146	179	179
Volume	894 510	938 378	986 803	1 046 918	1 046 480	1 018 659
Pays industriallsés						
Valeur	633 200	718 500	861 600	1 057 100	1 244 200	1 217 800
Prix (1975 = 100)	101	109	123	142	160	155
Volume	626 930	659 174	700 488	744 437	777 625	785 677
Pays exportateurs de pétrole						
Valeur	133 080	149 030	141 740	210 410	296 490	268 660
Prix (1975 = 100)	106	117	117	168	282	316
Volume	125 547	127 376	121 145	125 244	105 138	85 019
Canada						
Valeur	40 598	43 545	48 249	58 298	67 556	72 628
Prix (1975 = 100)	106	104	106	125	146	153
Volume	38 300	41 870	45 518	46 638	46 271	47 469
Québec						
Valeur	6 343	7 040	8 275	10 419	12 734	13 299
Prix (1975 = 100)[1]	108	118	124	127	146	163
Volume	5 873	5 966	6 673	8 204	8 722	8 159

(1) L'indice de prix des exportations québécoises est une compilation à partir de 17 produits types pour lesquels existent des données en valeur et en volume. Les 17 produits utilisés représentent, en 1981, 60,2% de la valeur des exportations canadiennes chargées au Québec.

SOURCES: Fonds monétaire international, International financial statistics, vol. XXXV, no 4, avril 1982; Revue de la Banque du Canada, mars 1982; Bureau de la statistique du Québec, Exportations du Canada chargées au Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

5,3 DESTINATION DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC



principaux pays de destination des exportations du Québec. Ses achats en provenance du Québec se chiffrent à 328,2 millions de $ en 1981, soit 2,1% du total des exportations. N'eût été de la croissance de 50,3% des exportations de viande vers ce pays, la baisse des ventes au Japon aurait été de 23,6% en 1981. Avec des achats de 2,9 milliards de $ les "autres pays" (autres que les États-Unis, le Japon et la C.E.E.) maintiennent à environ 18,0% leur part du total des exportations internationales du Québec. Ces "autres pays" accaparent une part substantielle des exportations de produits tels que l'amiante non manufacturée, les produits laitiers, les bâtiments et structures préfabriqués et le matériel roulant de chemin de fer; d'ailleurs, les exportations de ces produits vers ces autres pays augmentent fortement en 1981. Le Mexique qui vient au septième rang parmi les clients du Québec en 1981, augmente ses achats de 109,7%; les produits laitiers, le matériel roulant de chemin de fer et le papier à imprimerie constituent les principaux produits d'exportation vers ce pays.

Les cinq principaux pays de destination des exportations internationales du Québec absorbent 77,6% de celles-ci en 1981. Ceci indique bien la concentration géographique des exportations du Québec et sa dépendance envers les États-Unis et la C.E.E.

La concentration des exportations du Québec se retrouve également au niveau des produits. En 1981, les dix principaux produits représentent 53,4% du total des exportations; les ventes à l'étranger de ces produits augmentent de 11,0% par rapport à 1980. Les vingt-cinq principaux produits qui affichent un taux de croissance de 11,1%, comptent pour 70,2% des exportations internationales. Tous les autres produits enregistrent une baisse de 1,1% de leurs ventes. Les exportations de papier à imprimerie, en hausse de 21,0%, se situe en tête de liste des exportations en 1981 et comptent pour 14,4% du total. Les États-Unis demeurent le principal client, ils s'approprient 79,6% des ventes à l'étranger de ce produit. La dépréciation du dollar canadien jointe aux augmentations des stocks en vue de pallier à d'éventuels arrêts de travail favorisent l'augmentation des expéditions de ce produit vers les États-Unis. Les "autres pays", pour leur part, augmentent de 59,5% leurs achats de papier à imprimerie en provenance du Québec, ce qui porte leur part relative des achats de 7,3% en 1980 à 9 ,7% en 1981.

En plus du papier à imprimerie, les moteurs d'avion et pièces, les viandes, les hydrocarbures et dérivés et le matériel électrique inscrivent des augmentations appréciables de leurs ventes à l'étranger. Les exportations de moteurs d'avion et pièces de rechange se situent à 691,8 millions de $, soit une augmentation de 40,6% par rapport à l'an dernier, en raison surtout de la demande pour les moteurs à turbines dont la performance énergétique est nettement supérieure aux autres types de moteurs d'avion sur le marché. Même si les États-Unis demeurent le principal marché pour ce produit, les ventes à la C.E.E. augmentent considérablement. En ce qui concerne les viandes, la progression de 27,1% des envois à l'étranger s'explique par les ventes aux États-Unis et au Japon; ce dernier pays accapare une proportion de plus en plus importante des ventes totales. Les exportations d'hydrocarbures et dérivés, principalement du benzène, s'élèvent à 255,3 millions de $, soit une augmentation de 32,8% par rapport à l'an dernier. Les Pays-Bas et les États-Unis détiennent respectivement les premier et deuxième rangs des clients du Québec pour ces produits avec des achats de 99 millions de $ et 92,4 millions de $. Dans le cas des Pays-Bas, il s'agit d'envois vers Rotterdam d'où ils sont réexportés.

Les exportations de matériel électrique augmentent fortement en raison des expéditions aux États-Unis de tubes électriques et semi-conducteurs; les ventes à l'étranger de ceux-ci totalisent 204,3 millions de $, soit un peu plus du double des exportations de l'an dernier. Ce groupe de produits passe ainsi du vingt-septième rang en 1980 au quinzième rang en 1981. Un autre produit à croissance rapide en 1981 est, sans contredit, les avions dont les ventes à l'étranger totalisent 213,9 millions de $, ce qui permet à ce produit de se hisser au quatorzième rang parmi les principaux produits exportés par le Québec. Quant aux ventes d'électricité aux États-Unis, elles augmentent d'année en année, elles enregistrent une croissance de 24,3% en 1981. Les bâtiments et structures préfabriqués de même que les produits laitiers, quoique moins importants en ce qui concerne la valeur des expéditions, n'en connaissent pas moins des taux de croissance respectifs de 81,4% et 43,7%. L'Algérie, à elle seule, acquiert des bâtiments et structures préfabriqués pour 61 millions de $ et l'Arabie Saoudite pour 18 millions de $. Le Mexique, pour sa part, importe du Québec 57,6 millions de $ de produits laitiers.

Plusieurs produits, parmi les vingt-cinq principaux exportés, enregistrent des baisses en 1981; les plus notables se situent dans le domaine des métaux

TABLEAU 5,7 RANG ET VALEUR DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES CHARGÉES AU QUÉBEC 25 PRINCIPAUX PRODUITS

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	rang						valeur 000$					
Papier à imprimerie	1	1	1	1	1	1	947 990	1 137 632	1 475 390	1 693 228	1 894 650	2 293 211
Minerais concentrés et déchets de fer	2	2	4	2	2	2	851 281	968 515	717 548	1 332 735	1 230 794	1 466 154
Voitures particulières et châssis	3	4	3	3	4	3	418 899	406 943	725 957	809 518	882 465	1 063 464
Aluminium, y compris alliages	6	3	2	5	3	4	252 390	475 444	759 724	490 504	1 003 796	944 758
Moteurs d'avion et pièces	7	7	7	6	6	5	195 743	242 530	318 933	409 431	491 938	691 789
Bois d'oeuvre	20	9	8	9	10	6	107 460	161 269	243 912	323 498	381 111	448 982
Cuivre et alliages	5	6	6	7	5	7	338 007	329 106	343 869	383 373	647 110	444 084
Amiante non manufacturée	4	5	5	4	7	8	346 296	397 491	454 229	527 805	478 691	437 778
Pâtes de bois et pâtes similaires	8	8	10	8	9	9	144 019	168 795	195 229	354 488	398 240	392 857
Viandes fraîches, réfrigérées ou congelées	14	15	12	11	12	10	67 505	77 238	129 631	192 917	259 232	329 416
Hydrocarbures et dérivés	32	21	25	13	16	11	29 804	54 279	57 375	165 684	192 278	255 298
Matériel de télécommunication commercial	11	12	17	16	14	12	104 134	91 104	83 766	135 311	203 185	235 780
Machines et matériel de bureau	29	17	11	14	17	13	34 183	72 232	133 201	157 309	183 319	226 200
Avions entiers, y compris moteurs	91	43	48	47	93	14	7 887	25 226	28 354	41 700	21 707	213 880
Tubes électriques et semi-conducteurs	57	67	55	43	27	15	14 338	14 730	26 055	43 147	101 568	204 283
Assemblages, équipement et pièces d'avion	22	25	24	23	18	16	44 651	45 617	58 681	87 570	181 534	199 017
Électricité	76	108	94	20	22	17	10 884	7 585	13 821	104 007	154 346	191 854
Fer et acier primaires	17	11	13	28	21	18	59 043	100 698	123 606	77 566	158 594	181 859
Métaux précieux, y compris alliages	9	10	9	10	8	19	109 912	135 541	206 112	268 786	469 373	176 923
Zinc, y compris alliages	13	19	14	17	19	20	71 193	61 494	119 221	134 918	175 918	170 520
Produits laitiers	27	24	35	30	28	21	36 115	46 660	40 793	77 383	91 404	131 325
Bâtiments et structures préfabriqués	16	13	18	22	35	22	63 168	85 553	83 002	89 601	69 198	125 557
Autres véhicules automobiles	19	18	16	18	24	23	52 343	63 814	92 416	125 904	117 733	123 957
Matériel roulant de chemin de fer	21	78	23	15	15	24	45 821	12 276	59 227	152 738	197 116	123 953
Autres minéraux non métalliques bruts	18	16	19	40	29	25	55 101	75 685	82 224	52 010	89 886	116 997
Total des 25 principaux produits							4 408 167	5 257 457	6 572 276	8 231 131	10 075 186	11 189 896
Total de tous les produits							6 254 822	7 487 432	9 434 711	12 205 901	14 886 353	15 946 080

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, «Exportations du Canada chargées au Québec par marchandise et pays, pour les années 1976 à 1981»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

primaires. La demande internationale de cuivre, d'aluminium et de zinc baisse en raison de la situation difficile qui prévaut dans la construction et dans l'industrie de l'automobile; les exportations de ces trois métaux diminuent respectivement de 31,4%, 5,9% et 3,1%. Toutefois, les exportations d'aluminium et de zinc vers les États-Unis augmentent d'un peu plus de 20,0% dans chaque cas; ceci peut s'expliquer par la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et, surtout dans le cas de l'aluminium, la capacité concurrentielle des producteurs québécois. Les exportations de métaux précieux chutent de 62,3% à cause de la baisse des cours mondiaux, particulièrement ceux de l'or.

Les ventes à l'étranger d'amiante non manufacturée diminuent de 8,5% en raison du ralentissement dans les dépenses d'immobilisations et aussi d'une certaine crise de confiance à l'égard de ce produit. Cependant, les exportations vers les pays autres que les États-Unis, le Japon et ceux de la C.E.E., augmentent de 14,0%. Quant aux expéditions de pâtes de bois et similaires, elles ont tendance à se stabiliser après deux années de forte croissance. Le matériel roulant de chemin de fer, pour sa part, passe du quinzième au vingt-quatrième rang des principaux produits exportés; les ventes diminuent de 37,1%, elles augmentent vers les pays en voie de développement, alors qu'elles baissent considérablement vers les États-Unis.

En résumé, les exportations internationales du Québec en 1981 évoluent dans le même sens que le contexte économique international. Leur taux de croissance est nettement inférieur à ceux enregistrés auparavant. Il y a tout de même une forte croissance des expéditions vers les états-Unis, mais une baisse marquée de celles vers la C.E.E après deux années de forte croissance. En ce qui concerne les principaux produits, on remarque une baisse des exportations de métaux primaires, mais une augmentation de celles de produits qui comportent une valeur ajoutée et une composante technologique importante.

LE SECTEUR PRIMAIRE

À l'instar de nombreux pays industrialisés, le secteur primaire au Québec, malgré une croissance soutenue au cours des années, voit son importance relative dans l'ensemble de l'économie diminuer au profit du tertiaire. Le P.I.B. au coût des facteurs du secteur primaire, qui représentait 6,4% du total de l'économie en 1961, ne compte plus que pour 4,5% en 1981, même s'il a enregistré un taux de croissance annuel moyen composé de 8,6% au cours de cette période. La masse salariale du secteur primaire évolue dans le même sens: avec un taux de croissance annuel moyen de 9,1% de 1961 à 1981, elle ne figure plus que pour 3,2% de l'ensemble en 1981 comparativement à 4,5% en 1961.

Le secteur primaire (agriculture, pêche et piégeage, forêts, mines) connaît, en 1981, une croissance de 5,1% de la valeur brute de sa production qui s'établit à 5 812,4 millions de $. Cette performance est redevable pour la presque totalité (87%) à l'agriculture, le reste provenant surtout de l'exploitation forestière, alors que l'exploitation minière enregistre une baisse. L'emploi total par ailleurs, estimé à 128 000 d'après l'enquête mensuelle sur la population active, s'accroît de 0,8%, en provenance presque exclusivement de l'exploitation forestière, l'agriculture et la pêche enregistrant une légère diminution. Cependant, la masse salariale augmente de 10,0% ou de 130 millions de $, dont 65 millions redevables à l'exploitation forestière, 48 millions à l'exploitation minière et 17 millions à l'agriculture.

Après deux années de forte croissance (29,3% en 1979 et 20,0% en 1980), les immobilisations du secteur primaire augmentent tout de même de 9 ,4% en 1981 pour atteindre 1 036,7 millions de $. Cette hausse est attribuable pour les deux tiers à l'agriculture et pour un tiers à l'exploitation minière. Les dépenses en construction augmentent de 21,2% alors que celles en machinerie et équipement diminuent de 2,0%.

L'agriculture

Le secteur agricole québécois connaît une croissance relativement bonne en 1981 en dépit d'une conjoncture générale difficile pour l'ensemble de l'économie. Son produit intérieur brut s'accroît de 9,2%, les recettes monétaires de 15,2% et le revenu net réalisé, qui est la mesure du profit de la production agricole, de 10,7% et ce, malgré une hausse de 16,6% des dépenses d'exploitation, d'amortissement et de commercialisation. Par ailleurs, l'emploi agricole total accuse une baisse de 1 000 ou de 1,3%.

Les immobilisations, qui comprennent l'achat de machinerie et d'équipement neufs, la construction de bâtiments ainsi que les travaux de génie, s'accroissent de 11,5% en 1981 pour se chiffrer à 531,2 millions de $. De 1976 à 1981, la croissance des immobilisations en agriculture atteint un taux annuel moyen composé de 13,8%, ce qui place la performance de l'année 1981 en dessous de la moyenne. Ce sont les dépenses en construction totalisant 241,5 millions de $, en hausse de 30,3%, qui sont surtout responsables de l'augmentation des immobilisations totales en agriculture en 1981, les dépenses en machinerie et

6,1 IMMOBILISATIONS PAR ACTIVITÉ, SECTEUR PRIMAIRE, QUÉBEC

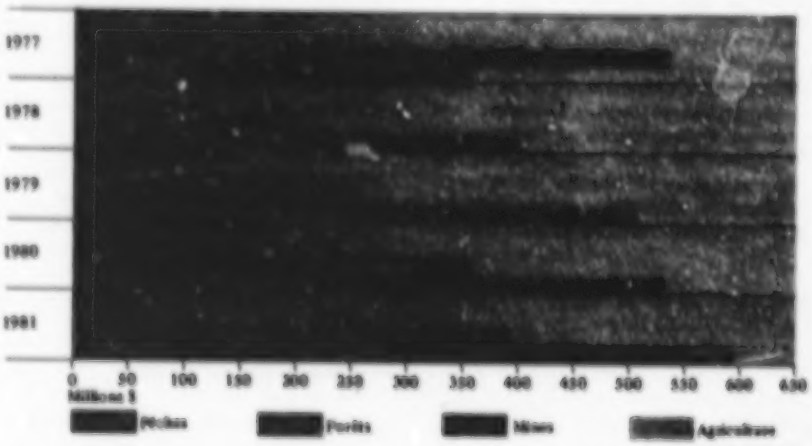
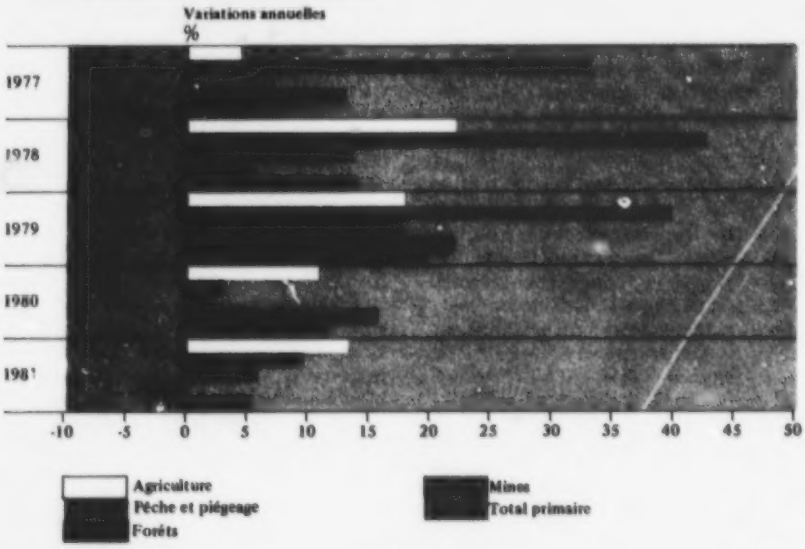


TABLEAU 6,1 SECTEUR PRIMAIRE (Agriculture, Pêche, Forêts, Mines) PRINCIPALES STATISTIQUES QUÉBEC

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Immobilisations										
Construction	'000 000$	427,8	270,5	340,3	465,1	563,5*	-36,8	25,8	36,7	21,2
Machinerie et équipement	'000 000$	483,5	340,2	449,4	482,8	473,2*	-29,6	32,1	7,4	- 2,0
Total	'000 000$	911,3	610,7	789,7	947,9	1 036,7*	-33,0	29,3	20,0	9,4
Valeur brute de la production	'000 000$	3 571,7	4 060,6	4 857,0	5 529,7	5 812,4	13,7	19,6	11,5[1]	5,1
Produit intérieur brut au coût des facteurs	'000 000$	1 854	2 067	2 533	2 728	3 017*	11,5	22,5	7,7	10,6
Emploi[2]	'000	119	125	122	127	128	5,0	- 2,4	4,1	0,8
Rémunération des salariés (Salaires, traitements et revenus complémentaires)	'000 000$	998	1 010	1 204	1 297	1 427*	1,2	19,2	7,7	10,0

* Chiffres provisoires.
(1) Calculée en se servant de la donnée de Statistique Canada pour l'agriculture.
(2) Provient de l'enquête sur la population active.
SOURCES: Statistique Canada; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

6,2 VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION PAR ACTIVITÉ, SECTEUR PRIMAIRE, QUÉBEC



équipement n'augmentant que de 1,4% ou de 5 millions de $. Toutefois, les dépenses en machinerie et équipement constituent les trois cinquièmes de la dépense totale en 1981. Par ailleurs, les dépenses en réparations augmentent de 18,7% et se chiffent à 171,0 millions de $.

La production agricole n'est guère affectée par la conjoncture économique générale. Pour 1981, la valeur brute de la production agricole ou le revenu brut total des agriculteurs s'élève à 2 787,3 millions de $, soit une augmentation de 13,0% après celles de 21,9, 17,7 et 10,7% respectivement en 1978, 1979 et 1980. La valeur brute de la production se répartit comme suit: 2 692,8 millions de $ (+15,2%) de ventes incluant les paiements supplémentaires et d'appoint et les versements en vertu du programme de stabilisation du revenu; 80,8 millions de $ (+13,8%) d'autoconsommation et 13,8 millions de $ dans la variation des inventaires.

Toutes les productions agricoles, à l'exception de la betterave à sucre (-57,2%), des fruits (-30,0%) et des moutons et agneaux (-8,2%), augmentent en 1981. Les variations les plus importantes et les plus significatives en termes absolus se retrouvent dans les productions animales: produits laitiers (+130,0 millions de $ ou 16,3%), porcs (+81,7 millions de $ ou 16,5%), boeufs et veaux (+32,5 millions de $ ou 13,3%), volailles (+16,4 millions de $ ou 8,3%) et les oeufs (+13,9 millions de $ ou 19,9%). Du côté des cultures, nous retrouvons les pommes de terre (+14,4 millions de $ ou 39,1%), les légumes (+13,1 millions de $ ou 18,2%), l'orge (+3,4 millions de $ ou 58,9%) et l'horticulture (+3,3 millions de $ ou 11,8%).

Les productions animales contribuent à 78,3% des recettes monétaires totales en 1981 et l'on retrouve aux premiers rangs la production laitière avec 34,4%, la

TABLEAU 6,2 AGRICULTURE PRINCIPALES STATISTIQUES QUÉBEC

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
Immobilisations							variation en pourcentage			
Construction	'000 000$	95,1	128,4	158,1	185,4	241,5	35,0	23,1	17,3	30,3
Machinerie et équipement	"	255,7	267,6	345,9	345,8	350,8	4,7	29,3	0,0	1,4
Total	"	350,8	396,0	504,0	531,2	592,3	12,9	27,3	5,4	11,5
Recettes monétaires totales	'000$	1 422 497	1 716 886	1 975 910	2 337 466	2 692 767	20,7	15,1	14,0**	15,2
Valeur de la variation des stocks	"	11 587	27 315	73 659	57 673	13 782	—	—	—	—
Revenu en nature	"	46 058	59 802	73 535	70 99[illegible]	80 800	29,8	23,0	- 3,5	13,8
Revenu brut total	"	1 480 142	1 804 003	2 123 104	2 466 132	2 787 349	21,9	17,7	10,7**	13,0
Dépenses totales	"	1 123 757	1 279 319	1 517 367	1 805 240	2 105 557	13,8	18,6	17,1**	16,6
Revenu net total	"	356 385	524 684	605 737	660 892	681 792	47,2	15,4	- 5,1**	3,2
Produit intérieur brut au coût des facteurs	'000 000$	755	981	1 180	1 315	1 436	29,9	20,3	11,4	9,2
Indices des prix des produits agricoles	1971 = 100	187,7	223,2	244,1	254,3	285,2	18,9	9,4	4,2	12,2
Indices des prix des entrées (Est du Canada)										
— total	"	180,4	199,3	232,1	253,5	283,1	10,5	16,5	9,2	11,7
— aliments pour animaux	"	192,8	198,0	231,0	257,7	283,5	2,7	16,7	11,6	10,0
Rémunération des salariés (Salaires, traitements et revenus complémentaires)	'000 000$	134	151	167	182	199	12,7	10,6	9,0	9,3
Emploi total[1]	'000$	71	72	68	78	77	1,4	- 5,6	14,7	- 1,3

* Chiffres provisoires.
** Variations calculées à partir des données de Statistique Canada pour 1980.
(1) Provient de l'enquête sur la population active, S.C.
SOURCES: Statistique Canada; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

production porcine avec 21,4%, les boeufs et veaux avec 10,3%, la volaille avec 8,0% et les oeufs avec 3,1%. Les cultures, avec une valeur de 339,4 millions de $, ne représentent que 12,6% des recettes monétaires. Les plus importantes sont celles des légumes avec 3,2% des recettes monétaires totales, du maïs avec 2,0%, de la pomme de terre avec 1,9% et l'horticulture avec 1,2%.

L'agriculture québécoise est donc surtout orientée vers les productions animales et plus particulièrement vers la production laitière. La production totale de lait en volume s'accroît pour une deuxième année consécutive avec une augmentation de 2,7% en 1981. Cette hausse en volume, conjugée à celle des prix de 13,2%, entraîne une augmentation de 16,3% des recettes monétaires de cette production. La production de porcs s'est stabilisée en 1981 avec une augmentation en volume de 0,7%; cette hausse combinée à une augmentation du prix de 16,3%, se traduit par une croissance de 16,5% des recettes monétaires. Les fortes hausses des prix de la patate (32,3%), des légumes (18,6%) et de la pomme (24,6%) compensent le faible volume d'augmentation dans le cas des légumes et de la patate et atténuent la baisse des recettes monétaires pour les pomiculteurs dont la production en volume chute de plus de 60% en 1981 par suite des dégâts dans les vergers. Globalement, le volume physique de la production agricole s'accroît de 2,6%, alors que les prix à la ferme des produits agricoles augmentent de 12,2% entraînant une hausse de 15,2% des recettes monétaires totales.

Les dépenses d'exploitation, d'amortissement et de commercialisation totalisent 2 105,6 millions de $ en 1981, dont 222,8 millions de $ en amortissement sur les bâtiments et la machinerie et 72,4 millions de $ en frais de commercialisation. Ce niveau des dépenses, en augmentation de 16,6% sur celui de l'an dernier, correspond aux efforts intensifiés d'exploitation et de mise en valeur du potentiel agricole québécois qui font progresser de près de 3% le volume des intrants, conjugué à une croissance des prix de plus de 11% de ces mêmes intrants. Le coût de l'alimentation des animaux (achats commerciaux seulement), qui augmente de 18,7% ou de 110,0 millions de $, est l'élément le plus important des dépenses d'exploitation (c'est-à-dire excluant l'amortissement et les frais de commercialisation) avec 38,8% ou 701,8 millions de $ au total. L'indice des prix (Est du Canada) des aliments pour animaux augmente de 10,0% en 1981, après des hausses de 16,7 et 11,6% respectivement en 1979 et 1980. Les intérêts sur la dette viennent ensuite avec 13,3% ou 240,6 millions de $ des dépenses d'exploitation, en augmentation de 28,0%. Les taux d'intérêts élevés tout au long de l'année 1981 expliquent cette forte hausse. Les dépenses afférentes à la machinerie (produits pétroliers, carburant diesel, lubrifiants, pneus, antigel, immatriculation, assurances, réparations des machines, etc.) occupent le troisième rang avec 10,5% ou 189,8 millions de $, en augmentation de 21,1%. Les salaires payés à la main-d'oeuvre agricole totalisent 141,7 millions de $, soit une augmentation de 7,8%, alors que les achats d'engrais et chaux croissent de 10,1% pour un montant de 129,8 millions de $.

L'augmentation de 13,0% ou de 321,2 millions de $ du revenu brut total, diminué de la hausse de 16,6% ou de 300,3 millions de $ des dépenses totales, entraîne une faible croissance de 3,2% ou de 20,9 millions de $ du revenu net des agriculteurs qui s'établit à 681,8 millions de $ en 1981, soit une performance comparable à d'autres secteurs d'activité. Le revenu net total est aussi une mesure de profit, tout comme le réseau net réalisé, mais il inclut une évaluation du profit pouvant être réalisé sur les inventaires. *"Une croissance plus rapide des coûts d'opération que des recettes monétaires et une variation en valeur des inventaires en 1981 inférieure à celle de l'année précédente expliquent l'évolution du revenu net total en 1981. Ainsi, alors que les inventaires s'étaient accrus de 57,7 millions de $ en 1980, la variation en valeur des inventaires se chiffrait par 13,8 millions de $ en 1981. Malgré un accroissement physique des inventaires de 2,5% en 1981, les bas prix qui ont prévalu dans les secteurs des céréales et du porc au mois de décembre 1981 comparativement à la même date l'année précédente n'ont pas permis un accroissement plus important de la valeur des inventaires."*(1)

Dans la perspective d'un niveau d'autosuffisance de plus en plus élevé dans le domaine agro-alimentaire, de nombreuses mesures ont été mises en place en place en 1981 et sont venues s'ajouter à celles déjà existantes. Voici les principales interventions nouvelles:

1) Programme d'aide technique et financière à l'élevage du lapin.
2) Entrée en vigueur d'un programme de développement de la race chevaline canadienne.
3) Nouveau programme d'aménagement de bleuetières familiales.
4) Approbation de 52 nouvelles demandes dans le cadre du "programme de rationalisation de l'entreposage des produits horticoles".
5) Mise en place d'un nouveau régime d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs d'agneaux.
6) Mise sur pied d'un régime d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs indépendants de porcs d'engraissement.
7) Deux nouvelles mesures ont été mises de l'avant pour faciliter l'accès à l'agriculture:
   a) les aspirants-agriculteurs bénéficient de subventions d'intérêts sur leurs emprunts agricoles;
   b) les revenus du conjoint n'entrent plus en ligne de compte dans l'évaluation d'une demande de financement.

La pêche

Les immobilisations dans les pêches se chiffrent à seulement 5,6 millions de $ en 1981 comparativement à 14,4 millions de $ en 1980, soit une diminution de 61,1%. Cette baisse est imputable entièrement aux dépenses pour l'achat de machinerie et équipement alors qu'en 1980, l'augmentation de 41,2% était redevable en totalité à ces mêmes dépenses. Pour leur part, les immobilisations en construction, de 600 mille $ en 1980, atteignent 1 millio de $ en 1981. Les dépenses en machinerie et équipement demeurent donc la principale composante des dépenses en capital de cette activité avec 82% du total en 1981.

Contrairement aux immobilisations, les dépenses en réparations augmentent très fortement en 1981, celles-ci passant de 2,1 à 4,6 millions de $ dont la plus grande partie (78,3%) est aussi consacrée à la machinerie et l'équipement. La conjoncture défavorable qui perdure semble favoriser le maintien en place des équipements existants plutôt que leur remplacement pur et simple.

La valeur au débarquement des captures augmente de 11,6% en 1981 au Québec pour un total de 46,4 millions de $. Le volume des prises augmente par ailleurs de 7,3% ce qui laisse entrevoir une amélioration des prix, du moins pour certaines espèces, en 1981. La morue est la principale espèce capturée: avec 47,7% du volume total des prises en 1981, elle contribue à 40,0% de la valeur totale, en augmentation toutefois de 31,6% en valeur et de 18,2% en volume par rapport à 1980. Le homard, par contre, avec seulement 2,2% du volume total,

(1) C.F.: Aperçu de la situation économique du secteur de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation en 1981 et perspectives pour 1982, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, février 1982.

TABLEAU 6,3 PÊCHE MARITIME ET PIÉGEAGE, PRINCIPALES STATISTIQUES QUÉBEC

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
Immobilisations							variation en pourcentage			
Construction	'000 000$	0,5	0,6	0,6	0,6	1,0	20,0	0,0	0,0	66,7
Machinerie et équipement	"	7,0	9,1	9,6	13,8	4,6	30,0	5,5	43,8	-66,7
Total	"	7,5	9,7	10,2	14,4	5,6	29,3	5,2	41,2	-61,1
Valeur des prises au débarquement:										
Pêche hauturière										
— bateaux étrangers	'000$	46,4	1 272,7	2 106,4	269,0	390,0	—	—	—	—
— bateaux québécois	"	10 071,7	13 383,6	17 830,7	18 193,4	20 688,0	32,9	33,2	2,0	13,7
— total	"	10 118,1	14 656,2	19 937,0	18 462,4	21 078,0	44,9	36,0	- 7,4	14,2
Pêche côtière	"	9 991,0	14 240,1	19 722,7	23 083,9	25 303,8	42,5	38,5	17,0	9,6
Total pêche	"	20 109,0	28 896,3	39 659,7	41 546,2	46 381,8	43,7	37,2	4,8	11,6
Animaux à fourrure (chasse)	"	5 788,9	8 019,8	11 917,9	11 590,1	11 758,1	38,5	48,6	- 2,8	1,4
Total pêche maritime et piégeage	"	25 897,9	36 916,1	51 577,6	53 136,3	58 139,9	42,5	39,7	3,0	9,4
Produit intérieur brut au coût des facteurs	'000 000$	19	27	36	37	39	42,1	33,3	2,8	5,4
Pêcheurs										
— pêche hauturière	nombre	526	574	584	616	615	9,1	1,7	5,5	- 0,2
— pêche côtière	"	4 226	4 355	4 496	4 617	4 700	3,1	3,2	2,7	1,8
— total	"	4 752	4 929	5 080	5 233	5 315	3,7	3,1	3,0	1,6
Rémunération des salariés	'000 000$	6	8	11	12	12	33,3	37,5	9,1	0,0

* Chiffres provisoires.

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

représente 15,4% de la valeur totale, en augmentation aussi de 16,7% en valeur et de 13,5% en volume par rapport à 1980. La crevette, qui occupe le troisième rang en valeur avec 12,7% du total, voit son volume diminuer de 1,9% cependant que la valeur croît de 5,9%. Puis viennent le crabe et la sébaste avec des augmentations respectives de 20,9 et 24,5% en volume et de 24,5 et 14,9% en valeur. Pour ce qui est des deux autres espèces suivantes en importance, le hareng et le turbot, à une diminution en volume correspond une diminution en valeur, quoique moins élevée pour le turbot. En dernier lieu, il faut mentionner le pétoncle, l'espèce la plus chère, qui enregistre une augmentation en valeur de 37,8% contre une baisse en volume de 10,4%.

La flotte hauturière avec 11,6% des effectifs-pêcheurs en 1981, contribue à 45,0% de la valeur totale des prises pour une productivité nettement supérieure à la flotte côtière. Par ailleurs, la pêche côtière, avec une augmentation de 8,4% du volume de ses captures, pour une hausse de seulement 1,8% de ses effectifs, enregistre néanmoins un gain de productivité. L'élargissement de la zone de pêche de la flotte hauturière avec en plus l'imposition de quotas permettent une meilleure reconstitution des stocks de poissons pour les pêcheurs côtiers, ce qui a pour effet d'améliorer leurs prises.

Des mesures son prises et des efforts sont faits continuellement pour rendre ce secteur d'activité plus lucratif et plus rentable: aide à la construction de bâteaux de pêche, accroissement des capacités de pêche, amélioration des installations de transformation, établissement de nouvelles normes pour la qualité du poisson afin de protéger les marchés, etc., etc.

L'exploitation forestière

L'activité de l'abattage se répartit principalement entre la production de bois à pâte et la production de billes et billots (bois de construction). La forêt québécoise a permis l'implantation au Québec de l'industrie des pâtes et papier, la deuxième en importance pour la valeur des livraisons après celle des aliments et boissons. Une autre industrie, celle du bois, tire également sa matière première de la forêt, de même que l'industrie du meuble, quoique partiellement. L'exploitation forestière est aussi reliée à l'industrie de la construction comme telle. De plus, nos exportations de papier à imprimerie compte pour 2,3 milliards de $ en 1981, le premier en importance parmi nos produits exportés; viennent ensuite aux sixième et neuvième rangs les exportations de bois d'oeuvre (449,0 millions de $) et celles de pâtes de bois et pâtes similaires (392,9 millions de $). L'exploitation forestière revêt donc une importance considérable pour l'ensemble de l'économie même si elle occupe le troisième rang parmi les activités du primaire.

Après trois ans consécutives de très forte augmentation, les immobilisations de l'activité de l'abattage stagnent en 1981 et la croissance n'est que de 0,4% pour un total de 49 millions de $. Le niveau record de 43,6 millions dépensés en 1974 qui, s'il était indexé, atteindrait les 92 millions de $ est, cependant, encore loin d'être dépassé. Les dépenses de capital en 1981 se répartissent à raison de 52,7% en construction et de 47,3% en machinerie et équipement.

L'activité de l'abattage pour l'ensemble de l'année 1981 connaît une légère augmentation de 1,0% en volume et de 5,8% en valeur. Nos marchés extérieurs ont certes contribué à maintenir un certain dynamisme au niveau de l'activité de l'abattage, nos exportations de papier à imprimerie, de bois d'oeuvre et de pâtes de bois augmentent de 17,2% ou de 461 millions de $ pour un total de 3 135 millions de $ en 1981.

De plus en plus d'exploitants produisent à la fois du bois à pâte et du bois de construction, le tri se faisant aux usines de transformation. On peut quand même à partir des relevés mensuels auprès des compagnies productrices de pâtes et papier, d'une part, et auprès des scieries, d'autre part, voir l'évolution

TABLEAU 6,4 **FORÊTS (ACTIVITÉ DE L'ABATTAGE), PRINCIPALES STATISTIQUES QUÉBEC**

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Immobilisations										
Construction	'000 000$	9,0	8,8	16,6	24,4	25,8*	- 2,2	88,6	47,0	5,7
Machinerie et équipement	"	8,9	15,3	21,0	24,4	23,2*	71,9	37,3	16,2	- 4,9
Total	"	17,9	24,1	37,6	48,8	49,0*	34,6	56,0	29,8	0,4
Valeur brute de production (activité de l'abattage)	"	517,0	587,2	690,7*	706,0	747,0**	13,6	17,6	2,2	5,8
Produit intérieur brut au coût des facteurs	"	280	292	374	409	477*	4,3	28,1	9,4	16,6
Salariés	'000	14,9	15,7	17,3	15,9	17,3*	5,4	10,2	- 8,1	8,8
Salaires et traitements hebdomadaires moyens	$	283,80	297,17	327,13	357,26	413,68*	4,7	10,1	9,2	15,8
Rémunération des salariés (Salaires, traitements et revenus complémentaires)	'000 000$	286	300	353	344	409*	4,9	17,7	- 2,6	18,9

* Chiffres provisoires.
** Chiffres estimatifs.
SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205), S.C.; Estimations du nombre de salariés par province et par industrie (72-008 et 72-516); Abattage (25-201), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

générale de la production pour ces deux principaux produits qui représentent à eux seuls 92% du volume total de la production forestière en 1980.

Le volume de production de bois à pâte après une légère baisse en 1980, enregistre en 1981 une augmentation de l'ordre de 13% parallèlement à une augmentation de 9,6% dans les stocks. L'accumulation de stocks contribue, avec les exportations, à la croissance de la production. Les stocks de bois à pâte sont très importants et représentent environ les trois quarts d'une année de production et, pour 1981, 58% de l'augmentation dans le volume de l'abattage est allée grossir les stocks. Cependant, le niveau record de production de 18,5 millions de mètres cubes atteint en 1974 n'est pas encore dépassé; la production est de 17,1 millions de mètres cubes en 1981.

En ce qui a trait au bois de construction, les rapports d'opération des scieries indiquent une diminution de 10,2% en volume en même temps que les stocks baissent de 9,2%. Cette baisse dans les stocks ne représentent toutefois que 1,9% du volume produit en 1981. La stagnation persistante dans l'industrie de la construction explique cette diminution de la production et, n'eussent été des exportations de bois d'oeuvre en augmentation de 17,8% pour un total de 449 millions de $, le marasme aurait été encore plus grand. D'ailleurs, l'indice du prix de vente au niveau canadien des scieries et ateliers de rabotage rend compte de la faiblesse du marché avec une baisse de 5,5% consécutive à celle de 11,4% en 1980.

Le nombre d'employés salariés (17 300) augmente toutefois de 8,8% en 1981 par suite d'une meilleure performance dans la production de bois à pâte. Les salaires et traitements hebdomadaires moyens augmentent par ailleurs de 15,8% de sorte que la masse salariale de cette activité est en croissance de 18,9% en 1981.

L'exploitation minière

L'industrie minière est, après l'agriculture, la plus importante des activités du primaire tant du point de vue de la valeur brute de la production que des effectifs employés et des immobilisations. Par ailleurs, le Québec est le seul producteur au Canada de colombium, de fer refondu, de dolomie magnésitique et brucite, de pyrite et pyrhotine et de bioxyde de titane. De plus, le Québec occupe le premier rang pour la production d'or, de sélénium, de tellure, d'amiante, de tourbe et de quartz et le deuxième rang pour la production de minerai de fer, de molybdène et de stéatite, talc et pyrophilitte.

Une forte proportion des produits miniers étant exportée, l'industrie minière est fortement reliée au niveau de l'activité économique des pays industrialisés qui affecte directement la production et influe dans une certaine mesure sur la vitesse de réalisation de nouveaux projets ou en retarde la mise en place. Les difficultés de l'industrie automobile nord-américaine et le déclin de la construction domiciliaire au Canada ainsi que le faible niveau de l'activité économique dans plusieurs autres pays partenaires commerciaux affectent évidemment nos exportations et le volume d'opération de cette activité économique au Québec; celle-ci accuse pour 1981 une baisse de 3,7% dans la valeur brute de production de l'ensemble de cette industrie. Nos exportations de produits miniers représentent d'ailleurs pour l'année 1981 17,6% (20,9 en 1980) du total des exportations canadiennes chargées au Québec, soit 2,8 milliards de $ sur 15,9 milliards; toutefois, elles diminuent de 9,8% par rapport à 1980.

Les immobilisations de l'activité minière présentent au cours des années des variations importantes inhérentes à la nature même des opérations de cette industrie qui nécessite, lors de la mise en exploitation de nouvelles mines, d'importants investissements qui peuvent s'échelonner sur deux, trois ans, de sorte qu'entre la finalisation de projets majeurs et le démarrage de d'autres, il y a des périodes de transition. Sous cet éclairage, les fluctuations des immobilisations d'une année à l'autre sont moins surprenantes. Après une baisse drastique en 1978 par rapport au niveau record de 535 millions de $ en 1977, les immobilisations augmentent pour une troisième année consécutive et totalisent 389,8 millions de $, soit une hausse de 10,3%, après celles de 31,5 et 48,6% en 1979 et en 1980. Elles se répartissent à raison de 295,2 millions de

TABLEAU 6,5 MINES PRINCIPALES STATISTIQUES QUÉBEC

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Immobilisations										
Construction	'000 000$	323,2	132,7	165,0	254,7	295,2*	-58,9	24,3	54,4	15,9
Machinerie et équipement	"	211,9	48,2	72,9	98,8	94,6*	-77,3	51,2	35,5	- 4,3
Total	"	535,1	180,9	237,9	353,5	389,8*	-66,2	31,5	48,6	10,3
Valeur brute de production (au niveau de la transformation)	"	1 548,6	1 632,5	1 991,7	2 304,4	2 219,9*	5,4	22,0	15,7	- 3,7
Produit intérieur brut au coût des facteurs	"	800	767	943	967	1 065*	- 4,1	22,9	2,5	10,1
Salariés (y compris broyage)	'000	25,0	21,7	24,2	25,8	24,0*	-13,2	11,5	6,6	- 7,0
Salaires et traitements hebdomadaires moyens	$	346,19	367,32	414,03	448,70	500,44*	6,1	12,7	8,4	11,5
Rémunération des salariés (Salaires, traitements et revenus complémentaires)	'000 000$	572	551	673	759	807*	- 3,7	22,1	12,8	6,3

* Chiffres provisoires.
** Chiffres estimatifs.
SOURCES: Estimations du nombre de salariés par province et par industrie (72-008 et 72-516); Investissements privés et publics au Canada (61-205); Production minérale du Canada (26-202), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

$ en construction et de 94,6 millions de $ en machinerie et équipement.

Ce sont les dépenses d'exploration qui augmentent le plus fortement passant de 83 millions de $ en 1980 à 127 millions de $ en 1981, soit une hausse de 53% alors que les dépenses de mise en valeur se maintiennent sensiblement au même niveau, soit 164 millions de $ comparativement à 163 millions en 1980. Des dépenses d'exploration en 1981, 48 millions de $ vont pour les métaux précieux et 58 millions pour les métaux usuels, alors que 12 millions sont dévolus à l'uranium. En ce qui a trait aux dépenses de mise en valeur, 60 millions vont pour le minerai de fer, 40 millions pour l'or, 29 millions pour l'amiante, 25 millions pour le cuivre et 7 millions pour le zinc et le plomb. Les dépenses d'exploration sont effectuées à raison de 73,2% par les sociétés privées, 23,4% par les sociétés publiques et 3,4% par les sociétés mixtes. Pour les dépenses de mise en valeur, 80,4% sont faites par les sociétés privées, 15,9% par les sociétés mixtes et seulement 3,7% par les sociétés publiques. La région de l'Abitibi-Témiscamingue s'accapare la plus grosse partie des dépenses d'exploration et de mise en valeur avec 41,4%, suivie de la Côte-Nord avec 20,9%, du Saguenay—Lac-St-Jean avec 17,1%, de Québec avec 9,2% et du Nouveau-Québec avec 6,3%. Le reste, 5,1%, se partage entre les cinq autres régions.

La production minière enregistre pour une première fois depuis 1971 une baisse dans la valeur brute au niveau de la transformation. Celle-ci s'établit à 2 220 millions de $, pour une baisse de 3,7%. La valeur totale se répartit à raison de 60,6% ou 1 346 millions de $ pour les substances métalliques, de 28,7% ou 636 millions de $ pour les minéraux industriels et de 10,7% ou 237 millions de $ pour les matériaux de construction (sable, gravier et pierre). La baisse au niveau global s'explique soit par des baisses en volume, soit par des baisses de prix unitaires, soit par les deux combinées.

Parmi les substances métalliques, le minerai de fer demeure toujours au premier rang avec une valeur de production de 588,0 millions de $, en augmentation de 10,7% par rapport à 1980. Une légère croissance en volume de 3,0% (suite à la baisse de 16% en 1980) combinée à une amélioration de 6,8% du prix moyen la tonne pour l'ensemble de l'année 1981 explique ce résultat. Toutefois, la nette détérioration enregistrée au cours du quatrième trimestre de 1981, se répercutera sûrement en 1982 entraînant une baisse en valeur sinon en volume pour ce produit. Les difficultés rencontrées par l'industrie de l'acier depuis les relèvements successifs des prix du pétrole, qui ont affecté l'ensemble de l'économie et l'industrie automobile en particulier, ne se sont pas encore résorbées.

Après la montée fulgurante du prix de l'or en 1980 (+99,3%), le marché se dégrade en 1981 et le prix moyen pour l'ensemble de l'année accuse une baisse de 21,5% pour s'établir à 18,06$ le gramme. Une augmentation du volume de production de 6,2% compense en partie la baisse du prix de sorte que la valeur de production s'établit à 298,3 millions de $, soit une diminution de 16,7% par rapport à 1980. L'or toutefois, occupe depuis 1980 le deuxième rang en importance avant le cuivre.

Le marché du cuivre est à la baisse en 1981 de sorte que les cours à la bourse de Montréal enregistrent une diminution de 13,8% en 1981. Cette baisse de prix combinée à une baisse de 8,4% en volume entraîne une diminution de 21,0% dans la valeur de production qui s'établit à 200,5 millions de $ en 1981. La baisse en 1981 survient toutefois après des hausses de 28,3% et 33,4% respectivement en 1979 et 1980.

Parmi les métaux, l'argent enregistre aussi une baisse en volume et en valeur en 1981. La baisse en volume de 16,9% est amplifiée par une baisse du prix de 44,6% de sorte que la valeur de production accuse une baisse de 54,4% en 1981 pour s'établir à 20,9 millions de $. Par ailleurs, le zinc, dont le prix s'est affermi en 1981 montrant une hausse de 22,7%, enregistre une augmentation de 1,4% en valeur en dépit d'une baisse de 17,2% en volume. La diminution de la demande mondiale, en provenance principalement de l'industrie automobile qui utilise de moins en moins de ce produit explique les baisses successives du volume de production de ce métal depuis 1970.

D'autres métaux connaissent aussi une augmentation en valeur en 1981: le fer (refonte) +10,8% et le colombium +22,5%. D'autre part, le molybdène et le sélénium, en dépit d'une hausse en volume de 10,0 et 17,0% respectivement, accusent une baisse en valeur de 1,9 et

21,9%, le prix ayant chuté dans les deux cas, soit de 10,8% pour le molybdène et de 4,2% pour le sélénium.

Du côté des minéraux industriels, l'amiante, qui représente 74,1% de la valeur totale de ce groupe en 1981, enregistre pour une deuxième année consécutive une diminution en volume de 14,5%. La valeur, par contre, ne diminue que de 4,9%, le prix moyen augmentant de 11,3%. Le marché de l'amiante est affecté par la publicité défavorable pour ce produit au cours des dernières années et par le marasme de l'industrie de la construction à laquelle il est étroitement relié. Les autres minéraux industriels, à l'exception du soufre (gaz de fonderie) -0,4%, voient la valeur de leur production s'accroître en 1981. Il s'agit de la dolomie magnésitique + 1,8%, de la tourbe +8,8%, du quartz +17,5% et du bioxyde de titane +3,1%.

En ce qui a trait aux matériaux de construction, le sable et le gravier montrent des augmentations de 5,0% en volume et de 7,0% en valeur, cependant que la production de la pierre accuse des diminutions de 19,3% en volume et de 4,7% en valeur.

Le nombre d'employés salariés, par suite des difficultés croissantes de l'industrie minière, diminue de 7,0% en 1981 pour s'établir à 24 000. Par ailleurs, les salaires et traitements hebdomadaires moyens s'accroissent de 11,5% de sorte que la masse salariale de cette activité augmente malgré tout de 6,3% et atteint 807 millions de $ en 1981.

Une seule mine a cessé ses opérations en 1981, la mine d'or Darius à Cadillac impliquant une cinquantaine de travailleurs. Par ailleurs, cinq nouvelles mines sont entrées en opérations: deux mines de cuivre et de zinc à Joutel et Rouyn, deux mines d'or à Val d'Or et Rouyn-Noranda et une mine de cuivre et or à Val d'Or.

L'énergie électrique

Le Québec dispose du plus vaste bassin hydraulique en Amérique. Des travaux gigantesque de construction de barrages sont en cours à la Baie James et des améliorations aux installations existantes, comme celles de Manicouagan, ont été apportées. De ce fait, le Québec demeure toujours un des plus grands producteurs au monde d'hydro-électricité avec une puissance installée de plus de 22 200 mégawatts à la fin de 1981. Hydro-Québec contrôle plus de 83% des moyens actuels de production (centrales en opération), le reste appartenant surtout à quelques grandes entreprises. Hydro-Québec dispose depuis 1972, en plus de sa puissance installée, de la majeure partie de la production de la centrale de Churchill Falls dont la puissance nominale est de 5 225 mégawatts. Le potentiel hydro-électrique économiquement aménageable (c'est-à-dire coûts comparables au nucléaire) est estimé à environ 25 000 mégawatts, dont le complexe La Grande, en cours d'aménagement, qui aura une puissance installée de 10 420 mégawatts à la fin de la première phase, soit en 1985-86. On estime qu'en 1990, la part de l'électricité dans le bilan énergétique au Québec sera de 40 à 43% (27% maintenant) alors que celle du pétrole ne représentera plus que de 37 à 40 % de 64% qu'elle est aujourd'hui et le gaz naturel, de 7% actuellement, passera à environ 18%.

La production d'énergie électrique (génération nette) augmente de 5,1% en 1981 pour totaliser 102 904 millions de

TABLEAU 6,6 **ÉNERGIE ÉLECTRIQUE PRINCIPALES STATISTIQUES QUÉBEC**

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Puissance installée à la fin de l'année										
Hydro-Québec	'000Kw	12 523	12 979	14 475	16 862	18 552	3,6	11,5	16,5	10,0
Autres	'000Kw	3 663	3 617	3 670	3 670*	3 670*	- 1,3	1,5	0,0	0,0
Total	'000Kw	16 186	16 596	18 145	20 532*	22 222*	2,5	9,3	13,2	8,2
Génération nette										
quantité	'000 000Kwh	83 199	86 049	89 043	97 917	102 904	3,4	3,5	10,0	5,1
valeur brute	'000 000$	1 415,8	1 737,6	2 128,7	2 620,1	2 963,5	22,7	22,5	23,1	13,1
Immobilisations (Hydro-Québec et S.E.B.J.)	'000 000$	1 950,3	2 588,4	2 817,3	2 588,7	2 642,6	32,7	8,8	- 8,1	2,1
Employés, Hydro-Québec										
permanents (fin d'année)	nombre	15 763	16 934	17 891	18 656	19 540	7,4	5,7	4,3	4,7
temporaires	nombre	1 254	1 520	1 839	1 919	2 286	21,2	21,0	4,4	19,1
sur les chantiers (moyenne)	nombre	3 691	3 942	3 105	2 123	1 582	6,8	-21,2	-31,6	-25,5
prêtés à S.E.B.J.	nombre	333	455	443	287	257	36,6	- 2,6	-35,2	-10,5
total		21 041	22 851	23 278	22 985	23 665	8,6	1,9	- 1,3	3,0
Masse salariale, Hydro-Québec										
Exploitation	'000 000$	312,2	377,4	437,7	551,0	667,1	20,9	16,0	25,9	21,1
chantiers	'000 000$	93,6	122,0	88,5	70,2	51,0	30,3	-27,5	-20,7	-27,4
exploitation et chantiers S.E.B.J.	'000 000$	11,5	14,3	18,2	12,4	11,9	24,3	27,3	-31,9	- 4,0
total		417,3	513,7	544,4	633,6	730,0	23,1	6,0	16,4	15,2

* Chiffres estimatifs.

SOURCES: Hydro-Québec; Statistique de l'énergie électrique (57-001), (57-202) et (57-204), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

kWh. Nos importations de Churchill Falls, qui représentent presque la totalité de nos achats à l'extérieur (99,4%), diminuent de 5% en 1981 et totalisent 35 881 millions de kWh, soit 29,8% de l'énergie électrique consommée au Québec en 1981. Par ailleurs, les exportations atteignent 18 496 millions de kWh, en augmentation de 8,3% vers les autres provinces et de 2,2% vers les États-Unis. Les exportations vers les États-Unis représentent toutefois 44,8% du total des ventes d'électricité à l'extérieur du Québec.

La valeur brute de production est estimée à 2 963,5 millions de $ en 1981, soit une augmentation de 13,1% par rapport à 1980. L'industrie et le commerce sont toujours les principaux utilisateurs de l'énergie consommée au Québec avec 62,9% du total en volume; leur consommation n'augmente cependant que de 1,4% en 1981. Les ménages et les fermes haussent leur consommation de 7,4% en 1981 et leur part de la consommation totale, qui était de 19,6% en 1973, est maintenant de 27,7%. Cette poussée de l'utilisation de l'électricité pour le chauffage des maisons et des bâtiments a suivi l'explosion des prix des produits pétroliers. Par contre, la consommation d'électricité pour l'éclairage des rues n'augmente que de 0,8% suite à une très faible hausse de 0,9% en 1980; et cette consommation d'énergie est infime et ne représente que 0,6% du volume total de l'énergie consommée au Québec.

Les immobilisations faites par Hydro-Québec et la S.E.B.J. en 1981 dans le domaine énergétique totalisent 2 642,6 millions de $, soit une augmentation de seulement 2,1% après la diminution de 8,1% enregistrée en 1980. Alors que les immobilisations d'Hydro-Québec (1 450,4 millions de $) augmentent de 22,1% en 1981, le projet de la Baie-James voit ses dépenses de capital (1 192,2 millions de $) diminuer pour une deuxième année consécutive, soit respectivement de 11,1% et 14,9% en 1980 et 1981, après des augmentations de 75,4%, 17,6% et 12,9% en 1977, 1978 et 1979. Le sommet des dépenses annuelles de ce projet, dont l'achèvement est prévu vers 1985-1986, semble donc avoir été atteint en 1979. Les dépenses de capital d'Hydro-Québec en 1981 se répartissent comme suit: 450,3 millions de $ pour la production d'énergie, en augmentation de 77,3%; 588,1 millions de $ pour le transport d'énergie, en diminution de 1,0%; 317,8 millions de $ pour la distribution, en augmentation de 22,4%; et 94,2 millions de $ en dépenses diverses, soit une hausse de 17,2%. Les dépenses pour le transport d'énergie accaparent donc encore actuellement la plus grosse partie des dépenses en capital d'Hydro-Québec avec 40,5% du total, comparativement à 50,0% l'an dernier.

Le nombre d'employés d'Hydro-Québec sur les chantiers de construction (barrages) est de 1 731 (y compris les 148 prêtés à la S.E.B.J.) en moyenne pour l'année 1981, soit une diminution de 24,5% ou de 561 employés par rapport à 1980. Cette baisse est consécutive à celle de 32,8% ou de 1 120 employés en 1980. Par ailleurs, le nombre d'employés permanents à l'exploitation d'Hydro-Québec totalise 19 649 (dont 109 prêtés à la S.E.B.J. et 58 à Hydro-Québec International), en augmentation de 4,7%, alors que les employés temporaires augmentent de 19,1% pour une moyenne de 2 286 en 1981. La masse salariale de tous les employés d'Hydro-Québec, au nombre total de 23 665, totalise 730,0 millions de $ en 1981, soit une augmentation de 15,2% ou de 96,4 millions de $.

LE SECTEUR DE LA FABRICATION

Contrairement à ce qui s'était passé lors de la courte récession du premier semestre de 1980, le niveau élevé des taux d'intérêt en 1981 ébranle plus l'industrie de la fabrication au Québec que celle du Canada et de l'Ontario. En effet, la part du Québec dans le total des livraisons manufacturières canadiennes diminue quelque peu entre 1980 et 1981 et passe de 26,4% à 26,0%. Par surcroît, les manufacturiers québécois voient diminuer leur importance relative dans le produit intérieur brut du Québec au coût des facteurs; elle passe de 25,4% en 1980 à 24,6% en 1981.

En début d'année pourtant, la valeur des livraisons des manufacturiers québécois augmente de plus en plus rapidement et la tendance est à l'optimisme. Ce redressement n'est que de courte durée. En effet, les taux d'intérêt restent élevés et affectent tous les secteurs de l'activité de transformation au dernier trimestre, quoiqu'à des degrés divers. Plusieurs industries québécoises de biens durables, plus dépendantes du loyer de l'argent, sont rapidement et sévèrement touchées par la faiblesse de la consommation. Certaines industries de biens non durables sont aussi très durement affectées. Au total, même si certains fabricants de biens durables et non durables obtiennent de meilleurs résultats que d'autres, la majorité des manufacturiers québécois finit l'année avec des stocks élevés, des carnets de commandes moins garnis, un taux d'exploitation et des profits en baisse.

La forte progression des investissements manufacturiers, qui caractérise l'industrie de la transformation canadienne en 1979, 1980 et 1981, atteint un sommet en 1981. Au Québec, après l'accroissement de 51,2% en 1980 des dépenses de capitalisation des fabricants, le volume des immobilisations fléchit quelque peu en 1981, mais demeure malgré tout assez élevé et constitue un des éléments satisfaisants de l'économie.

Le ralentissement des activités manufacturières au Québec en 1981 affecte très négativement l'emploi, surtout dans les secteurs de biens durables. L'effet dépressif sur l'emploi de la mauvaise conjoncture économique se concentre au dernier trimestre de l'année. L'incertitude occasionnée par la situation économique n'incite guère aux grèves, si bien que le climat des relations de travail s'avère plutôt calme en 1981 au Québec dans l'industrie de la transformation. Malgré cette quiétude relative, le rythme de croissance des salaires s'accélère pour une troisième année d'affilée. Les rémunérations croissent au même rythme qu'en Ontario et dans l'ensemble du Canada, mais elles sont d'environ 7,0% inférieures à celles de l'Ontario.

En 1981, les fabricants québécois haussent apparemment leur productivité réelle de façon sensiblement comparable à leurs concurrents canadiens, mais moins rapidement qu'aux États-Unis. Ce comportement tranche avec la tendance du passé. En effet, les manufacturiers du Québec avaient l'habitude d'accroître

TABLEAU 7,1 **INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES**
INDICATEURS DES ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES*
QUÉBEC

Indicateurs	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Nombre d'établissements	unité	8 476	9 701	10 381	n.d.	n.d.	14,5	7,0	n.d.	n.d.
Coût du combustible et de l'électricité[1]	000 000$	715	897	1 043	1 181	1 431	25,5	16,3	13,2	21,2
Coût des matières et fournitures[1]	000 000$	15 789	18 763	22 558	24 452	28 491	18,8	20,2	8,4	16,5
Valeur ajoutée[1]	000 000$	11 783	13 996	16 406	18 074	20 121	18,8	17,2	10,2	11,3
Valeur brute de la production[1]	000 000$	28 286	33 656	40 007	44 707	50 043	19,0	18,9	11,7	11,9
Livraisons[2]	000 000$	28 010	33 441	39 361	44 095	49 000	19,4	17,7	12,0	11,1
Principales exportations internationales[3]	000 000$	7 487	9 435	12 206	14 886	15 946	26,0	29,4	22,0	7,1
Travailleurs à la production[1]	unité	367 207	386 741	395 810	382 189	380 722	5,3	2,3	- 3,4	- 0,4
Heures-personnes payées[1]	'000	759 645	800 661	823 759	787 454	787 356	5,4	2,9	- 4,4	—
Rémunérations horaires[4]	$	5,77	6,22	6,80	7,54	8,48	7,8	9,3	10,9	12,5
Jours-personnes perdus en arrêts de travail[5]	'000	n.d.	802	1 666	1 238	775	n.d.	107,7	-25,7	-37,4
Immobilisations[6]	000 000$	1 182	1 280	1 448	2 190	2 348	8,3	13,1	51,2	7,2
Taux d'utilisation des capacités de production au Canada[7]	%	82,4	84,4	86,2	81,0	79,5				

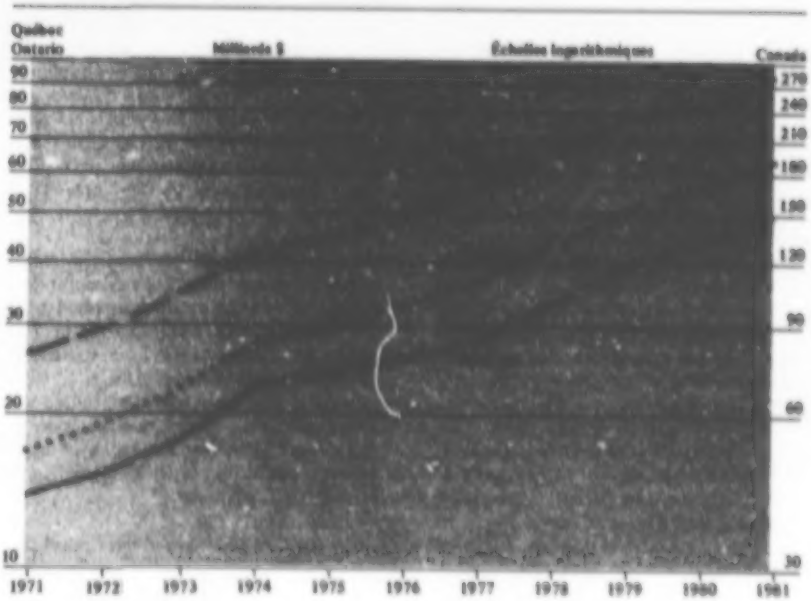
SOURCES: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.
(1) Bureau de la statistique du Québec, «Statistiques principales des manufacturiers québécois», données réelles 1977-1979, estimations révisées 1980, estimations préliminaires en 1981.
(2) Statistique Canada, «Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières», (cat. no 31-001).
(3) Statistique Canada, Bureau de la statistique du Québec, «Exportations du Canada chargées au Québec», estimations préliminaires en 1981.
(4) Statistique Canada, «Emploi, gains et durée du travail» (ouvriers dont les heures sont déclarées dans les entreprises de 20 employés et plus, cat. no 72-002), données provisoires en 1981.
(5) Travail Québec, «Grèves et lock-out au Québec»; données provisoires en 1981.
(6) Statistique Canada, «Investissements privés et publics au Canada», (cat. nos 61-205 et 61-206), données provisoires en 1981.
(7) Statistique Canada, «Taux d'utilisation de la capacité dans les industries manufacturières au Canada», (cat. no 31-003), données provisoires en 1981.
NOTES: n.d. signifie non disponible.
* activités de fabrication seulement des manufacturiers, non pas leur activité totale, sauf pour les exportations, les arrêts de travail, les immobilisations et le taux d'utilisation des capacités de production.

leur productivité plus rapidement, depuis quelques années, que leurs concurrents nord américains, même si leur niveau de production par heure-personne demeurait inférieur. Il résulte, de la faible hausse de la productivité manufacturière québécoise en 1981, une augmentation plus grande qu'au Canada et aux États-Unis des coûts unitaires de main-d'oeuvre. En conséquence, l'accessibilité pour les manufacturiers québécois au marché des États-Unis dépend encore du taux de change du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

Les commandes, livraisons, stocks, bénéfices et prix

La valeur des livraisons des manufacturiers québécois augmente de 11,1% en 1981. Cette hausse est de l'ordre de 5,9% seulement dans les industries de biens durables et de 14,3% dans celles de biens non-durables. Si on dégonfle ces données par l'indice des prix de vente industriels au Canada, la croissance en volume des livraisons manufacturières totales au Québec est d'environ 1,0%, soit nettement moins forte qu'en Ontario et dans l'ensemble du Canada.

7,1 LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES, QUÉBEC — ONTARIO — CANADA



En dépit de cette faible augmentation globale des ventes, il s'effectue en 1981 une reprise des activités des manufacturiers, après la baisse réelle de leurs expéditions en 1980. Ce redressement est toutefois de très courte durée, car dès le mois d'août, la valeur des livraisons québécoises s'accroît de moins en moins rapidement, pour n'atteindre que le faible taux de 2,4% entre décembre 1980 et décembre 1981.

À première vue, la performance globale des fabricants québécois de **biens durables** paraît singulièrement faible; elle contraste fortement avec la hausse importante de leurs ventes au cours des trois années antérieures. Ces difficultés apparentes des industries québécoises de biens durables se retrouvent principalement dans les secteurs de la métallurgie et des produits minéraux non métalliques. En effet, sauf exception, les livraisons des autres fabricants de biens durables s'accroissent à peu près toutes en volume pour l'ensemble de 1981. Néanmoins, la plupart d'entre-eux, notamment les industries manufacturières québécoises s'adressant aux marchés de l'exportation, de la construction et des biens de consommation durables, sont durement touchés par l'affaissement en fin d'année de la demande extérieure de biens durables provoqué par le niveau particulièrement élevé du loyer de l'argent. Ainsi, sauf pour certains producteurs de machinerie, de matériel de transport et de produits électriques et électroniques, la très grande majorité des manufacturiers québécois de biens durables diminuent sévèrement le volume de leurs ventes au dernier trimestre de 1981. Le même phénomène se produit en Ontario et si le ralentissement y est en apparence moins prononcé qu'au Québec, cela ne tient qu'au fait que les expéditions de l'industrie ontarienne de biens durables avaient connu en 1980 une chute très forte, pendant qu'elles s'accroissaient sensiblement au Québec.

Dans le cas des usines québécoises de **bois ouvré**, dont le principal débouché est la construction domiciliaire au Canada et aux États-Unis, le volume de leurs livraisons s'accroît très rapidement au cours des huit premiers mois de l'année, pour ensuite chuter fortement jusqu'en décembre. En effet, la reprise de la construction résidentielle au Canada, en début d'année, laisse croire à la fin de la baisse des mises en chantier commencée en 1977. De plus, les arrêts de travail dans l'industrie du bois de la Colombie-Britannique favorisent les ventes des fabricants québécois, à la fois sur les marchés canadiens et étrangers. Néanmoins, les intérêts hypothécaires augmentent tout au long de l'année et les canadiens abandonnent massivement, à partir du troisième trimestre, leurs projets de construction. Ce redressement de l'industrie du bois en début d'année est de trop courte durée pour permettre un écoulement des stocks. En conséquence, les prix des produits du bois stagnent en 1981 au Canada après la baisse de 1980, ce qui comprime la marge bénéficiaire des producteurs.

Les livraisons en volume des industries de **produits minéraux non métalliques** pour leur part, moins polyvalentes sur les marchés étrangers que celles des produits en bois, sont pour une troisième année consécutive affectées par la mauvaise conjoncture dans la construction en Amérique du Nord. Les entreprises québécoises sont plus sévèrement touchées que leurs homologues canadiens. En effet, la hausse des immobilisations en construction est moins forte au Québec qu'au Canada en 1981, car en dépit de la forte augmentation de la construction commerciale et manufacturière au Québec, le ralentissement des travaux publics, en particulier à la Baie James, affecte très négativement la production de béton, de ciment et de briques. Les fabricants de produits minéraux non métalliques sont énergivores et utilisateurs de gros capitaux, ce qui rend leur rentabilité fortement dépendante des coûts de l'énergie et du taux d'utilisation de leur capacité de production. Or, ils affichent en 1981 un faible coefficient d'exploitation, dans l'Est du Canada surtout, où il y a moins de grands projets de construction en cours de réalisation que dans l'Ouest, et ils doivent assumer une très forte hausse de 47,0%

des prix au Canada du charbon, du pétrole brut et du gaz naturel. En conséquence, leurs bénéfices de base diminuent pour une deuxième année d'affilée au Canada, bien qu'ils augmentent de plus de 15,0% leurs prix de vente, ce qui représente la seconde hausse en importance des prix au sein des vingt groupes d'industries manufacturières.

Également très dépendant du marché de la construction, le volume des ventes des fabricants québécois de **meubles** n'augmente que grâce à une reprise en début d'année, suivie d'une forte chute au quatrième trimestre. Ce court redressement d'ailleurs fait suite à une diminution importante des livraisons réelles en 1980, si bien que le volume moyen des expéditions québécoises des manufacturiers de meubles est inférieur en 1981 à ce qu'il était en 1978. Pourtant les ventes au détail de meubles s'accroissent très rapidement au Canada au cours des neuf premiers mois de l'année, mais cette hausse de la demande est plutôt satisfaite par les importations et par les manufacturiers ontariens. Ces derniers fabriquent proportionnellement plus de meubles de maison luxueux, donc s'adressent à une clientèle moins touchée par le coût élevé du crédit et les risques de chômage; de plus, ils profitent de l'abandon jusqu'en juin 1981 de la taxe de vente en Ontario. Par surcroît, l'affaissement de la demande en fin d'année affecte surtout le meuble de maison, proportionnellement plus fabriqué au Québec, alors que le meuble de bureau continue de se vendre bien tout au long de l'année. Ainsi, en 1981, les livraisons des manufacturiers québécois augmentent d'une façon intéressante, quoique moins que dans les autres régions du Canada. Néanmoins, les ventes baissent drastiquement au dernier trimestre, le coefficient d'exploitation et les bénéfices des usines n'augmentent que légèrement, les inventaires s'accumulent et les fermetures d'usines se multiplient.

Il existe enfin une autre industrie fortement reliée au marché de la construction domiciliaire, soit celle des **gros appareils électriques**. Bien que ceux-ci soient surtout fabriqués en Ontario, on trouve certaines usines importantes au Québec. Or, dans l'ensemble de 1981, les ventes au détail d'appareils ménagers au Québec, tout comme celles des meubles, baissent en volume. En contrepartie, stimulée par une construction plus active dans l'Ouest canadien et par l'abandon temporaire en Ontario de la taxe de vente, la demande pour ce type de biens de consommation durables est très forte dans le reste du Canada au premier semestre. Néanmoins, les livraisons des manufacturiers canadiens et québécois de gros appareils électriques diminuent fortement en fin d'année, alors que les importations s'accroissent considérablement. Le nombre de fabricants au Canada n'est que de quatre; quelques-uns d'entre-eux cessent temporairement de produire en 1981; la firme Admiral, pour sa part, ferme définitivement ses portes. Cela entraîne des centaines de mises à pied dans cette industrie au Québec et en Ontario en 1981.

Les autres industries québécoises du **matériel et des appareils électriques** évoluent généralement dans un sens contra-cyclique en 1981. En effet, la miniaturisation par exemple permet à plusieurs industriels et commerçants de tous les secteurs d'activité d'augmenter leur productivité et leur capacité de production, en remplaçant certains équipements par des unités à la fois plus petites et plus puissantes, ce qui permet de grossir sans agrandir. Ainsi recherche-t-on, en période de basse conjoncture comme celle du dernier trimestre de 1981, des équipements permettant de grandes économies en construction, ce que fabriquent les manufacturiers d'appareils électroniques plus que tout autre. Par surcroît, si les livraisons québécoises d'équipement électronique augmentent sensiblement depuis quelques années, dans des secteurs tels la téléphonie, la radiodiffusion, le matériel radar, les appareils de bureau ou d'informatique, les systèmes pour satellites, les simulateurs de vol, etc., il en est de même pour les fabricants d'équipement électrique industriel, qui continuent de profiter des efforts d'immobilisation des industriels canadiens depuis 1979. En effet, malgré le ralentissement du rythme d'investissement constaté au Canada à la fin de 1981 et en dépit du fait qu'il y ait en 1981 moins de travaux de construction au complexe hydroélectrique de la Baie James, la phase d'installation de l'équipement électrique comme tel est en période de pointe. De plus, les exportations québécoises d'équipement électrique industriel sont fortes en Amérique du Sud. En résumé, l'élargissement considérable en 1981 du déficit déjà très élevé de la balance commerciale canadienne de produits électriques et électroniques n'empêche pas les fabricants québécois et canadiens de profiter sensiblement de la forte demande pour leurs produits.

Les expéditions québécoises de matériel de transport et de **machinerie** sont également très dépendantes de l'évolution des immobilisations et des exportations. Les licenciements collectifs dans le secteur des instruments aratoires ont un impact limité au Québec, puisque ce type de biens se construit surtout en Ontario. Il se fabrique au Québec des machines pour le bureau et le commerce ainsi que des machines et équipements divers pour les entreprises minières, papetières, forestières, pour les scieries, la production d'énergie, etc. Dans la vague des ventes de produits électroniques, les livraisons domestiques et à l'étranger de machines et de matériel de bureau québécois continuent d'être florissantes en 1981; par contre, les exportations de machinerie à l'intention des industries de pâtes et papiers connaissent une baisse importante. De plus, les commandes en carnet de machines et de matériel au Canada cessent en 1981 leur forte ascension des dernières années. Enfin, les livraisons de matériel lourd, destiné aux industries de la construction, de la forêt, des mines et aux grands chantiers de construction tels celui de la Baie James, diminuent sensiblement. En conséquence, en dépit d'un coefficient d'exploitation encore élevé en 1981, les activités des manufacturiers de machinerie ralentissent sensiblement, le volume de leurs livraisons reste stable et leurs bénéfices de base au Canada diminuent pour une deuxième année consécutive.

Malgré une baisse, au deuxième semestre de 1981, du niveau très élevé des commandes en carnet de l'industrie canadienne du **matériel de transport**, les producteurs québécois augmentent fortement leurs ventes en 1981, ceci pour une troisième année consécutive. Les difficultés de l'industrie nord-américaine de l'**automobile** affectent relativement peu le Québec, sinon chez les détaillants dont plusieurs ferment leurs porte puisque la construction canadienne de véhicules moteurs et de pièces est presque exclusivement réalisé en Ontario. Néanmoins, l'importance du nombre de licenciements temporaires que doit effectuer General Motors de Sainte-Thérèse, pour baisser ses inventaires, est très significative.

Outre l'industrie automobile, le secteur du matériel de transport se compose surtout au Québec de manufacturiers de navires et d'équipements analogues, de matériel aéronautique et aérospatial, ainsi que de **véhicules ferroviaires et de voitures pour le transport en commun**. L'actuelle récession affecte de plein fouet tous les transporteurs nord-américains de marchandises qui ralentissent au maximum le renouvellement de leurs équipements ferroviaires, aériens ou autres. La valeur notamment des ventes canadiennes en 1981 de matériel ferroviaire roulant n'augmente que très peu et diminue même en fin d'année, entraînant quelques centaines de mises à pied chez Marine Industries de Sorel. Par contre, le grand

constructeur québécois de matériel de transport en commun, la Compagnie Bombardier, accumule de nombreuses commandes en 1981. Il s'agit de camions, de motocyclettes militaires et de locomotives destinés au marché international, de voitures de métro vendues dans toute l'Amérique, d'autobus urbains, d'automotrices, etc. Il existe néanmoins dans ce secteur un délai important entre la commande et le jour de sa livraison, si bien que le chiffre d'affaires de Bombardier en 1981, affecté par le faible niveau de production de véhicules récréatifs, demeure faible par rapport aux sommets qu'il atteindra en 1982 et 1983.

Fortement concurrencés par une hausse importance de l'ordre de 40,0% de la valeur des importations canadiennes de navires en 1981, les **chantiers maritimes** canadiens diminuent leurs ventes en 1981, après avoir connu en 1980 une hausse considérable de leurs livraisons. Les constructeurs québécois de navires, pour leur part, continuent en 1981 à diversifier leur champ d'intérêt et à fabriquer des plateformes de forage en mer, des wagons de chemin de fer, du matériel nucléaire et de l'équipement pour produire de l'énergie. La diminution des activités de ces industries au Canada ne les empêche pas de conserver un taux d'exploitation élevé et susceptible de le demeurer plusieurs mois. En effet, le niveau de leurs commandes en carnet en juin 1981 équivaut à plus d'une année de livraisons; au second semestre toutefois les commandes en carnet commencent à diminuer et elles ne représentent plus que neuf mois de livraisons en novembre.

Les fabricants canadiens **d'aéronefs et de pièces** continuent en 1981 d'accroître très fortement leurs ventes. Le niveau de leurs commandes en carnet en novembre demeure élevé puisqu'il représente au Canada près d'une année complète de livraisons. Les exportations québécoises d'avions, de moteurs et pièces d'avions augmentent beaucoup et atteignent presque un milliard de dollars. En fait, tout au long de 1981, les secteurs de l'aéronautique et de l'aérospatial québécois et canadiens persistent sur leur lancée des dernières années en annonçant d'importants projets d'investissements pour la recherche et pour la construction de pièces d'avions militaires F18. Les programmes à long terme Challenger et Dash 8 se continuent, les sous-contractants québécois se partagent de nombreux contrats en provenance du Canada et des États-Unis. Cette apparente immunité à la récession du secteur de la construction d'aéronefs et de leurs pièces finit toutefois par être ébranlée par les restrictions annoncées en cours d'année dans les programmes américains de construction d'avions commerciaux et gouvernementaux. Les effets se font d'abord sentir chez les compagnies ontariennes Lockheed et Mc Donnell, dont les maisons mère américaines diminuent ou retirent des commandes. Puis, en toute fin d'année, c'est le constructeur québécois de moteurs d'avions Pratt & Whitney qui annonce des licenciements collectifs temporaires par centaines, suite à des annulations ou remises de plusieurs commandes. L'industrie québécoise de la construction d'aéronefs et de composantes est donc elle aussi sérieusement affectée à la fin de 1981 par les restrictions que s'imposent mondialement les transporteurs aériens, mais elle conserve un taux élevé d'utilisation de ses capacités de production et des perspectives d'avenir excellentes, malgré les déboires temporaires qu'elle connaît.

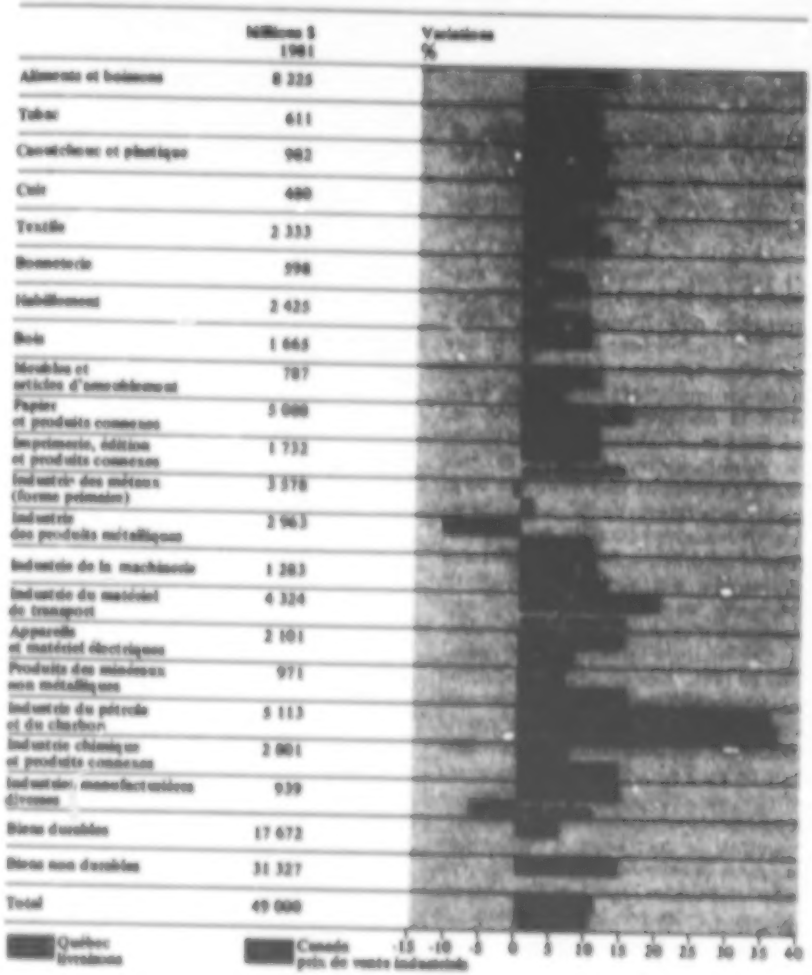
Les deux seules industries dont la valeur des livraisons baisse en 1982, sont celles des **métaux primaires** et des **produits métalliques**. Dans les deux cas, le ralentissement dans la construction et les difficultés des usines nord-américaines de l'automobile, de l'industrie ferroviaire et de la machinerie agricole sont les principales causes. Chez les fabricants de métaux primaires, les éléments marquants sont la baisse des prix du cuivre et des métaux précieux, ainsi que les arrêts de travail importants dans la sidérurgie ontarienne. La baisse des prix canadiens du **cuivre**, amorcée au dernier trimestre de 1980, tient à la faible demande mondiale de ce métal; le niveau des stocks ne justifie cependant pas de mises à pied collectives d'envergure au Québec en 1981. Les projets majeurs d'investissements se poursuivent dans les **alumineries** québécoises en 1981, mais le volume des exportations diminue sensiblement. À l'échelle mondiale, la demande pour ce produit s'affaisse; les manufacturiers diminuent leur production d'aluminium primaire, mais le volume des inventaires mondiaux d'aluminium détenus par les compagnies s'accroît néanmoins de près de 28,0% entre décembre 1980 et décembre 1981. Ce gonflement des stocks s'effectue surtout en Amérique du Nord, ce qui oblige par exemple la Compagnie Alcan à retarder la mise en marche de la phase II de sa nouvelle usine inaugurée en 1981 à La Baie. Toutefois, les bas coûts relatifs de production de l'Alcan au Québec la mettent pour un temps à l'abri de la conjoncture, si bien qu'elle est une des dernières alumineries en 1981 à réagir à l'anémie du marché. Les **sidérurgies** canadiennes diminuent leur production en 1981; la production mondiale d'acier baisse également. La diminution de la demande d'acier au Canada est causée par le ralentissement ou la chute de la production en Amérique du Nord de machinerie, de véhicules moteurs et de matériaux de construction. En outre, elle est plus spécifiquement due à l'arrêt de travail de quatre mois qui sévit chez Stelco à partir d'août. De plus, l'appréciation considérable du dollar canadien, face à certaines monnaies européennes, facilite une hausse très substantielle des importations d'acier au Canada.

Pour sa part, la valeur des livraisons québécoises de produits métalliques diminue de 11,0% en 1981. Ce résultat n'est pas aussi désastreux qu'il semble a priori, puisqu'il constitue un retour à normale du marché surchauffé de ce secteur entre août 1979 et décembre 1980. De plus, cette baisse en valeur est aussi imputable à l'affaissement d'environ 29,0% en 1981 des prix industriels canadiens des métaux précieux.

De leur côté, les manufacturiers québécois de **biens non durables** sont en apparence globalement moins affectés en 1981 par la mauvaise conjoncture économique que l'industrie des biens durables. En effet, la valeur des livraisons des fabricants de produits non durables au Québec s'accroît de 14,3% soit sensiblement au même rythme que dans l'ensemble du Canada. Cette augmentation est cependant surtout imputable à l'accroissement de plus de 36,0% du prix de vente industriel des produits issus du raffinage du pétrole. Sans cette hausse, en posant l'hypothèse que le volume des ventes des raffineries de pétrole soit resté le même au Québec en 1981 qu'en 1980, les livraisons manufacturières des industries de biens non durables ne se seraient accrues que de 9,5% en 1981. En fait, seulement quatre groupes d'industries de la transformation des biens non durables connaissent une hausse importante de leurs ventes réelles en 1981, soit les fabricants d'aliments et de boisson, d'articles de cuir, de papier et produits connexes, ainsi que des produits manufacturés divers. Les livraisons baissent en volume ou n'augmentent que très peu dans les autres industries de biens non durables, bien que la demande de produits non durables soit moins dépendante du loyer de l'argent. Les baisses réelles les plus prononcées dans les expéditions québécoises de biens non durables se retrouvent dans les secteurs des produits chimiques, de la bonneterie, de l'habillement, du textile et des produits pétroliers.

Le volume des ventes, de la production et des importations de **produits pétroliers raffinés** diminue en 1981 au Québec et au Canada. En dépit des efforts des compagnies pétrolières pour s'ajuster à la forte baisse de la demande pour leurs

7,2 LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES PAR INDUSTRIE, QUÉBEC ET PRIX DE VENTE INDUSTRIELS, CANADA 1981/1980



produits, puisque le taux d'utilisation de leur capacité de production est ramené à son niveau le plus bas des vingt dernières années, leurs stocks s'accumulent. Conséquemment, tout en demeurant encore les plus élevés de toute l'industrie canadienne de transformation, leurs bénéfices de base diminuent de l'ordre de 10,0% au Canada, après plusieurs années de hausse ininterrompue. Le faible coefficient d'exploitation des raffineries s'explique par la diminution des besoins en énergie occasionnée par le ralentissement conjoncturel de l'activité économique en 1981. Il découle, également, des efforts des pays consommateurs de pétrole comme le Canada pour ralentir la croissance de la consommation et ainsi limiter les effets des hausses très rapides des coûts des combustibles.

Ces efforts se traduisent au Canada par une politique d'économie, d'autosuffisance et de "canadianisation" de l'énergie. En effet, tout en incitant les canadiens à mieux isoler leurs résidences et à maximiser l'efficacité énergétique de leurs appareils de chauffage et de leurs véhicules moteurs, les gouvernements mettent au point en 1981 des programmes qui encouragent la substitution des fournaises à l'huile par des appareils de chauffage utilisant d'autres combustibles non importés. De plus, l'année 1981 voit le début de la construction du réseau québécois ramifié de conduites de gaz naturel; cette construction vise à permettre le remplacement du pétrole importé dans l'est et le centre du Canada par du gaz naturel originaire de l'Ouest canadien. Par surcroît, les gouvernements du Canada et des provinces productrices de pétrole s'entendent en 1981 sur une politique de prix et de partage des recettes pétrolières canadiennes. Les discussions sont longues et entraînent une temporaire mais coûteuse, raréfaction de la production de pétrole de l'Alberta, pour activer ses négociations avec Ottawa. Le gouvernement du Québec ajoute à cela une hausse importante de la taxe sur le pétrole raffiné.

Dans les grandes lignes, ces pourparlers et énoncés de politiques aboutissent à une hausse des taxes sur le pétrole brut et raffiné vendu au Canada et à un désir exprimé de rejoindre à moyen terme les prix internationaux pour le nouveau pétrole (celui découvert après le début de 1981). Pour le pétrole canadien déjà exploité avant 1981, la nouvelle politique canadienne d'énergie prévoit aussi un rattrapage des prix internationaux, sans toutefois permettre qu'il ne dépasse un certain pourcentage de ces prix. De plus, la "canadianisation" entraîne l'achat de Pétrofina par Pétro-Canada et des mouvements de capitaux énormes lors de la vente par des non-canadiens à des résidents de leurs actifs pétroliers au Canada; ceci exerce une pression à la baisse sur le dollar canadien et une hausse des taux d'intérêt. Par surcroît, on note une certaine concentration des efforts d'exploration entre les mains d'investisseurs canadiens et la volonté d'inciter l'exploration onéreuse dans les territoires nordiques et maritimes du Canada.

Ainsi, alors que se dessinent déjà au deuxième semestre de 1981 des pressions à la baisse des prix internationaux du pétrole, les raffineries québécoises et canadiennes de pétrole voient augmenter rapidement leurs coûts et les prix de leurs produits au Canada. En conséquence, la hausse des prix de vente des industries de produits du pétrole est de loin la plus élevée de tous les secteurs manufacturiers Canada, soit de plus de 36,0% (26,0%) en 1980). Une telle augmentation ne s'était pas vue depuis 1974; elle entraîne évidemment une pression additionnelle négative sur la demande de produits pétroliers.

Dans les secteurs du **textile, du vêtement et de la bonneterie**, l'année 1981 se caractérise par la décision du gouvernement canadien de reconduire pour cinq années additionnelles les contingentements d'importations dont profitaient déjà ces industries. De plus, le gouvernement canadien annonce son intention, jusqu'en 1986, d'investir environ 250 millions de $ pour aider ces industries à se moderniser et se recycler. Cette politique d'aide

s'ajoute à celle du gouvernement du Québec qui prévoit, pour sa part, consacrer 80 millions de $, entre avril 1980 et mars 1984, à des fins analogues. En dépit de ces mesures positives, qui témoignent d'un certain optimisme à moyen terme pour ces secteurs d'activité, la conjoncture économique en 1981 n'est guère favorable aux entreprises canadiennes et québécoises de fabrication de produits du textile, de vêtements et de bonneteries. En effet, pour une seconde année consécutive, le volume des livraisons des manufacturiers québécois de vêtements et de produits du textile diminue en 1981; celui des fabricants de bonneteries diminue aussi, après une année de légère croissance en 1980. Ainsi, malgré une hausse importante des ventes au détail d'articles vestimentaires au Canada en 1981, les fabricants canadiens de vêtements affrontent une augmentation de plus de 21,0% de la valeur des importations canadiennes de vêtements, en dépit des restrictions à l'importation. Affectées par cette piètre performance des producteurs de vêtements, ainsi que par le faible taux d'activité au Canada au dernier trimestre de 1981 dans la construction et dans les usines d'assemblage d'automobiles, les ventes des manufacturiers de tapis, de matériel de rembourrage et de produits du textile en général diminuent, surtout en fin d'année. Au quatrième trimestre de 1981, le coefficient d'exploitation des usines canadiennes de vêtements est le moins élevé des dix dernières années; il atteint son niveau le plus bas depuis 1977 dans les entreprises de textile. Une demande aussi atonique ne permet que de faibles hausses des prix de vente des producteurs d'articles vestimentaires. Pourtant, les prix demandés par leurs fournisseurs de produits en textile s'accroissent rapidement, soit de l'ordre de 12,0%. Cette hausse demeure néanmoins inférieure à celle des coûts des matières textiles de base, qui augmentent de plus de 15,0%. Ainsi, affectés par une sous-utilisation des équipements, une hausse importante des coûts et des inventaires élevés, les bénéfices des producteurs de textiles et de vêtements diminuent ou n'augmentent que très peu; au dernier trimestre, plusieurs manufacturiers ferment leurs portes, les mises à pied se comptent par centaines. Les livraisons des manufacturiers québécois de **produits chimiques** baissent fortement en volume au Québec en 1981, alors qu'elles augmentent dans le reste du Canada. Les segments de l'industrie les plus touchés par la baisse de la demande sont ceux alimentant surtout les industries de la construction, du matériel de transport et de la métallurgie, tels les fabricants de colorants et de peintures, de pigments, d'explosifs et divers autres produits chimiques industriels. L'industrie chimique étant un important consommateur d'énergie et de produits pétroliers, ses prix de vente augmentent fortement au Canada en 1981, soit d'environ 14,0%.

Les autres manufacturiers québécois de biens non durables, qui augmentent en 1981 la valeur de leurs livraisons, sont tout de même pour la plupart touchés aussi par la récession.

Les fabricants d'articles en **cuir** augmentent de 12,4% la valeur de leurs livraisons, pour l'ensemble de 1981. Bien que sensiblement moins élevée que celle de leurs concurrents ontariens, cette hausse est importante en volume, étant donné la très faible augmentation des prix dans cette industrie. Un tel succès des manufacturiers d'articles en cuir tient à la hausse de plus de 16,0% de la valeur des livraisons des fabricants canadiens de chaussures (sauf en caoutchouc). Ceux-ci profitent de l'accroissement considérable des ventes au détail de chaussures au Canada, malgré l'augmentation d'environ 19,0% de la valeur des importations canadiennes de chaussures en 1981. Néanmoins, la production des fabricants canadiens de chaussures n'est pas entièrement absorbée par le marché, ce qui occasionne un accroissement de leurs stocks et un ralentissement sensible du rythme de production au deuxième semestre. En dépit de ce ralentissement, le coefficient d'exploitation des usines canadiennes de produits en cuir demeure élevé en regard de l'expérience historique et les prix internationaux des cuirs et des peaux dont ils tirent leur principale matière première diminuent. En conséquence, leurs bénéfices de base augmentent considérablement, soit de l'ordre de 30,0% pour le total de 1981.

Malgré cette assez bonne performance en 1981 des industries canadiennes et québécoises de produits en cuir, la part relative du marché canadien de la chaussure qu'elles occupent tend à diminuer jusqu'à environ 40,0%, ce qui demeure très éloigné de l'objectif de 55,0% prôné par l'Association canadienne des manufacturiers de chaussures. Cette perte de leur part du marché au cours des dernières années était ralentie depuis 1977 par les quotas globaux à l'importation qui protégeaient au Canada l'industrie de la chaussure. Cette protection prend fin en novembre 1981; elle est remplacée par une imposition partielle de contingentements, soit seulement sur les chaussures autres qu'en cuir importées au Canada. Il s'agit d'un quota de trois ans, s'adressant à tous les pays, qui pourront exporter jnusqu'à 35,6 millions de paires par an, avec la possibilité d'accroître de 3,0% par an leurs exportations en 1983 et 1984. Ces contingentements touchent surtout les pays en voie de développement, car selon le tribunal canadien anti-dumping, le Canada est maintenant en mesure de concurrencer les pays développés, qui vendent au Canada des souliers en cuir surtout. Bien que cette mesure soit appliquée trop tard pour qu'on en quantifie les effets dès 1981, il faut noter que la pression exercée par les importations incite les producteurs d'articles en cuir à effectuer des mises à pied au dernier trimestre. Les licenciements collectifs qui en découlent impliquent quelques milliers d'emplois perdus, au Québec en particulier.

L'année 1981 est marquée par le coûteux conflit de travail qui sévit dans l'Ouest canadien dans les industries de **papiers et produits connexes.** Le manque à produire qu'il occasionne profite par effet de substitution aux producteurs de l'Est. Ainsi, les livraisons québécoises de papiers et produits connexes croissent rapidement en volume en 1981, alors qu'au contraire elles diminuent dans l'ensemble du Canada. La hausse des ventes au Québec est d'autant plus marquée en 1981 qu'elle suit une année de faible production en 1980, suite encore à des arrêts de travail, mais dans l'Est du Canada cette fois. Le principal marché de l'industrie papetière, soit les journaux des États-Unis, n'augmente pourtant que marginalement en 1981 le volume de sa consommation. Néanmoins, les exportations québécoises de papier d'imprimerie s'accroissent d'environ 21,0% en valeur, ce qui permet aux usines de papier du Québec de conserver un taux élevé d'utilisation de leur capacité de production. Ce succès sur le territoire américain s'explique par une hausse très forte des inventaires possédés par les imprimeurs de journaux aux États-Unis. En effet, le nombre de jours d'approvisionnement, estimé pour les consommateurs de papier journal aux États-Unis, passe de 34 en janvier 1980 au niveau excessivement élevé de 56 en décembre 1981. Cette accumulation d'inventaires, qui s'effectue chez les fabricants canadiens et américains aussi, s'ajoute à une forte augmentation des capacités de production en Amérique du Nord; ainsi, en fin d'année, l'éventualité de devoir effectuer des mises à pied collectives temporaires est assez forte au Québec.

TABLEAU 7,2 **VALEUR DES LIVRAISONS[1], INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES QUÉBEC**

Industries	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Aliments et boissons	4 905	5 789	6 519	7 287	8 225	18,0	12,6	11,8	12,9
Tabac	424	439	489	557	611	3,5	11,4	13,9	9,7
Caoutchouc et produits en matière plastique	580	677	828	879	982	16,7	22,3	6,2	11,7
Cuir	275	329	426	427	480	19,6	29,5	0,2	12,4
Textile	1 419	1 622	1 990	2 122	2 333	14,3	22,7	6,6	9,9
Bonneterie	408	447	523	581	598	9,6	17,0	11,1	2,9
Vêtement	1 746	2 019	2 350	2 351	2 425	15,6	16,4	—	3,1
Bois	1 085	1 359	1 609	1 521	1 665	25,3	18,4	- 5,5	9,5
Meubles et articles d'ameublement	503	596	700	709	787	18,5	17,4	1,3	11,0
Papier et produits connexes	2 894	3 402	4 016	4 414	5 088	17,6	18,0	9,9	15,3
Imprimerie, édition et industries connexes	1 040	1 201	1 352	1 563	1 732	15,5	12,6	15,6	10,8
Industrie métallique primaire	2 083	2 787	2 809	3 619	3 578	33,8	0,8	28,8	- 1,1
Industrie des produits métalliques	1 650	1 864	2 648	3 329	2 963	13,0	42,1	25,7	-11,0
Industrie de la machinerie	656	785	1 055	1 159	1 283	19,7	34,4	9,9	10,7
Industrie du matériel de transport	1 635	2 336	3 059	3 613	4 324	42,9	31,0	18,1	19,7
Appareils et matériel électriques	1 239	1 444	1 719	1 830	2 101	16,5	19,0	6,5	14,8
Produits des minéraux non métalliques	744	835	910	913	971	12,2	9,0	0,3	6,4
Industrie du pétrole et du charbon	2 555	2 938	3 310	3 774	5 113	15,0	12,7	14,0	35,5
Industrie chimique et produits connexes	1 628	1 920	2 302	2 628	2 801	17,9	19,9	14,2	6,6
Industries manufacturières diverses	541	651	748	820	939	20,3	14,9	9,6	14,5
Industries des biens durables	9 595	12 006	14 509	16 693	17 672	25,1	20,8	15,1	5,9
Industries des biens non durables	18 415	21 434	24 853	27 403	31 327	16,4	16,0	10,3	14,3
Total[2]	28 010	33 441	39 361	44 095	49 000	19,4	17,7	12,0	11,1

NOTES: (1) Livraisons des produits de propre fabrication.
(2) Les chiffres ayant été arondis, il est possible que la somme des postes ne corresponde pas au total.
SOURCES: Statistique Canada, «Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières» (cat. no 31-001); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

Les immobilisations

Les difficultés conjoncturelles du dernier trimestre de 1981 ralentissent les projets d'immobilisations des manufacturiers ontariens, mais très peu ceux des québécois. En effet, la remise en question de certains investissements par les industries québécoises du pétrole et des produits chimiques est compensée par la hausse plus grande que prévue de la valeur des immobilisations des usines de métaux primaires.

Ainsi, le niveau des immobilisations réalisées par les fabricants du Québec en 1981 demeure élevé, même s'il s'agit d'une des plus faibles croissances au Canada. En effet, la valeur des immobilisations des manufacturiers n'augmente que de 7,2% en 1981 au Québec, ce qui se compare aux hausses très élevées de 21,0% et 27,5% en Ontario et au Canada. Ce très faible accroissement de la valeur de la capitalisation au Québec suit cependant une hausse record de 51,2% réalisée en 1980. En fait, pour être valable, toute comparaison doit se faire à partir des trois dernières années, 1979, 1980 et 1981. Ainsi, si on compare ces trois années avec les trois années précédentes, la valeur des immobilisations des fabricants augmente respectivement de 66,6%, 49,1% et 67,1% au Québec, en Ontario et au Canada.

Contrairement aux trois dernières années où la hausse des immobilisations avait surtout porté sur le remplacement de la machinerie et de l'équipement, l'effort est nettement mis sur la construction (+24,0%) au Québec en 1981 dans le secteur de la transformation. L'effort de construction est assez généralisé, puisque douze des vingt secteurs de l'activité manufacturière augmentent vivement leurs dépenses de construction. Cependant, la majeure partie de cette hausse des investissements dans l'agrandissement, l'amélioration ou la construction d'usines se retrouve dans les secteurs du papier et des produits connexes, des appareils et fournitures électriques ainsi que dans les raffineries de pétrole. Deux autres industries font aussi un effort remarquable de construction en 1981, bien que cela représente des montants moins élevés, soit les entreprises de fabrication de meubles et de vêtements.

La hausse des achats de machinerie et d'équipement au Québec en 1981 est négative ou très faible dans tous les

7,3 IMMOBILISATIONS, FABRICATION, QUÉBEC

7,4 IMMOBILISATIONS PAR INDUSTRIE, FABRICATION, QUÉBEC, 1981/1980

	Millions $ 1981
Aliments et boissons	206
Tabac	26
Caoutchouc et plastique	19
Cuir	4
Textiles	96
Bonneterie	11
Vêtements	16
Bois	63
Meubles et articles d'ameublement	14
Papier et industries connexes	480
Imprimerie, édition et industries connexes	38
Industrie métalique primaire	443
Industrie des produits métaliques	76
Industrie de la machinerie	50
Industrie du matériel de transport	111
Appareils et matériel électriques	84
Produits des minéraux non métaliques	61
Industrie du pétrole et du charbon	109
Industrie chimique et produits connexes	181
Industries manufacturières diverses	20
Biens durables	902
Biens non durables	1 208
Total	2 348

secteurs sauf quatre: soit ceux du tabac, du textile, du papier et des produits connexes ainsi que des produits du pétrole.

Ainsi, en tentant compte des prix, le volume global des immobilisations des usines québécoises de transformation diminue au Québec en 1981. Cette situation est plutôt généralisée, puisqu'elle est partagée par douze des vingt groupes majeurs d'industries manufacturières. Compte tenu de leur importance, deux d'entre eux surtout influencent la baisse globale, soit les fabricants d'aliments et de boissons (-23 millions de $) ainsi que les manufacturiers de produits chimiques (-27 millions de $). La valeur des dépenses de capital décroît aussi très fortement dans quatre autres industries plus petites, soit celles de produits en caoutchouc et en matière plastique (-28,8%), de la bonneterie (-43,8%), des produits minéraux non métalliques (-15,7%) et des produits manufacturiers divers (-30,3%).

À l'inverse, la valeur des immobilisations s'accroît fortement dans le secteur des papiers et produits connexes, qui accapare à lui seul la majeure partie de la hausse, suite à la mise en application, favorisée par les gouvernements, d'une politique de modernisation de cette industrie. D'importantes augmentations de leurs immobilisations caractérisent aussi les fabricants de meubles, de produits du tabac, d'appareils et de matériel électriques ainsi que des dérivés du pétrole et du charbon.

Au Canada en 1981, le niveau très élevé des immobilisations manufacturières est le principal soutien de la demande finale de biens de transformation. Néanmoins, la baisse au dernier trimestre des commandes en carnet dans l'industrie canadienne de la fabrication dénote l'essoufflement des investissements. Outre la récession de fin d'année, cette situation est aussi attribuable pour une bonne part aux hésitations provoquées par l'élaboration difficile de la politique canadienne d'autosuffisance et de "canadianisation" du pétrole, jointe à la baisse subite des prix du pétrole international. Cependant, d'autres secteurs sont très positivement influencés par l'omniprésence en 1981 des incitations gouvernementales à investir. En effet, plusieurs entreprises d'État immobilisent fortement dans les secteurs de l'aéronautique, des pâtes et papiers, etc.; les programmes gouvernementaux d'incitation à la modernisation des secteurs du meuble, du papier, de la chaussure, du vêtement et du textile ont un effet certain; les politiques protectionnistes canadiennes contre les importations de vêtements, de textile, de chaussures, etc., en ont aussi, de même que les conditions avantageuses d'approvisionnement en énergie accordées par des firmes de la Couronne telles l'Hydro-Québec. Bref, les entreprises manufacturières profitent abondamment en 1981 de programmes différents d'aide à l'investissement et d'interventions de toutes sortes de l'État; il ressort entre autres de cette attitude une volonté nette d'obéir à des politiques sectorielles de développement, à la fois chez les gouvernements et chez les investisseurs.

TABLEAU 7,3 IMMOBILISATIONS INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES QUÉBEC

Industries	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Aliments et boissons	117,6	123,0	177,4	229,6	206,3	4,6	44,2	29,4	-10,1
Tabac	11,3	13,9	14,3	14,2	25,9	23,0	2,9	- 0,7	82,4
Caoutchouc et produits en matières plastique	16,0	16,0	30,2	26,7	19,0	—	88,8	-11,6	-28,8
Cuir	2,1	4,3	4,7	4,3	3,8	104,8	9,3	- 8,5	-11,6
Textile	39,7	38,4	46,5	83,0	96,2	- 3,3	21,1	78,5	15,9
Vêtement et bonneterie	14,3	17,1	19,7	33,8	27,2	19,6	15,2	71,6	-19,5
Bois	45,5	40,6	60,4	68,5	63,4	-10,8	48,8	13,4	- 7,4
Meubles et articles d'ameublement	8,5	7,5	11,1	10,5	13,9	-11,8	48,0	- 5,4	32,4
Papier et produits connexes	217,9	232,4	232,4	365,3	480,5	6,7	—	57,2	31,5
Imprimerie, édition et industries connexes	20,6	22,6	24,6	39,0	38,3	9,7	8,8	58,5	- 1,8
Industrie métallique primaire	148,1	102,1	113,3	403,3	443,0	-31,1	11,0	256,0	9,8
Industrie des produits métalliques	41,7	51,4	65,6	72,9	76,2	23,3	27,6	11,1	4,5
Industrie de la machinerie	20,3	28,8	47,6	53,5	49,9	41,9	65,3	12,4	- 6,7
Industrie du matériel de transport	41,1	36,9	52,8	109,6	110,7	-10,2	43,1	107,6	1,0
Appareils et matériel électriques	43,6	35,5	44,1	61,5	83,8	-18,6	24,2	39,5	36,3
Produits minéraux non métalliques	44,8	44,2	65,2	72,7	61,3	- 1,3	47,5	11,5	-15,7
Industrie du pétrole et du charbon	42,6	54,1	77,5	73,7	109,4	27,0	43,3	- 4,9	48,4
Industrie chimique et produits connexes	161,4	245,7	172,7	208,2	181,1	52,2	-29,7	20,6	-13,0
Industries manufacturières diverses	12,8	19,9	22,6	28,7	20,0	55,5	13,6	27,0	-30,3
Biens capitaux imputés sur les dépenses d'exploitation	131,8	145,1	165,5	230,6	238,4	—	—	—	—
Total	1 181,7	1 279,5	1 448,2	2 189,6	2 348,3	8,3	13,2	51,2	7,2
Industries des biens durables**	393,6	347,0	460,1	852,5	902,2	-11,8	32,6	85,3	5,8
Industries des biens non durables**	656,3	787,4	822,6	1 106,5	1 207,7	20,0	4,5	34,5	9,1

* Données provisoires.

** N'inclut pas les biens capitaux imputés sur les dépenses d'exploitation.

SOURCES: Statistique Canada, «Investissements privés et publics au Canada (cat. nos 61-205 et 61-206); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

L'emploi, les arrêts de travail et les salaires

Pour une seconde année consécutive, l'emploi baisse au Québec en 1981 dans l'industrie de la transformation, après les fortes hausses connues en 1978 et 1979. On estime à 518 000 environ le nombre de salariés en 1981 dans l'industrie manufacturière au Québec, dont 60,0% dans les industries de biens non durables. Malgré leur importance relative moindre, ce sont surtout les emplois des industries de biens durables qui sont perdus en 1981 au Québec. Sensiblement affectés par la très faible demande de véhicules moteurs, de gros appareils ménagers et de matériaux de construction, de même que par les hésitations de certains investisseurs canadiens devant la tenacité des taux d'intérêt élevés, les employeurs diminuent leurs effectifs dans sept des huit groupes majeurs d'industries de biens durables, notamment dans les secteurs du bois, du meuble, de la machinerie et des produits métalliques. Seul un groupe majeur d'activité augmente sensiblement ses effectifs, soit l'industrie du matériel de transport, particulièrement dans l'aéronautique.

Cette description de la situation de l'emploi en 1981 au Québec chez les fabricants n'est basée que sur une moyenne annuelle. Or, c'est au dernier trimestre de l'année que se concentre la majeure partie des mises à pied. En effet, après la reprise des activités qui suivait la courte récession du premier semestre de 1980, la situation de l'emploi tendait à se redresser, jusqu'à ce que débutent, en août et septembre 1981, les licenciements. Quoiqu'à des niveaux différents, la très grande majorité des industries québécoises de biens durables et non durables diminuent leurs effectifs ou modèrent sensiblement leur recrutement en fin d'année. Les fermetures d'usines, totales ou partielles, temporaires ou permanentes, se multiplient, affectant notamment les secteurs des produits électriques, des aliments et boissons, du matériel de transport, du bois, de produits métalliques, du vêtement, du textile et du cuir. Le nombre des faillites des manufacturiers québécois, fortement concentrées au dernier trimestre de 1981, augmentent de 21,2% pour l'ensemble de l'année; le passif qu'elles représentent s'accroît, pour sa part, au taux étonnant de 118,0%, ce qui est presque le double du rythme déjà élevé de 61,8% constaté dans l'ensemble de l'économie québécoise.

En 1981, le nombre de jours perdus dans le secteur québécois de la transformation, suite à des conflits de travail, diminue de plus de 37,0%. Il s'agit d'une seconde année consécutive de baisse. Cette diminution des heures perdues caractérise la majorité des activités économiques au Québec, mais elle est plus importante pour le total de l'économie que dans la seule activité de fabrication. En conséquence, l'industrie manufacturière reprend en 1981 sa place de première responsable des pertes en arrêts de travail au Québec, puisqu'elle totalise à elle seule plus de 43,0% des jours-personnes non travaillés. Par contre, étant donné les conflits majeurs qui sévissent en Colombie-Britannique et en Ontario dans les industries du bois, des pâtes et papiers, ainsi que de l'acier, le nombre de jours perdus par les manufacturiers québécois ne représente que 16,0% environ de ceux perdus par l'ensemble des fabricants canadiens; cette proportion était de 39,0% et 53,0% respectivement en 1980 et 1979.

TABLEAU 7,4 EMPLOYÉS SALARIÉS[1] DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES QUÉBEC

Industries	1977	1978	1979	1980*	1981**	1978/77	1979/78	1980/79*	1981/80**
	nombre					variation en pourcentage			
Aliments et boissons	57 815	60 418	60 153	59 662	59 810	4,5	- 0,4	- 0,8	0,2
Tabac	5 497	4 916	4 686	4 778	4 787	-10,6	- 4,7	2,0	0,2
Caoutchouc et produits en matières plastique	13 172	13 978	14 161	14 147	13 681	6,1	1,3	- 0,1	- 3,3
Cuir	10 349	10 426	10 970	11 399	11 612	0,7	5,2	3,9	1,9
Textile	31 805	32 787	33 018	32 131	32 546	3,1	0,7	- 2,7	1,3
Bonneterie	12 168	11 195	11 915	11 801	11 612	- 8,0	6,4	- 1,0	- 1,6
Vêtement	60 976	63 131	62 757	56 880	57 641	3,5	- 0,6	- 9,4	1,3
Bois	25 345	29 132	29 782	25 624	24 676	14,9	2,2	-14,0	- 3,7
Meubles et articles d'ameublement	15 937	17 473	19 038	17 412	16 425	9,6	9,0	- 8,5	- 5,7
Papier et produits connexes	43 633	43 736	44 333	42 783	43 019	0,2	1,4	- 3,5	0,6
Imprimerie, édition et industries connexes	23 911	25 466	25 814	26 365	26 528	6,5	1,4	2,1	0,6
Industrie métallique primaire	28 108	29 878	30 342	30 747	30 362	6,3	1,6	1,3	- 1,3
Industrie des produits métalliques	35 592	37 402	39 289	38 428	37 545	5,1	5,0	- 2,2	- 2,3
Industrie de la machinerie	17 722	18 519	21 081	20 861	20 227	4,5	13,8	- 1,0	- 3,0
Industrie du matériel de transport	29 562	33 178	38 606	38 041	38 911	12,2	16,4	- 1,5	2,3
Appareils et matéreil électriques	27 575	28 689	29 090	28 040	27 909	4,0	1,4	- 3,6	- 0,5
Produits des minéraux non métalliques	13 732	14 044	14 061	13 672	13 468	2,3	0,1	- 2,8	- 1,5
Industrie du pétrole et du charbon	3 880	4 243	3 618	3 438	3 436	9,4	-14,7	- 5,0	- 0,1
Industrie chimique et produits connexes	26 684	27 689	26 281	26 735	27 001	3,8	- 5,1	1,7	1,0
Industries manufacturières diverses	16 635	17 229	17 552	17 049	16 978	3,6	1,9	- 2,9	- 0,4
Industries des biens durables	193 573	208 315	221 289	212 825	209 523	7,6	6,2	- 3,8	- 1,6
Industries des biens non durables	306 525	315 214	315 258	307 168	308 651	2,8	—	- 2,6	0,5
Total	500 098	523 529	536 547	519 993	518 174	4,7	2,5	- 3,1	- 0,3

* Données révisées.
** Estimations provisoires.
(1) Salariés de l'activité manufacturière totale.
SOURCES: Statistique Canada, «Industries manufacturières du Canada», (cat. no 31-203); Bureau de la statistique du Québec, «Statistiques principales des manufacturiers québécois»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

Cette quiétude dans les relations de travail au Québec en 1981 chez les manufacturiers tient au petit nombre de salariés dont les contrats de travail prennent fin ainsi qu'au climat d'incertitude occasionné par les nombreux licenciements collectifs et à la mauvaise situation économique. De plus, la forte diminution en 1981 des arrêts de travail dans le secteur de la transformation au Québec est imputable à trois industries dont les pertes avaient été particulièrement élevées en 1980, soit les raffineries de pétrole, les papeteries et les fabricants de produits métalliques.

En contrepartie, trois secteurs d'activité totalisent à eux seuls 56,0% des journées non travaillées en 1981, soit ceux des métaux primaires, des produits en bois et des aliments et boissons. Bien que ce soit dans l'industrie des métaux primaires qu'il se perde le plus de jours en grèves et lock-out, l'année 1981 en est une relativement modeste à ce chapitre, comparativement aux dernières années. Les pertes sont en grande majorité attribuables dans ce dernier cas aux usines de la sidérurgie Stelco. Pour leur part, les deux secteurs des aliments et boissons et des produits du bois affichent un bilan très lourd comparativement au passé; les firmes qui subissent les plus fortes pertes sont la J.H. Normick Inc., de La Sarre, la Brooke Bond Foods Ltée, de Montréal et la Coop Fédérée Inc., de Ste-Rosalie.

Malgré le climat calme des relations de travail au Québec en 1981, les salariés du secteur de la transformation continuent d'exercer des pressions pour contrer la hausse croissante du coût de la vie. Ils y parviennent à peine puisque leurs rémunérations horaires et hebdomadaires augmentent de 12,0 à 12,5% environ, alors que les prix à la consommation s'accroissent de 12,4% à Montréal. La hausse de 12,1% des rémunérations hebdomadaires moyennes est supérieure à celle de 11,5% attribuée à l'ensemble des activités économiques au Québec; elle est par contre du même ordre de grandeur que celle accordée par les manufacturiers ontariens et canadiens. L'année 1981 est la troisième d'affilée pendant laquelle la hausse des salaires et traitements hebdomadaires moyens s'accélère au Québec. Néanmoins, le rythme de croissance plafonne en fin d'année, puisqu'il reste à 12,1% en moyenne au cours des trois derniers mois; il était de 12,3% pour la moyenne des huit premiers mois de 1981 par rapport à la même période en 1980.

Les rémunérations hebdomadaires moyennes versées par les fabricants québécois (361$) continuent en 1981 d'être inférieures à celles payées par leurs homologues ontariens (389$) et canadiens (384$). Ce salaire versé dans le secteur manufacturier au Québec se compare à la rémunération hebdomadaire moyenne de 352$ qu'on y paie dans l'ensemble des activités économiques.

Quatre des vingt groupes majeurs d'industries octroient des hausses substantielles des rémunérations de leurs employés rémunérés à l'heure, c'est-à-dire de l'ordre de 14,5% à 17,0%. Il s'agit de hausses sensiblement au-dessus de la moyenne de 12,3% octroyées dans des secteurs d'activités dominés par quelques grandes firmes nationales et transnationales dont les salaires dépassent déjà la moyenne de l'ensemble manufacturier. Ce sont les industries de la première transformation des métaux (+17,0%), de papier et produits connexes (+16,0%), des produits du tabac (+15,2%) et d'articles en caoutchouc (+14,5%). Les hausses de salaires horaires les plus faibles varient de 8,0 à 9,6%. On les accorde dans les secteurs déjà à faibles

TABLEAU 7,5 JOURS-PERSONNES PERDUS EN ARRÊTS DE TRAVAIL[1], INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES QUÉBEC

Industries	1978	1979	1980	1981*	1979/78	1980/79	1981/80
	nombre				variation en pourcentage		
Aliments et boissons	69 840	102 814	81 392	120 173	47,2	-20,8	47,6
Tabac	—	—	—	11 340	—	—	—
Caoutchouc et produits en matière plastique	29 404	13 320	17 236	38 848	-54,7	29,4	125,4
Cuir	5 034	7 870	1 196	6 532	56,3	-84,8	446,2
Textile	15 387	21 184	11 072	31 701	37,7	-47,7	186,3
Bonneterie	—	—	—	160	—	—	—
Vêtement	10 581	9 277	3 209	19 942	-12,3	-65,4	521,4
Bois	74 819	112 220	107 525	116 023	50,0	- 4,2	7,9
Meubles et articles d'ameublement	40 381	46 315	13 224	14 028	14,7	-71,4	6,1
Papier et produits connexes	51 588	119 497	368 866	73 219	131,6	208,7	-80,2
Imprimerie, édition et industries connexes	122 949	37 074	10 706	16 292	-69,8	-71,1	52,2
Industrie métallique primaire	42 899	733 632	200 092	196 688	1 610,1	-72,7	- 1,7
Industrie des produits métalliques	38 222	15 739	134 345	15 597	-58,8	753,6	-88,4
Industrie de la machinerie	79 550	10 187	71 355	10 213	-87,2	600,5	-85,7
Industrie du matériel de transport	61 228	185 995	19 763	65 698	203,8	-89,4	232,4
Appareils et matériel électriques	51 313	54 768	47 586	6 632	6,7	-13,1	-86,1
Produits des minéraux non métalliques	87 192	74 115	40 366	21 645	-15,0	-45,5	-46,4
Industrie du pétrole et du charbon	2 196	14 894	92 045	—	578,2	518,0	—
Industrie chimique et produits connexes	10 644	99 898	8 703	6 068	838,5	-91,3	-30,3
Industries manufacturières diverses	8 589	7 398	9 295	3 753	-13,9	25,6	-59,6
Biens durables	475 604	1 232 971	634 256	446 524	159,2	-48,6	-29,6
Biens non durables	326 212	433 226	603 720	328 028	32,8	39,4	-45,7
Fabrication	801 816	1 666 197	1 237 976	774 552	107,8	-25,7	-37,4

(—) Signifie absence d'arrêts de travail.
* Chiffres provisoires.
(1) Incluant les conflits sous compétence fédérale et provinciale.
SOURCES: Travail Québec, «Grèves et lock-out du Québec»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 7,6 SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDOMADAIRES MOYENS, INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES QUÉBEC

Industries	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	dollars					variation en pourcentage			
Aliments et boissons	241,80	262,88	288,55	319,07	352,87	8,7	9,8	10,6	10,6
Tabac	302,69	324,59	353,68	401,89	461,19	7,2	9,0	13,6	14,8
Caoutchouc	232,89	256,80	287,43	310,92	348,25	10,3	11,9	8,2	12,0
Cuir	164,51	176,87	194,24	212,31	236,19	7,5	9,8	9,3	11,2
Textile	209,16	226,46	245,13	271,50	296,96	8,3	8,2	10,8	9,4
Bonneterie	176,68	190,00	205,67	222,36	242,87	7,5	8,2	8,1	9,2
Vêtement	163,75	179,04	194,87	211,84	228,86	9,3	8,8	8,7	8,0
Bois	216,87	237,30	261,21	291,73	323,45	9,4	10,1	11,7	10,9
Meubles et articles d'ameublement	211,40	221,78	240,24	262,57	289,18	4,9	8,3	9,3	10,1
Papier et produits connexes	309,90	332,51	360,15	391,35	451,20	7,3	8,3	8,7	15,3
Imprimerie, édition et industries connexes	261,49	281,76	315,49	351,76	387,75	7,8	12,0	11,5	10,2
Industrie métallique primaire	307,15	333,19	366,08	402,59	468,65	8,5	9,9	10,0	16,4
Industrie des produits métalliques	262,74	280,85	304,19	333,39	368,46	6,9	8,3	9,6	10,5
Industrie de la machinerie	268,15	283,71	318,63	351,89	393,54	5,8	12,3	10,4	11,8
Industrie du matériel de transport	289,55	311,97	339,13	381,59	428,87	7,7	8,7	12,5	12,4
Appareils et matériel électriques	267,21	287,16	306,47	342,89	387,81	7,5	6,7	11,9	13,1
Produits des minéraux non métalliques	285,77	310,50	338,27	365,77	405,26	8,7	8,9	8,1	10,8
Industrie du pétrole et du charbon	377,92	400,74	441,60	534,71	560,52	6,0	10,2	21,1	4,8
Industrie chimique et produits connexes	275,87	296,43	325,27	355,51	396,25	7,5	9,7	9,3	11,4
Industries manufacturières diverses	208,62	220,40	241,47	264,19	294,69	5,6	9,6	9,4	11,5
Industries des biens durables	267,91	288,33	313,76	349,49	394,39	7,6	8,8	11,4	12,8
Industries des biens non durables	233,17	252,09	274,51	303,06	338,26	8,1	8,9	10,4	11,6
Total	246,45	265,78	290,01	321,67	360,64	7,8	9,1	10,9	12,1

SOURCES: Statistique Canada, «Emploi, gains et durée du travail», (cat. no 72-002); enquête auprès des entreprises de 20 employés et plus; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

salaires tels l'industrie de l'habillement (+8,0%), celle du textile (+9,3%), celles des produits divers (+9,5%) et celle des articles d'ameublement (+9,6%). Dans l'ensemble des industries manufacturières québécoises, les salaires horaires les plus élevés sont de 13,08$ pour la moyenne de l'année 1981 et ils sont versés par l'industrie pétrolière. L'industrie du cuir paie les traitements les plus faibles en 1981, soit de 5,86$ l'heure. Les industries manufacturières de biens durables versent des salaires horaires moyens de 9,03$, celles de biens non durables de 8,10$ et l'ensemble des fabricants de 8,48$.

La productivité relative dans l'industrie de la fabrication et les coûts unitaires de main-d'oeuvre

Les principaux marchés extérieurs des manufacturiers québécois se situent au Canada et aux États-Unis. Dans ces conditions, il importe de comparer constamment l'évolution de la productivité et des coûts unitaires de main-d'oeuvre au Québec avec ceux de ces deux régions. En effet, la production par heure-personne mesure la productivité des facteurs de production d'une économie, c'est-à-dire l'évolution de sa croissance réelle. Pour sa part, le coût unitaire de la main-d'oeuvre permet d'estimer le coût de cette croissance. En conséquence, une étude comparée de l'évolution dans une même monnaie de la productivité et des coûts unitaires de la main-d'oeuvre manufacturière au Québec, aux États-Unis et au Canada permet d'évaluer l'évolution du niveau de compétitivité des manufacturiers québécois par rapport à leurs principaux concurrents.

Au Canada en 1981, la hausse de 0,7% environ de la production par heure-personne dans le secteur de la transformation est inférieure à la moyenne des accroissements annuels des dix dernières années. Cette faible augmentation s'inscrit dans le prolongement du ralentissement sensible de la hausse de productivité noté durant la décennie 1970 au Canada, aux États-Unis et dans plusieurs autres pays industrialisés. Toutefois, cet accroissement du rendement des fabricants canadiens en 1981 se compare avantageusement à la baisse de 1,9% qu'ils enregistraient l'an dernier ainsi qu'à la diminution de près de 0,1% constatée en 1981 dans l'ensemble des

TABLEAU 7,7 LA PRODUCTIVITÉ MANUFACTURIÈRE PAR INDUSTRIE QUÉBEC

Industries	1976	1977	1978	1979	1980*	1981**	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	valeur ajoutée par heure-personne (en dollars courants) activité manufacturière						rapport de la productivité sectorielle à la productivité totale					
Aliments et boissons	17,77	20,08	22,56	24,23	26,91	30,90	1,33	1,29	1,29	1,22	1,17	1,21
Tabac	28,04	33,14	37,36	46,20	51,35	57,31	2,10	2,14	2,14	2,33	2,24	2,24
Caoutchouc et produits en matière plastique	12,16	13,38	14,27	17,38	18,49	21,67	0,91	0,86	0,82	0,87	0,81	0,85
Cuir	7,08	7,82	9,13	10,85	10,52	11,47	0,53	0,50	0,52	0,55	0,46	0,45
Textile	10,11	11,25	12,36	14,99	16,72	18,54	0,76	0,73	0,71	0,75	0,73	0,73
Bonneterie	7,26	8,05	9,83	10,85	12,42	13,27	0,54	0,52	0,56	0,55	0,54	0,52
Vêtement	7,08	7,92	9,01	10,28	11,45	11,83	0,53	0,51	0,52	0,52	0,50	0,46
Bois	9,45	10,89	12,41	15,22	16,70	18,11	0,71	0,70	0,71	0,77	0,73	0,71
Meubles et articles d'ameublement	8,31	9,33	9,93	9,85	11,58	13,86	0,62	0,60	0,57	0,50	0,50	0,54
Papier et produits connexes	16,22	19,04	21,87	26,67	29,82	33,43	1,21	1,23	1,25	1,34	1,30	1,31
Imprimerie, édition et industries connexes	19,28	21,33	22,46	25,22	28,57	31,60	1,44	1,38	1,28	1,27	1,24	1,24
Métaux primaires	17,28	22,47	29,25	28,47	38,39	42,66	1,29	1,45	1,67	1,43	1,67	1,67
Produits métalliques	13,09	14,46	15,82	17,05	19,52	22,03	0,98	0,93	0,90	0,86	0,85	0,86
Machinerie	13,63	14,91	16,58	18,67	21,68	24,35	1,02	0,96	0,95	0,94	0,94	0,95
Matériel de transport	10,90	14,67	18,41	21,22	28,40	33,47	0,82	0,95	1,05	1,07	1,24	1,31
Appareils et matériel électriques	16,41	18,93	19,24	23,19	26,05	28,95	1,23	1,22	1,10	1,17	1,14	1,13
Produits minéraux non métalliques	17,63	17,88	20,07	21,59	21,51	23,75	1,32	1,15	1,15	1,09	0,94	0,93
Dérivés du pétrole et du charbon	64,51	79,83	59,44	111,29	97,99	103,98	4,83	5,15	3,40	5,60	4,27	4,07
Industrie chimique et produits connexes	26,34	28,73	32,28	40,12	45,27	46,28	1,97	1,85	1,85	2,02	1,97	1,81
Industries manufacturières diverses	9,21	10,12	12,17	13,61	15,78	17,84	0,69	0,65	0,70	0,68	0,69	0,70
Industries des biens durables	12,97	15,36	17,65	19,21	23,37	26,48	0,97	0,99	1,01	0,97	1,02	1,04
Industries des biens non durables	13,60	15,61	17,37	20,34	22,66	24,91	1,02	1,01	0,99	1,02	0,99	0,97
Total	13,36	15,51	17,48	19,87	22,95	25,56	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00

* Données révisées.
** Estimations provisoires.
SOURCES: Statistique Canada, «Industries manufacturières du Canada», (cat. no 31-203); Bureau de la statistique du Québec, «Statistiques principales des manufacturiers québécois»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

activités économiques commerciales au Canada.

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre des manufacturiers canadiens augmentent pour leur part de 10,5% environ en 1981, soit plus rapidement qu'au cours des dix dernières années. Cependant, cette hausse de 10,5% est inférieure à celle de 12,4% en 1980, en dépit de l'accélération enregistrée en 1981 par le taux de croissance des rémunérations horaires. En effet, la meilleure performance en 1981 qu'en 1980 de la productivité des fabricants canadiens fait contrepoids aux pressions salariales plus fortes qu'ils accusent. Enfin, les coûts unitaires de la main-d'oeuvre s'accroissent plus vite au Canada en 1981 dans l'industrie manufacturière que dans l'ensemble des activités économiques commerciales.

Aux États-Unis en 1981, la productivité manufacturière s'accroît plus vite qu'au Canada, plus vite qu'en 1980 et plus vite que durant la période 1976-1981, soit de l'ordre de 2,7%. Alors que la productivité canadienne augmentait en moyenne plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis durant la décennie 1969-1979, l'inverse se produit depuis 1980. De plus, la hausse de productivité aux États-Unis en 1981 est la plus forte des cinq dernières années.

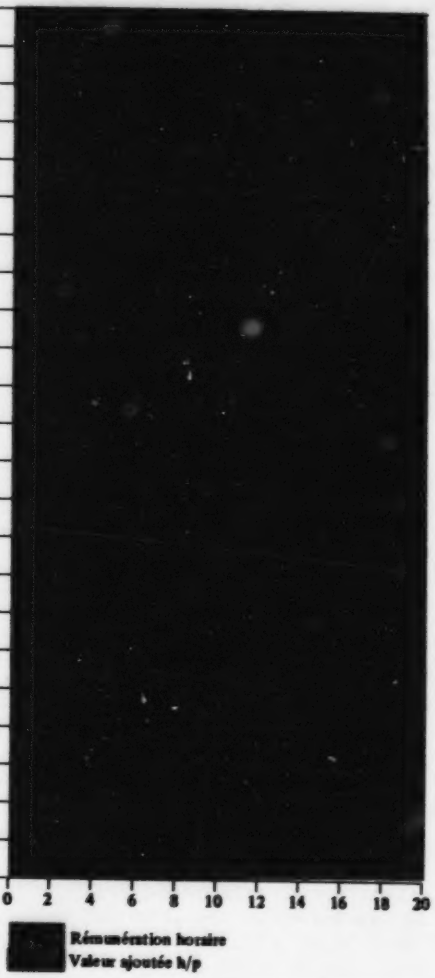
Aux États-Unis toujours, la rémunération par heure-personne augmente au même rythme (11,1%) qu'au Canada en 1981 chez les fabricants. Compte tenu de la hausse sensiblement plus élevée de la productivité américaine, les coûts unitaires de la main-d'oeuvre des manufacturiers aux États-Unis en 1981 ne s'accroissent que de 8,2%, soit beaucoup moins qu'en 1980, mais exactement au même taux que la moyenne des hausses annuelles de la période de 1976-1980.

La différence désavantageant le Canada, entre les rythmes de croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre des manufacturiers américains et canadiens, s'accentue donc en 1981.[1] D'où une perte apparente de la compétitivité canadienne. Cette perte est due à une hausse plus lente de la productivité des manufacturiers canadiens et non à une augmentation plus élevée des rémunérations horaires qu'ils versent.

On se rappelle que la perte de compétitivité des manufacturiers canadiens vis-à-vis de leurs concurrents américains s'est résorbée depuis 1977 suite à la forte dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Ainsi, exprimée en dollars américains, on estime à 7,20$ et 6,93$ respectivement, en 1976, la rémunération horaire des ouvriers engagés dans la production dans les secteurs manufacturiers au Canada et aux États-Unis. En 1978, cette rémunération favorisait la compétitivité canadienne cette fois, puisqu'elle était de 7,68$ au Canada et de 8,29$ aux États-Unis; le Canada est toujours favorisé en 1981, avec une rémunération estimée à 9,85$ contre 10,97$ aux États-Unis.[2] D'autant que le dollar canadien se déprécie légèrement en 1981 par rapport à la devise américaine.

7,5 RÉMUNÉRATION HORAIRE, VALEUR AJOUTÉE PAR HEURE-PERSONNE, PAR INDUSTRIE, FABRICATION, QUÉBEC, 1981/1980

	$ 1981	Variation %
Aliments et boissons	8,49 30,90	
Tabac	11,62 57,31	
Caoutchouc et matières plastiques	8,62 21,67	
Cuir	5,86 11,47	
Textile	6,59 18,54	
Bonneterie	5,70 13,27	
Habillement	6,05 11,83	
Bois	7,47 18,11	
Meubles	6,76 13,86	
Papier et produits connexes	10,82 33,43	
Imprimerie, édition et activités annexes	10,70 31,60	
Industrie métallique primaire	10,89 42,66	
Industrie des produits métalliques	8,86 22,03	
Industrie de la machinerie	9,26 24,35	
Industrie du matériel de transport	9,77 33,47	
Appareils et matériel électriques	8,46 28,95	
Produits minéraux non-métalliques	9,48 23,75	
Industrie du pétrole et du charbon	13,08 103,98	
Industrie chimique et produits connexes	8,93 46,28	
Industries manufacturières diverses	6,55 17,84	
Biens durables	9,03 26,48	
Biens non durables	8,10 24,91	
Total	8,48 25,56	



(1) À cette date, les données sur la productivité, la rémunération du travail et les coûts unitaires de main-d'oeuvre sont encore sujettes à des révisions ultérieures. De plus, ces mesures peuvent subir les effets des différences de concept entre les enquêtes effectuées au Canada et aux États-Unis. En conséquence, les comparaisons entre les fluctuations conjoncturelles de ces indicateurs au Canada et aux États-Unis doivent être utilisées avec prudence.

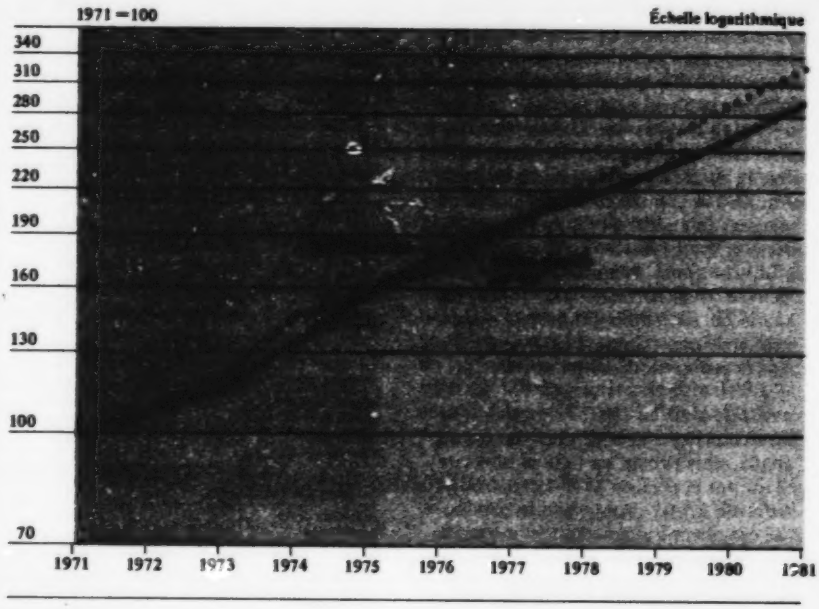
(2) SOURCE: Données non publiées, provisoires pour 1981. U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, Office of Productivity and Technology, décembre 1981. Commerce Canada, avril 1982. La rémunération comprend toutes les sommes directement versées à l'employé ainsi que les avantages sociaux.

Les différentes enquêtes sur l'emploi au Canada laissent présumer pour 1981 une création plus forte au Canada qu'au Québec de l'emploi manufacturier. De la même façon, la hausse de la production manufacturière réelle est plus grande au Canada qu'au Québec. En dépit cependant de la performance moindre des fabricants québécois, ceux-ci ajustent assez rapidement la quantité de leurs heures-semaine travaillées, de façon à les équilibrer avec le ralentissement de leur production. En conséquence, les manufacturiers québécois haussent leur productivité réelle en 1981 dans une proportion en apparence sensiblement identique à celle de leurs concurrents canadiens,[1] mais inférieure à celle de leurs concurrents américains.

Au Québec, en 1981, les rémunérations horaires moyennes des salariés dans les entreprises de fabrication de vingt employés et plus s'accroissent de 12,3%, soit plus qu'au Canada où la hausse est d'environ 11,4%. Or, la hausse des rémunérations par heure-personne pour l'ensemble des employés de toute l'industrie manufacturière canadienne est légèrement inférieure à 11,4% puisque évaluée à 11,1%. Si nous supposons qu'une différence du même ordre existe au Québec entre la hausse des rémunérations horaires moyennes des entreprises de vingt employés et plus et celle des rémunérations par heure-personne pour l'ensemble des employés de toutes les entreprises manufacturières, on peut conclure à une hausse approximative de l'ordre de 12,0% au Québec des rémunérations par heure-personne dans le secteur de la transformation.

Si cette hypothèse s'avérait exacte, on serait amené à constater une hausse plus grande au Québec qu'au Canada et aux États-Unis des rémunérations par heure-personne chez les manufacturiers en 1981. Cette comparaison se double, nous l'avons vu, d'une productivité manufacturière croissant à un rythme respectivement égal ou plus lent au Québec qu'au Canada et aux États-Unis. En conséquence, on peut déduire que les coûts unitaires de main-d'oeuvre des manufacturiers québécois augmentent plus vite en 1981 que ceux de leurs concurrents canadiens et américains. Par surcroît, tout laisse croire que les fabricants québécois n'échappent plus au mouvement canadien des dernières années de ralentissement de la croissance de la productivité, doublé d'une accélération de l'augmentation des coûts unitaires de main-d'oeuvre. Enfin, encore en 1981, le niveau de compétitivité des manufacturiers québécois comparé à celui de leurs vis-à-vis américains est protégé par la différence qui sépare la valeur des devises canadienne et américaine.

7,8 RÉMUNÉRATION HORAIRE, VALEUR AJOUTÉE PAR HEURE-PERSONNE, FABRICATION, QUÉBEC ÉVOLUTION ANNUELLE 1971 = 100



(1) Les estimations de certains indicateurs effectués à ce jour par le Conference Board du Canada de même que par le Bureau de la statistique du Québec corroborent cette affirmation.

LE SECTEUR TERTIAIRE

Le développement de la plupart des économies s'accompagne naturellement de modifications importantes dans leur structure économique et dans les habitudes et le comportement des agents économiques. Ainsi, au fur et à mesure qu'une économie se développe, la part du secteur primaire dans l'activité totale a tendance à diminuer au profit du secondaire et du tertiaire. Lorsque les économies atteignent un certain degré d'industrialisation, l'importance du secondaire commence à diminuer à son tour alors que celle du tertiaire croît rapidement.

Après les États-Unis, le Québec et le Canada sont les États les plus tertiarisés du monde occidental. Aujourd'hui, le secteur tertiaire y est de loin le plus important en termes d'emplois et de production. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, mais surtout depuis le début des années soixante, on assiste au Québec à deux phases importantes du développement du secteur tertiaire. D'une part, les années soixante ont été marquées par la croissance rapide du secteur public et parapublic. C'est l'époque de la réforme de l'éducation et de la révolution tranquille, celle des retards à rattraper en éducation et des grandes politiques de santé. Il y a ralentissement très net au début des années soixante-dix et plafonnement, comme dans le cas de l'enseignement, au cours des années 1975-80. D'autre part, poussées par la croissance exceptionnelle des revenus disponibles réels, d'autres activités comme les services personnels et les divertissements et loisirs ont connu des développements rapides. Les taux de croissance de ces activités ont été en moyenne très élevés et ils ont même semblé s'accélérer depuis 1975, malgré le ralentissement économique des dernières années. La croissance des activités de commerce de détail a elle aussi été rapide. Depuis 1970 surtout, le Québec a connu une véritable explosion dans le domaine de l'implantation de centres commerciaux. Il en est de même de la croissance des services de communications qui illustre le rôle central joué dans nos sociétés par l'information. La performance du secteur "services aux entreprises" doit aussi être signalée. Depuis 1961, cette industrie connaît une croissance moyenne supérieure à la plupart des activités économiques. Ainsi, d'une part, les changements importants survenus dans les méthodes de gestion et d'organisation dans le monde des affaires se sont traduits par une demande croissante de spécialistes dans la production, la gestion, la mise en marché, l'analyse financière et légale. D'autre part, le développement des ressources hydro-électriques du Québec a amené la montée d'une expertise québécoise authentique et originale et la formation d'un important noyau d'ingénieurs-conseils qui se sont mis à exporter une forte proportion de leurs services à l'étranger.

Ainsi, alors qu'en 1961, sur 1000 personnes employées au Québec, 117 travaillaient dans le secteur primaire, 354 dans le secondaire et 529 dans le tertiaire, en 1981, elles sont respectivement 48, 264 et 688. Il paraît donc important d'étudier plus en détail l'évolution du secteur tertiaire en 1981, plus précisément dans les domaines des immobilisations, de l'emploi et des salaires et de la production intérieure brute.

Les immobilisations

La valeur des immobilisations du secteur tertiaire s'élève à 8 070,0 millions de $ en 1981, ce qui représente 57% des dépenses totales en capital effectuées au Québec, comparativement à 58% en 1980. L'augmentation des immobilisations du tertiaire est de 8,4% en 1981 après la hausse de 4,7% en 1980 et est légèrement inférieure à l'augmentation de 9,6% pour l'ensemble de l'économie. Cette croissance est attribuable en grande partie à la hausse de 12,8% des dépenses en constructions neuves qui passent de 4 495,9 millions de $ en 1980 à 5 073,2 millions de $ en 1981. Par contre, les dépenses en machines et équipement n'augmentent que de 1,7% passant de 2 946,1 millions de $ en 1980 à 2 996,8 millions de $ en 1981.

Les immobilisations du secteur tertiaire sont habituellement regroupées sous trois postes: "services d'utilité publique", "commerce, finances et services commerciaux" et "institutions et ministères gouvernementaux". Les "services d'utilité publique" dominent nettement avec 53% des immobilisations du tertiaire, alors que les deux autres groupes accaparent respectivement 20% et 27% du total.

Au niveau de la croissance en 1981, c'est le groupe "services d'utilité publique" qui affiche la meilleure performance avec une hausse de 11,1%, après une baisse de 2,2% en 1980. Le groupe "institutions et ministères gouvernementaux" voit, pour sa part, le taux de croissance de ses immobilisations en 1981 réduit de près de moitié par rapport à 1980, celui-ci passant de 15,9% à 8,3%. Enfin, les immobilisations du groupe "commerce, finances et services commerciaux" n'augmentent que de 2,0% en 1981, comparativement à 10,2% l'année précédente. Ceci est dû à une chute de 18,5% au niveau des services commerciaux, entraînée par une baisse générale de l'activité économique.

L'analyse de chacun des groupes fait ressortir des variation importantes de croissance des immobilisations au niveau de leurs composantes. Ainsi, l'augmentation de 426,9 millions de $ des dépenses en capital au niveau des "services d'utilité publique" provient pour plus de la moitié, de la hausse de 234,9 millions de $ (+44,3%) de la composante "transports" et est due en grande partie aux dépenses en immobilisations (145,7 millions de $) pour la construction du gazoduc à l'est

TABLEAU 8,1 **SECTEUR TERTIAIRE PRINCIPALES STATISTIQUES QUÉBEC**

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
Immobilisations	'000 000$	5 890,7	6 496,1	7 104,6	7 442,0	8 070,0	10,3	9,4	4,7	8,4
Emplois	'000	1 652	1 692	1 757	1 814	1 848	2,4	3,8	3,2	1,9
Masse salariale	'000 000$	19 383	21 458	23 939	27 179	30 172	10,7	11,6	13,5	11,0
Jours-personnes perdus en arrêt de travail	nombre	n.d.	636 961	1 792 023	2 198 881	594 585	—	181,3	22,7	-73,0
Produit intérieur brut au coût des facteurs	'000 000$	29 119	32 303	35 920	39 647	43 866	10,9	11,2	10,4	10,6

* Chiffres provisoires.

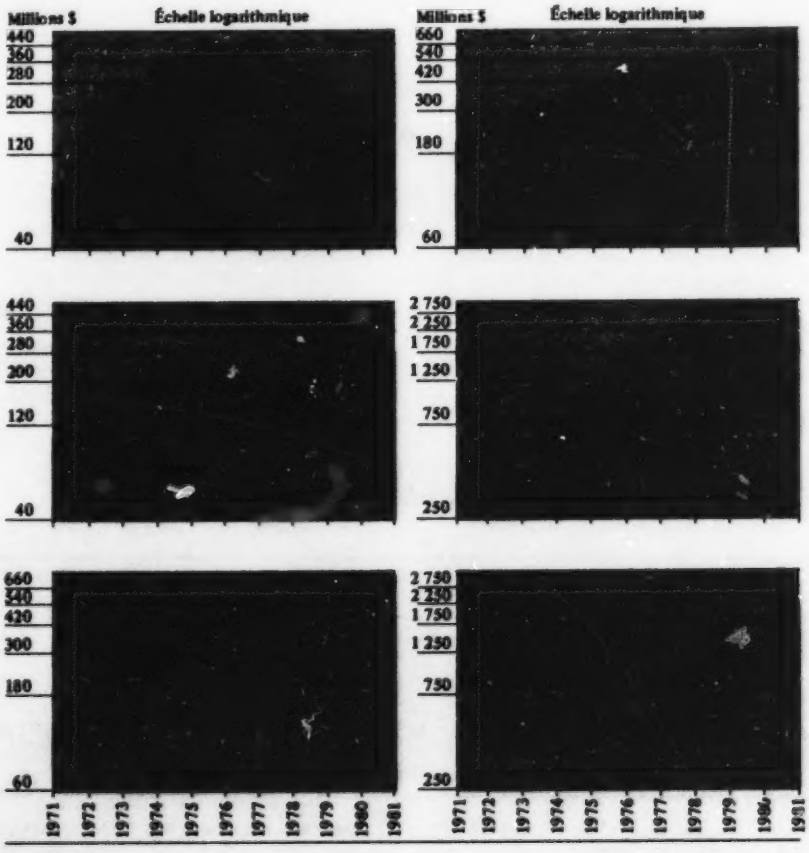
SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205), La population active, décembre 1981 (71-001), S.C.; Travail Québec; Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 8,2 IMMOBILISATIONS SECTEUR TERTIAIRE QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Transports[1]	402,0	382,3	493,8	530,1	765,0	- 4,9	29,2	7,4	44,3
Communications[2]	479,6	556,1	583,9	674,9	735,4	16,0	5,0	15,6	9,0
Autres services d'utilité publique[3]	1 994,7	2 610,5	2 857,3	2 643,3	2 774,8	30,9	9,5	- 7,5	5,0
Total services d'utilité publique	2 876,3	3 548,9	3 935,0	3 848,3	4 275,2	23,4	10,9	- 2,2	11,1
Commerce	211,0	247,5	252,0	256,9	275.9	17,3	1,8	1,9	7,4
Finances, assurances et immeubles	429,2	326,0	277,6	312,0	508,0	-24,0	-14,8	12,4	62,8
Services commerciaux	514,0	574,3	885,5	990,9	807,5	11,7	54,2	11,9	-18,5
Total commerce, finances et services commerciaux	1 154,2	1 147,8	1 415,1	1 559,8	1 591,4	- 0,6	23,3	10,2	2,0
Institutions et ministères gouvernementaux	1 860,2	1 799,4	1 754,5	2 033,9	2 203,4	- 3,3	- 2,5	15,9	8,3
Grand total	5 890,7	6 496,1	7 104,6	7 442,0	8 070,0	10,3	9,4	4,7	8,4

* Données provisoires.
(1) Comprend chemins de fer, transports urbain, maritime, aérien et routier, entreposage, oléoducs et gazoducs, routes et ponts à péage et biens capitaux imputés aux dépenses d'exploitation.
(2) Comprend téléphone, réseaux de télégraphe et de câbles et radiodiffusion.
(3) Comprend énergie électrique, distribution du gaz, silos à céréales et services de distribution d'eau.
SOURCES: Investissements privés et publics au Canada, (61-205), S.C.: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

8,1 IMMOBILISATIONS, SECTEUR TERTIAIRE QUÉBEC



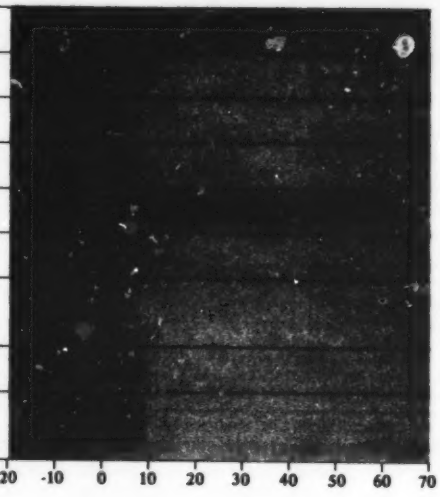
de Montréal. Les transports aériens, pour leur part, enregistrent une hausse de 44,7 millions de $ de leurs immobilisations et ceux par rail de 33,6 millions de $. Par contre, la composante "autres services d'utilité publique" qui compte pour 65% de l'ensemble du groupe, n'augmente que de 5,0%, suite, en grande partie, au plafonnement des investissements à la Baie James. Les dépenses en immobilisations dans le domaine de l'énergie électrique ne croissent, en effet, que de 4,6%. Enfin, les communications enregistrent un taux de croissance de leurs immobilisations légèrement supérieur à celui de l'ensemble du tertiaire, soit de 9,0%.

Les variations des taux de croissance des immobilisations au niveau des composantes du groupe "commerce, finances et services commerciaux" sont encore plus prononcées que pour le groupe précédent. En effet, alors que les services commerciaux enregistrent une baisse de 18,5%, les finances, assurances et immeubles connaissent une hausse de 62,8% et le commerce une de 7,4%. C'est au niveau des autres services commerciaux que la baisse des immobilisations se situe (-21,6%) pour les services commerciaux, et c'est au niveau des banques et des autres institutions financières que les hausses se produisent (+70,9% et 62,4% respectivement) pour le groupe "finances, assurances et immeubles".

Enfin, le groupe "institutions et minis-

8,2 IMMOBILISATIONS PAR ACTIVITÉ, SECTEUR TERTIAIRE, QUÉBEC 1981/1980

Activités	Millions $ 1981
Transport	765
Communications	735
Autres services d'utilité publique	2 775
Commerce	276
Finances, assurances, immeubles	508
Services commerciaux	808
Total commerce, finances, assurances, immeubles et services commerciaux	1 591
Institutions et ministères gouvernementaux	2 203
Grand total	8 070



tères gouvernementaux" voit sa part relative dans les immobilisations du tertiaire diminuer de 32% à 27% entre 1976 et 1981. En 1980, c'était le groupe qui avait connu le plus fort taux de croissance des dépenses en immobilisations par rapport à 1979 (15,9%); en 1981, le taux est de 8,3%, soit au même rythme que l'ensemble du tertiaire. Cette augmentation de 169,5 millions de $ est due en totalité à la hausse des dépenses en construction puisque celles en machinerie et équipement baissent de 1,4 millions de $. Ce sont les dépenses en immobilisations au niveau municipal (50% du total) qui enregistrent la plus forte augmentation (13,5%) puisqu'elles passe de 968,2 millions de $ en 1980 à 1 098,5 millions de $ en 1981; celles du gouvernement fédéral s'accroissent de 20,8 millions de $ (14,9%) et celles du gouvernement provincial diminuent de 2,1 millions de $ (-0,4%).

L'emploi et les salaires

En 1981, c'est le secteur tertiaire qui est responsable de la presque totalité de la création nette de 18 000 emplois au Québec. En effet, alors que le primaire enregistre une faible hausse de 1 000 emplois, le secondaire, pour sa part, subit une perte nette de 19 000 emplois. Le secteur tertiaire, par contre, voit ses effectifs augmenter de 34 000, soit une hausse de 1,9% par rapport à 1980. Cet accroissement est, toutefois, nettement inférieur à ceux des années précédentes, soit 3,8% en 1979 et 3,2% en 1980.

Deux secteurs, soit les services sociaux, commerciaux, industriels et personnels et le commerce sont principalement responsables de la hausse de l'emploi en 1981. C'est d'ailleurs, dans ces deux activités que sont concentrés une grande partie des effectifs féminins et le travail à temps partiel. Tout comme en 1980, c'est le groupe "services sociaux, commerciaux, industriels et personnels", de loin le plus important du secteur tertiaire en termes d'emplois, soit 45% du total, qui voit le nombre de ses effectifs augmenter le plus, soit 24 000 ou 3,0%, contre 34 000 ou 4,4% en 1980. Cette augmentation se retrouve principalement au niveau de l'activité "services parapublics" (+16 000 emplois ou +3,9%), alors que l'enseignement et les hôpitaux enregistrent des hausses respectives de 12 600 (6,7%) et 7 000 emplois (3,6%) et les cabinets de médecin une baisse de 4 200 (-13,5%). Par contre, l'emploi dans les "services privés" augmente de 2,0%, soit de 8 000. Dans cette activité, la hausse de l'emploi se retrouve dans les services externes des entreprises (+7 700), les services personnels (+4 000) et les divertissements et loisirs (+3 400), alors qu'il demeure stationnaire dans les ménages privés et autres services et diminue de 6 000 dans les organismes religieux.

Le groupe "commerce" constitue le deuxième groupe où le nombre d'emplois augmente le plus en 1981, soit de 14 000 ou 3,1%. Cette hausse se situe, toutefois, uniquement au niveau du commerce de détail. Ceci est très paradoxal si on considère le niveau très faible des ventes au détail en 1981.

Le groupe "administration publique", qui avait connu une baisse de 1,1% de l'emploi en 1980, voit celui-ci augmenter de 3,8% en 1981, soit de 7 000. Cette hausse se situe principalement au niveau des administrations locales. L'emploi, par contre, demeure stationnaire dans l'administration provinciale.

Le secteur des "transports, communications et autres services d'utilité publique", qui avait connu une baisse importante de l'emploi en 1980, 10 000 ou 4,2%, voit celui-ci diminuer légèrement en 1981, soit 1 000 emplois ou 0,4%. C'est le groupe des transports qui est le plus touché avec une baisse de 9 000 emplois ou 6,3%. Ce ralentissement de l'activité dans les transports peut être attribué à la faiblesse de la production manufacturière à laquelle elle est fortement reliée. Par contre, les communications accusent une forte croissance, 14,3% ou 8 000 emplois, après avoir connu une diminution de 10 000 emplois en 1980, soit 15,2%. Enfin, l'emploi dans les autres activités demeure stationnaire, soit au niveau de 29 000.

C'est le secteur des "finances, assurances et immeubles" qui est le plus touché en 1981 avec une perte de 10 000 emplois, soit une baisse de 6,7%. Celui-ci avait connu, toutefois, une forte croissance, en 1980, soit 20,2% ou 25 000 emplois. Il faut noter que le secteur financier a été fortement touché en 1981 par les effets de la récession nord-américaine et celui des immeubles par la hausse des taux d'intérêt et la baisse des transactions immobilières qui s'en ait suivi. Devant un marché moins favorable, les institutions financières et d'assurances ont alors amorcé un mouvement de consolidation de leurs activités. C'est ainsi qu'on assiste en 1981 à une baisse de 5 200 emplois (-6,5%) chez les institutions financières, 5 300 chez les agences d'assurances et d'affaires immobilières (-13,2%) et à une très faible hausse de 200 chez les assurances (+0,7).

TABLEAU 8,3 EMPLOI DANS CERTAINS GROUPES DU SECTEUR TERTIAIRE QUÉBEC

Secteur	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	milliers					variation en pourcentage			
Transports, communications et autres services d'utilité publique	204	223	238	228	227	9,3	6,7	- 4,2	- 0,4
Transports	123	133	148	143	134	8,1	11,3	- 3,4	- 6,3
Communications	57	62	66	56	64	8,8	6,5	-15,2	14,3
Autres utilités	23	28	25	29	29	21,7	-10,7	16,0	—
Commerce	428	420	438	448	462	- 1,9	4,3	2,3	3,1
Gros	113	109	113	118	118	- 3,5	3,7	4,4	—
Détail	315	311	325	330	344	- 1,3	4,5	1,5	4,2
Finances, assurances et immeubles	133	133	124	149	139	—	- 6,8	20,2	- 6,7
Services sociaux, commerciaux, industriels et personnels	706	738	770	804	828	4,5	4,3	4,4	3,0
Services parapublics	375	384	395	411	427	2,4	2,9	4,1	3,9
Services privés	331	354	375	393	401	6,9	5,9	4,8	2,0
Administration publique	181	178	187	185	192	- 1,7	5,1	- 1,1	3,8
Total	1 652	1 692	1 757	1 814	1 848	2,4	3,8	3,2	1,9

NOTE: Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des composantes dû à l'arrondissement des données.
SOURCES: Enquête mensuelle sur la population active, S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 8,4 SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDOMADAIRES MOYENS DANS CERTAINS GROUPES DU SECTEUR TERTIAIRE QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	dollars					variation en pourcentage			
Transports, communications et autres services d'utilité publique	287,01	310,82	338,61	385,29	433,25	8,3	8,9	13,8	12,4
Commerce — total	192,59	207,48	224,31	246,68	269,87	7,7	8,1	10,0	9,4
— détail	167,20	178,93	191,46	209,43	226,09	7,0	7,0	9,4	8,0
— gros	243,42	262,20	287,42	316,36	349,51	7,7	9,6	10,1	10,5
Finances, assurances et immeubles	230,64	249,90	273,30	305,19	349,30	8,4	9,4	11,7	14,4
Services — totaux[1]	178,95	192,58	207,42	228,09	251,62	7,6	7,7	10,0	10,3

* Chiffres provisoires.
(1) Comprend les services extérieurs des entreprises, les services personnels, la cinématographie, les services récréatifs et les services divers. Les services relevant des collectivités religieuses, de l'enseignement, de la santé et du bien-être sont exclus.
SOURCES: Emploi, gains et durée du travail (72-002), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

Les salaires et les traitements hebdomadaires moyens dans le secteur tertiaire augmentent plus rapidement en 1981 qu'en 1980 dans deux groupes majeurs, mais moins rapidement dans les deux autres. C'est dans le groupe "finance, assurances et immeubles" que la hausse est la plus prononcée, 14,4%, suivi de "transports, communications et autres services d'utilité publique", 12,4%, de "services", 10,3% et de "commerce", 9,4%. La plus haute rémunération hebdomadaire moyenne dans le tertiaire en 1981 s'établit à 528,08$ dans l'activité "électricité, gaz et eau", en hausse de 13,3% par rapport à 1980, alors que la plus faible se retrouve dans le "commerce de détail" avec 226,09$ en hausse de 8,0%.

La masse salariale, soit les salaires et traitements, versée dans le secteur tertiaire augmente de 11,0% en 1981, soit au même rythme que l'ensemble de l'économie. C'est le groupe des "services" qui enregistre le taux de croissance le plus élevé avec 13,1%. Vient ensuite "l'administration publique et défense" avec un taux presque identique à celui de l'ensemble, soit 11,1%. Les autres groupes, par contre, connaissent des taux de croissance de la masse salariale inférieurs à la moyenne, soit dans l'ordre "finance, assurances et immeubles", 10,7%; "transports, communications et autres services d'utilité publique", 9,9%; et "commerce" 7,5%. Les salaires et traitements dans le secteur tertiaire en 1981 représentent 67,9% du total de ceux payés au Québec, comparativement à 67,8% en 1980 et 65,0% en 1976.

Les relations de travail

Tout comme pour l'ensemble de l'économie, le secteur tertiaire au Québec connaît en 1981 une baisse marquée du nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail. Celle-ci d'ailleurs est plus prononcée dans le tertiaire que pour l'ensemble, soit 73,0% contre 58,5%. Bien que l'emploi dans le tertiaire représente 69% du total des emplois au Québec, la part relative des jours-personnes perdus suite à des conflits de travail y est moindre, soit seulement 33,2% en 1981, à cause principalement d'un taux plus

TABLEAU 8,5 **JOURS-PERSONNES PERDUS EN ARRÊTS DE TRAVAIL[1], SECTEUR TERTIAIRE QUÉBEC**

	1978	1979	1980	1981*	1979/78	1980/79	1981/80
	nombre				variation en pourcentage		
Transports, communications et services publics	276 531	815 448	225 400	349 243	194,9	-72,4	54,9
Transports et entreposage	159 283	295 244	42 668	87 449	85,4	-85,5	105,0
Communications	113 294	260 948	173 415	224 223	130,3	-33,5	29,3
Électricité, gaz et eau	3 954	259 256	9 317	37 571	6 456,8	-96,4	303,3
Commerce	120 740	61 924	99 154	85 453	-48,7	60,1	-13,8
Finances, assurances et immeubles	6 962	16 674	33 172	47 850	139,5	98,9	44,2
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	142 542	521 166	1 466 062	90 382	265,6	181,3	-93,8
Administrations publiques	90 186	376 811	375 093	21 657	317,8	- 0,5	-94,2
Grand total	636 961	1 792 023	2 198 881	594 585	181,3	22,7	-73,0

* Chiffres provisoires.
(1) Inclut les conflits sous compétence fédérale et provinciale.
SOURCES: Travail Québec, «Grèves et lock-out au Québec»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

faible de syndicalisation. Les activités les moins syndiquées sont les finances, les services aux entreprises, les services divers, le commerce de gros et les services personnels. À l'opposé, les activités les plus fortement syndiquées sont l'enseignement, les communications, les administrations publiques et les transports.

En 1981, 201 conflits de travail, impliquant 32 257 travailleurs, pour un total de 594 585 jours-personnes pjerdus, perturbent l'activité économique au Québec dans le secteur tertiaire. En moyenne, le nombre de travailleurs par conflit est de 160 et celui du nombre de jours perdus de 18.

C'est le groupe "transports, communications et services publics" qui enregistre en 1981 la plus forte augmentation tant en nombre de jours-personnes perdus qu'en pourcentage, soit 123 843 jours-personnes perdus ou 54,9%. D'ailleurs, 58,7% des jours-personnes perdus dans le tertiaire en 1981 se retrouve dans ce groupe. À l'intérieur de celui-ci, ce sont les composantes "électricité, gaz et eau" et "transports et entreposage" qui connaissent les plus fortes hausses dans le nombre de jours-personnes perdus, soit 303,3% et 105,0% respectivement. Ces augmentations, qui apparaissent spectaculaires à première vue, sont, toutefois, dues à la très bonne performance enregistrée par ces dernières en 1980. C'est dans la composante "communications" que l'on retrouve le plus grand nombre de jours-personnes perdus du groupe, soit 224 223 ou 64,2% du groupe, en hausse de 29,3%. Cette augmentation dans les communications est en grande partie imputable au conflit des postiers qui a sévi du 30 juin au 11 août, impliquant 6 840 travailleurs pour une perte de 198 360 jours-personnes. Le groupe "finance, assurances et immeubles" voit, pour sa part, le nombre de jours-personnes perdus augmenter de 44,2% pour se situer à 47 850. Par contre, les relations de travail sont très calmes dans les deux autres groupes du tertiaire, soit les "services socioculturels", commerciaux et personnels" et les "administrations publiques" qui enregistrent des baisses respectives de 93,8% et 94,2% dans le nombre de jours-personnes perdus.

Importance du secteur tertiaire dans l'activité économique (PIB)

Après avoir analysé l'importance du secteur tertiaire dans l'économie du Québec en 1981 par rapport à certaines variables, telles que les immobilisations (57% de celles-ci), l'emploi (69% de l'emploi total) et les salaires et traitements (68% du total québécois), voyons maintenant la part du secteur tertiaire en ce qui concerne la production.

La «valeur brute de production», concept utilisé pour mesurer l'affectation des ressources totales dans les activités économiques des secteurs primaire et secondaire, est inadéquate dans le cas du secter tertiaire à cause du rôle d'intermédiaire joué par les entreprises de distribution et de services. Il est préférable, alors, de s'en remettre à un autre agrégat plus approprié, soit le «produit intérieur brut» ou encore la «valeur ajoutée au coût des facteurs», qui permet de mieux mesurer la contribution inhérente de chaque activité, de même que l'apport de ses ressources dans l'ensemble de l'économie.

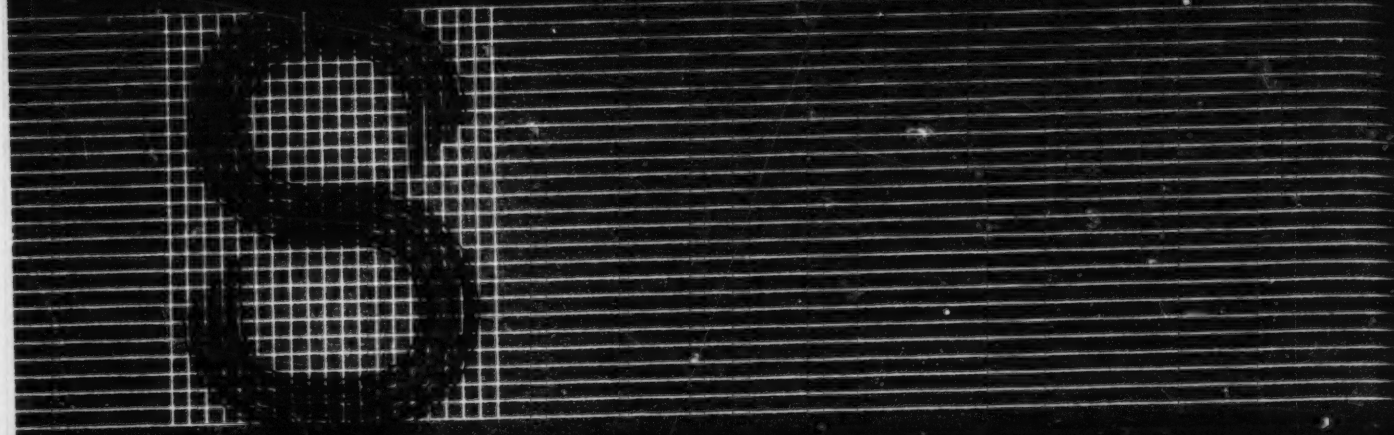
Une courte rétrospective de la situation depuis 1961 permet de constater des changements importants dans la part relative des grands secteurs de l'économie. En 1961, les secteurs primaire et secondaire représentent respectivement 6,4% et 37,0% de la production intérieure totale du Québec, alors que la part du tertiaire est de 56,6%. Par la suite, survient une expansion des dépenses de consommation en services, et, en 1971, par exemple, la contribution du primaire et du secondaire s'établit à 4,5% et 31,6%, et celle du tertiaire à 63,9%. De 1971 à 1981, la part du primaire demeure la même et celle du secondaire fluctue à la baisse et se situe à 29,6% en 1981, alors qu'en même temps, la part du tertiaire augmente et atteint 65,9% du total du PIB.

Bien que le secteur tertiaire accroisse de façon sensible son importance dans l'économie, les groupes qui le composent n'évoluent toutefois pas de façon identique. L'importance des services et de l'administration publique s'accroît et ce, surtout au cours de la décennie soixante, leur part relative passant de 14,5% et 5,2% respectivement en 1961 à 24,2% et 8,1% en 1981. Le groupe transports, communications et autres services d'utilité publique voit sa part relative diminuer légèrement entre 1961 et 1971, et se stabiliser par la suite pour atteindre 12,1% en 1981. Par contre, les groupes commerce et finances, assurances et immeubles qui maintiennent leur importance relative presque durant toute la période, voit celle-ci diminuer au cours des dernières années pour se situer à 11,4% et 10,1% respectivement.

TABLEAU 8,6 IMPORTANCE RELATIVE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS, PAR ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, QUÉBEC 1961, 1971, 1976-1981

Activité économique	1961	1971	1976	1977	1978	1979	1980	1981
					en pourcentage			
Agriculture	2,6	1,8	1,8	1,7	2,0	2,2	2,2	2,2
Forêts	1,1	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Pêche et piégeage	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	2,6	2,0	1,8	1,8	1,6	1,7	1,6	1,6
Total, primaire	6,4	4,5	4,3	4,2	4,3	4,6	4,5	4,5
Fabrication	30,6	25,8	22,8	22,7	23,1	24,7	25,4	24,6
Construction	6,4	5,8	6,7	6,5	5,8	5,0	4,8	5,0
Total, secondaire	37,0	31,6	29,5	29,2	28,9	29,8	30,2	29,6
Transports, entreposage, communications électricité, gaz et eau	12,9	12,2	11,5	12,0	12,1	12,2	12,1	12,1
Commerce (gros et détail)	12,2	12,3	12,8	12,0	11,8	12,0	11,6	11,4
Finances, assurances et affaires immobilières	11,8	11,9	11,5	11,8	11,7	10,6	9,9	10,1
Administration publique et défense	5,2	6,5	7,7	7,7	8,0	7,8	8,0	8,1
Services	14,5	21,0	22,7	23,1	23,2	22,9	23,6	24,2
Total, tertiaire	56,6	63,9	66,2	66,6	66,8	65,6	65,3	65,9
Total, toutes activités	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCES: Comptes économiques des revenus et des dépenses, Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.



La croissance de la production intérieure

Le ralentissement de l'activité économique en cours depuis la mi-année 1981, tant aux États-Unis qu'au Canada, ne devrait faire place à une légère reprise qu'à la fin de l'année 1982. L'économie québécoise, largement tributaire des marchés extérieurs, ne devrait en ressentir les effets que tardivement, soit principalement en 1983. L'année 1982 marquerait donc le creux du cycle économique au Québec. À l'exception d'un léger fléchissement de l'inflation, les autres principaux indicateurs économiques se détérioreront. On devrait donc assister au Québec en 1982 à une baisse du produit intérieur réel, à une diminution de l'emploi, à un hausse du chômage, à une compression des ventes au détail, à un déclin de la construction résidentielle, à un recul des livraisons manufacturières et à une stagnation des exportations.

L'emploi et le chômage

Étant donné le marasme général de l'économie en 1982, une baisse du taux d'activité est prévue au Québec. Cette baisse, combinée à une croissance de la population de 15 ans et plus, légèrement inférieure à l'année précédente, entraînera une diminution des effectifs de la population active de l'ordre de 1 à 2%. La population employée, par ailleurs, sera en nette régression, soit de l'ordre de 3 à 4%, de sorte que le taux de chômage augmentera de près de deux points de pourcentage pour se fixer autour de 12%. Les baisses d'emplois les plus fortes en termes absolus devraient se retrouver dans la fabrication, le commerce et les services socioculturels, commerciaux et personnels.

Les revenus et la consommation

En 1982, on assistera à une légère diminution du rythme de croissance du salaire hebdomadaire moyen et à une baisse de l'emploi de sorte que la rémunération des salariés croîtrait moins rapidement qu'en 1981. Les «intérêts, dividendes et revenus divers de placement» devraient enregistrer une augmentation qui serait cependant moins importante que l'an dernier. Il reste que ce sera de nouveau l'élément du revenu personnel qui enregistera la plus forte croissance, à cause surtout des revenus en intérêts. L'aggravation du chômage aura pour effet d'augmenter les paiements de transferts des administrations publiques aux particuliers. Il s'ensuit que, globalement, la croissance du revenu personnel ralentira. En raison d'une légère augmentation des impôts directs, le revenu personnel disponible augmentera à un rythme moindre que le revenu personnel.

Les dépenses personnelles augmenteront à un rythme inférieur à celui de 1981. Les ventes au détail enregistreront une faible croissance en valeur et un déclin en volume. Les taux d'intérêt élevés affecteront de nouveau la demande de biens durables. Le taux d'épargne, même s'il demeure relativement élevé, fléchira quelque peu.

La construction et les investissements

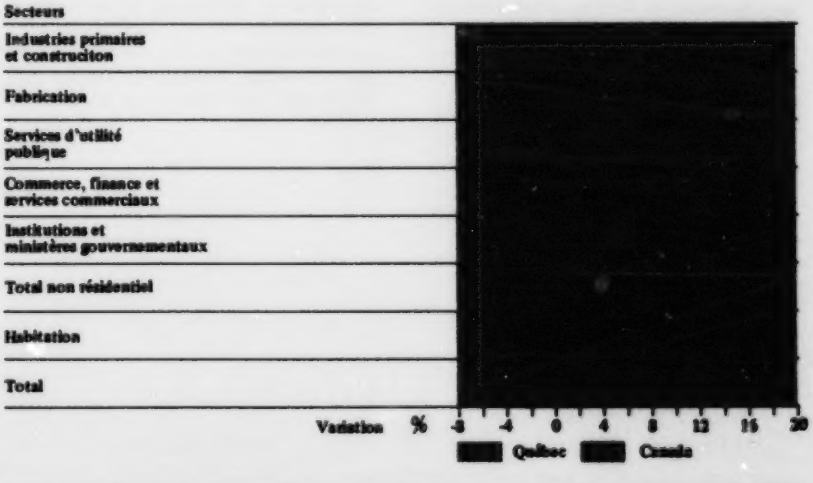
Les dépenses totales d'immobilisations au Québec en 1982 devraient augmenter d'environ 5%, soit à un rythme nettement inférieur à celui de 1981, et loin derrière ceux du Canada et de l'Ontario. Sous l'effet des taux d'intérêt élevés, de la stagnation du revenu personnel disponible réel et de l'ajustement à la baisse des aspirations en matière de logement, la construction résidentielle devrait baisser faiblement, moins cependant qu'au Canada et qu'en Ontario. Cette réduction des immobilisations dans l'habitation se produirait malgré leur niveau déjà très bas, et malgré l'évolution, favorable pour les prochains mois, de plusieurs indicateurs, comme la baisse dans les stocks de logements invendus et dans les taux de vacance des immeubles d'appartements, l'amélioration du solde migratoire et la forte hausse de la valeur totale des permis de bâtir. La part des dépenses de rénovation, en pourcentage des investissements globaux dans l'habitation, continuerait d'augmenter. Le secteur unifamilial reculerait fortement alors que le multifamilial progresserait surtout à Montréal.

La construction non résidentielle s'accroîtrait de seulement 4,5%, loin derrière les hausses canadienne et ontarienne. Par contre, les immobilisations du Québec en machines et outillages marqueraient une nette amélioration, avec une croissance de 8,7%. Les travaux de génie devraient diminuer en raison surtout du ralentissement des activités dans le principal chantier du Québec, celui de la Baie de James.

D'après les contrats adjugés en 1981, les immobilisations dans le bâtiment commercial devraient croître de 30%, surtout en édifices à bureaux et surtout à Montréal où l'activité de la construction devrait se maintenir à des niveaux satisfaisants; le bâtiment industriel verrait sa croissance diminuer de 25%, tandis que le bâtiment institutionnel diminuerait de 5%, à cause de la forte baisse des immobilisations en hôpitaux et édifices publics et malgré la hausse des immobilisations en établissements scolaires.

Les immobilisations du secteur «commerce, finance et services commerciaux» progresseraient de 8,5% tandis que celles des services d'utilité publique augmenteraient de 11,6%; le secteur de la fabrication, avec des dépenses en immobilisations en hausse de 11,1%, progresserait davantage qu'en Ontario, mais un peu moins qu'au Canada. Les dérivés du pétrole et les pâtes et papiers progresseraient fortement alors que les métaux primaires immobiliseraient

9,1 IMMOBILISATIONS PAR SECTEUR, PERSPECTIVES, QUÉBEC — CANADA, 1982/1981



moins que l'an dernier. Les manufacturiers prévoient, de nouveau en 1982, concentrer la hausse de leur capitalisation dans les dépenses de construction. Le Québec verrait de nouveau diminuer en 1982 sa part relative de la capitalisation de l'ensemble des fabricants canadiens; l'Ontario connaîtrait le même phénomène, ce qui met en évidence les intentions d'investissements considérables des industriels de l'Ouest, en particulier de l'Alberta. Les contraintes budgétaires et les taux d'intérêt élevés devraient entraîner des diminutions d'environ 7% dans les immobilisations des institutions et ministères gouvernementaux; les coupures prévues par les municipalités seraient particulièrement marquées.

En fin d'année 1981, les milieux d'affaires canadiens et québécois sont contraints, par les taux d'intérêt élevés et la piètre performance de l'économie, à faire une évaluation pessimiste des perspectives économiques des prochains mois. La plupart des dirigeants d'entreprises anticipent à court terme une plus grande détérioration de l'économie, soit un chômage plus élevé, un ralentissement de la croissance des ventes, une stagnation des exportations, un niveau élevé des stocks, un rythme de croissance assez rapide des coûts de main-d'oeuvre, un niveau d'inflation persistant, et un très faible taux d'utilisation des capacités de production. La croissance des dépenses de capital productif prévues par les entreprises privées pourrait donc être révisée à la baisse en cours d'année 1982. Les liquidités internes disponibles se raréfient et sont consacrées au paiement des coûts supplémentaires en intérêt; les prêteurs se font plus sélectifs et les commandes en carnet des producteurs canadiens de machinerie et équipement diminuent en fin d'année. Malgré cela, le secteur privé devrait augmenter sa part des immobilisations totales au Québec, contrairement à la tendance prévalant au Canada et en Ontario, et ceci à cause du plafonnement des immobilisations du secteur public au Québec.

La fabrication

L'importante diminution de la demande de produits manufacturés au dernier trimestre de 1981 se poursuit au Québec et au Canada en 1982. L'année 1982 s'amorce sur une chute rapide des commandes en carnet et des nouvelles commandes de produits transformés, ce qui augure très mal pour les investissements ainsi que pour le coefficient d'exploitation des entreprises de transformation. Par surcroît, en dépit d'une baisse prononcée de la production, les stocks demeurent très élevés en début d'année, tellement la demande générale est faible. La reprise de la population sera donc lente; pour écouler leurs marchandises, les producteurs continueront à freiner la croissance de leurs prix, ce qui leur imposera une baisse sensible de leurs profits et provoquera un nombre de plus en plus élevé de faillites. Les fabricants devront donc multiplier les licenciements qui affecteront des milliers de salariés. En contrepartie du niveau élevé de chômage qui en résultera, les pressions à la hausse sur les salaires s'estomperont en cours d'année, en dépit du nombre élevé de conventions collectives qui échoient au Québec en 1982 dans les industries de la transformation. En effet, plusieurs conventions collectives se terminent en 1982 dans des secteurs névralgiques d'activité comme les pâtes et papiers et les métaux primaires.

Les prix

Le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation à Montréal devrait fléchir par rapport à 1981 en raison de la récession, qui se fait particulièrement sentir au niveau des ventes au détail, et de la décélération dans l'augmentation des prix de l'énergie.

De nouveau, les coûts de l'habitation et des transports seront à l'origine des pressions inflationnistes. Le niveau élevé des taux d'intérêt, l'augmentation du prix du mazout et la hausse des taxes municipales et des assurances feront en sorte que les coûts de l'habitation progresseront un peu plus rapidement que l'an dernier. Parmi les composantes de l'indice des prix, le transport montrera de nouveau cette année le rythme de croissance le plus élevé, quoiqu'il sera moindre que l'an dernier. Les prix de l'essence, des assurances et des frais de transport en commun sont les principaux responsables de cette hausse. Par contre, les rabais consentis sur les prix des automobiles auront un effet modérateur.

À moins d'imprévus climatiques, il se pourrait que, pour la première fois depuis 1976, l'augmentation des prix à l'alimentation soit moins rapide que celle de l'indice global. Bien que l'on prévoit que les prix des viandes subiront des hausses importantes, il reste que les produits importés et les céréales devraient peu augmenter. Tout comme en 1981, l'indice de l'habillement aura un effet à la baisse sur la hausse de l'indice global, ceci surtout à cause du niveau peu élevé des ventes et de la concurrence que doivent se livrer les nombreux magasins.

Malgré la dépréciation du dollar canadien, l'évolution des prix des biens importés, à cause de la décélération des prix aux États-Unis, constituera certes un élément prépondérant du fléchissement du rythme de croissance des prix en 1982. La hausse de l'indice global des prix risque d'être plus élevée à Montréal que dans l'ensemble du Canada en raison de pressions plus fortes ressenties au niveau des transports et de l'habitation.

LISTE DES TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES SELON L'ORDRE DES CHAPITRES

0,1 Revenu intérieur net et produit intérieur brut, Canada

1,1 Démographie et marché du travail, Ontario

1,2 Démographie et marché du travail, Canada

1,3 Jours-personnes perdus en arrêts de travail, par activité économique, Québec/Canada

2,1 Rémunération des salariés, par activité économique, Québec

2,2 Indice des prix à la consommation au Canada (1971 = 100)

2,3 Dépenses budgétaires du gouvernement du Québec, par ministère

3,1 Loyer de l'argent, taux en cours et rendement de certains titres, 1981, Canada et États-Unis

4,1 Investissements (immobilisations et réparations) par secteur et par catégorie de dépenses, Québec

4,2 Logements mis en chantier dans les centres urbains, Québec-Canada

4,3 Valeur des permis de bâtir, données mensuelles désaisonnalisées, Québec

4,4 Valeur des permis de bâtir, données mensuelles désaisonnalisées, Canada

4,5 Logements mis en chantier, certains centres urbains du Québec

5,1 Principaux pays de destination des exportations canadiennes, 1976-1981

6,1 Investissements, secteur primaire, Québec

6,2 Recettes monétaires provenant des opérations agricoles, Québec

6,3 Dépenses d'exploitation, d'amortissement et de commercialisation du secteur agricole au Québec

6,4 Pêche maritime et piégeage, principales espèces capturées, Québec

6,5 Forêts (activité de l'abattage) production, Québec

6,6 Industrie minière, valeur brute de la production au niveau de la transformation, Québec

6,7 Prix de quelques minéraux extraits au Québec

6,8 Énergie électrique, production-quantité et valeur brute selon l'utilisation, Québec

7,1 Valeur des livraisons, industries manufacturières, Canada

7,2 Immobilisations, industries manufacturières, Canada

7,3 Employés salariés dans les industries manufacturières, Québec

7,4 Jours-personnes perdus en arrêts de travail, industries manufacturières, Québec/Canada

7,5 Salaires et traitements hebdomadaires moyens, industries manufacturières, Canada

7,6 Bénéfices de base, industries manufacturières, Canada

7,7 Principales exportations internationales du Québec, répartition sectorielle selon les pays de destination

7,8 Variations des principales exportations internationales du Québec, selon les pays de destination

8,1 Investissements, secteur tertiaire, Québec

TABLEAU 0,1 REVENU INTÉRIEUR NET ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT CANADA

	1977	1978	1979	1980	1981
	millions de dollars				
Rémunération des salariés	118 992	129 848	145 091	162 373	184 752
Solde et indemnités militaires	1 531	1 534	1 548	1 663	1 856
Bénéfices des sociétés avant impôt	20 821	25 370	35 264	37 563	34 475
Intérêts et revenus divers de placements	15 712	19 121	23 026	26 083	33 162
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2 831	3 585	3 983	3 969	4 850
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	9 113	9 644	10 503	11 438	12 630
Ajustement de la valeur des stocks	-3 419	-4 577	-6 718	-6 841	-6 721
Revenu intérieur net au coût des facteurs	165 581	184 525	212 697	236 248	265 004
Impôts indirects moins subventions	23 907	25 854	27 925	29 191	38 241
Provision pour consommation de capital et ajustements divers	23 043	25 662	28 854	32 174	35 766
Erreur résiduelle	889	261	- 188	349	1 274
Produit intérieur brut au prix du marché	213 420	236 302	269 288	297 962	340 285

SOURCES: Comptes nationaux (13-001), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 1,1 DÉMOGRAPHIE ET MARCHÉ DU TRAVAIL ONTARIO

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
							variation en pourcentage			
Démographie										
Population au 1er juin	'000	8 355,0	8 444,3	8 504,5	8 574,4	8 624,9	1,07	0,71	0,82	0,59
Naissances	nombre	122 757	120 964	121 655	123 316*	123 240*	- 1,46	0,57	1,37	- 0,06
Taux pour 1 000 h.	"	14,7	14,3	14,3	14,4	14,3	—	—	—	—
Décès	"	61 425	61 116	61 468	62 746*	63 390*	- 0,50	0,58	2,08	1,03
Taux pour 1 000 h.	"	7,4	7,2	7,2	7,3	7,3	—	—	—	—
Accroissement naturel	"	61 332	59 848	60 187	60 570*	59 850*	- 2,42	0,57	0,64	- 1,19
Taux pour 1 000 h.	"	7,3	7,1	7,1	7,1	6,9	—	—	—	—
Acroissement total[1]	"	94 300	67 000	65 100	56 300*	63 100*	—	—	—	—
Migration nette	"	32 968	7 152	4 913	-4 270*	3 250*	—	—	—	—
Marché du travail										
Population de 15 ans et plus	'000	6 210	6 333	6 439	6 535	6 616	1,98	1,67	1,49	1,24
Taux d'activité	%	64,3	65,5	66,6	66,8	67,7	—	—	—	—
Population active	'000	3 994	4 147	4 289	4 366	4 481	3,83	3,42	1,80	2,63
Taux pour 1 000 h.	nombre	478	491	504	509	520	—	—	—	—
Emploi	'000	3 714	3 847	4 008	4 066	4 186	3,58	4,18	1,45	2,95
Taux pour 1 000 h.	nombre	445	456	471	474	485	—	—	—	—
Chômage	'000	280	300	280	300	295	—	—	—	—
Taux de chômage	%	7,0	7,2	6,5	6,9	6,6	—	—	—	—

* Chiffres provisoires.

(1) Croissance dans la population totale, de janvier à janvier.

SOURCES: Estimations de la population du Canada et des provinces (91-201); La Statistique de l'état civil (84-001); naissances (84-204), décès (84-206); Estimations trimestrielles de la population du Canada et des provinces (91-001); Statistiques chronologiques sur la population active (71-201); La population active, décembre 1981 (71-001); S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 1,2 DÉMOGRAPHIE ET MARCHÉ DU TRAVAIL CANADA

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
Démographie							variation en pourcentage			
Population au 1er juin	'000	23 257,6	23 475,6	23 681,3	23 936,3	24 189,4	0,94	0,88	1,08	1,06
Naissances	nombre	361 400	360 194	366 064	370 709*	370 150	- 0,33	1,63	1,27	- 0,15
Taux pour 1 000 h.	"	15,5	15,3	15,5	15,5	15,3	—	—	—	—
Décès	"	167 498	168 179	168 183	171 473*	170 910	0,41	0,002	1,96	- 0,33
Taux pour 1 000 h.	"	7,2	7,2	7,1	7,2	7,1	—	—	—	—
Accroissement naturel	"	193 902	192 015	197 881	199 236*	199 240	- 0,97	3,05	0,68	0,002
Taux pour 1 000 h.	"	8,3	8,2	8,4	8,3	8,2	—	—	—	—
Accroissement total[1]	"	232 400	201 100	235 700	264 000*	256 300*	—	—	—	—
Migration nette	"	38 498	9 085	37 819	64 764*	57 060	—	—	—	—
Marché du travail										
Population de 15 ans et plus	'000	17 057	17 381	17 691	18 004	18 295	1,90	1,78	1,77	1,62
Taux d'activité	%	61,5	62,6	63,3	64,0	64,7	—	—	—	—
Population active	'000	10 498	10 882	11 207	11 522	11 830	3,66	2,99	2,81	2,67
Taux pour 1 000 h.	nombre	451	464	473	481	489	—	—	—	—
Emploi	'000	9 648	9 972	10 369	10 655	10 933	3,36	3,98	2,76	2,61
Taux pour 1 000 h.	nombre	415	425	438	445	452	—	—	—	—
Chômage	'000	850	911	838	867	898	—	—	—	—
Taux de chômage	%	8,1	8,4	7,5	7,5	7,6	—	—	—	—

* Chiffres provisoires.

(1) Croissance dans la population totale, de janvier à janvier.

SOURCES: Estimations de la population du Canada et des provinces (91-201); La statistique de l'état civil (84-001): naissances (84-204), décès (84-206); Estimations trimestrielles de la population du Canada et des provinces (91-001); Statistiques chronologiques sur la population active (71-201); La population active, décembre 1981 (71-001), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 1,3 JOURS-PERSONNES PERDUS EN ARRÊTS DE TRAVAIL PAR ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

	Rapport de chaque activité sur le total de l'économie au Québec en %[1]				Rapport des jours-personnes perdus Québec/Canada en %[2]			
	1978	1979	1980	1981*	1978	1979	1980	1981*
Secteur primaire	22,85	5,48	9,34	23,26	24,68	9,99	42,54	56,11
Secteur fabrication	42,89	45,54	28,69	43,26	36,02	53,35	38,91	16,32
Construction	0,19	0,00	11,01	0,27	0,49	47,40	42,91	5,84
Secteur tertiaire	34,07	48,98	50,96	33,21	39,32	64,03	66,65	17,63
Total	100,0	100,00	100,00	100,00	26,95	46,32	49,27	20,32

* Chiffres provisoires.

(1) Incluant les conflits sous compétence fédérale et provinciale.

(2) Se rapportant aux conflits sous compétence provinciale. Les conflits sous compétence fédérale pour l'ensemble des activités économiques représentent en pourcentage du total des jours-personnes perdus au Canada: 1978: 10,4%, 1979: 9,8%, 1980: 10,6%, 1981: 18,5%.

SOURCES: Travail Québec, «Grèves et lock-out au Québec»; Travail Canada, «Grèves et lock-out au Canada»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 2,1 RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS, PAR ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Agriculture	134	151	167	182	199	12,7	10,6	9,0	9,3
Forêt	286	300	353	344	409	4,9	17,7	- 2,6	18,9
Pêche et piégeage	6	8	11	12	12	33,3	37,5	9,1	—
Mines, carrières et puits de pétrole	572	551	673	759	807	- 3,7	22,1	12,8	6,3
Fabrication	7 204	7 900	8 794	9 642	10 651	9,7	11,3	9,6	10,5
Construction	2 078	2 055	1 892	1 942	2 198	- 1,1	- 7,9	2,6	13,2
Transports, entreposage, communications, électricité, gaz et eau	3 126	3 456	3 882	4 556	5 005	10,6	12,3	17,4	9,9
Commerce, gros et détail	3 867	4 115	4 574	4 989	5 365	6,4	11,2	9,1	7,5
Finances, assurances, immeubles	1 925	2 149	2 455	2 684	2 972	11,6	14,2	9,3	10,7
Administration publique et défense	2 848	3 253	3 570	4 056	4 506	14,2	9,7	13,6	11,1
Services	7 617	8 485	9 458	10 894	12 324	11,4	11,5	15,2	13,1
Total	29 663	32 423	35 829	40 060	44 448	9,3	10,5	11,8	11,0

* Chiffres provisoires.

SOURCES: Comptes économiques des revenus et dépenses, Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 2,2 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION AU CANADA (1971 = 100)

	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
						variation en pourcentage			
Alimentation	180,1	208,0	235,4	260,6	290,4	15,5	13,2	10,7	11,4
Tabac et alcool	143,8	155,5	166,7	185,3	209,2	8,1	7,2	11,2	12,9
Habillement	141,0	146,4	159,9	178,7	191,4	3,8	9,2	11,8	7,1
Habitation	161,9	174,1	186,2	201,4	226,4	7,5	7,0	8,2	12,4
Transport	153,3	162,2	178,0	200,7	237,6	5,8	9,7	12,8	18,4
Santé et soins personnels	155,0	166,2	181,2	199,3	221,0	7,2	9,0	10,0	10,9
Loisirs, lecture et formation	142,7	148,2	158,4	173,5	191,0	3,9	6,9	9,5	10,1
Global	160,8	175,2	191,2	210,6	236,9	9,0	9,1	10,1	12,5
Global sauf alimentation	154,0	163,9	176,9	194,6	219,5	6,4	7,9	10,0	12,8
Énergie	189,8	207,4	227,8	264,2	343,6	9,3	9,8	16,0	30,1
Global sauf alimentation et énergie	150,6	159,8	172,0	188,1	208,6	6,1	7,6	9,4	10,9

SOURCES: Prix à la consommation et indices des prix (62-010), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 2,3 DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, PAR MINISTÈRE

	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82*	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
	millions de $				importance relative			
Éducation	3 673,0	3 979,5	5 101,2	6 000,5	27,4	26,3	29,0	29,3
Affaires sociales	4 284,8[1]	3 518,2	3 933,0	4 571,4	32,0	23,3	22,4	22,4
Finances	796,2	940,8	1 252,6	1 739,6	5,9	6,2	7,1	8,5
Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	80,4[1]	1 298,4	1 510,6	1 709,5	0,6	8,6	8,6	8,4
Transports	1 137,4	1 261,3	1 307,2	1 348,9	8,5	8,3	7,4	6,6
Régie de l'assurance-maladie du Québec	787,0	932,6	1 083,7	1 116,9	5,9	6,2	6,2	5,5
Commission administrative du régime de retraite	—[2]	388,8	442,8	583,9	—	2,6	2,5	2,9
Justice	360,5	414,9	478,5	562,6	2,7	2,7	2,7	2,7
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	258,1	293,9	347,1	379,6	1,9	1,9	2,0	1,9
Affaires municipales	215,4	252,0	339,4	413,4	1,6	1,7	1,9	2,0
Autres ministères	1 805,2	1 842,8	1 800,6	2 013,7	13,5	12,2	10,2	9,8
Total	13 398,0	15 123,2	17 596,7	20 440,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Dépenses probables.
(1) Les données sur les dépenses budgétaires antérieures à 1979-80 ne tiennent pas compte du transfert du programme de la sécurité du revenu du ministère des Affaires sociales au ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu qui a eu lieu en 1981.
(2) Les dépenses de la Commission administrative du régime de retraite étaient incluses dans celles du ministère de la Fonction publique en 1978-79.
SOURCE: Renseignements supplémentaires, Crédits 1982-83, Conseil du Trésor.

TABLEAU 3,1 LOYER DE L'ARGENT, TAUX EN COURS ET RENDEMENT DE CERTAINS TITRES, 1981 CANADA ET ÉTATS-UNIS

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Taux d'escompte:												
Canada	17,00	17,14	16,59	17,40	19,06	19,07	19,89	21,03	19,63	18,30	15,40	14,66
États-Unis	13,00	13,00	13,00	13,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	13,00	12,00
Rendement moyen des obligations du gouvernement canadien												
1 à 3 ans	13,06	13,66	14,04	15,78	16,22	16,19	18,77	18,77	18,93	17,30	13,56	15,19
3 à 5 ans	13,02	13,48	13,83	15,30	15,51	15,52	17,91	17,58	18,68	16,91	13,41	14,80
5 à 10 ans	12,83	13,32	13,61	14,84	15,09	15,24	17,37	17,00	17,94	16,79	14,14	15,29
10 ans et plus	12,96	13,38	13,48	15,07	14,96	15,03	17,07	16,77	17,66	16,66	14,32	15,27
Papier de premier choix des sociétés (90 jours)	17,25	17,15	17,00	17,50	19,00	19,20	21,25	22,20	19,60	18,80	15,40	15,65
Acceptations bancaires (30 jours)	18,08	17,25	17,55	17,50	18,80	19,45	21,30	22,35	19,55	18,70	16,75	14,93
Taux des dépôts bancaires certificats (90 jours)	16,95	16,98	16,86	17,49	18,82	19,18	20,55	22,13	19,23	18,62	15,36	15,70
dépôts d'épargne non transférables par chèques	13,00	13,50	13,50	14,00	15,75	16,25	17,25	19,00	19,00	16,75	13,50	13,50
Taux de base des prêts au entreprises												
Canada	18,25	18,25	17,75	18,25	19,50	20,00	21,00	22,75	21,25	20,00	17,25	17,25
États-Unis	20,00*	19,00*	17,50*	18,00*	20,50	20,00	20,50	20,50	19,50*	18,00	16,00*	15,75
Certificats de placement garantis à 5 ans des sociétés de fiducie	13,18	13,29	13,79	14,54	15,68	15,57	16,79	17,46	17,39	17,18	14,71	15,14
Prêts hypothécaires oridinaires à 5 ans	15,17	15,27	15,75	16,45	17,82	18,55	18,90	21,30	21,46	20,54	18,80	17,79

* Borne supérieure.
SOURCE: Revue de la Banque du Canada, mars 1982.

TABLEAU 4,1 **INVESTISSEMENTS (immobilisations et réparations) PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES QUÉBEC**

Catégorie de dépenses et secteur	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Construction									
Industries primaires et construction[1]	516,3	370,5	468,0	620,4	714,5	-28,2	26,3	32,6	15,2
Fabrication	454,4	471,9	490,4	680,7	815,5	3,9	3,9	38,8	19,8
Services d'utilité publique	1 932,4	2 444,2	2 748,7	2 587,7	2 859,8	26,5	12,5	- 5,9	10,5
Commerce, finance et service commerciaux	620,4	472,4	460,9	504,9	684,4	-23,9	- 2,4	9,5	35,6
Institutions et ministères gouvernementaux	1 953,0	1 876,2	1 898,5	2 127,3	2 359,0	- 3,9	1,2	12,1	10,9
Total non résidentiel	5 476,5	5 635,2	6 066,5	6 521,0	7 433,2	2,9	7,7	7,5	14,0
Habitation	3 113,8	2 892,1	3 058,2	2 833,2	3 245,4	- 7,1	5,7	- 7,4	14,5
Total	8 590,3	8 527,3	9 124,7	9 354,2	10 678,6	- 0,7	7,0	2,5	14,2
Machinerie et équipement									
Industries primaires et construction[1]	1 058,6	908,8	1 079,3	1 215,3	1 259,7	-14,2	18,8	12,6	3,7
Fabrication	1 449,7	1 596,5	1 820,6	2 536,2	2 622,6	10,1	14,0	39,3	3,4
Services d'utilité publique	1 589,5	1 863,1	2 046,6	2 327,3	2 632,1	17,2	9,8	13,7	13,1
Commerce, finance et services commerciaux	722,2	893,9	1 198,7	1 315,5	1 173,4	23,8	34,1	9,7	-10,8
Institutions et ministères gouvernementaux	265,3	315,9	255,3	351,3	339,7	19,1	-19,2	37,6	- 3,3
Total non résidentiel	5 085,3	5 578,2	6 400,5	7 745,6	8 027,5	9,7	14,7	21,0	3,6
Habitation	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	5 085,3	5 578,2	6 400,5	7 745,6	8 027,5	9,7	14,7	21,0	3,6
Investissements totaux									
Industries primaires et construction[1]	1 574,9	1 279,3	1 547,3	1 835,7	1 974,2	-18,8	20,9	18,6	7,5
Fabrication	1 904,1	2 068,4	2 311,0	3 216,9	3 438,1	8,6	11,7	39,2	6,9
Services d'utilité publique	3 521,9	4 307,3	4 795,3	4 915,0	5 491,9	22,3	11,3	2,5	11,7
Commerce, finance et services commerciaux	1 342,6	1 366,3	1 659,6	1 820,4	1 857,8	1,8	21,5	9,7	2,1
Institutions et ministères gouvernementaux	2 218,3	2 192,1	2 153,8	2 478,6	2 698,7	- 1,2	- 1,7	15,1	8,9
Total non résidentiel	10 561,8	11 213,4	12 467,0	14 266,6	15 460,7	6,2	11.2	14,4	8,4
Habitation	3 113,8	2 892,1	3 058,2	2 833,2	3 245,4	- 7,1	5,7	- 7,4	14,5
Total	13 675,6	14 105,5	15 525,2	17 099,8	18 706,1	3,1	10,1	10,1	9,4

* Chiffres provisoires.
(1) Construction — dépenses de capital faites par les entrepreneurs en construction.
SOURCES: Investissements privés et publics au Canada, (61-205), S.C.: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 4,2 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER DANS LES CENTRES URBAINS[1], Données désaisonnalisées à taux annuels QUÉBEC — CANADA

Mois	QUÉBEC			CANADA		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981
	milliers d'unités					
Janvier	33,5	21,5	18,3	168,0	144,0	128,5
Février	31,5	18,5	24,9	138,2	133,7	148,6
Mars	25,7	21,6	27,8	151,0	115,7	146,2
Avril	44,2	24,1	39,0	150,8	129,4	203,3
Mai	33,8	15,4	29,9	156,2	96,4	168,5
Juin	35,1	22,4	23,2	144,4	119,4	170,8
Juillet	28,5	19,4	24,0	134,3	119,7	142,8
Août	37,4	24,6	20,9	158,2	114,5	139,6
Septembre	30,3	29,5	23,9	142,4	133,6	151,7
Octobre	35,6	22,8	13,5	156,5	142,2	82,2
Novembre	34,7	26,1	15,1	158,6	132,6	97,7
Décembre	32,1	29,1	19,9	155,0	126,7	157,2
Année	34,0	23,1	23,1	151,7	125,0	142,4

(1) 10 000 habitants et plus.
SOURCE: Logements mis en chantier et parachevés, (64-002), Statistique Canada.

TABLEAU 4,3 VALEUR DES PERMIS DE BÂTIR DONNÉES MENSUELLES DÉSAISONNALISÉES QUÉBEC

Mois	Résidentiel			Non résidentiel			Total		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981	1979	1980	1981
	millions de dollars								
Janvier	139	85	257	63	102	142	202	187	399
Février	99	87	128	83	215	117	182	302	245
Mars	127	81	152	75	72	105	202	153	257
Avril	128	97	161	76	70	135	204	167	296
Mai	124	73	114	82	94	90	206	167	204
Juin	123	97	121	66	59	77	189	156	198
Juillet	131	118	122	130	93	84	261	211	206
Août	133	108	90	111	75	95	244	183	185
Septembre	118	126	88	89	107	63	207	233	151
Octobre	113	143	98	70	139	80	183	282	178
Novembre	101	131	72	99	125	162	200	256	234
Décembre	83	168	208	85	121	315	168	289	523

SOURCE: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 4,4 VALEUR DES PERMIS DE BÂTIR DONNÉES MENSUELLES DÉSAISONNALISÉES CANADA

Mois	Résidentiel			Non résidentiel			Total		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981	1979	1980	1981
	millions de dollars								
Janvier	586	647	832	451	823	638	1 037	1 471	1 470
Février	552	613	888	449	684	713	1 001	1 297	1 601
Mars	663	589	993	549	582	652	1 212	1 171	1 645
Avril	660	570	1 028	510	571	799	1 170	1 141	1 826
Mai	704	480	895	545	565	642	1 249	1 045	1 537
Juin	624	608	846	571	607	740	1 195	1 215	1 586
Juillet	690	608	833	558	644	859	1 248	1 252	1 692
Août	713	640	626	579	564	730	1 292	1 203	1 356
Septembre	661	672	553	553	633	615	1 214	1 306	1 168
Octobre	619	688	519	502	716	639	1 121	1 404	1 158
Novembre	640	682	676	583	698	967	1 223	1 380	1 643
Décembre	657	671	968	524	898	918	1 182	1 569	1 886

SOURCE: Permis de bâtir (64-001), Statistique Canada.

TABLEAU 4,5 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER CERTAINS CENTRES URBAINS[1] DU QUÉBEC

	1978	1979	1980	1981	1979/78	1980/79	1981/80
	unités				variation en pourcentage		
Montréal	18 300	16 188	12 433	14 643	-11,5	-23,2	17,8
Québec	7 004	5 186	3 545	3 746	-26,0	-31,6	5,7
Sous-total	25 304	21 374	15 978	18 389	-15,5	-25,2	15,1
Chicoutimi-Jonquière	1 540	1 464	680	582	- 4,9	-53,6	-14,4
Hull	579	435	372	324	-24,9	-14,5	-12,9
Shawinigan	465	590	253	124	26,9	-57,1	-51,0
Sherbrooke	1 413	1 459	786	618	3,3	-46,1	-21,4
St-Jean	476	491	350	260	3,2	-28,7	-25,7
Trois-Rivières	1 284	1 868	618	543	45,5	-66,9	-12,1
Sous-total	5 757	6 307	3 059	2 451	9,6	-51,5	-19,9
Granby	314	490	482	289	56,1	- 1,6	-40,0
Joliette	345	213	229	210	-38,3	7,5	- 8,3
Rimouski	412	408	384	182	- 1,0	- 5,9	-52,6
St-Hyacinthe	290	408	308	154	40,7	-24,5	-50,0
St-Jérôme	195	297	85	124	52,3	-71,4	45,9
Sept-Îles	261	197	17	5	-24,5	-91,4	-70,6
Sorel	301	399	222	123	32,6	-44,4	-44,6
Valleyfield	337	153	145	26	-54,6	- 5,2	-82,1
Sous-total	2 455	2 565	1 872	1 113	4,5	-27,0	-40,5
Autres centres urbains	3 110	3 781	2 155	1 168	21,6	-43,0	-45,8
Total des centres urbains	36 626	34 027	23 064	23 121	- 7,1	-32,2	0,2

(1) 10 000 habitants et plus.

SOURCES: Logements mis en chantier et parachevés (64-002), S.C.; Statistique du logement, S.C.H.L.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 5,1 PRINCIPAUX PAYS DE DESTINATION DES EXPORTATIONS CANADIENNES* 1976-1981

Pays de destination[1]	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	valeur en '000$						importance relative					
États-Unis	25 901 375	31 111 504	37 371 581	44 534 675	48 062 234	55 462 000	67,3	69,8	70,3	67,9	63,3	66,3
Japon	2 399 694	2 518 610	3 063 151	4 099 624	4 381 443	4 510 000	6,2	5,7	5,8	6,2	5,8	5,4
Royaume-Uni	1 897 520	1 946 720	2 006 548	2 622 692	3 233 532	3 383 000	4,9	4,4	3,8	4,0	4,3	4,0
U.R.S.S.	550 034	360 044	557 306	776 231	1 540 415	1 866 805	1,4	0,8	1,0	1,2	2,0	2,2
Allemagne de l'Ouest	713 313	778 349	791 960	1 384 700	1 666 874	1 306 968	1,9	1,7	1,5	2,1	2,2	1,6
Pays-Bas	457 407	519 980	616 453	1 091 547	1 441 522	1 157 724	1,2	1,2	1,2	1,7	1,9	1,4
République populaire de Chine	196 525	369 270	504 012	605 434	872 109	1 005 724	0,5	0,8	0,9	0,9	1,1	1,2
France	426 320	370 000	478 107	635 461	1 017 071	1 001 310	1,1	0,8	0,9	1,0	1,3	1,2
Italie	555 929	501 893	503 213	737 685	998 444	916 189	1,4	1,1	0,9	1,1	1,3	1,1
Belgique-Luxembourg	491 117	521 304	485 682	687 545	1 002 502	784 230	1,3	1,2	0,9	1,0	1,3	0,9
Total (10 principaux pays)	33 589 234	38 997 674	46 378 013	57 175 594	64 216 146	71 393 950	87,3	87,5	87,2	87,1	84,5	85,3
Total C.E.E.	4 609 235	4 718 994	4 986 147	7 299 420	9 562 077	8 958 000	12,0	10,6	9,4	11,1	12,6	10,7
Total (tous pays)	38 475 279	44 554 279	53 182 753	65 641 259	75 963 883	83 698 437	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Données du commerce de marchandises calculées sur la base douanière.
(1) L'ordre des pays a été établi d'après les pourcentages calculés en 1981.
SOURCES: Statistique Canada, «Exportations par pays, 1976-1980» (cat. no 65-202); Bureau de la statistique du Québec, «Exportations du Canada par pays, 1981»; Revue de la Banque du Canada, mars 1982; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 6,1 INVESTISSEMENTS SECTEUR PRIMAIRE QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Agriculture:									
Construction	125,0	168,7	207,8	241,5	303,3	35,0	23,2	16,2	25,6
Machinerie et équipement	320,6	329,7	421,2	433,8	460,0	2,8	27,8	3,0	6,0
Total	445,6	498,4	629,0	675,3	763,3	11,8	26,2	7,4	13,0
Pêches:									
Construction	0,6	0,8	0,8	0,8	2,0	33,3	0,0	0,0	150,0
Machinerie et équipement	9,0	10,8	11,3	15,7	8,2	20,0	4,6	38,9	-47,8
Total	9,6	11,6	12,1	16,5	10,2	20,8	4,3	36,4	-38,2
Forêts:									
Construction	15,8	15,5	31,2	39,1	40,1	- 1,9	101,3	25,3	2,6
Machinerie et équipement	40,8	50,9	63,3	67,9	72,5	24,8	24,4	7,3	6,8
Total	56,6	66,4	94,5	107,0	112,6	17,3	42,3	13,2	5,2
Mines:									
Construction	339,0	150,0	190,2	300,1	324,5	-55,8	26,8	57,8	8,1
Machinerie et équipement	396,6	228,0	273,8	380,6	356,0	-42,5	20,1	39,0	- 6,5
Total	735,6	378,0	464,0	680,7	680,5	-48,6	22,8	46,7	0,0
Total:									
Construction	480,4	335,0	430,0	581,5	669,9	-30,3	28,4	35,2	15,2
Machinerie et équipement	767,0	619,4	769,6	898,0	896,7	-19,2	24,2	16,7	- 0,1
Total	1 247,4	954,4	1 199,6	1 479,5	1 566,6	-23,5	25,7	23,3	5,9

* Chiffres provisoires.
SOURCE: Statistique Canada.

TABLEAU 6,2 **RECETTES MONÉTAIRES PROVENANT DES OPÉRATIONS AGRICOLES QUÉBEC**

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79**	1981/80
	milliers de dollars					variation en pourcentage			
Blé	1 082	1 128	2 692	13 555	15 703	4,3	138,7	58,1	15,8
Avoine	2 156	2 254	2 881	10 362	11 575	4,5	27,8	17,6	11,7
Orge	123	158	237	5 850	9 296	28,5	50,0	79,7	58,9
Maïs	2 487	2 904	4 322	53 832	54 276	16,8	48,8	38,5	0,8
Bettrave à sucre	1 708	1 853	2 854	8 535	3 651	8,5	54,0	197,5	-57,2
Pommes de terre	25 829	21 852	28 845	36 853	51 277	-15,4	32,0	11,9	39,1
Fruits	19 521	24 335	27 665	28 814	20 172	24,7	13,7	7,6	-30,0
Légumes	38 905	50 111	55 722	72 133	85 251	28,8	11,2	22,5	18,2
Horticulture	20 932	23 200	26 226	28 322	31 665	10,8	13,0	8,0	11,8
Tabac	10 066	14 941	16 131	17 587	18 796	48,4	8,0	9,3	6,9
Autres	6 690	10 102	11 916	14 847	33 999	51,0	18,0	-16,2	129,0
Assurance récolte	1 744	1 700	3 161	15 000	4 000	- 2,5	85,9	374,5	-73,3
Total cultures	131 243	154 538	182 652	305 691	339 375	17,7	18,2	22,5	11,0
Boeuf et veau	112 556	167 254	241 311	244 594	277 094	48,6	44,3	1,4	13,3
Porc	261 829	372 273	424 289	495 379	577 058	42,2	14,0	16,0	16,5
Moutons et agneaux	931	1 403	1 608	1 856	1 703	50,7	14,6	15,4	- 8,2
Produits laitiers	525 868	621 171	674 999	795 250	925 232	18,1	8,7	17,8	16,3
Volaille	147 957	160 308	188 208	198 322	214 732	8,3	17,4	5,3	8,3
Oeufs	54 701	53 577	59 367	69 884	83 800	- 2,1	10,8	16,1	19,9
Autres	14 246	17 815	18 276	20 865	29 641	25,1	2,6	14,2	42,1
Total de la production animale	1 118 088	1 393 801	1 608 058	1 826 150	2 109 260	24,7	15,4	13,3	15,5
Produits de la forêt et de l'érable	35 616	39 716	55 709	55 501	62 094	11,5	40,3	- 0,4	11,9
Autres recettes monétaires	137 550	128 831	129 491	150 125	182 039	- 6,3	0,5	16,8	21,3
Total, recettes monétaires	1 422 497	1 716 886	1 975 910	2 337 466	2 692 767	20,7	15,1	14,0	15,2

* Chiffres estimatifs.
** Variations calculées à partir des données de statistique Canada pour 1980.
SOURCES: De 1977 à 1979: Statistique Canada; pour 1980 et 1981: Agriculture, pêcheries et alimentation, gouvernement du Québec.

TABLEAU 6,3 DÉPENSES D'EXPLOITATION, D'AMORTISSEMENT ET DE COMMERCIALISATION DU SECTEUR AGRICOLE AU QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Impôts fonciers	24 549	25 395	25 311	28 651	31 155	3,4	- 0,3	13,2	8,7
Loyer	8 558	10 633	12 431	14 438	15 850	24,2	16,9	16,1	9,8
Salaires	95 912	102 791	126 456	131 427	141 678	7,2	23,0	3,9	7,8
Intérêts sur dette	90 853	115 922	154 952	188 003	240 559	27,6	33,7	7,6**	28,0
Entretien de machinerie	100 326	106 530	134 243	156 692	189 805	6,2	26,0	16,7	21,1
Engrais et chaux	66 048	90 614	107 735	117 874	129 773	37,2	18,9	9,4	10,1
Autres dépenses pour les cultures	56 099	70 768	75 448	88 563	99 521	26,1	6,6	17,4	12,4
Alimentation du bétail	373 229	405 855	467 091	591 263	701 829	8,7	15,1	26,6	18,7
Autres dépenses pour le bétail	23 820	35 550	45 613	48 867	51 756	49,2	28,3	7,1	5,9
Réparation de bâtiments	37 703	38 968	45 191	49 504	55 048	3,4	16,0	9,5	11,2
Électricité et téléphone	30 694	41 780	49 685	57 360	63 965	36,1	18,9	15,4	11,5
Divers	81 911	83 082	101 326	74 567	89 368	1,4	22,0	22,6**	19,8
Total, exploitation	989 702	1 127 888	1 345 482	1 547 209	1 810 307	14,0	19,3	17,1**	17,0
Total, amortissement	134 055	151 431	171 885	200 828	222 848	13,0	13,5	16,8	11,0
Total, exploitation et amortissement	1 123 757	1 279 319	1 517 367	1 748 037	2 033 155	13,8	18,6	17,1**	16,3
Total, commercialisation	—	—	—	57 200	72 402	—	—	—	26,6
Grand total	—	—	—	1 805 237	2 105 557	—	—	—	16,6

* Chiffres estimatifs.

** Variation calculée à partir des données de Statistique Canada pour 1980.

SOURCES: De 1977 à 1979: Statistique Canada; pour 1980 et 1981: ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, gouvernement du Québec.

TABLEAU 6,4 PÊCHE MARITIME ET PIÉGEAGE PRINCIPALES ESPÈCES CAPTURÉES QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*		Valeur moyenne	1981/80 Valeur	1981/80 Volume
	'000$				'000$	'000 tonne	la tonne en $	%	%
Pêche maritime									
Morue	6 953,9	9 788,2	13 333,9	14 097,3	18 556,6	37,7	492,28	31,6	18,2
Homard	3 891,3	5 386,4	7 382,9	6 108,9	7 128,1	1,8	4 049,32	16,7	13,5
Crevettes	2 291,5	3 668,3	5 220,1	5 552,0	5 880,1	4,9	1 211,62	5,9	- 1,9
Crabe	1 036,6	1 445,5	3 318,1	3 785,8	4 713,0	7,8	605,29	24,5	20,9
Sébaste	1 707,4	1 727,5	2 098,6	2 227,1	2 557,9	10,7	239,58	14,9	24,5
Hareng	466,8	1 003,1	1 614,7	1 937,5	1 515,5	6,5	234,56	-21,8	- 8,9
Turbot	766,7	1 387,5	2 103,9	1 982,6	1 134,2	2,6	440,69	-42,8	-51,0
Pétoncles	198,0	363,6	634,7	730,4	1 006,3	0,1	8 981,20	37,8	-10,4
Autres	2 796,8	4 126,2	3 952,8	5 124,6	3 890,1	7,0	—	-24,1	-11,0
Total	20 109,0	28 896,3	39 659,7	41 546,2	46 381,8	79,1	—	11,6	7,3
					'000$	'000 peaux	la peau en $		
Piégeage									
Castor	1 806,1	1 765,9	2 591,9	4 178,2	3 173,2	81,4	39,00	-24,1	7,1
Rat musqué	764,5	1 610,7	1 947,0	2 353,1	2 054,7	274,0	7,50	-12,7	- 6,9
Renard	966,0	1 733,6	2 964,9	1 510,4	2 213,4	22,9	96,57	46,5	20,8
Raton laveur	359,4	532,1	924,0	757,8	817,7	20,4	40,00	7,9	-11,0
Lynx du Canada	563,3	816,8	1 085,0	630,8	1 148,4	3,3	350,00	82,1	30,0
Martre	282,4	441,9	648,4	570,9	714,9	26,5	27,00	25,2	25,2
Autres	1 047,2	1 118,8	1 756,7	1 588,9	1 635,8	—	—	3,0	—
Total	5 788,9	8 019,8	11 917,9	11 590,1	11 758,1	—	—	1,4	—
Total pêche maritime et piégeage	25 897,9	36 916,1	51 577,6	53 136,3	58 139,9	—	—	9,4	—

* Chiffres provisoires.
SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec.

TABLEAU 6,5 FORÊTS (ACTIVITÉ DE L'ABATTAGE) PRODUCTION QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980*	1981**	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	volume en milliers de mètres cubes					variation en pourcentage			
Bois à pâte et bois d'oeuvre	28 954	31 672	33 187	29 166	29 500	9,4	4,8	-12,1	1,1
Autres	2 109	2 407	2 549	2 520	2 500	14,1	5,9	- 1,1	- 0,8
Total	31 064	34 079	35 736	31 686	32 000	9,7	4,9	-11,3	1,0
	valeur en milliers de dollars								
Valeur des livraisons	546 215	583 801	703 867	695 183	n.d.	6,9	20,6	- 1,2	
Variation des stocks	-29 215	3 388	-13 199	10 857	n.d.	—	—	—	—
Valeur de la production	517 000	587 189	690 668	706 040	747 000	13,6	17,6	2,2	5,8

* Chiffres provisoires.
** Chiffres estimatifs.
SOURCES: Exploitation forestière (25-201); Statistiques de bois à pâte et déchets de bois (25-001); Production, expédition et stocks en main des scieries à l'Est des Rocheuses (35-002), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 6,6 INDUSTRIE MINIÈRE VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION AU NIVEAU DE LA TRANSFORMATION QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	Valeur	Volume 1981/1980
	millions de dollars					variation en pourcentage				
Minéraux métalliques										
Colombium ou niobium	12 870	14 220	15 292	15 302	18 739	10,5	7,5	0,1	22,5	11,2
Cuivre	167 994	148 274	190 227	253 696	200 477	-11,7	28,3	33,4	-21,0	- 8,4
Or	75 661	107 213	170 054	357 954	298 294	41,7	58,6	110,5	-16,7	6,2
Minerai de fer	338 261	337 521	543 257	531 011	588 009	- 0,2	61,0	- 2,3	10,7	3,0
Fer refondu	79 305	85 968	61 067	118 990	131 861	8,4	-29,0	94,9	10,8	—
Molydène	9 006	11 354	10 796	17 859	17 513	26,1	- 4,9	65,4	- 1,9	10,0
Sélénium	3 711	2 709	5 530	6 088	4 752	-27,0	104,1	10,1	-21,9	17,0
Argent	14 707	15 394	30 402	45 881	20 936	4,7	97,5	50,9	-54,4	-16,9
Zinc	78 024	73 191	76 070	63 706	64 614	- 6,2	3,9	-16,3	1,4	-17,2
Autres	1 920	2 837	3 378	1 000	1 100	47,8	19,1	-70,4	10,0	-40,5
Total, minéraux métalliques	781 459	798 681	1 106 073	1 411 487	1 346 295	2,2	38,5	27,6	- 4,6	—
Minéraux industriels										
Amiante	416 129	440 006	505 699	495 526	471 443	5,7	14,9	- 2,0	- 4,9	-14,5
Dolomie magnéstique, brucite	6 290	5 990	8 990	10 404	10 590	- 4,8	50,1	15,7	1,8	—
Tourbe	8 257	11 459	14 602	15 761	17 150	38,8	27,4	7,9	8,8	4,3
Quartz ou silice	9 153	8 921	8 928	11 022	12 946	- 2,5	0,1	23,5	17,5	- 6,3
Bioxyde de titane	77 821	88 156	75 670	117 060	120 647	13,3	-14,2	54,7	3,1	—
Soufre (gaz de fonderie)	2 090	1 501	1 095	1 995	1 988	-28,2	-27,0	82,2	- 0,4	0,0
Autres	1 041	1 145	1 775	1 745	1 639	10,0	55,0	- 1,7	- 6,1	—
Total, minéraux industriels	520 782	557 179	616 759	653 513	636 403	7,0	10,7	6,0	- 2,6	—
Matériaux de construction										
Sable et gravier	69 585	78 138	83 784	77 593	83 047	12,3	7,2	- 7,4	7,0	5,0
Pierre	176 819	198 504	185 073	161 766	154 143	12,3	- 6,8	-12,6	- 4,7	-19,3
Valeur brute totale	1 548 645	1 632 502	1 991 689	2 304 359	2 219 888	5,4	22,0	15,7	- 3,7	—

* Chiffres provisoires.
SOURCES: Production minérale au Canada, (cat. no 26-202), S.C.; ministère de l'Énergie et des Ressources, gouvernement du Québec.

TABLEAU 6,7 PRIX DE QUELQUES MINÉRAUX EXTRAITS AU QUÉBEC

	Unité de mesure	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
		en dollars canadiens					variation en pourcentage			
Argent[1]	kilogramme	158,18	198,37	382,00	774,79	429,15	25,4	92,6	102,8	-44,6
Or[2]	gramme	5,05	7,09	11,55	23,02	18,06	40,4	62,9	99,3	-21,5
Bismuth	kilogramme	14,09	8,49	7,81	6,80	6,96	-39,7	- 8,0	-12,9	2,4
Cadmium	" "	6,94	6,16	7,13	7,33	5,24	-11,2	15,7	2,8	-28,5
Cuivre[1]	" "	1,53	1,64	2,35	2,60	2,24	7,2	43,3	10,6	-13,8
Molybdène	" "	8,64	11,45	19,47	25,18	22,45	32,5	70,0	29,3	-10,8
Nickel	" "	5,40	5,26	6,99	8,80	9,12	- 2,6	32,9	25,9	3,6
Plomb[1]	" "	0 69	0,79	1,31	1,09	2,00	14,5	65,8	-16,8	83,5
Selenium	" "	40,06	37,72	31,72	24,81	23,76	- 5,8	-15,9	-21,8	- 4,2
Tellure	" "	40,30	50,29	51,65	50,26	48,67	24,8	2,7	- 2,7	- 3,2
Zinc	" "	0,78	0,77	0,96	0,97	1,19	- 1,3	24,7	1,0	22,7
Minerai de fer[3]	tonne métrique	20,88	24,22	26,05	30,43	32,50	16,0	7,6	16,8	6,8
Amiante[3]	" "	332,01	348,26	380,80	430,58	479,11	4,9	9,3	13,1	11,3

* Chiffres provisoires.
(1) Basés sur les cours à Montréal.
(2) Prix sur le marché de Londres.
(3) Prix moyen: valeur totale des livraisons divisée par le volume total.
SOURCE: Ministère de l'Énergie et des Ressources, gouvernement du Québec.

TABLEAU 6,8 **ÉNERGIE ÉLECTRIQUE, PRODUCTION, QUANTITÉ ET VALEUR BRUTE SELON L'UTILISATION QUÉBEC**

	1977	1978	1979	1980	1981*	1977	1978	1979	1980	1981**
	'000 000kWh					'000$				
1. Industrie et Commerce	66 714	71 391	68 543	74 718	75 770	759 427	909 003	1 062 793	1 280 602	1 436 000
Variation annuelle%	12,5	7,0	- 4,0	9,0	1,4	21,1	19,7	16,9	20,5	12,1
2. Ménages et fermes	25 711	27 555	28 998	31 021	33 330	486 859	592 970	707 526	852 963	1 017 400
Variation annuelle%	12,4	7,2	5,2	7,0	7,4	21,5	21,8	19,3	20,6	19,3
3. Éclairage de rues	657	689	701	707	713	26 282	34 274	39 545	44 060	44 400
Variation annuelle %	3,1	4,9	1,7	0,9	0,8	14,2	30,4	15,4	11,4	0,8
4. Exportations (autres provinces et États-Unis)	15 039	13 625	16 640	17 496	18 496	102 407	124 100	222 087	295 510	350 400
Variation annuelle %	- 5,4	- 9,4	22,1	5,1	5,7	13,2	21,2	79,0	33,1	18,6
5. Non répartie et pertes[1]	8 797	10 291	9 659	11 860	10 700	134 114	174 369	191 920	264 739	238 800
Variation annuelle %	-20,5	17,0	- 6,1	22,8	- 9,8	-10,2	30,0	10,1	37,9	- 9,8
6. Importations (autres provinces et États-Unis)	33 720	37 502	35 498	37 885	36 105	93 333	97 131	95 139	117 495	123 500
Variation annuelle %	3,9	11,2	- 5,3	6,7	- 4,7	-10,2	4,1	- 2,1	23,5	5,1
7. Génération nette (1. à 5. - 6.)	83 199	86 049	89 043	97 917	102 904	1 415 756	1 737 585	2 128 732	2 620 108	2 963 500
Variation annuelle %	7,6	3,4	3,5	10,0	5,1	19,3	22,7	22,5	23,1	13,1

* Chiffres provisoires.
** Chiffres estimatifs.
(1) Vue que les pertes ne peuvent être séparées de la quantité non répartie, une estimation globale de leur valeur a été faite en appliquant aux quantités le taux moyen des ventes totales pour chaque année.
SOURCES: Statistique de l'énergie électrique (57-001 et 57-202), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 7,1 VALEUR DES LIVRAISONS,[1] INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES CANADA

Industries	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Aliments et boissons	18 872	21 956	25 373	28 565	32 153	16,3	15,6	12,6	12,6
Tabac	946	996	1 114	1 212	1 459	5,3	11,8	8,8	20,4
Caoutchouc et produits en matière plastique	2 532	3 060	3 772	4 017	4 435	20,9	23,3	6,5	10,4
Cuir	689	849	1 069	1 093	1 246	23,2	25,9	2,2	14,0
Textile	2 955	3 403	4 075	4 383	4 916	15,2	19,7	7,6	12,2
Bonneterie	638	712	830	911	938	11,6	16,6	9,8	3,0
Vêtement	2 662	3 115	3 680	3 792	3 967	17,0	18,1	3,0	4,6
Bois	5 952	7 477	8 808	8 130	8 356	25,6	17,8	- 7,7	2,8
Meubles et articles d'ameublement	1 456	1 704	2 062	2 282	2 650	17,0	21,0	10,7	16,1
Papier et produits connexes	8 938	10 197	12 287	14 226	15 168	14,1	20,5	15,8	6,6
Imprimerie, édition et industries connexes	3 513	4 090	4 722	5 506	6 282	16,4	15,5	16,6	14,1
Industrie métallique primaire	8 201	10 119	11 856	13 504	14 245	23,4	17,2	13,9	5,5
Industrie des produits métalliques	7 291	8 465	10 397	11 643	12 480	16,1	22,8	12,0	7,2
Industrie de la machinerie	4 160	5 038	6 528	7 309	8 212	21,1	29,6	12,0	12,4
Industrie du matériel de transport	15 065	18 023	19 667	19 307	22 478	19,6	9,1	- 1,8	16,4
Appareils et matériel électriques	4 860	5 435	6 661	7 381	8 497	11,8	22,6	10,8	15,1
Produits minéraux non métalliques	2 991	3 603	4 092	4 219	4 741	20,5	13,6	3,1	12,4
Industrie du pétrole et du charbon	8 533	10 449	12 371	14 480	19 240	22,5	18,4	17,0	32,9
Industrie chimique et produits connexes	6 432	7 592	9 531	11 156	12 661	18,0	25,5	17,0	13,5
Industries manufacturières diverses	2 225	2 737	3 239	3 831	4 086	23,0	18,3	18,3	6,7
Industries des biens durables	49 976	59 864	70 071	73 775	81 659	19,8	17,0	5,3	10,7
Industries des biens non durables	58 935	69 156	82 063	93 172	106 551	17,3	18,7	13,5	14,4
Total[2]	108 911	129 019	152 133	166 946	188 212	18,5	17,9	9,7	12,7

NOTES: (1) Livraisons des produits de propre fabrication.
(2) Les chiffres ayant été arrondis, il est possible que la somme des postes ne corresponde pas au total.

SOURCES: Statistique Canada, «Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières», (cat. no 31-001); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 7,2 IMMOBILISATIONS INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES CANADA

Industries	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Aliments et boissons	505,8	543,2	687,1	875,9	867,0	7,4	26,5	27,5	- 1,0
Tabac	18,5	25,9	28,4	38,8	46,5	40,0	9,7	36,6	19,8
Caoutchouc et produits en matière plastique	101,2	117,5	184,7	196,8	352,6	16,1	57,2	6,6	79,2
Cuir	12,4	12,2	16,0	18,7	18,8	- 1,6	31,1	16,9	0,5
Textile	76,5	95,0	109,3	164,0	176,9	24,2	15,1	50,0	7,9
Vêtement et bonneterie	30,7	37,4	41,8	60,0	63,2	21,8	11,8	43,5	5,3
Bois	248,3	318,8	413,2	469,0	450,2	28,4	29,6	13,5	- 4,0
Meubles et articles d'ameublement	20,9	19,2	29,0	31,5	53,4	- 8,1	51,0	8,6	69,5
Papier et produits connexes	767,8	677,3	837,8	1 332,9	2 142,2	-11,8	23,7	59,1	60,7
Imprimerie, édition et industries connexes	105,7	122,1	159,6	195,2	209,9	15,5	30,7	22,3	7,5
Industrie métallique primaire	720,3	606,1	774,5	1 289,1	1 508,5	-15,9	27,8	66,4	17,0
Industrie des produits métalliques	198,0	216,4	299,6	400,4	380,4	9,3	38,4	33,6	- 5,0
Industrie de la machinerie	131,9	144,0	205,7	284,4	308,3	9,2	42,8	38,3	8,4
Industrie du matériel de transport	344,7	405,1	656,6	1 257,6	1 183,4	17,5	62,1	91,5	- 5,9
Appareils et matériel électriques	130,8	132,8	175,5	282,3	383,5	1,5	32,2	60,9	35,8
Produits minéraux non métalliques	278,8	279,9	395,5	319,7	348,6	0,4	41,3	-19,2	9,0
Industrie du pétrole et du charbon	366,6	315,1	274,0	324,7	615,8	-14,0	-13,0	18,5	89,7
Industrie chimique et produits connexes	1 330,5	1 346,6	1 236,3	1 054,3	1 955,1	1,2	- 8,2	-14,7	85,4
Industries manufacturières diverses	45,2	66,1	74,3	110,6	120,5	46,2	12,4	48,9	9,0
Biens capitaux imputés sur les dépenses d'exploitation	646,1	697,5	844,7	1 040,9	1 246,8	—	—	—	—
Total	6 080,7	6 178,2	7 443,6	9 746,8	12 431,6	1,6	20,5	30,9	27,5
Industries des biens durables**	2 073,7	2 122,3	2 949,6	4 334,0	4 616,3	2,3	39,0	46,9	6,5
Industries des biens non durables**	3 360,9	3 358,4	3 649,3	4 371,9	6 568,5	- 0,1	8,7	19,8	50,2

* Données provisoires.

** N'inclut pas les biens capitaux imputés sur les dépenses d'exploitation.

SOURCES: Statistique Canada, «Investissements privés et publics au Canada (cat. nos 61-205 et 61-206); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 7,3 EMPLOYÉS SALARIÉS[1] DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES, RAPPORT DE L'EMPLOI SECTORIEL À L'EMPLOI TOTAL QUÉBEC

Industries	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980*	1981**
Aliments et boissons	11,3	11,0	10,5	10,7	11,0	11,6	11,5	11,2	11,5	11,5
Tabac	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9
Caoutchouc et produits en matière plastique	2,5	2,5	2,6	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7	2,6
Cuir	2,6	2,5	2,3	2,4	2,3	2,1	2,0	2,0	2,2	2,2
Textile	7,5	7,5	7,2	6,8	6,5	6,4	6,3	6,2	6,2	6,3
Bonneterie	2,9	3,0	3,0	2,9	2,7	2,4	2,1	2,2	2,3	2,2
Habillement	12,8	12,8	12,4	12,4	12,6	12,2	12,1	11,7	10,9	11,1
Bois	4,5	4,8	4,6	4,5	4,8	5,1	5,6	5,6	4,9	4,8
Meubles et articles d'ameublement	3,7	3,7	3,7	3,6	3,5	3,2	3,3	3,5	3,4	3,2
Papier et produits connexes	8,1	7,8	8,4	8,4	8,8	8,7	8,4	8,3	8,2	8,3
Imprimerie, édition et industries connexes	4,6	4,7	4,7	4,7	4,9	4,8	4,9	4,8	5,1	5,1
Métaux primaires	4,8	5,1	5,6	5,5	5,1	5,6	5,7	5,7	5,9	5,9
Produits métalliques	6,9	6,8	7,2	7,3	7,3	7,1	7,1	7,3	7,4	7,3
Machinerie	2,8	3,0	3,2	3,5	3,5	3,5	3,5	3,9	4,0	3,9
Matériel de transport	5,7	5,9	5,5	5,9	5,9	5,9	6,3	7,2	7,3	7,5
Matériel et appareils électriques	6,5	6,1	6,2	6,0	5,7	5,5	5,5	5,4	5,4	5,4
Produits minéraux non métalliques	2,8	2,8	2,9	2,8	2,7	2,8	2,7	2,6	2,6	2,6
Dérivés du pétrole et du charbon	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7
Produits chimiques	5,0	4,9	4,9	5,0	5,1	5,3	5,3	4,9	5,1	5,2
Industries manufacturières diverses	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
Biens durables	37,7	38,4	39,0	39,0	38,5	38,7	40,0	41,2	40,9	40,4
Biens non durables	62,3	61,6	61,0	61,0	61,5	61,3	60,0	58,8	59,1	59,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Salariés de l'activité manufacturière totale.
* Données provisoires.
** Estimations provisoires.
SOURCES: Statistique Canada, «Industries manufacturières du Canada», (cat. no 31-203); Bureau de la statistique du Québec, «Statistiques principales des manufacturiers québécois»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 7,4 **JOURS-PERSONNES PERDUS EN ARRÊTS DE TRAVAIL, INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES**

Industries	Groupes majeurs/industries manufacturières Québec[1]				Industries manufacturières Québec/Canada[2]			
	1978	1979	1980	1981*	1978	1979	1980	1981*
Aliments et boissons	8,71	6,17	6,58	15,52	13,16	50,01	14,78	44,32
Tabac	—	—	—	1,46	—	—	—	29,59
Caoutchouc et produits en matière plastique	3,67	0,80	1,39	5,02	67,88	42,48	59,04	89,22
Cuir	0,63	0,47	0,10	0,84	45,67	75,17	3,89	60,22
Textile	1,92	1,27	0,89	4,09	83,82	79,38	19,45	94,58
Bonneterie	—	—	—	0,02	—	—	—	14,68
Vêtement	1,32	0,56	0,26	2,58	100,00	92,87	92,70	70,24
Bois	9,33	6,74	8,69	14,98	75,54	45,53	66,68	9,52
Meubles et articles d'ameublement	5,04	2,78	1,07	1,81	86,71	82,24	36,91	59,75
Papier et produits connexes	6,43	7,17	29,80	9,45	65,06	38,70	64,50	9,25
Imprimerie, édition et industries connexes	15,33	2,23	0,86	2,10	71,53	8,93	57,50	99,21
Industrie des métaux primaires	5,35	44,03	16,16	25,39	17,35	85,98	70,93	12,68
Industrie des produits métalliques	4,77	0,94	10,85	2,01	19,94	12,93	55,06	6,91
Industrie de la machinerie	9,92	0,61	5,76	1,32	39,83	21,41	63,11	14,01
Industrie du matériel de transport	7,64	11,16	1,60	8,48	29,58	47,80	3,75	32,34
Appareils et matériel électriques	6,40	3,29	3,84	0,86	21,76	37,34	50,20	7,13
Produits minéraux non métalliques	10,87	4,45	3,26	2,80	77,44	39,84	32,75	22,51
Dérivés du pétrole et du charbon	0,27	0,89	7,44	—	—	95,02	97,92	—
Produits chimiques et produits connexes	1,33	6,00	0,70	0,78	37,32	70,51	21,85	28,72
Industries manufacturières diverses	1,07	0,44	0,75	0,48	21,15	14,95	38,63	7,99
Biens durables	59,32	74,00	51,23	57,65	34,10	61,38	36,27	12,79
Biens non durables	40,68	26,00	48,77	42,35	38,75	38,18	41,95	26,87
Fabrication totale	100,00	100,00	100,00	100,00	36,02	53,35	38,91	16,32

(-) Signifie absense d'arrêts de travail.
* Chiffres provisoires.
(1) Inclut les conflits sous compétence fédérale et provinciale.
(2) Se rapportant aux conflits sous compétence provinciale. Les conflits sous compétence fédérale dans le secteur manufacturier représentent en pourcentage du total des jours-personnes perdus au Canada: 1978: 0,6%, 1979: 0,01%, 1980: 0,1% et 1981: -.
SOURCES: Travail Québec, «Grèves et lock-out au Québec»; Travail Canada, «Grèves et lock-out au Canada»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 7,5 SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDOMADAIRES MOYENS, INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES CANADA

Industries	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
			dollars				variation en pourcentage		
Aliments et boissons	241,67	258,93	284,87	312,08	349,46	7,1	10,0	9,6	12,0
Tabac	296,05	311,54	341,93	388,56	452,38	5,2	9,8	13,6	16,4
Caoutchouc et produits en matière plastique	257,91	279,90	313,66	340,71	383,57	8,5	12,1	8,6	12,6
Cuir	169,12	182,18	197,89	215,33	238,02	7,7	8,6	8,8	10,5
Textile	218,66	235,47	256,02	282,54	311,48	7,7	8,7	10,4	10,2
Bonneterie	169,72	181,59	195,66	212,51	234,22	7,0	7,7	8,6	10,2
Habillement	162,13	175,80	191,13	207,23	225,89	8,4	8,7	8,4	9,0
Bois	266,40	289,77	313,50	351,34	379,91	8,8	8,2	12,1	8,1
Meubles et articles d'ameublement	213,42	226,73	246,71	268,13	296,52	6,2	8,8	8,7	10,6
Papier et produits connexes	316,99	340,77	373,82	408,39	467,51	7,5	9,7	9,2	14,5
Imprimerie, édition et industries connexes	255,55	272,17	297,06	326,02	361,05	6,5	9,1	9,7	10,7
Métaux primaires	316,85	341,32	372,95	405,69	463,81	7,7	9,3	8,8	14,3
Produits métalliques	275,28	292,67	318,92	350,91	394,16	6,3	9,0	10,0	12,3
Machinerie	279,42	300,53	333,46	366,99	405,29	7,6	11,0	10,1	10,4
Matériel de transport	313,07	334,64	357,55	390,56	438,82	6,9	6,8	9,2	12,4
Appareils et matériel électriques	259,82	279,99	299,90	335,50	376,55	7,8	7,1	11,9	12,2
Produits minéraux non métalliques	287,26	311,99	341,37	370,04	418,58	8,6	9,4	8,4	13,1
Pétrole et charbon	376,18	404,81	445,38	500,06	562,81	7,6	10,0	12,3	12,5
Produits chimiques	290,48	312,09	344,13	377,93	425,89	7,4	10,3	9,8	12,7
Industries manufacturières diverses	223,27	236,67	256,74	282,11	318,50	6,0	8,5	9,9	12,9
Biens durables	284,66	305,97	331,44	364,70	408,71	7,5	8,3	10,0	12,1
Biens non durables	248,39	266,12	291,33	320,65	360,16	7,1	9,5	10,1	12,3
Total	266,04	285,67	310,36	342,19	383,78	7,4	8,6	10,3	12,2

SOURCES: Statistique Canada, «Emploi, gains et durée du travail», (cat. no 72-002), enquête auprès des entreprises de 20 employés et plus; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 7,6 BÉNÉFICES DE BASE[1], INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES CANADA

Industries	1977	1978	1979	1980	1981	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Aliments et boissons	1 276	1 476	1 642	1 775	1 939	15,7	11,2	8,1	9,2
Aliments	842	1 049	1 098	1 221	1 307	24,6	4,7	11,2	7,0
Boissons gazeuses	86	80	84	100	105	- 7,0	5,0	19,0	5,0
Brasseries	158	164	208	192	304	3,8	26,8	- 7,7	58,3
Distilleries	190	183	252	262	223	- 3,7	37,7	4,0	-14,9
Tabac	138	136	172	185	241	- 1,4	26,5	7,6	30,3
Caoutchouc et produits en matière plastique	100	137	214	225	292	37,0	56,2	5,1	29,8
Cuir	19	52	70	77	100	173,7	34,6	10,0	29,9
Textile et bonneterie	245	386	552	509	472	57,6	43,0	- 7,8	- 7,3
Habillement	126	161	181	172	192	27,8	12,4	- 5,0	11,6
Bois	548	812	1 060	594	300	48,2	30,5	-44,0	-49,5
Meubles	55	93	112	125	135	69,1	20,4	11,6	8,0
Papier et exploitation forestière	1 144	1 583	2 692	2 864	2 132	38,4	70,1	6,4	-25,6
Imprimerie	364	493	532	525	779	35,4	7,9	- 1,3	48,4
Métaux primaires	860	1 223	1 491	1 757	1 719	42,2	21,9	17,8	- 2,2
Produits métalliques	648	858	1 087	1 085	1 236	32,4	26,7	- 0,2	13,9
Machinerie	326	415	626	603	476	27,3	50,8	- 3,7	-21,1
Matériel de transport	996	1 093	1 207	496	707	9,7	10,4	-58,9	42,5
Appareils et matériel électriques	404	469	665	753	1 020	16,1	41,8	13,2	35,5
Produits minéraux non métalliques	467	512	627	572	511	9,6	22,5	- 8,8	-10,7
Pétrole et charbon	1 928	2 193	4 095	5 705	5 329	13,7	86,7	39,3	- 6,6
Produits chimiques	696	858	1 308	1 595	1 804	23,3	52,4	21,9	13,1
Industries manufacturières diverses	291	358	479	497	528	23,0	33,8	3,8	6,2
Biens durables	4 304	5 475	6 875	5 985	6 104	27,2	25,6	-12,9	2,0
Biens non durables	6 327	7 833	11 937	14 129	13 808	23,8	52,4	18,4	- 2,3
Total manufacturier	10 631	13 308	18 812	20 114	19 912	25,2	41,4	6,9	- 1,0

(1) Les bénéfices de base sont utilisés par Statistique Canada pour assurer une plus grande uniformité entre les entreprises dans la présentation de leurs bénéfices comparables. On les rend ainsi compatibles avec les concepts et définitions des comptes nationaux.

SOURCES: Statistique Canada, «Sociétés industrielles, statistiques financières», (cat. no 61-003); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 7,7 PRINCIPALES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC[1] RÉPARTITION SECTORIELLE SELON LES PAYS DE DESTINATION

Secteurs	1980*	1981**	1981/1980	États-Unis		Royaume-Uni		Autres C.E.E.		Japon		Autres pays	
				1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981
	millions de dollars		Δ%	répartition en pourcentage									
Mines	1 799,4	2 020,9	12,3	41,5	49,2	8,5	10,4	30,0	22,4	7,3	5,6	12,7	12,4
Total du primaire	1 799,4	2 020,9	12,3	41,5	49,2	8,5	10,4	30,0	22,4	7,3	5,6	12,7	12,4
Aliments	350,6	460,7	31,4	43,7	40,8	3,2	4,4	7,1	4,5	20,0	22,2	26,0	28,1
Bois	450,3	574,5	27,6	53,9	53,7	9,1	4,7	13,2	11,5	0,3	0,2	23,5	29,9
Papiers	2 292,9	2 686,1	17,1	79,4	79,1	8,3	7,9	3,6	3,1	0,6	0,3	8,1	9,6
Métaux primaires	2 454,8	1 918,1	-21,9	65,2	72,8	7,4	6,5	13,1	8,6	1,4	—	12,9	12,1
Machinerie	183,3	226,2	23,4	67,1	54,6	2,1	7,0	17,6	25,0	0,3	0,4	12,9	13,0
Matériel de transport	1 892,5	2 416,1	27,7	83,6	84,9	1,8	1,4	2,7	2,3	0,3	0,3	11,6	11,1
Appareils et matériel électriques	304,8	440,1	44,4	62,1	79,4	2,2	1,9	6,3	3,5	0,6	0,4	28,8	14,8
Produits chimiques	192,3	255,3	32,8	43,0	36,2	—	1,0	48,4	48,0	0,6	0,2	8,0	14,6
Total du secondaire	8 121,5	8 977,1	10,5	71,3	73,9	5,8	5,0	8,4	6,5	1,6	1,4	12,9	13,2
Utilité publique	154,3	191,9	24,4	100,0	100,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Total du tertiaire	154,3	191,9	24,4	100,0	100,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des 25 principaux produits exportés	10 075,2	11 189,9	11,1	66,5	69,9	6,2	5,9	12,1	9,2	2,6	2,1	12,6	12,9

* Chiffres provisoires.

** Chiffres préliminaires.

(1) Estimation obtenue à partir de la compliation des 25 principaux produits présumés exportés en 1981 du Canada via le Québec. La valeur des 25 principaux produits exportés par le Québec représente 70,2% de la valeur totale des exportations du Québec en 1981.

\- Signifie une donnée égale à 0 ou non disponible.

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, «Exportations du Canada chargées au Québec, par marchandise et pays»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 7,8 VARIATIONS DES PRINCIPALES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC[1] SELON LES PAYS DE DESTINATION

Secteurs	États-Unis		C.E.E.		Royaume-Uni		Autres C.E.E.		Japon		Autres pays	
	1980/79*	1981/80**	1980/79*	1981/80**	1980/81*	1981/80**	1980/79*	1981/80**	1980/79*	1981/80**	1980/79*	1981/80**
	variation en pourcentage											
Mines	-10,3	33,1	1,8	- 4,4	-22,9	37,3	12,1	-16,2	6,5	-14,1	-17,3	10,1
Total du primaire	-10,3	33,1	1,8	- 4,4	-22,9	37,3	12,1	-16,2	6,5	-14,1	-17,3	10,1
Aliments	46,3	22,5	44,1	13,2	111,5	79,3	25,7	-17,1	3,4	45,9	26,3	42,5
Bois	- 0,2	27,3	71,9	- 7,7	20,7	-34,0	142,3	10,3	172,0	- 8,7	398,9	62,4
Papiers	8,0	16,7	37,2	8,0	37,8	11,4	36,0	0,1	21,7	-36,8	22,8	39,0
Métaux primaires	75,9	-12,8	92,3	-42,6	39,0	-31,6	145,7	-48,9	154,5	-99,2	90,1	-26,4
Machinerie	47,7	0,4	84,7	99,5	***	311,4	65,9	74,4	-20,3	96,1	26,9	24,8
Matériel de transport	18,3	29,6	55,7	7,1	44,8	3,8	63,9	9,3	122,5	13,1	32,8	21,8
Appareils et matériel électriques	134,9	84,9	153,1	- 9,0	117,9	24,5	168,5	-21,0	65,9	- 9,8	46,3	-25,8
Produits chimiques	0,8	11,7	51,2	34,3	—	—	51,2	31,6	- 6,4	-51,9	-25,9	144,1
Total du secondaire	28,0	14,5	67,1	-10,8	40,1	- 5,0	92,7	-14,8	30,9	- 5,4	54,6	14,1
Utilité publique	48,4	24,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total du tertiaire	48,4	24,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des 25 principaux produits exportés	22,5	16,8	34,7	- 8,4	16,6	5,4	46,2	-15,4	17,4	- 9,8	33,8	13,4

* Chiffres provisoires.
** Chiffres préliminaires.
(1) Estimation obtenue à partir de la compilation des 25 principaux produits présumés exportés du Canada par le Québec. La valeur des 25 principaux produits exportés du Canada par le Québec représente 70,2% de la valeur totale des exportations en 1981.
- Signifie une donnée égale à 0 ou non disponible.
*** Signifie une donnée supérieure à 1000%.
SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, «Exportations du Canada chargées au Québec par marchandises et pays»; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.

TABLEAU 8,1 INVESTISSEMENTS, SECTEUR TERTIAIRE QUÉBEC

	1977	1978	1979	1980	1981*	1978/77	1979/78	1980/79	1981/80
	millions de dollars					variation en pourcentage			
Transports[1]	764,9	801,0	996,5	1 141,4	1 454,4	4,7	24,4	14,5	27,4
Communications[2]	652,3	755,0	804,7	936,9	1 028,2	15,7	6,6	16,4	9,7
Autres services d'utilité publique[3]	2 104,7	2 751,3	2 994,1	2 836,7	3 009,3	30,7	8,8	- 5,3	6,1
Total services d'utilité publique	3 521,9	4 307,3	4 795,3	4 915,0	5 491,9	22,3	11,3	2,5	11,7
Commerce	283,1	330,0	346,3	347,8	363,6	16,6	4,9	0,4	4,5
Finances, assurances et immeubles	466,7	371,5	329,2	362,2	559,2	-20,4	-11,4	10,0	54,4
Services commerciaux	592,8	664,8	984,1	1 110,4	935,0	12,1	48,0	12,8	-15,8
Total commerce, finances et services commerciaux	1 342,6	1 366,3	1 659,6	1 820,4	1 857,8	1,8	21,5	9,7	2,1
Institutions et ministères gouvernementaux	2 218,3	2 192,1	2 153,8	2 478,6	2 698,7	- 1,2	- 1,7	15,1	8,9
Grand total	7 082,8	7 865,7	8 608,7	9 214,0	10 048,4	11,1	9,4	7,0	9,1

* Dépenses provisoires.
(1) Comprend chemins de fer, transports urbain, maritime, aérien et routier, entreposage, oléoducs et gazoducs, routes et ponts à péages et biens capitaux imputés aux dépenses d'exploitation.
(2) Comprend téléphone, réseaux de télégraphe et de câbles et radiodiffusion.
(3) Comprend énergie électrique, distribution du gaz, silos à céréales et services de distribution d'eau.
SOURCES: Investissements privés et publics au Canada, (61-205), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, Développement économique.